

Silence

N°291
292
Janvier
2003
6 €
10 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Forum social
Florence
et Porto Alegre

Politique
Sous les tribunes...
la vie

A group of five people are riding bicycles on a paved path that winds through a dense forest. The path is lined with tall, thin trees and lush green ferns. The scene is bright and natural, suggesting a peaceful outdoor activity.

**Alternatives en
Aquitaine**

+ DE 1500 ADRESSES EN AQUITAINE

Sommaire

Un centre d'accueil
Terre de Jor

Solidarité
**La maison
des associations**

à Agen *de Monique Guittenit*

Social
Champ d'action

Politique
**- La Basse-Cour
- Les démos**

Education
Les Ikastola

Art et environnement
**Le domaine
d'Abbadia**

Agriculture
**La ferme conserva-
toire de Layssard**

Santé
Nola-Nahika

Habitat sain
**- Au milieu du
chant des oiseaux
- Construction
respectueuse**

Femme
**La maison
des femmes**

Commerce équitable
Azimuts

Vivre ensemble
**La hameau
de Boussac**

Culture
**- On a tous
révé d'Utopia**

- Nomis
Médias
Ortzadar

Edition
Utovie

Brèves

8 Vacances

12 Bio

13 Consommateurs

15 Solidarités locales

20 Politique

25 Paix

26 Energies

30 Education

34 Environnement

38 Agriculture

43 Santé

47 Habitat sain

50 Femmes

53 Solidarités

internationales

56 Vivre ensemble

62 Culture

68 Médias

70 Livres

Nucléaire
Conte pour frémir
de Pan

Forum social
**Faut-il aller à Porto
Alegre ?**
de Michel Lulek

Brèves
72 Vu de l'intérieur
73 Energies
74 Nucléaire

80 Annonces

80 Alternatives

82 Environnement

84 Paix

84 Santé

Forum social
De Florence à Paris
de Madeleine Nutchey

Politique
**Sous les tribunes...
la vie**
d'Alain-Claude Galtié

85 Nord-Sud

86 Femmes

87 Politique

92 Livres

94 Courrier

Aux lectrices et lecteurs d'Aquitaine

Depuis 1982, la revue *Silence* essaie d'animer le débat sur les valeurs de l'écologie, des alternatives de terrain et de la non-violence. Elle essaie de donner la parole à celles et ceux qui pensent que la société actuelle n'est pas une fatalité.

Jusqu'en 1986, elle n'était que régionale. Puis, elle est devenue «franco-phone».

En 2003, après plus de 20 ans de fonctionnement, la revue, devenue une des plus importantes dans le domaine de l'écologie politique s'inscrit cette fois à l'Aquitaine. C'est en 1997 que nous avons lancé le concept de numéros régionaux.

Nous avons ainsi publié :

■ l'Alsace (n°218), ■ la Bretagne (n°259/260), ■ le Limousin (n°265-266), ■ le Rhône (n°272/273), ■ la Normandie (n°278-279), ■ l'Isère (n°285-286), et nous préparons ■ la Franche-Comté (n°298-299).

Si vous découvrez Silence avec ce numéro, précisons que la revue ressemble habituellement à la deuxième partie de ce numéro double, avec un dossier thématique en première partie (voir les numéros disponibles en avant-dernière page).

Sachez enfin que nous ne sommes pas habituellement en kiosque, que l'on nous trouve dans les magasins bio et quelques librairies, et que le plus simple pour poursuivre la route avec nous est encore l'abonnement.

Aux autres lectrices et lecteurs

Le dossier de ce mois est «transversal» dans la mesure où nous avons essayé de faire une liste la plus complète possible de ce qui se passe en Aquitaine.

Nous faisons le choix de publier le maximum d'adresses, chacun pouvant y choisir ce qui lui semble correspondre à sa définition des alternatives. Du fait du temps de collecte de ces adresses et de la fluctuation du milieu des alternatives, il est certain que certaines sont déjà dépassées.

De nombreuses adresses personnelles figurent dans ce numéro. Par politesse, il faut toujours prendre rendez-vous avant de vous rendre à l'une de celles-ci.

Nous devrions en principe poursuivre notre tour de France par la Franche-Comté, en été 2003.

La préparation de ces numéros demande un gros travail pour la collecte des adresses. Si vous êtes intéressés pour aider à un tel projet dans votre région, prenez contact avec nous pour en discuter les modalités.

Silence

Écologie • Alternatives • Non-violence

✉ Courriers :

9 rue Dumenge, F 69004 LYON

☎ Renseignements

04 78 39 55 33 mardi et jeudi

☎ Diffusion - Comptabilité - Abonnements

04 74 07 08 68 le mardi

04 78 39 55 33 le jeudi

☎ Rédaction

04 78 39 55 33 le mercredi

☎ Stands, correspondants

04 77 41 18 16

☎ Virements bancaires

CCP 550 39 Y LYON

☎ Distribution en Belgique

Brabant-Ecologie

Route de Rénipont, 33 - B - 1380 OHAIN

Tél / fax : 02 633 10 48

CCP 000 15 19 365 34

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriot - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique.

La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 1^{er} trimestre 2003

Tirage : 7 000 ex

Editeur : Association Silence

Présidente : Madeleine Nutchey

Vice-président : Xavier Sérédine

Trésorière : Myriam Cognard

Vice-trésorier : Jacques Caclin

Administratrice : Suzanne Vignal

Réalisation de la revue

Directrice de publication : Madeleine Nutchey Secrétaires

de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru Gestion et

abonnements : Michel Jarru Communication et documen-

tation : Alexandre Esteban Maquette et publicité : Vincent

Cheyne Stands salons et fêtes : Bruno Clémentin

Rédaction : Michel Bernard, Alexandre Esteban, Alain-

Claude Galtié, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulard,

Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier Conseillers scienti-

fiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques

Grinevald, Henri Persat, André Picot Dessinateurs : Altho,

Lasserpe, Mahlen Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise

Weite Expédition : Mélanie Combes, Claude Crotet,

Marguerite Descamps, Vincent Martin, Paulette Mazoyer,

Sylviane Michel, Bernard Parez, Christian Rony, Reine

Rosset, Jacqueline Schilt, Myriam Travostino Ont partici-

pé à ce numéro : Colette Boulard, Jean-Marc Carité,

Marie Clem's, Monique Guittenit, Stéphane Lhomme,

Michel Lulek, Victor Pachon,

Couverture : Centre départemental du tourisme des Landes.

Venez nous voir !

N°293 - février

Comité de clôture des articles :

samedi 14 décembre à 14 h

(clôture brèves : mercredi 8 janvier à 12 h)

Expédition :

vendredi 24 janvier de 14 h à 21 h 30

N°294 - mars

Comité de clôture des articles :

samedi 1^{er} février à 14 h

(clôture brèves : mercredi 5 février à 12 h)

Expédition :

vendredi 21 février de 14 h à 21 h 30

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

**Bulletin
d'abonnement page 95**

SUD-OUEST, UNE MÉTIAGE DE RÉGIONS



PAS TOUCHÉ À LA CENTRONS DU BURNAYS



DES FÉRIAS IMMENSES



BORDELAIS, DES VINS EXCEPTIONNELS



COURSE À LA MÉDIOCRITÉ À BORDEAUX



Le puzzle d' aquitaine

Tout commence à Bordeaux quand on nous propose de coordonner un numéro régional. Si l'agglomération bordelaise est la plus peuplée dans la région, peut-on ne traiter que de celle-ci, ou alors étendre à la Gironde ? Au sud du département et dans les Landes, entre la Garonne et l'Adour, la population est très dispersée et nous ne pourrions jamais faire un spécial «Landes». Mais fallait-il agrandir à toute l'Aquitaine ? Quels liens peut-il y avoir entre la vallée de la Garonne et le bassin de l'Adour ? Dans les Pyrénées-Atlantiques, comment présenter la situation qui prévaut : l'ignorance mutuelle des Béarnais, aux racines occitanes, et des Basques dont le regard est tourné vers les autres provinces espagnoles ?

Si le Périgord est un prolongement du Limousin que nous avons déjà présenté, comment entrer en contact avec les groupes basques qui écrivent dans une langue totalement hermétique (pour nous !).

Si une partie de la région est tournée vers le littoral atlantique, de Bordeaux à Hendaye, cette influence est peu sensible à Agen, Périgueux ou Pau. Le nord de la région est vallonné, le sud est montagneux. Entre les deux, l'immense forêt des Landes (un tiers de la région) constitue une frontière très visible.

Cette hétérogénéité se retrouve dans le milieu qui nous intéresse. A quelques exceptions près, les réseaux alternatifs, associatifs, sont tout aussi dissociés entre départements et même en leur sein. Ceci fait que sans cesse, nous perdons la trace que nous suivions et nous terminons ce numéro en étant persuadé d'avoir raté des pans de l'information (1).

Michel Bernard ■

(1) Par exemple, l'association Pégase-Périgord a mis sur Internet une liste des professionnels de l'habitat sain. Domiciliée en Dordogne, elle donne plusieurs dizaines d'adresses dans ce département, pratiquement aucune dans le département des Pyrénées-Atlantiques.

Terre de Jor



Terre de Jor se veut plus qu'un centre d'accueil, il se veut un relais sur le chemin de celui qui est en recherche personnelle. Un bâtiment construit en habitat sain, une restauration bio et végétarienne assurent une ambiance conviviale.



La vallée de la Vézère, dans le nord de la Dordogne, est classée patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO. On y trouve en effet des traces des civilisations anciennes en quantité : grottes de Lascaux, habitats troglodytes, dolmen gaulois, voies romaines, églises romanes, châteaux... De tout temps, cette vallée a été une voie de circulation. Alors que le département est plutôt en déclin, cette vallée se porte bien, son agriculture se maintient et depuis une trentaine d'années, elle a bénéficié de l'arrivée de nombreux néo-ruraux qui y ont développé un grand nombre d'activités artistiques.

Autre pôle d'attraction : le château de Chaban, situé au dessus de la vallée, avec un point de vue fantastique, a été acheté au début des années 70 par Bernard Benson, l'auteur du *Livre de la paix*, un livre qui à l'époque de la contestation d'une nouvelle génération de missiles en Europe, avait provoqué le développement d'un grand nombre de groupes non-violents dans toute la France et à l'étranger. Bernard Benson, mort depuis, a notamment favorisé l'implantation de centres bouddhistes tibétains sur la Côte de Jor, avant de revendre son château pour raison économique. Ces centres bouddhistes se sont développés et un vaste projet a démarré pour créer un Centre européen du bouddhisme tibétain. Ce centre, qui regroupera une immense bibliothèque de textes religieux, draine déjà

Plazac ne compte que 400 habitants mais 20 nationalités !

des personnes du monde entier, ce qui a contribué à renforcer le tourisme vert local, déjà bien implanté.

Avant de venir dans cette vallée, Jean et Catherine ont connu une première période communautaire. Ils habitaient à Nantes. Catherine était infirmière, Jean œuvrait en milieu populaire avec de jeunes adolescents. Cette vie urbaine était alors très militante. Au bout de quelques années, ils ont senti venir une saturation. Pour changer de rythme et offrir un cadre de vie plus agréable à leurs trois jeunes enfants, ils sont venus, en 1981, en Dordogne lorsqu'une opportunité s'est faite dans un centre de vacances. A Nantes, ils avaient l'habitude d'héberger des personnes en difficulté. A la demande d'un médecin de Périgueux, ils ont naturellement accepté de poursuivre ce genre d'accueil en arrivant en Dordogne.

Ils découvrent alors une région riche en artistes, en thérapeutes alternatifs (ostéopathes, kinésithérapeutes, acupuncteurs, massage énergétique, art-thérapie, etc.).

On trouve dans cette vallée la société Harmonia qui commercialise des carillons Eolyre qui jouent de la musique avec le vent (1), des fabricants de yourtes et de tipis, une fabrique de bols tibétains musicaux, un studio d'enregistrement (2), des artisans, des sculpteurs, des peintres, etc. Beaucoup de ces personnes se retrouvent dans des soirées cultu-

relles à «La Marjolaine», le bar de Plazac (3). Plazac ne compte que 400 habitants mais 20 nationalités ! Il n'y a pas de problème d'intégration car l'arrivée des néo-ruraux a commencé il y a maintenant plus d'une génération et plusieurs conseillers municipaux sont d'origine étrangère.

L'accueil de personnes en difficulté est lourd dans le cadre familial et une réflexion s'engage sur la possibilité de créer un lieu d'accueil à proximité, qui permette de mieux respecter les besoins de la famille. L'idée n'est encore que floue quand l'employeur de Jean lui annonce son intention de vendre le centre de vacances. Jean comprend que sous peu il va se retrouver au chômage.

Coincidence, c'est à ce moment-là que le mari d'une personne qu'ils avaient accueillie pendant trois semaines dans la famille en situation d'urgence, propose une grosse aide financière pour soutenir l'idée de l'ouverture d'un centre d'accueil.

Ils décident alors de concrétiser ce projet en incluant autour d'un centre d'accueil, des stages de développement personnel, une démarche de santé. En contact avec le centre bouddhiste, ils savent aussi que ceux-ci ne proposent que des hébergements sommaires et que des visiteurs souhaiteraient un lieu de résidence plus confortable. A partir de 1988, ils vont donc monter un projet de centre d'accueil à quelques kilomètres du centre bouddhiste.

(1) Harmonia, Les Selves, 24290 Martignac, tél : 05 53 50 54 94.

(2) Laurent Claude, studio d'enregistrement, 2580 Plazac, tél : 05 53 50 54 87.

(3) La Marjolaine, Le Bourg, 24580 Plazac.



Terre de Jor

Un habitat sain

Comme ils veulent un lieu qui soit paisible et qui incite à la détente, une réflexion va être faite pour essayer de prévoir les bâtiments les plus agréables possible. Il y a déjà dans la région plusieurs réalisations en habitat sain (4). S'inspirant d'une statue d'une déesse égyptienne, ils vont adopter une forme architecturale représentant un corps humain avec les bras ouverts pour symboliser l'accueil. Dans le torse volumineux se trouvent les pièces collectives et dans les deux bras, de part et d'autre, se trouvent les chambres privatives. L'ensemble est largement ouvert sur le sud-ouest en direction de la lumière et d'un paysage arboré. Le projet est confié à Patrice Charbonnier, un architecte. Ce dernier était déjà intéressé par la géobiologie, le nombre d'or

Une forme architecturale représentant un corps humain avec les bras ouverts pour symboliser l'accueil.

(proportions harmonieuses). Il va faire de ce projet son sujet de diplôme en géobiologie (5).

Le bâtiment va favoriser au maximum les techniques de l'habitat sain, ne conservant de l'habitat classique que neuf piliers de béton qui vont soutenir la structure centrale sur trois niveaux. Le bâtiment est semi-enterré. L'entrée à l'est donnant au premier étage. Le rez-de-chaussée va comprendre une vaste salle circulaire pour les repas, avec un coin cheminée et bibliothèque. Cette pièce bénéficie également d'une fontaine dont le bruit assure une douce ambiance sonore. C'est le ventre de la maison, le cocon convivial. D'un côté se trouvent les cuisines, de l'autre des chambres de plain-pied avec une terrasse. Au premier étage, on a au centre une vaste salle permettant d'accueillir les stages, avec de part et d'autre encore des chambres. Enfin, au troisième niveau, accessible par un escalier un peu acrobatique se trouve une salle de silence, lieu de méditation. A chaque niveau, la charpente bois en étoile donne une impression de sérénité. Les murs ont été montés pour partie en parpaings (la partie semi-enterrée au nord), pour l'essentiel en bois (80 % du remplissage). Les murs de refend et les escaliers sont en briques. L'habillage extérieur est tout bois, l'intérieur est en placo-

plâtre (à l'époque, le farmacel, plus sain, n'existait pas). La partie centrale dispose d'un toit en tuile, alors que les chambres sont recouvertes d'un toit végétal. Le choix du toit végétal a été fait pour que le bâtiment se fonde au mieux avec le paysage. Au départ, le toit végétal comportait de la paille, mais celle-ci se tasse très vite et nécessite de fréquents changements. En se décomposant, elle libère de l'acidité qui ronge les chéneaux de zinc. Elle a été remplacée par de la terre, laquelle se couvre très vite de végétation par ensemencement naturel. Du fait que le projet était porté par un architecte, il n'y a pas eu de difficultés pour le permis de construire... lequel a été obtenu avant le classement par l'Unesco de la vallée. Ce classement pose aujourd'hui des problèmes : il interdit de fait tout projet d'éolienne et rend très difficile l'installation de capteurs solaires.

Avec le don initial et leurs propres économies, ils disposaient d'un certain capital au départ (150 000 euros), mais l'architecte ayant vu grand (500 m² habitables), le budget final a largement dépassé leurs prévisions (de 120 000 euros). Dans un premier temps, ils ont réussi à faire des emprunts familiaux et à des amis, la plupart sans intérêt, allant de 3 mois à 10 ans. Ceci leur a permis de négocier un prêt avec la NEF, la banque alternative (6) de seulement 30 000 euros. Le chantier démarre en novembre 1989 et sera fini en février 1991. Jean profite qu'il est au chômage pour assurer une partie de la maçonnerie. Beaucoup d'amis viennent aussi proposer leurs services.



Le centre d'accueil

Au départ, le projet était associatif. Mais dans les faits, le projet est vite devenu professionnel et le passage s'est effectué en SARL. Si Terre de Jor s'affiche comme centre d'accueil, il ne souhaite pas être perçu comme un hôtel. Plutôt que des gens de passage pour une seule nuit, il est recherché des personnes qui vont venir s'installer, pour un stage ou pour se détendre, pendant plusieurs jours. Le lieu est présenté comme un lieu d'échanges et d'écoutes. Chacun doit pouvoir s'y sentir «comme à la maison», avec un grande qualité de relations entre les personnes. Pendant l'année, la structure n'est animée que par le couple. Pour couper le travail de la vie privée, et pour pouvoir consacrer du temps à leurs trois enfants, le couple ne loge pas sur place. Une personne est embauchée en renfort pendant les deux mois d'été pour la cuisine, le centre étant généralement complet pendant cette période.

La nourriture est exclusivement végétarienne à l'exception d'un plat de poisson de temps à autre. Elle essaie dans la mesure du possible d'être biologique, mais cela n'est pas toujours possible à 100 % du fait des difficultés d'approvisionnement. Il existe de nombreux producteurs biologiques dans les environs, mais leur éparpillement et l'irrégularité de leur production oblige à passer par une centrale d'achat. Jean, qui aime le jardinage, aurait voulu associer un jardin avec le centre d'accueil, mais la législation interdit ce genre de pratique : la nourriture doit être achetée afin que l'on puisse en assurer la traçabilité. C'est officiellement une question d'hygiène, dans la réalité, cela permet à l'Etat de prélever sa TVA.

Le fait que le centre soit végétarien ne détone pas dans la région : les bouddhistes sont souvent végétariens, beaucoup de néoruraux le sont également. Dans une commune voisine, à Tursac, l'école primaire propose des menus bio mis en place par les parents, avec des menus végétariens de temps en temps.

Catherine qui a une passion pour la cuisine ne se contente pas de menus végétariens français, elle propose également des menus du monde, avec des spécialités de l'Inde, de la Russie, etc., des menus de couleurs, des recherches sur les goûts.

Un excellent endroit pour se ressourcer.

Michel Bernard ■

■ Catherine et Jean Fonjallaz, Terre de Jor, 24290 Saint-Léon-sur-Vézère, tél : 05 53 50 57 01.

(4) Il y a une maison en bois cordé à Fleurac avec un toit végétal.

(5) Patrice Charbonnier, 19, avenue Charles-de-Gaulle, 24380 Vergt, tél : 05 53 54 95 39.

(6) La NEF, Nouvelle économie fraternelle, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69100 Villeurbanne, tél : 08 11 90 11 90.



Marie Clem's



Marie Clem's

Chacun doit pouvoir s'y sentir «comme à la maison».



Marie Clem's



Marie Clem's



VACANCES

Accueil paysan

Accueil paysan est un réseau national qui s'est mis en place autour d'une charte prévoyant pour les paysans qui font de l'accueil en ferme la volonté d'échanger avec les vacanciers dans un esprit convivial et de partage des savoirs-faire. Le siège d'Accueil paysan est à Grenoble. Voici les adhérents de la région.

■ Accueil au verger, Renate et Jörg Weber, Chabanas, 24300 Abjat-sur-Bandiât, tél : 05 53 56 85 59. *Ferme biologique cultivant des fruitiers avec transformation sur place (confitures, sirops...).* Situé dans le parc naturel régional (gîte Panda). Une chambre pour deux, un studio pour deux, un gîte pour quatre.

■ Anes à chroniques, Eric Lyphout et Brigitte Michal, La Rougerie, 24390 Tourtoirac, tél : 05 53 50 09 49. *Gîte et tables d'hôte en accueil paysan dans une architecture typique du causse du Périgord blanc. Randonnées pédestres accompagnées d'ânes bâtés, VTT. Une chambre aménagée pour handicapé.*

■ Marc Tinon, Le Breuil, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 85 76. *Deux chambres.*

■ Ginette et Jean-Paul Verdier, La Terrasse, 24260 Le Bugue, tél : 05 53 07 28 84. *Deux gîtes de 4 à 5 places, un chalet pour 3 à 4 personnes, trois chambres pour six personnes, un camping.*

■ Elevage de la Prenchaudie, Sélin Aleth et Bernard, 24370 Saint-Julien-de-Lampon, tél : 05 53 29 77 21. *Quatre chambres pour six personnes, table d'hôte pour 12 personnes maxi.*

■ Marie-Thérèse et Joseph Lacroix, ferme de Dossan, route de Lecourt, 40230 Saint-Géours-de-Marenne, tél : 05 58 57 32 31. *Trois chambres.*

■ Christiane et Francis Bareit, ferme bio de Pouyes, 40300 Sorde-l'Abbaye, tél : 05 58 73 61 42. *Gîte paysan de 5 places et table d'hôte pour 15 couverts.*

■ Mathilde et Francis Bœuf, lieu-dit Passé, 47120 Pardaillan, tél : 05 53 89 64 54. *Trois chambres et table pour 6 couverts.*

■ Ferme de loisirs enfants de l'Eztim-

borda, Bernadette et Alain Eiheramouno, 64120 Larribar-Sorhapuru, tél : 05 59 65 77 38. *Accueil possible pour onze enfants.*

■ Maité et Pierre Erbin, maison Serbielle, 64190 Angous, tél : 05 59 66 50 20. *Deux chambres, camping de six emplacements.*

■ Muriel et Philippe Garat, Moleressene, 64210 Arbonne, tél : 05 59 41 90 18. *Gîte de quatre places dans ferme biologique.*

■ André Changala, Pekoainia, 64220 Anhaux, tél : 05 59 37 27 03. *Auberge paysanne de 30 couverts, deux chambres d'hôtes.*

■ Félicie Changala, Pekoainia, 64220 Anhaux, tél : 05 59 37 00 71. *Quatre chambres.*

■ Mayie Elicagaray, 64220 Bussunaritz, tél : 05 59 37 00 40. *Quatre chambres, table de huit couverts.*

■ Gisèle Iriart, Lohixeta, 64220 Ascarat, tél : 05 59 37 07 31. *Gîte quatre personnes, deux chambres. Vignoble.*

■ Christiane Sempé, maison Caracotchia, 64220 Lacarre, tél : 05 59 37 03 97. *Pension d'animaux, trois chambres.*

■ Thérèse Urruty et Patrick Roucoules, Ihartzeko Borda, 64240 La Bastide-Clairence, tél : 05 59 29 46 55. *Ferme-auberge biologique, quinze couverts.*

■ Famille Harispourou, maison Fagaldia, 64250 Itaxassou, tél : 05 59 29 82 01. *Deux chambres.*

■ Yvette et Pierre André, chemin de Castagnet, quartier Haut-de-Gan, 64290 Gan, tél : 05 59 21 51 84. *Camping six places. Elevage de canards gras en bio.*

■ Rolland Mathieu, ferme L'Escouplé, 64300 Castener, tél : 05 59 69 33 09. *Deux chambres et repas sur réservation.*

■ Jean-Michel Moureu, maison Touroun, 64390 Andrein, tél : 05 59 38 53 48. *Gîte pour 6 à 8 personnes.*

Centres de naturisme

La plupart sont ouverts de mi-avril à mi-octobre. Le reste du temps, une petite laine est quand même conseillée.

■ Laulurie en Périgord, 24330 La Douze, tél : 05 53 06 74 00.

■ Le Cro-Magnon, Allas les Mines, BP 5, 24220 Beynac, tél : 05 53 29 13 70.

■ Le Couderc, Naussannes, 24440 Beaumont-du-Périgord, tél : 05 53 22 40 40.

■ Terme d'Astor, Saint-Avit Rivière, 24480 Bouillac, tél : 05 53 63 24 52.

■ Domaine du Chaudeau, 24700 Saint-Géraud-le-Corps, tél : 05 53 82 49 64.

■ Euronat, 33590 Grayan L'Hopital, tél :



Vallée de la Dordogne.

05 56 09 33 33.

■ La Jenny, 33680 Le Porge, tél : 05 56 26 56 90.

■ Château Guiton, 33760 Frontenac, tél : 05.56.23.52.79.

■ CHM Montalivet, 33930 Vendays-Montalivet, tél : 05 56 73 26 70.

■ Arnaoutchot, 40560 Vielle St Girons, tél : 05 58 49 11 11.

■ Domaine Laborde, Paulhiac, 47150 Montflanquin, tél : 05 53 63 14 88.

■ Le Pepsy, Gardelles, Le Laussou, 47150 Montflanquin, tél : 05 53 36 51 49.

La Bergerie

Yvette Naal, compagne de l'Arche de Lanza del Vasto, après de nombreuses années passées en Palestine à soutenir les initiatives de paix, a ouvert une chambre d'hôte avec table d'hôtes bio et végétarienne. Trois chambres dans une maison récente de style périgourdin. Possibilités végétalien et plats palestiniens. A 30 km de Bergerac.

■ La Bergerie, Yvette Naal, Millac, 24150 Mauzac et Grand-Castang, tél : 05 53 22 52 41.

Et également Dordogne

■ Gîte de la forêt, Dominique Lepage et Laurent Couturier, la Forêt, 24140 Queyssac, tél : 05 53 73 84 57. *Ancienne ferme du 18e rénovée, au nord-est de Bergerac, deux gîtes plein sud indépendants, 4 et 7 personnes. Propriété cultivée en biodynamie.*

■ Gîte de Roc de Contal, Elisabeth et Christian Gendre-Pellizzoni, 24150 Cause-de-Clérans, tél : 05 53 57 85 94. *Ferme avec verger biologique offrant un gîte pour 4-5 personnes toute l'année (chauffage au bois) dans région où la nature est préservée.*

■ Pas à pas, 24220 Caux, tél : 05 53 30 34 26. *Association de randonnée sur les sentiers de la préhistoire, au pays des mille châteaux avec séjour dans fermes auberges ou petits hôtels, de la journée à la semaine.*

■ Ferme bio de Château Richard, Richard Doughty, La Croix-Blanche, 24240 Monestier, tél : 05 53 58 49 13. *Ferme viticole biologique. Gîte pour 4 personnes, piscine. Paysage de vignes.*

■ Ferme apicole bio, Yves Génestoux, Rénamon, 24350 Grand Brassac, tél : 05 53 03 54 50. *Près d'une rivière (canoë, kayak), gîte de cinq places et camping d'été, huit emplacements. Ferme Nature &*

Progrès.

■ Jean-François et Catherine Penouilh, Rabette, 24380 Saint-Mayme-de-Pereyrol, tél : 05 53 08 51 01. *Deux gîtes : un pour 3-4 personnes, l'autre pour 7 personnes.*

■ Philippe Guillot, Saint-Michel, 24390 Tourtoirac, tél : 05 53 50 43 66. *Dans un ancien site abbatial, dans une région de châteaux et de site préhistorique, lieu privilégié pour les promenades à pied, à vélo, à cheval...*

■ Gaële et Michel Delrieux, Jardin biologique de La Contie, 24400 Saint-Géry, tél : 05 53 58 64 31. *Camping à la ferme, 15 places, douches solaires, jeux d'enfants, production de fruits et légumes dont plus de 100 courges différentes. Petite boutique bio et pain bio maison. Possibilité séjour gratuit contre aide aux cultures.*

■ Claudine Russeil, Le Breuilh, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 85 76. *Gîte Panda et Accueil paysan dans le parc Périgord-Limousin. Découverte de la nature, prairies humides, zones tourbeuses avec orchidées, linaigrettes, coteaux et vallées. Elevage de moutons. Sept personnes maximum.*

■ Gîte rural Arcadie, Bertrand Linke, 24480 Le Buisson, tél : 05 53 22 07 41. *Huit chambres pour 12 personnes, salle à manger pour 20 personnes dans beaux bâtiments et parc de 2,5 hectares.*

■ Accueil de la Musardière, Marie Binet, étang de Manan, 24490 Saint-Michel-l'Ecluse-et-Léparon, tél : 05 53 91 62 31. *Trois chambres et table d'hôte en partie biologique (30 %) et végétarienne, Cours de cuisine possible.*

■ La Roche, David Allison et Alison Coutanche, 24530 Champagnac-de-Belair, tél : 05 53 54 22 91. *Deux chambres d'hôtes et table d'hôtes végétarienne, végétarienne sur demande. Potager bio. 38 km au nord de Périgueux.*

■ Gîte à la ferme bio, Ursula Sattler, La Garde, 24580 Rouffignac, tél : 05 53 05 42 42. *Gîte de 5 lits dans ferme de production pommes et poires, moutons, ânes et jardin potager.*

■ Ferme-auberge de la Combe, Françoise Wagnon, La Combe, 24620 Les Eyzies, tél : 05 53 06 94 68. *Une chambre d'hôtes et cinq gîtes pour 5 personnes. Restauration à 90 % bio avec spécialités végétariennes. Légumes et produits laitiers de la ferme.*

Gironde

■ Guy Bonneaud, Broy, 33113 Saint-Symphorien, tél : 05 56 25 74 46. *Chambre pour deux personnes et gîte mitoyen. Jardin japonais. Dans parc naturel des Landes (gîte Panda).*

■ Château La Grave, Paul Barre, 33126 Fronsac, tél : 05 57 51 31 11. *Table d'hôtes pour groupe dans domaine viticole*



DR

La dune du Pyla.



DR

en biodynamie.

- Josette Bouron, 33190 Fossès-et-Baleyssac, tél : 05 56 61 70 50. Gîte pour 6-7 personnes avec cheminée dans vignoble bio.
- Patrick Pouvreau, 33620 Saint-Mariens, tél : 05 57 68 13 20. Camping, gîte, chambre et table d'hôtes dans domaine viticole bio.
- Château Meylet, Michel Favard, La Gomerie, 33330 Saint-Emilion, tél : 05 57 24 68 85. Quatre chambres dans maison girondine du 18e, rénovée en matériaux sains, sur domaine viticole en biodynamie.



La forêt landaise.

Bicyclettes à disposition.

- Jean-Gabriel Yon, La Croix-Simon, 33350 Saint-Magne-de-Castillon, tél : 05 57 40 21 92. Gîte et camping dans ferme viticole bio.
- Cathy Boschetti, 46, route de Badet, 33770 Salles, tél : 05 56 88 47 24. Dans le parc régional des Landes, 4 chambres de 1 à 4 places, une table d'hôtes, une salle de travail.

Landes

- Centre du Galunlati, 1234, route de Commensacq, 40210 Labouheyre, tél : 05 58 04 52 92. Dans un parc, lieu de séjour avec cuisine végétarienne.
- Moulin vieux, Liliane Jehl, 40420 Garein, tél : 05 58 51 61 43. Trois chambres d'hôtes, deux chambres d'ortoirs de 5 lits, une table d'hôte 100 % bio, végétariens à la demande.
- Michel et Colette Congoste, Bos-de-Bise, 40630 Luglon, tél : 05 58 07 50 90. Dans le parc régional des Landes (gîte Panda), maison indépendante avec trois chambres, cheminée, grand confort. Deux chambres d'hôtes également.

Lot-et-Garonne

- Le Marchon, Luc Smets, Henri et Maria Van Straaten, 47130 Bazens, tél : 05 53 87 22 26. Chambres d'hôtes avec repas bios et végétariens. Sensibilisation médecines douces et sculpture.
- Association vie et partage, 13, rue de Peyragude, 47140 Penne-d'Agenais, tél : 05 53 41 25 18. Accueil pour les vacances dans un village médiéval.
- Domaine de Crozefond, Claudette Pozzer, Saint-Aubin, 47150 Montflanquin, tél : 05 53 36 42 41. Gîte pour 4 adultes et table d'hôtes 100 % bio dans ferme Nature & Progrès.

- Lys de Vergne, 47210 Villeroi, tél : 05 53 36 61 54. Chambres et tables d'hôtes dans une ferme périgourdine du haut Agenais.
- Domaine de Monfleuri, Dominique Barron, 47250 Bouglon, tél : 05 53 20 61 30. Chambre et table d'hôtes bio et végétarienne dans maison du 18e, verger bio.
- Théo De Wildt et Beppie Glaab, Combe de Sarda, 47270 La Sauvetat-de-Savères, tél : 05 53 95 39 12. Gîte de 6 places, gîte d'étape, camping. Possibilité petit déjeuner, brunch, rando botaniques dans ferme biologique.
- Ferme du Bois Mercier, Raoul et Denise Bousquet, route de Douzains, 47330 Castillones, tél : 05 53 36 81 97. Gîte de 5 places, table d'hôtes (60 % bio), camping à la ferme, chambre d'hôtes, hébergement possible en tipis, dans ferme bio de 55 hectares, vente directe de pruneaux, haricots, piments...
- Le Grand Mouligné, Marie-Florence Marchand, et Emmanuel Chataigné, 47360 Montpezat-d'Agenais, tél : 05 53 67 57 34. Gîte deux personnes, deux petites chambres, camping, possibilité de réductions en échange de participation aux travaux de la ferme bio Nature et Progrès.

Pyrénées-Atlantiques

- Ineke Van der Weide, 64160 Anos, tél : 05 59 68 93 43. Organisation de randonnées aux Pays-Bas avec logement dans une

L'Adour.



DR

péniche itinérante et randonnées journalière à vélo (30 à 50 km par jour).

- Camping d'Etche Zahar, Robert et Béatrice Gros-Doat, allée de Mesplès, 64240 Urt, tél : 05 59 56 27 36. Camping 3 étoiles avec désherbage thermique et non chimique, boutique avec produits bios, 15 km de Bayonne.
- Colette Prince, Karrikaburia, 64240 Ayherre, tél : 05 59 29 47 04. Gîte spacieux pour 4 personnes dans ferme du 18e, bioclimatique d'origine, chauffe-eau solaire, tri sélectif des déchets. Documentation sur les curiosités écologiques locales disponibles.
- Jacqueline Baylaucaq, 64260 Bielle, tél : 05 59 82 60 81. Près de l'aire de nourrissage des vautours de la réserve naturelle d'Ossau, gîte d'étape Panda, trois chambres.
- Marie Paroix, association des Bains de secours, 64260 Sévignacq-Meyracq, tél : 05 59 05 89 70. Huit chambres pour 20 places avec possibilité séjour balnéo. Pension complète possible avec repas bio (60 à 90 % selon saison), et végétariens sur demande.

- Jean-Claude Delmont, 32, route de Belair, 64260 Buzy, tél : 05 59 05 53 07. Chambres à la semaine pour amateurs de randonnées douces, observations ornithologiques et découverte des plantes médicinales et aromatiques dans le parc naturel Sierra de Guara.
- Le Paradis perdu, Jean-Luc Daugarou, maison Barran, 64300 Balansun, tél : 05 59 67 83 55. Quatre chalets en rondins avec cheminée, au bord d'un lac entouré d'un bois entretenu par des chèvres naines, en montagne. Pêche et randonnées.
- Annick Istil-Combes, gîte de Marie-Blanche, 64490 Escot, tél : 05 59 34 41 09. Gîte Panda junior pouvant accueillir jusqu'à 16 enfants de 6 à 13 ans à la semaine, avec activités en été : découverte de la nature, soins aux animaux, balades, bivouacs, ateliers... En hiver, balades à raquettes, construction d'igloos; ski de fond, luge.
- Eliane et Jacques Balesta, rue des Ecoles, 65680 Ogeu-les-Bains, tél : 05 59 34 91 01. Trois gîtes et camping de 25 emplacements dans ferme biologique à proximité d'une falaise à vautours. 25 km au sud de Pau.

Le pays Basque.



DR

La Maison des associations à Agen

De la lutte antinucléaire contre la centrale de Golfech est née la maison des associations d'Agen qui regroupe plusieurs activités dans des domaines apparemment différents et pourtant proches.

L'idée de créer un lieu alternatif à Agen est venue à la suite de la lutte intense menée par Stop Golfech en 1989-90 pour empêcher le démarrage de la centrale. Une vingtaine de personnes, ayant travaillé ensemble pendant de longs mois, ont eu envie de construire un endroit où exprimer, faire connaître les idées/actions qui leur tenaient à cœur, faisant leur l'adage : « Les

utopies actuelles sont la société de demain ». De 1990 à 1992, les associations pressenties n'étant pas prêtes à tenter l'aventure, un cinéma désaffecté, le Gallia, géré par Stop Golfech seule, traduit cette envie d'ancrage. En mai 1992, le noyau d'associations s'était mis en place et le lieu fut enfin trouvé. Ainsi naquit « La Maison des associations ».

Attac

Ce comité local d'Attac, Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens, a été créé en juin 1999 et, sous forme associative, en octobre 2000. Les membres (une centaine) se réunissent le premier lundi de chaque mois à 19 h 30. Ils organisent des débats, discussions rencontres, sur divers thèmes allant des OGM aux paradis fiscaux, en passant par le commerce des armes, l'eau, la santé, la culture et les ressorts de l'immigration... Les buts sont la diffusion de l'information, le questionnement, la réflexion.

Attac-Agen est partenaire de plusieurs collectifs, tel celui mobilisé pour la paix, le respect, la reconnaissance de l'Etat palestinien ; celui contre la guerre en Irak ; ainsi que du comité de soutien à la société Valenergol en procès (voir rubrique énergie). Il participe à l'accueil des paysans du Karnataka.

Le comité intervient également lors de forums organisés par des collèges, ainsi que sur des événements publics.

L'action n'est pas négligée : plusieurs de ses membres se sont rendus au Forum social européen de Florence ainsi qu'à Porto Alegre II. Sans oublier bien sûr : Millau, Montpellier, Foix ... et quelques autres « petites » actions.

■ Attac, tél : 05 53 98 14 82.

Vivre et travailler autrement... presque une charte

Cette maison a pour but, selon ses statuts, de « favoriser l'activité de ses membres en travaillant pour l'émergence d'une société alternative, respectueuse des droits de la personne humaine, en établissant des rapports équitables ici comme ailleurs et respectueuse de l'environnement ». Il est géré en commun sur les principes de dialogue et de solidarité. Les seules aides reçues correspondent à des scènes de spectacles prêtées par la ville d'Agen et des aides sociales correspondant à quelques embauches spécifiques.

Sans aucune subvention l'immense hangar initial a été transformé et aménagé. Les problèmes matériels liés à des locaux vétustes que le propriétaire s'acharne à faire traîner mobilise beaucoup d'énergie, mais le résultat est là. Au rez-de-chaussée sur cour, une coopérative d'alimentation biologique, le Pré Vert, à l'étage sur cour un restaurant biologique, et dans les parties plus éloignées, différentes salles de réunion, des bureaux pour les associations, une imprimerie associative, etc.

Tenir le cap malgré une grande mobilité

Des cinq associations de départ, deux subsistent : Stop Golfech et la biocoop Le Pré



Maison des associations

Concert des Malpolis.

Vert. Deux sont parties pour trouver des locaux plus vastes (et moins chers), notamment L'Arbre vert qui collecte papiers et cartons mais est aussi entreprise d'insertion. Un garage associatif a clos ses portes mais certains de ses membres ont créé à Port-Sainte-Marie, à une dizaine de kilomètres, la biocoop Gaïa et s'attellent actuellement à créer une scop liée aux énergies renouvelables. L'Arbre vert et Gaïa participent toujours à des journées à thèmes organisées par la « Maison ».

Deux nouvelles associations ont été créées par des membres actifs de Stop Golfech : une imprimerie associative et un restaurant bio. L'imprimerie associative est l'émanation du secteur imprimerie de Stop Golfech. Comprenant deux salariés, son but est de favoriser la réinsertion professionnelle et sociale de personnes en difficulté et (ou) ayant des handicaps. Le Resto Bio est ouvert du mardi au samedi midi et sur demande le soir et associe deux personnes.

D'autres associations militantes sont parties prenantes actuellement : il s'agit d'Attac (voir encart) et d'un groupe de réflexion d'Alternatives libertaires. Le Comité de vigilance OGM 47, AC 47 (Agir contre le chômage), Animaterre qui organise des chantiers internationaux avec des jeunes, le Comité palestinien 47, le Collectif alternatives énergétiques 47, y ont leur boîte aux lettres et organisent des réunions occasionnelles.

Deux associations musicales ont apporté leur jeunesse mais n'ont malheureusement



pu se pérenniser et actuellement c'est l'association *Chrysalide* proposant des activités créatives autour de la terre, de la peinture et de l'écriture qui ouvre ses portes en décembre 2002. Deux sculpteurs envisagent de s'installer dans un local que l'association d'insertion *Coup de pouce* a longtemps animée de ses bateaux en rénovation (elle a quitté les lieux pour une maison d'éclusier).

Enfin *Poin sans T* propose diverses activités pour retrouver son équilibre.

Pour coordonner tout cela, il y a une réunion mensuelle. Au départ en plus de celle-ci, les rencontres se firent autour des chantiers communs pour aménager le «hangar». Chaque année une journée portes-ouvertes avec un concert en point d'orgue rassemblait adhérents et sympathisants (la dernière eut lieu en juin 2001).

Les aménagements ralentissant, une cantine associative rassembla quotidiennement qui voulait. Son déficit entraîna sa fermeture mais les rencontres qu'elle permettait reste un souvenir fort de notre histoire. La «Maison» n'a plus retrouvé le carrefour social très divers qu'elle permettait.

Actuellement *Attac* et le *Resto Bio* organisent chaque troisième jeudi depuis le début 2002, une soirée sur un sujet plus ou moins d'actualité. Elle se déroule dans la salle du *Resto Bio*, après, pour ceux qui le désirent, un repas pris en commun, moment d'échanges

**« Tu es
les liens que
tu tisses »
Albert
Jacquard**

et de rencontres. En novembre, par exemple, le thème était : « Des droits de l'homme aux droits des armes, des discours aux actes, ça dénote ou ça détonne ». Cette soirée était inscrite dans la *Semaine de la solidarité internationale* impulsée à Agen par *Anima Terre*.

L'automne 2002 a été très collectif : *Attac* a organisé en septembre une journée de rencontre avec des stands de la plupart des associations de la «Maison». En octobre ce furent «six heures d'information pour en finir avec le nucléaire» proposées par *Stop Golfech* avec entre autres une conférence sur «L'impasse nucléaire» animée par Ch. Bourry

et un concert avec *Les Malpolis*. En novembre, le *Resto Bio* proposa un week-end autour des arts du cirque.

Monique Guittenit ■

■ Maison des associations, impasse Darnalt, 108, boulevard de la Liberté, 47000 Agen, tél : 05 53 98 49 38. *Secrétariat mardi matin et jeudi après-midi. Réunion : troisième mardi du mois à 20h30. Des locaux sont encore disponibles.*

Et également :

- Stop Golfech (Vivre sans le danger nucléaire de golfech). *Réunion deuxième mardi du mois. Edite un journal, même adresse.*
- Imprimerie Associative 05 53 87 64 51.
- Resto Bio : 05 53 48 13 60.

L'ASA et de la biocoop Au Pré Vert

Il y a une trentaine d'années des agriculteurs bios du Lot-et-Garonne ont créé un syndicat de producteurs bios avec d'autres des départements limitrophes : le GABSO, groupement des agriculteurs biologiques du Sud-Ouest. Ils ont regroupé leurs productions pour les vendre par les biais de l'entraide au sein du GABSO. Pour satisfaire un groupe de consommateurs de l'Agenais, l'un d'eux venait une fois par semaine dans une petite remise, livrer les fruits et légumes et le pain du groupement.

En 1977, Pierre et Fabienne Küng s'installent en maraîchage bio et on leur confie l'activité de ce qui s'appelait alors «le dépôt du GABSO». Avec les consommateurs, il se crée alors une association : *Alimentation santé Agen*, l'ASA, qui, en plus de l'approvisionnement hebdomadaire de produits frais, fait deux commandes groupées annuelles de produits bios d'épicerie (huiles céréales...) à des grossistes. En 1990, avec d'autres groupements de consommateurs français elle crée l'association *Biocoop*.

Lorsqu'en 1992, L'ASA doit quitter son petit local pour cause de vente, elle cherche avec d'autres associations un local et rejoint le projet de ce qui va devenir la *Maison des associations*. Fini la remise sombre au fond du jardin, l'association dispose de 60m² autoconstruits avec les autres fondateurs de la *Maison des associations* dans un grand hangar vide. Très vite on passe de deux à quatre jours d'ouverture par semaine, la gamme de produits s'élargit et sept producteurs et l'ASA, créent un GIE, groupement d'intérêt économique, qui poursuit et amplifie l'activité. Le Pré Vert est né, qui reprend bien sûr l'adhésion de l'ASA à *Biocoop* ; nous sommes en 1995.

Très vite le local est trop petit, au fur et, à mesure que des locaux attenants se libèrent, le Pré Vert s'agrandit, et embauche. Aujourd'hui c'est une biocoop de 180m² avec cinq

salariés – environ trois plein temps – et deux agricultrices du GIE qui y participent. On n'y vend bien sûr que des produits alimentaires bios, mais aussi tout une gamme de produits écologiques (entretien, papeterie, textile...) et des produits solidaires dont une gamme alimentaire à prix coûtant, et cela six jours sur sept. Les pionniers sont toujours fidèles, mais la clientèle s'est beaucoup élargie. L'ASA poursuit quant à elle ses commandes groupées bisannuelles (à prix de gros) et ses adhérents bénéficient aussi de 2 % de remise à la caisse du Pré Vert.

■ *Au Pré Vert*, tél : 05 53 96 42 71.



BIO MAGASINS

Biocoop

- Le Grain d'Or, rue Salinière, 24000 Périgueux, tél : 05 53 53 70 88.
- Bio Star, 25, avenue Gambetta, 24200 Sarlat, tél : 05 53 59 53 03.
- Biocoop, rue Cardenat, 24560 Issigeac, tél : 05 53 58 73 81.
- Le Mille Feuilles, Le Bourg, 24580 Plazac, tél : 05 53 50 79 01.

- Croq Santé, 84, rue du 26-Mars, 24600 Ribérac, tél : 05 53 91 42 49.
- Le Grain d'Or, La Borie-des-Mounards, 24750 Trelissac, tél : 05 53 35 35 97.
- Alpha, 81, avenue Marcelin-Berthelot, 33110 Le Bouscat, tél : 05 56 50 12 16.
- L'épi bio, 14, avenue Montaigne, 33160 Saint-Médard-en-Jalles, tél : 05 56 95 87 22.
- Saveur et nature, 27, cours Général-de-Gaulle, 33170 Gradignan, tél : 05 56 89 89 36.
- Quinoa, 24, rue Papon, 31210 Langon, tél : 05 56 76 86 83.
- Le Grain de blé, 64, cours Verdun, 33470 Gujan, tél : 05 56 66 00 95.
- Saison bio, 8, avenue Galliéni, 33500 Libourne, tél : 05 57 51 17 67.
- Nature-et-Santé, 204, boulevard de la République, Espace des Arènes, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 75 31 73.
- Nature et Santé, 19, rue Mirailh, 40100 Dax, tél : 05 58 74 20 38.
- Coopérative Sésame, 18, boulevard Carnot, 40100 Dax, tél : 05 58 74 55 01.
- Au Pré Vert, 108, boulevard de la Liberté, 47000 Agen, tél : 05 53 96 42 71.
- Gaïa, Le Ponchut, RN 113, 47130 Port-Sainte-Marie, tél : 05 58 75 31 73.
- Cérèbio, 5, rue de la Convention, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 70 02 58.
- La Chayote, 61, rue d'Espagne, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 67 45.
- Casa Bio, 2, rue Saint-Pierre, 64300 Orthez, tél : 05 59 69 28 86.
- Bio Parme, zac Parme, 64600 Anglet, tél : 05 59 41 26 70.
- Biocoop des Quatre-Chemins, 31, route de Lourdes, 64800 Mirepeix, tél : 05 59 61 10 71.

Marchés bios

- Périgueux : place du Marché, samedi matin.
- Bordeaux : place Saint-Pierre, le jeudi matin.
- Villeneuve-sur-Lot : place d'Aquitaine, rive gauche, le mercredi matin.
- Pau : place du Forail, les mercredi et samedi matin.
- Anglet : place Quintaou, le jeudi matin.



DR

Et également Dordogne

- Apothèque, 7, rue de la Clarté, 24000 Périgueux, tél : 05 53 54 65 18.
- Le Coffret, 6, avenue d'Aquitaine, 24000 Périgueux, tél : 05 53 53 22 71.
- Périgueux Nature, 32, rue Limogeanne, 24000 Périgueux, tél : 05 53 09 65 91.
- La Vie Claire, 15, rue Limogeanne, 24000 Périgueux, tél : 05 53 53 43 32.
- Boucherie des Marchés, 7, rue Salinières, 24000 Périgueux, tél : 05 53 53 35 08.
- Aux herbes sauvages, place du Marché-Couvert, 24100 Bergerac, tél : 05 53 57 53 56.
- Rayons verts, 65, rue Docteur-Roux, 24100 Bergerac, tél : 05 53 57 96 57.
- Le Tilleul d'or, 6, rue du Mourrier, 24100 Bergerac, tél : 05 53 57 18 33.
- Phytoshop, 9, rue Fénelon, 24200 Sarlat, tél : 05 53 29 86 56.
- Paradis Bio, rue Priolat, 24220 Saint-Cyprien, tél : 05 53 59 47 28.
- Le P'tit coin vert, 2, place Carnot, 24290 Montignac, tél : 05 53 50 16 82.
- Maison de Fleurance, 4, place Agard, 24300 Nontron, tél : 05 53 53 35 08.
- Au Bois de santal, 11, rue Jean-Jaurès, 24800 Thiviers, tél : 05 53 53 35 08.

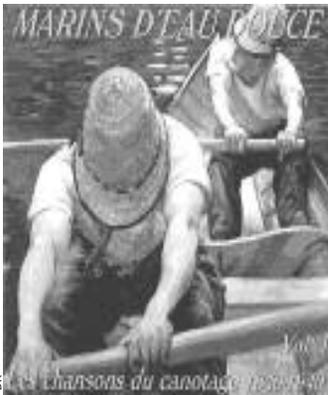
Gironde

- Epicerie Bio, 18 rue Ravez, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 57 50.
- Le Panier de Camille, 10, rue Sauvageau, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 91 54 32.
- Biohydroshop, 20, rue Suffren, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 39 44 11.
- Bistro bio, 44, rue des Trois-Conils, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 18 18.
- Bastide Nature, 45, avenue Thiers, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 40 16 58.
- Point Nature, 25, rue Fondaudège, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 81 56 98.
- Sagesse et santé, 42, cours Verdun, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 32 66.
- La Clé des Champs, 15, rue Dufau, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 47 91.
- Bionat diététique, 133, rue Georges-Bonnac, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 93 10 37.
- Bordeaux Régime Guillaume, 45, rue Huguerie, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 23 27.
- La Vie Claire, 2, rue Croix-de-Seguey, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 81 75 26.
- Energie et Santé, 93, rue Notre-Dame, 33000 Bordeaux, tél : 05 57 87 36 68.
- Diète-Vie, 271 ter, cours Argonne, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 91 33 12.
- Quinoa, 81, avenue Marcelin-Berthelot, 33110 Le Bouscat, tél : 05 56 69 19 83.
- Diététique et Santé, 5, cours Lamarque-de-Plaisance, 33120 Arcachon, tél : 05 56 83 39 92.
- Point Nature, 37, rue Maréchal-de-Tassigny, 33120 Arcachon, tél : 05 56 83 53 50.
- Docteur Knock, 13, rue du 19-Mars-1962, 33130 Bègles, tél : 05 56 49 63 46.
- Au Naturel, 36, place de la République, 33160 Saint-Médard-en-Jalles, tél : 05 56 95 82 79.
- Amandine Diététique, 13, cours Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 33210 Langon.
- Les Plantes Sauvages, 234, rue Pierre-Brosselette, 33230 Coutras, tél : 05 56 79 49 15 54.
- Aux Graines Germées, 11, place Gambetta, 33340 Lesparre, tél : 05 56 73 43 62.
- Fournil des Boïens, Le Village, 31350

- Sarremezan, tél : 05 61 89 72 44. Boulangerie.
- Euronature, 49, place de la Cathédrale, 33430 Bazas, tél : 05 56 25 98 10.
- Vivre sain, 72, rue Gambetta, 33500 Libourne, tél : 05 57 51 08 06.
- La Cuisine bio des saveurs, 39, avenue Galliéni, 33500 Libourne, tél : 05 57 51 42 61.
- Maison de Fleurance, 69, rue Fonneuve, 33500 Libourne, tél : 05 57 51 34 00.
- Nature Bien-être, 10, rue Jean-Jaurès, 33500 Libourne, tél : 05 57 51 39 69.
- Nature Beauté Santé, avenue de l'Aquitaine, 33560 Sainte-Eulalie, tél : 05 56 06 03 91.
- Rayons Verts, Annie Gaudoux, 57, avenue Jean-Jaurès, 33600 Pessac, tél : 05 56 45 89 57.
- Bio-Source, 13, rue Richard-Wagner, 33700 Mérignac, tél : 05 56 97 87 47.
- Bioplima, 3, rue Théophile-Gautier, 33700 Mérignac, tél : 05 56 24 24 24.
- Jardins d'Etienne, 12 bis, rue Jean-de-Malet, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 92 16 09.

Landes

- Phytoform, 10, place Saint-Roch, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 75 62 69.
- Délices et Nature, 2, rue Neuve, 40100 Dax, tél : 05 58 56 23 50.
- Vitamin system, 26, rue Neuve, 40100 Dax, tél : 05 58 74 09 07.
- Marins d'eau douce, Olivier et Sylvie Roorick, Cantegrit, 40110 Morcenx, tél : 05 58 08 10 40. *Produits de la pêche et de l'aquaculture en eau douce (anguille, alose, lamproie, truite, carpe). Produits frais et conserves fines. Visites des viviers. Repas autour du poisson dans la ferme-auberge de Barreyre au bord du lac d'Arjuzanx (sur réservation).*



- Diet-Form, 5, rue Général-de-Gaulle, 40130 Capbreton, tél : 05 58 72 36 49.
- Diététique Léonard, 18, place des Ormes, 40200 Mimizan, tél : 05 58 82 40 97.
- Vert matin, 9, place du Commerce, 40800 Aire-sur-Adour, tél : 05 58 71 79 04.

Lot-et-Garonne

- Centre diététique Marcorel Santé, 24, rue Emile-Sentini, 47000 Agen, tél : 05 53 66 32 86.
- La Vie claire, 111, boulevard Carnot, 47000 Agen, tél : 05 53 47 34 68.
- La Rue aux Herbes, 32, boulevard de la République, 47000 Agen, tél : 05 53 47 12 69.
- Aux produits naturels, 9, rue des Droits-de-l'Homme, 47000 Agen, tél : 05 53 66 53 25.
- Biosoma, 117, boulevard de la République, 47000 Agen, tél : 05 53 67 13 00.
- Diétética, 35, rue Lafayette, 47000 Agen, tél : 05 53 66 99 67.
- Produits diététiques, boulevard du Midi, 47160 Damazan, tél : 05 53 88 77 44.
- Tout naturellement, 3, place du 14-

- Juillet, 47200 Marmande, tél : 05 53 93 63 36.
- La Fontaine bio, 60, rue de la République, 47200 Marmande, tél : 05 53 93 54 45.
- Au Bonheur des plantes, 4, boulevard de la Mairie, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 40 14 92.
- La source, 48, place Lafayette, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 70 93 45.
- Villeneuve Régime, 46, rue de Casse-neuil, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 70 48 87.
- Boulangerie Lo Pan del Puech, Laurent Pouget, 47330 Saint-Quentin-du-Dropt, tél : 05 53 36 04 55.
- La Vie en vert, 55, rue Gambetta, 47400 Tonneins, tél : 05 53 79 18 56.
- Epis Bio, 9, cours Yser, 47400 Tonneins, tél : 05 53 88 16 40.
- Vert nature, place Centrale, 47500 Monsempron-Libos, tél : 05 53 40 86 74.
- Lybos Diététique, 23, rue Nationale, 47500 Monsempron-Libos, tél : 05 53 71 01 86.
- Uni-Vert, place Foirail, 47600 Nérac, tél : 05 53 97 03 21.
- La Clairière, 3, cours Romas, 47600 Nérac, tél : 05 53 65 30 48.

Pyrénées-Atlantiques

- La Vie claire, 37, rue Emile-Guichenné, 64000 Pau, tél : 05 59 27 87 15.
- Maison de Fleurance, 36, cours Lyautey, 64000 Pau, tél : 05 59 02 89 87.
- Atout bio-tonic diététique, 11, rue Bordeu, 64000 Pau, tél : 05 59 02 20 10.
- Coop Béarn bio, 19, rue Pasteur, 64000 Pau, tél : 05 59 27 40 93.
- Coop Béarn bio, 41, avenue Fouchet, 64000 Pau, tél : 05 59 13 81 81.
- Labyrinthe, 13, rue Sully, 64000 Pau, tél : 05 59 82 81 99.
- Bio-Tonic, cours Bosquet, 64000 Pau, tél : 05 59 98 00 92.
- Le Grain d'Or, 9, rue René-Cassin, 64000 Pau, tél : 05 59 80 36 17.
- Les Herbes de Saint-Jacques, 5, rue Tran, 64000 Pau, tél : 05 59 27 49 07.
- Régimía, 18, rue des Cordeliers, 64000 Pau, tél : 05 59 27 42 51.
- Marché de Lucie, 15, rue Jean-Jacques-de-Monaix, 64000 Pau, tél : 05 59 80 02 57.
- Chantou Nature Beauté, 28, rue Sainte-Catherine, 64100 Bayonne, tél : 05 59 50 18 96.
- Maison de Fleurance, 14, rue du Pilori, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 47 91.
- Régime et diététique, 18, rue Argenterie, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 09 28.
- La Vie Claire, résidence Bayonnaise, avenue du 11-Novembre, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 39 77.
- Vitamin System, 20, rue d'Espagne, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 86 84.
- La Tisanerie, 4, rue des Halles, 64200 Biarritz, tél : 05 59 24 45 93.
- La Vie claire, 3, avenue Victor-Hugo, 64200 Biarritz, tél : 05 59 24 69 20.
- Ateliers de Santé, Erdiska, boulevard Juanchuto, 64250 Cambo-les-Bains, tél : 05 59 29 84 33.
- Le Buffet de la Forme, 13, rue Jeanne-d'Albret, 64300 Orthez, tél : 05 59 69 09 23.
- L'Epicerie verte, 4, avenue C. et H. Moureu, 64400 Oloron, tél : 05 59 39 65 23.
- La Coccinelle, zac Chikitoys, 46, route Arित्रaxague, 64600 Anglet, tél : 05 59 42 22 30.
- Harmonie, 6, avenue des Allées, 64700 Hendaye, tél : 05 59 20 43 10.

Bio restauration Gironde

■ Viv'assiette, 16, rue Ravez, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 51 00 03. *Restaurant 80 % bio et végétarien. Quelques plats avec du poisson sauvage.*



■ Le Malabar, 7, rue des Ayres, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 18 19. *Restaurant indien proche du cinéma Utopiza, permettant de faire des repas végétariens. Salle non-fumeur. Céréales bio. Nombreuses animations musicales.*

■ Espace Paracelse, Claire Tourigny, 16, rue Ravez 33000 Bordeaux, tél : 05 56 51 00 03. *Ouvert midi et soir. Menu végétarien à 12 euros (blanquette de seitan, chili sin carne, couscous de légumes, pâté végétal aux champignons...) et Menu poisson à 14 euros (darne de saumon aux pommes vapeurs ou riz...).*

■ Orient-thé, 39, rue Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 33120 Arcachon, tél : 05 57 52 29 11. *Cuisine saine, fraîche, bio et végétarienne. Restaurant non-fumeur. Terrasse dans rue semi-piétonne en été. Décor et nourriture d'inspiration indienne. Soirées à thèmes en été.*

Lot-et-Garonne

■ Resto-bio, 108, boulevard de la Liberté, impasse Damalt, 47000 Agen, tél : 05 53 48 13 60. *Restaurant biologique et largement végétarien situé à l'étage au-dessus de la biocoop Le Pré Vert, et au voisinage de nombreux locaux militants. Informations sur les activités des associations.*

Bio fêtes foires salons Dordogne

■ Foire biologique et écologique de Périgueux, association Coccinelle, 6, rue Tranquille, 24000 Périgueux, tél : 05 53 53 56 66. *Deux fois par an, une fois au printemps, une fois à l'automne, avec une quarantaine de stands. Bio, habitat sain, mais aussi volonté de s'ouvrir au milieu artistique.*

Gironde

■ Campestrales à Sadirac, les Amis d'Arcimboldo, château de Belloc, 33670 Sadirac, tél : 05 56 30 62 00. *Une centaine d'exposants le dernier week-end d'avril avec surtout des producteurs bio.*

■ Foire agrobiologique et artisanale de Targon, ASPECT, BP 17, 33760 Targon,

tél : 05 56 44 89 40. *Le premier dimanche de septembre, avec une cinquantaine d'exposants dont un tiers de bio, le reste en habitat sain, médecine douce, associations.*

■ Foire bio et artisanale de Cadillac, APE-NEM, association de promotion de l'environnement et de la nature de l'Entre-deux-Mers, 22, rue Martin-Rey, 33550 Le Tourne, tél : 05 56 67 33 98. *80 exposants pour une foire qui existe depuis le milieu des années 80. Un tiers en bio, un tiers d'artisans, le reste surtout en associations.*

■ Foire bio et artisanale des hautes Landes à Captieux, service culturel de la mairie, 33840 Captieux, tél : 05 56 65 60 31. *Un dimanche à la mi-mai, avec 150 exposants, dont surtout des producteurs bios et des artisans d'art, stands associatifs sur l'environnement, les énergies renouvelables, la santé... au sein du parc naturel de Gascogne.*

■ Journée des fruits oubliés à Sadirac, les Amis d'Arcimboldo, château de Belloc, 33670 Sadirac, tél : 05 56 30 62 00. *Le troisième dimanche d'octobre, une journée pour redécouvrir les goûts des fruits d'automne, avec une trentaine d'exposants et des repas à base de fruits et légumes oubliés.*



■ Mieux vivre en Libournais, 130 bis, avenue Georges-Pompidou, 33500 Libourne, tél : 05 57 51 44 44. *Chaque année, fin mai, une foire de promotion des produits biologiques. Une centaine d'exposants. Egalement présents : habitat sain, énergies renouvelables, santé, artisanat.*

Landes

■ Fête de l'arbre et des fruits d'antan à Montesquieu, Conservatoire végétal régional d'Aquitaine, 48, rue Commandant-Cléré, résidence le Coteau, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 75 78 43. *Une vingtaine d'exposants en novembre surtout liés à la question des arbres et des fruits.*

■ Art vital, Le Pouy, 40190 Villeneuve-de-Marsan, tél : 05 58 03 88 50. *Salon qui se tient en octobre sur la base de l'alimentation saine, de la prévention en santé, de la solidarité. Une soixantaine d'exposants, surtout en bio, énergies renouvelables et santé naturelle.*

Lot-et-Garonne

■ Forum des solidarités Nord-Sud à Agen, Guilde européenne du Raid, 11, rue Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 43 26 97 52. *Cet important forum qui existe depuis 1983 réunit les principales associations de solidarité internationales qui représentent 80 % des 120 exposants. Beaucoup d'institutionnels, remise de bourses pour des projets.*

■ Horizon vert à Villeneuve-sur-Lot, BP 208, 47305 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53

40 10 10. *Depuis 1988, l'un des plus importants salon écolo de la région avec 160 exposants qui se retrouvent début octobre : associations, producteurs bio, habitat sain, environnement, énergies, artisanat, santé. Important programme de conférences en lien avec l'actualité (OGM, nucléaire, eau, expression politique, forêts tropicales, Attac, mondialisation, climat, épargne solidaire...)*

■ Nature gourmande à Bazens, CIVAM Agrobiologique Lot-et-Garonne, 271, rue de Péchabout, 47000 Agen, tél : 05 53 77 83 52. *Fin juin, 80 exposants, surtout producteurs bio et machines agricoles, quelques associations environnement et énergies renouvelables.*

Pyrénées-Atlantiques

■ Asphodèle, Pau, Utovie, maison Perissaout, 40320 Bats, tél : 05 58 79 17 93. *Mi-décembre, près de deux cents expo-*

sants, dont 70 % producteurs bio, habitat sain, environnement, énergies renouvelables, santé, pédagogies alternatives, conférences en lien avec l'actualité et les alternatives concrètes.

■ Asunak à Hasparren, Biharko Iurraren elkarte, 32, rue de la Bidouze, 64120 Saint-Palais, tél : 05 59 65 66 99. *Première édition en septembre 2001 avec une trentaine d'exposants basques (français et espagnols).*

■ Fleur de Potimarron à Oloron-Sainte-Marie, association Potimarron, 4, avenue Charles Moureu, 64400 Charles Moureu, tél : 05 59 39 65 23. *A l'entrée de la vallée d'Aspe, depuis 2000, un salon de la bio et des alternatives écologiques qui se tient fin avril, début mai, avec une cinquantaine d'exposants : bio, santé, écoles, associations, etc.*



CONSUMMATEURS

Gironde

■ UFC Gironde, 8, rue Francin, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 92 80 85.

■ Alternative médiation, 74, rue Georges-Bonnac, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 90 08 52.

■ Familles rurales, 47, rue Paulin, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 51 93 65.

■ CLCV, Consommation logement cadre de vie, 30, rue Gustave-Maillard, 33160 Saint-Médard-en-Jalle, tél : 05 56 05 59 38. *Problèmes juridiques des locataires, sécurité alimentaire, économies d'énergies...*

■ CLCV, 4, rue Colonel-Fabien, 33310 Lormon, tél : 05 56 06 65 27.

■ CLCV, résidence Le Ponant, 2, terrasses du 8-Mai-1945, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 90 74 74.

■ Familles rurales, 8, résidence Maurice-Roy, 33330 Saint-Emilion, tél : 05 57 74 45 02.

■ Créactifs, 7 bis, rue Docteur-Faucher, 33670 Créon, tél : 05 56 23 39 36.

Landes

■ UFC Que Choisir ? rue du 8-Mars-1945, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 05 92 88.

■ ADEIC, association de défense, d'éducation et d'information du consommateur, 108, rue du Fer-à-Cheval, 40600 Biscarosse, tél : 05 58 78 09 88.

Lot-et-Garonne

■ UFC, 10, rue Ledru-Rollin, 47000 Agen, tél : 05 53 48 02 41.

■ Famille rurale, 47, rue Pasteur, 47200 Marmande, tél : 05 53 94 20 16.

Pyrénées-Atlantiques

■ CLCV, maison Haristoy, place François-Récarde, 64000 Pau, tél : 05 59 27 55 94.

■ Familles rurales, 8, rue Louis-Barthou, 64000 Pau, tél : 05 59 27 60 70.

■ UFC, 13, rue Georges-Bergès, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 48 70.

■ UFC, 11, rue Saint-Gilles, 64300 Orthez, tél : 05 59 67 05 80.

■ Défense des consommateurs - Eau potable, ancienne gendarmerie, place Marcadieu, 64800 Nay, tél : 05 59 13 40 61.

Confédération syndicale des Familles

La CSF comprend huit sections dans le seul département de la Gironde : Bassens, Bègles, Bruges, Cenon, Mérignac, Pauillac, Saint-Seurin-sur-Isle, Villenave-d'Ornon, et y propose quatre services : travailleuses familiales et aides ménagères, service informatique (Souris, une crèche (Canaillous), un centre de défense des usagers et consommateurs (CIDUC). La CSF a contribué à la naissance de deux associations : l'association des familles monoparentales et l'association des retraités.

La CSF travaille en interaction étroite avec différentes autres associations. Le secteur consommation participe depuis 2000 au collectif de l'éthique sur l'étiquette et dans ce cadre a animé la campagne *Exploiter n'est pas jouer* et poursuit un travail sur le commerce équitable avec *Artisans du monde*. En relayant leur travail dans les centres sociaux et les bibliothèques.

La CSF Gironde a eu 50 ans en novembre 2002.

■ CSF, 50 cours Journu-Auber, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 39 81 48.

■ CSF, bâtiment C, résidence du Parc de Chambéry, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 87 06 63.

■ CSF, 14, avenue Saragosse, 64000 Pau, tél : 05 59 84 19 42.

■ CSF, 20, rue Lagréou, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 14 09.

Et également Dordogne

■ UFC-Que Choisir ? 2, cours Fénelon, 24000 Périgueux, tél : 05 53 09 68 24.

■ UFC-Que Choisir ? 14, place Jules-Ferry, 24100 Bergerac, tél : 05 53 57 76 47.

■ Pour vous aider, 4 Pré Joli, 24100 Bergerac, tél : 05.53.73.09.92

■ CLCV, Consommation logement cadre de vie, maison des associations, place Jules-Ferry, 24100 Bergerac, tél : 05 53 27 12 62.

Champ d'action

Depuis le début des années 90, près de Pau, sur une parcelle de terrain, une activité de réinsertion pour jeunes sortant de prison s'est mise en place avec la réalisation de composts à partir de la récupération des matières vertes des communes voisines.

L'expérience s'est ouverte progressivement avec l'accueil de personnes en difficultés sociales qui peuvent y cultiver une parcelle pour leurs propres besoins.

Michel Plissonneau, issu du monde agricole, a exercé quelques années comme éducateur dans des structures classiques. Il en a vite vu les limites. S'intéressant au cas des jeunes délinquants, il fait le constat que ces jeunes sont incapables d'envisager l'avenir parce qu'ils n'ont pas de passé. Il cherche alors une activité qui permettra à ces jeunes de s'insérer progressivement et d'ainsi se créer une histoire.

Il cherche une activité où les erreurs n'ont pas de conséquences lourdes. Il profite d'une opportunité, en lien avec les services des espaces verts de l'agglomération de Pau, pour lancer sur une parcelle proche de la ville, une activité de compostage selon les méthodes de l'agriculture biologique.

Il choisit une forme associative et s'assure un financement par la vente de terreau de qualité. L'association créée, *Champ d'action*, reçoit seulement deux à trois jeunes à la fois, de jeunes urbains, souvent en situation de détresse.

Ce sont les travailleurs sociaux de Pau qui les proposent à Champ d'action. Au départ, la seule exigence est le respect des horaires. Il s'agit de montrer au jeune qu'il peut réussir à faire quelque chose de positif. Le compost a aussi une valeur symbolique : il montre concrètement comment ce que la société jette peut devenir le terreau pour de nouvelles cultures.

Le petit nombre de jeunes est un choix. Il s'agit de travailler à taille humaine, en privilégiant les relations interpersonnelles. Il n'y a pas de contrainte économique, pas d'obligation de résultats. Il s'agit pour le jeune de pouvoir «poser ses valises», de commencer à se «construire».

Ce que la société jette peut devenir le terreau pour de nouvelles cultures.

Souvent, il faut du temps pour que le jeune s'investisse dans le travail. Cela suppose d'abord pour lui de sortir de sa souffrance. Lorsque le jeune va mieux, l'association l'aide à trouver un travail à l'extérieur, éventuellement en passant par une formation.

Le compost est vendu. Il y a environ 300 acheteurs réguliers qui viennent ici pour la qualité du produit et non pour la structure sociale. C'est important pour le jeune de savoir que l'on vient pour le résultat de son travail et non par pitié.

Des jardins sociaux

La parcelle étant grande, l'activité compost n'occupe pas toute la place. Progressivement, il a été décidé de laisser des bouts



Michel Bernard



Michel Bernard

de parcelles pour des RMistes souhaitant y faire du jardinage. La plupart étant urbains, ils n'ont guère d'idée sur la manière de gérer un jardin et un encadrement est fait pour leur apprendre à jardiner... de manière bio en utilisant entre autre le compost fabriqué sur place. Au fur et à mesure des années, l'activité jardinage, au départ marginale, est devenue prépondérante et aujourd'hui Champ d'action est plus connu pour ses jardins (1) que pour son travail de réinsertion. C'est d'autant mieux pour les jeunes qui passent par là.

■ Champ d'action, Cami Salie, 64320 Sendets, tél : 05 59 81 81 31.

■ Champ d'action, 100, avenue Buros, 64000 Pau, tél : 05 59 02 90 97.

(1) Contrairement aux Jardins de Cocagne où des personnes en réinsertion font du jardinage bio pour la vente à l'extérieur, il n'y a ici que de la production pour sa propre consommation et aucune vente vers l'extérieur.

Bordeaux Village andalou

Le Village andalou a été construit en 1989 par la mairie de Bordeaux pour l'accueil des Gitans. Dans les faits, c'est un bidonville de 38 bicoques pour chacune desquelles la mairie de Bordeaux a perçu pendant douze ans des loyers de 2000 à 3000 F par mois.

En juillet 2000, des analyses de sang montrent une contamination par le plomb (saturnisme). Le Village andalou a été construit sur une ancienne décharge. Il faut un an et demi d'actions solidaires entre Gitans et citoyens bordelais pour obtenir un relogement : manifestations, plainte pour empoisonnement, concerts de soutien. En décembre 2001 la mairie ferme le site. Mais aucun suivi de santé n'a été mis en place pour connaître les conséquences réelles du saturnisme sur le développement cérébral des petits Gitans.

■ Comité de soutien aux familles gitanes du Village andalou, Utopia, 5, place Camille-Jullian, 33000 Bordeaux.

Réseaux d'échanges réciproques de savoirs

Plutôt que de donner aux personnes marginalisées, les associations de ce réseau essaient de valoriser ces personnes en leur montrant qu'elles peuvent toujours échanger car elles disposent de savoirs précieux, savoirs de la vie domestique, savoirs culturels, connaissance d'un métier, d'un loisir, etc. Ces réseaux souvent mis en place par ou près des centres sociaux sont des lieux locaux de liens sociaux particulièrement efficace pour faire se rencontrer les gens d'un même quartier ou d'un même village.

- RERS, 29, boulevard Stalingrad, 24000 Périgueux, tél : 05 53 82 04 49.
- RERS, 8, rue Verdun, 24700 Montpon-Menestrol, tél : 05 53 82 04 49.
- RERS, 99, rue du Jardin-Public, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 81 37 29.
- RERS, Bâtiment Diaz, 33160 Saint-Aubin-de-Médoc, tél : 06 81 59 20 81.
- RERS, Raymond Jeanne, 1, rue Montesquieu, 33170 Gradignan, tél : 05 56 89 02 57.
- RERS, Elisabeth Fritz, 3, rue François-Arago, 33270 Floirac, tél : 05 56 32 41 27.
- RERS, Thierry Cahuzac, ABC, 33290 Blanquefort, tél : 05 56 57 14 60.
- RERS, Isabelle Lataillade, 56, rue Armand-Gayral, 33700 Mérignac, tél : 05 56 96 62 65.
- RERS, Agnès Lamaison, centre social, 40100 Dax, tél : 05 58 58 01 05.
- RERS, Elisabeth Laplume, 71, chemin Tambourin, 40440 Ondres, tél : 05 59 45 10 52.
- RERS, Marie-Jo Delhair, CMS, 47400 Tonneins, tél : 05 53 84 17 50.
- RERS, Cathy Pourrut, centre social Maria Pia, 64200 Biarritz, tél : 05 59 43 90 78.

Systèmes d'échanges locaux



Xavier Veas

Les systèmes d'échanges locaux sont apparus en France en 1994. Le premier a été rural en Ariège, le deuxième a été urbain : celui de la Croix-Rousse à Lyon. On en compte aujourd'hui environ 300 en France. Un SEL est une association, formelle ou non, dans laquelle les adhérents peuvent effectuer des échanges de biens ou de services, en contrepartie d'une somme en monnaie interne. Cette monnaie virtuelle permet d'éviter l'écueil du troc en intégrant les échanges dans un système collectif. La somme des valeurs d'échanges fait théoriquement toujours zéro. Les SEL sont avant tout des lieux de convivialité où les motivations sont très diverses, mais avec comme point commun la recherche de liens sociaux.

Dordogne

- Sel du Périgord Pourpre, Centre Jules-Ferry, 24100 Bergerac, tél : 05 53 61 24 40 (Joëlle) ou 05 53 22 03 61 (Francis).
- Sel Relation 3000, Félix Grimaldos, 24260 Savignac, tél : 05 53 08 92 30.
- Double Sel, Thierry Mattio, Le Meneplet, 24490 La Roche-Chalais, tél : 05 53 90 56 55.
- Sel 24 Bis, Daniel Delarasse, 1, place de l'Eglise, 24580 Rouffignac-Saint-Cernin, tél : 05 53 06 19 83.
- Sel à Vie, Jean-Paul Quentin, Les Buissons, 24580 Rouffignac-Saint-Cernin, tél : 05 53 05 95 85.

Gironde

- Sel d'Andernos, Sarah Tesmoingt, 19, allée Ginette-Marros, 33138 Taussat, tél : 05 56 82 15 95.
- Sel Sud Gironde, Danielle Ancelot, mairie, 33190 Gironde-sur-Dropt, tél : 05 56 61 82 50.
- Sel du Pays Foyen, Marie-Hélène Sautet, 13, rue des Goulards, 33220 Saint-Avit-Saint-Nazaire, tél : 05 57 46 28 91.
- Sel du Bassin d'Arcachon, Marc Vanhove, 61 bis, rue Chante-Cigale, 33470 Gujan-Mestras, tél : 05 56 66 73 96.
- Sel Calm, Philippe et Muriel Chabert, La Fontaine du Soc, 33480 Moulis-en-Médoc.
- Le Sel du Mascaret, Francine Revol, Le Mayne n° 5, 33490 Saint-Martin-des-Sescas, tél : 05 56 62 71 08.
- SABLE de Libourne, Systeme alternatif de banque locale d'échanges, Marine Pontoise, 59, rue Waldeck-Rousseau, 33500 Libourne, tél : 05 57 25 51 96.
- Troc ta Bille, Josette Montignac, 1, Chollet, 33580 Saint-Ferre.
- Sel Gabare, Roland Carbone, 19, allée Jacques-Brel, 33600 Pessac, tél : 05 56 45 02 73.
- Entre Deux Sel, Catherine Merlay, mairie, 33670 Sadirac.

- Sel Terre, SOS, BP 54, 33703 Mérignac cedex, tél : 05 56 97 28 80.
- Sel du Quartier Saint-Michel, chez Yanic Bernard, 53, rue Kléber, 33800 Bordeaux.

Landes

- Sel des Landes, rue de la Source, 40100 Dax, tél : 05 58 56 08 76. Ce SEL a de nombreuses antennes à travers toutes les Landes : Sore : 05 58 07 64 16 (Isabelle), Léon : 05 58 48 76 37 (Françoise), Sanguinet : 05 58 78 60 09 (Danielle), Peyrehorade : 05 58 73 17 95 (Max).

Lot-et-Garonne

- Sel 47 bis, Marco Jean-Montcler, Le Bourg, 47130 Clermont-Dessous, tél : 05 53 67 48 28 ou 05 53 40 72 24.
- Sel La Claiè d'Echanges, Philippe Lenoble, BP 208, 47305 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05.53.40.33.82

Pyrénées-Atlantiques

- Sel Camin Salier, Pierrick Pfeiffer, 20, avenue Federico-Garcia-Lorca, 64000 Pau, tél : 05 59 30 56 29 (Delphine).
- Sel Mintza, Josie Lovoye, Maison Idiartia, 64120 Lohitzune, tél : 05 59 65 61 63.
- SEL «de Biarritz», Jean Pascal Dulau, 8, rue des Chalets, 64200 Biarritz.
- Sel du Piémont, Francis Redeker, BP 3, 64260 Buzy, tél : 05 59 21 06 20.

Garage moderne

Et si l'on réparait soi-même son véhicule ? Le *Garage moderne* est une association qui met à disposition de ses adhérents tout un ensemble d'outils permettant de faire soi-même entretien et réparation. Un encadrement est assuré pour ceux qui n'ont pas de formation en mécanique. Mais le *Garage moderne*, ce n'est pas seulement cela. Pour ceux qui ont définitivement jeté leur dernière voiture, le lieu présente d'autres intérêts : sur les murs de 14 mètres de haut, on peut voir des installations d'artistes. Un petit bar et un piano à queue attendent la pause des apprentis mécaniciens et il s'y organise des soirées même pour ceux qui n'aiment pas le cambouis et la mécanique.

- Garage moderne, 1, rue des Etrangers, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 50 91 33.

Jardins d'aujourd'hui



Reconquérir les espaces à l'abandon pour en faire des petits jardins familiaux. L'association s'est beaucoup impliquée au niveau local, mais aussi au niveau national pour que les initiatives du même genre échangent leurs expériences. Avec la Fondation de France, ils ont mis en place tout un



SOLIDARITÉS LOCALES

programme pour valoriser ce genre de démarche qui permet aux plus démunis de disposer d'un jardin.

- Jardins d'aujourd'hui, 42, rue Waldeck-Rousseau, 33220 Sainte-Foy-la-Grande, tél : 05 57 46 04 37.

Troc temps palois

Cette association, qui existait avant les SEL, se démarque de ces derniers en proposant simplement du troc bilatéral entre ses adhérents.

- Troc temps palois, 6, avenue Robert-Shuman, 64000 Pau, tél : 05 59 30 41 13.

Boutiques de gestion

Structure indépendante, la boutique de gestion regroupe une équipe de généralistes de la petite entreprise, travaillant en liaison étroite avec des spécialistes du secteur (juristes, fiscalistes, experts-comptables, consultants marketing...), partageant la même volonté d'accueillir, de conseiller et de guider les porteurs de projet, les créateurs d'entreprise comme les dirigeants confirmés. Le réseau national, créé en 1980, fédère 120 boutiques qui, en vingt ans, ont aidé à se créer 67 000 entreprises.

- AILE, 10 A, cours Washington, 47000 Agen, tél : 05 53 66 20 50.
- AILE, 40, rue de l'Ecluse, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 40 26 49.
- AILE, maison du Développement, place du Marché, 47200 Marmande, tél : 05 53 20 69 07.
- Airelle Dordogne, maison des Initiatives, 24380 Cendrieux, tél : 05 53 03 21 40.
- EAG 33, 20, ave. de la Somme, 33700 Mérignac, tél : 05 56 12 19 00
- TEC GE COOP Landes, ZA. de Pémégan, BP 57, 40001 Mont-de-Marsan cedex, tél : 05 58 06 10 40.
- TEC GE COOP Landes, place de la Liberté, 40210 Labouheyre, tél : 05 58 07 03 94.
- TEC GE COOP Landes, Ilôt Campus, 40990 Saint-Paul-lès-Dax, tél : 05 58 91 79 65.
- TEC GE COOP Landes, Z.A. de Peyres, 40800 Aire-sur-l'Adour, tél : 05 58 71 76 77.
- TEC GE COOP Landes, 12, av. Jean Lartigau, 40130 Capbreton, tél : 05 58 72 43 82.

Lutte contre les sectes

L'ADFI, Association pour la défense des familles et de l'individu, intervient pour aider les familles dont un

AQUITAINE

SOLIDARITÉS LOCALES

membre est tombé entre les mains d'une secte. C'est le côté positif des antennes locales qui peuvent venir en aide et qui disposent d'une abondante documentation sur les mouvements sectaires. Mais ce même réseau est aussi à l'origine de nombreux dérapages car il est facile pour une personne fâchée avec un groupe d'accuser celui-ci de secte. L'ADFI, qui collabore ainsi avec les autorités, a tendance à voir des sectes partout où un fonctionnement original existe. Issue du milieu catholique, elle ne s'étonne pourtant pas de pratiques qui peuvent paraître tout à fait aussi étranges dans ce milieu pour quelqu'un qui n'en fait pas partie : futur prêtre rampant par terre, interdiction de la prêtrise aux femmes, manger «le sang du Christ», collectes d'argent, embrigadement des jeunes... Beaucoup de sectes n'en font pas autant.

- ADFI, 2, cours Fénélon, 24000 Périgueux, tél : 05 53 46 69 37.
- ADFI, 31, rue Cursol, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 15 04.
- ADFI, villa Natacha, 110, rue d'Espagne, 64200 Biarritz, tél : 05 59 55 41 10.

Lutte contre le racisme



La peur de l'autre est la base du racisme, malheureusement soigneusement entretenue par certains milieux politiques. Il existe de multiples associations de lutte contre le racisme, pour l'amitié entre les peuples, et pour l'aide aux personnes immigrées.

- ASTIP, association de solidarité avec les travailleurs immigrés du Périgord, 86, avenue Maréchal-Juin, 24000 Périgueux, tél : 05 53 08 1016.
- Ligue internationale contre le racisme, 6, avenue d'Aquitaine, 24000 Périgueux, tél : 05 53 35 08 17.
- UDASTI, Union départementale des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés, maison des associations, place Jules-Ferry 24100 Bergerac, tél : 05 53 08 10 16.

- ASTIB, Association de solidarité avec les travailleurs immigrés de Bergerac, HLM La Cattede, escalier 1, appartement 22, 24100 Bergerac.
- Ligue des droits de l'homme, 8, chemin de Beynac 24100 Bergerac, tél : 05 53 57 73 98.
- MRAP, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, Le Puy-du-Rey, 24600 Siorac-de-Ribérac, tél : 05 53 90 53 40.
- ASTI, Association de solidarité avec les travailleurs immigrés, 10, rue Causseroue, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 92 65 98.
- LICRA, Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, 74, rue Georges-Bonnac, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 96 06 82.
- Ligue des droits de l'homme, Beyssac, La Clavette, 47200 Marmande, tél : 05 53 20 79 06.
- Association Béarn Gadge-voyageurs, 13, avenue Château-d'Este, 64000 Pau, tél : 05 59 92 03 06.
- LICRA, Centre de réunions Sainte-Ursule, rue Sainte-Ursule, 64100 Bayonne, tél : 05 59 55 70 60.
- Ligue des droits de l'homme, maison de la vie citoyenne Polo-Beyris, avenue du Polo, 64100 Bayonne, tél : 05 59 63 21 40.
- MRAP, Raymond Méroni, 6, rue Victor-Hugo, 64190 Mourenx, tél : 05 59 60 10 30.

Lutte contre le chômage

Les nombreuses associations qui viennent en aide aux chômeurs proposent des solutions qui se limitent souvent à revendiquer un emploi pour tous, le droit au travail, le relèvement des minimas sociaux. Les collectifs AC ! Agir contre le chômage vont plus loin en analysant quand même en quoi le chômage fait partie d'une stratégie politique qui arrange le patronat (en créant une pression sur les salariés, ce qui limite les revendications), en dénonçant la passivité des syndicats (qui gèrent plutôt les questions des salariés). Toutefois, il reste encore peu de réflexions sur l'utilité du travail que posent les écologistes : produire et consommer participent du pillage de la planète et nous devrions apprendre à vivre avec moins d'objets, ce qui suppose la fermeture de nombreuses activités nuisibles, ce qui ne peut se faire que par le partage du travail, certes, mais aussi des revenus.

- Association pour le développement d'initiatives locales en faveur de l'emploi, place du Marché-Couvert 24100 Bergerac, tél : 05 53 22 12 00.
- Partage, Maison pour l'emploi et la solidarité, Le Cluzelet, 24800 Cognac-sur-Isle, tél : 05 53 52 46 47. *Imposante bâtisse transformée en centre de congrès et d'accueil par une structure de chômeurs de la région parisienne qui y développe des activités permettant de remettre le pied à l'étrier pour des chômeurs.*
- Réseau association de chômeurs, 32, rue Commandant-Arnould, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 79 20 44.
- Relais aide aux chômeurs, 83, rue Emile-Dantagnan, 33240 Saint-André-de-Cubzac, tél : 05 57 43 55 72.
- APEIS, Association pour l'emploi, l'information et la solidarité avec les chômeurs et les précaires, 78, rue Chevalier-

- de-la-Barre, 33130 Bègles, tél : 05 56 85 40 03.
- APEIS, 91, cours Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 33210 Langon, tél : 05 56 62 22 08.
- Association solidarité travail, 8, rue Général-Labat, 40800 Aire-sur-Adour, tél : 05 58 71 68 63.
- Maison des chômeurs de l'Agenais, 59, rue Pellerin, 47000 Agen, tél : 05 53 47 65 21.
- Maison des chômeurs du Villenevois, 8, rue Darfeuille, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 70 84 94.
- Cap emploi, 24, rue d'Espagne, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 62 63.
- AC ! Agir contre le chômage, 11, rue Pannecau, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 79 62.
- Sochocoba, Solidarité avec les chômeurs de la Côte Basque, 2, place Elie-Lambert, 64100 Bayonne, tél : 05 59 55 42 88.

Ecrivains publics

L'éducation n'étant plus une priorité de l'Etat, le nombre d'illettrés est en augmentation constante (on parle d'un tiers de la population !). Pour les aider, les écrivains publics lisent, écrivent, répondent aux courriers administratifs, etc.

- Louis Pétriac, 6, place Général-Leclerc, 24000 Périgueux, tél : 05 53 07 67 07.
- Lebaill J., 42, rue Coulmiers, 24100 Bergerac, tél : 05 53 63 42 59
- Mérillou Marie-Josette, Le Chambon-Bas, 24270 Savignac, tél : 05 53 52 24 28.
- Dumonthier Catherine, Laroque, 24370 Calviac-en-Périgord, tél : 05 53 29 88 94.
- Chauvin Christian, Séguin, 1140 Château-de-Pile, 24520 Cours-de-Pile, tél : 05 53 61 91 67.
- SCRIBE, 99 rue du Jardin-Public, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 40 30.
- Choffat Régis, 55, rue Marmande, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 91 04 21.
- Gondolma Hélène, 163, rue Georges-Mandel, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 93 15 70.
- Martin Charles-Mathieu, résidence Grand-Parc, K3, 8, rue Docteur-Schweitzer, 33300 Bordeaux, tél : 05 56 43 25 08.
- Modin Maud, 5, impasse Hippodrome, 33380 Biganos, tél : 05 56 82 64 72.
- Dubourdeaux Michèle, 2, La Grande Barde, 33570 Montagne, tél : 05 57 74 68 57.
- Louis Chantal, 2 bis, rue Bellevue, 40100 Dax, tél : 05 58 74 89 52.
- Soubiron Françoise, Les Chênes, 47170 Sos, tél : 06 83 32 67 56.
- Association Porte-Plume, 5, rue Palassou, 64000 Pau, tél : 05 59 30 25 46.
- Zuccaro Laurent, 21, rue Bergerie, 64200 Biar, tél : 05 59 24 64 59.
- Filon Nathalie, 3, rue Ithur-Baïta, 64500 Saint-Jean-de-Luz, tél : 05 59 26 37 06.

Repas de quartiers

Depuis plus de dix ans, l'association *Boulevard des potes* développe des actions de repas de quartiers. Il s'agit d'inciter les gens d'une même rue, autour d'une place, au niveau très local, à organiser un repas ensemble, pour se rencontrer, se connaître, tisser



du lien social et ainsi faire reculer les peurs et le délire sécuritaire qui proviennent pour une bonne part de l'ignorance de l'autre. Une journée de repas de quartiers se tient régulièrement le premier vendredi de juin, mais d'autres ont lieu pendant la belle saison. Le reste du temps, l'association tient un café-concert avec de nombreuses activités culturelles ouvertes à tous.

- Boulevard des potes, 29, rue Bergeret, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 31 94 62.
- Boulevard des potes, 54, rue Hamel, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 94 32 04.

Contre l'arrêté anti-bivouac

Le 25 janvier 2002, Alain Juppé, maire de Bordeaux, prend un arrêté interdisant dans le centre ville, les rassemblements d'individus, la consommation d'alcool sur la voie publique, le regroupement de chiens même tenues en laisse... Concrètement les SDF sont priés d'aller s'asseoir ailleurs. Au conseil municipal, la majorité se justifie en disant qu'il s'agit d'une mesure de prévention de la délinquance. Plusieurs associations se regroupent alors en collectif pour contester cet arrêté. Le 5 février, deux cents personnes manifestent, de la place Saint-Michel à la mairie contre cette dérive sécuritaire. Le collectif regroupe alors une trentaine d'associations. Droit au logement attaque l'arrêté au tribunal administratif, mais le 14 mars, elle est déboutée. Concrètement, l'arrêté est inapplicable. Un syndicat de policiers publie même un communiqué le 25 septembre pour dire l'écoeurement des policiers devant les incitations des commerçants à faire plus : même si plus de 1000 interpellations ont été faites, cela ne sert à rien, les gens reviennent au bout de quelques heures. Une nouvelle manifestation a été organisée le 30 novembre, l'occasion de rappeler cette déclaration d'un certain Alain Juppé, dans *Le Monde*, en 1995 : *C'est facile de prendre un arrêté municipal en disant «il n'y a plus de mendiants, plus de pauvres». C'est se donner bonne conscience à peu de prix, car les mendiants et les pauvres sont toujours là».*

- Collectif contre l'arrêté anti-bivouac, Utopia, 5, place Camille-Jullian, 33000 Bordeaux.

Et également

Dordogne

- La Visitation, rue Littré 24000 Périgueux, tél : 05 53 53 55 17. *Lieu d'accueil pour les associations.*
- APARE, Association périgourdine d'action et de recherche sur l'exclusion, centre d'hébergement, 20, rue Victor-Hugo, 24000 Périgueux, tél : 05 53 02 65 00.
- Secours catholique, 38, avenue Georges-Pompidou, 24000 Périgueux, tél : 05 53 05 79 29.
- Association laïque d'éducation populaire, maison des associations, place Jules-Ferry, 24100 Bergerac, tél : 05 53 27 38 02.
- Université du temps libre, maison des associations, place Jules-Ferry, 24100 Bergerac, tél : 05 53 27 12 99.
- Prévenir et combattre l'illettrisme, 8, rue des Récollets, 24100 Bergerac, tél : 05 53 73 85 34.
- La Boussole, mairie, La Forêt, 24520 Saint-Nexans, tél : 05 53 61 32 64. *Aide aux anciens détenus.*
- La Passerelle, Sauveboeuf, 24150 Lalinde, tél : 05 53 23 38 58. *Aide aux anciens détenus.*
- SAFED, Secours aux familles en difficulté, 1, rue du Pont-Saint-Jean, 24100 Bergerac, tél : 05 53 58 99 96.
- Réveurs moralement inventifs, maison des associations, place Jules-Ferry, 24100 Bergerac, tél : 05 53 24 76 21.
- L'Atelier, 15, rue Neuve-d'Argenson, 24100 Bergerac, tél : 05 53 57 78 26. *Hébergement d'urgence.*
- MAT, Maison d'accueil temporaire, 1, boulevard Beausoleil, 24100 Bergerac, tél : 05 53 63 10 02.
- Amicale des travailleurs marocains, hameau des Fleurs, rue Jacques-Brel, 24130 Prigonrieux, tél : 05 53 58 99 15.
- CESP, Cultivons espoir et solidarité en Périgord, Les Bories, 24260 Saint-Félix-de-Reilhac, tél : 05 53 07 85 05.
- ALAJE, Association de lieux d'accueil pour l'insertion par les jardins et l'environnement, chemin du Vert-Galant, 24310 Brantôme, tél : 05 53 35 38 64. *Association créée en 1995 dans le nord du département pour mettre en place des jardins pour les titulaires du RMI ou les personnes au chômage. Un des jardins a été transformé en jardin botanique et comporte un mélange de 600 espèces, fruits, légumes, fleurs...*
- Secours populaire, route des Granges, 24350 Tocane-Saint-Apre, tél : 05 53 91 19 93.
- Emmaüs, 11, rue Gustave-Eiffel, 24660 Coubunieux, tél : 05 53 35 04 19.
- Solidarité et citoyenneté, Fédération des œuvres laïques, 82, avenue Georges-Pompidou, 24750 Treilissac, tél : 05 53 02 44 09.

Gironde

- Collectif droit de vote pour tous, 10, rue Causserouge, 33000 Bordeaux, tél : 06 77 78 96 38. *Pour le droit de vote à tous les résidents réguliers en France quel que soit leur lieu de naissance.*
- Collectif contre la double-peine, c/o Utopia, 5, place Camille-Jullian, 33000 Bordeaux.
- Médecins du monde, 6, rue Turenne, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 79 13 82.
- Secours populaire, 5, rue Malbec, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 92 79 92.
- Secours catholique, 121, rue Quintin, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 98 35 29.
- Emmaüs, Cour du Dupré de Saint-Maur,

33000 Bordeaux, tél : 05 56 66 16 80.

■ Solidarité 33, 56, cours de la Martinique, 33000 Bordeaux. *Epicerie sociale proposant des denrées à bas prix pour aider des personnes en difficulté à réapprendre à gérer leur budget familial.*

■ SOS Maltraitance personnes âgées, les bureaux Aliénor, 3, rue Lafayette, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 01 02 18.

■ Habitat et humanisme, cité Grand Parc, bâtiment Q, 4, rue Jean-Artus, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 50 65 23. *Association nationale d'aide à la restauration de logements sociaux en maintenant la population d'origine sur place.*

■ Musée du compagnonnage, 112, rue Malbec, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 42 22 01.

■ Volontaires par l'art, 7 A, terrasse du Front-du-Médoc, 33075 Bordeaux cedex, tél : 05 57 81 23 50. *Association qui développe des activités culturelles à but relationnel. Elle intervient dans les maisons de retraite, les centres sociaux, les hôpitaux, etc.*

■ Restaurant du cœur, centre municipal Jean-Lurçat, 49, rue Pierre-et-Marie-Curie, 33130 Bègles, tél : 05 56 49 35 44.

■ COPIPAS, Collectif pour l'insertion et l'accompagnement scolaire, 13, rue Max-Dormoy, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 87 68 39.

■ GEIST 21 Gironde, Groupe d'étude pour l'insertion sociale des personnes porteuses de trisomie 21, 70, avenue des Pyrénées 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 57 99 09 80. *Accompagnement des enfants et des familles dans le parcours vers l'insertion scolaire, professionnelle et sociale en milieu ordinaire et vers l'autonomie de l'adulte porteur de trisomie 21. Etude des spécificités de la trisomie 21 et mise en place de projets locaux, régionaux et nationaux.*

■ Les Ateliers d'Ornon, 7, avenue Georges-Clemenceau, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 87 47 44. *Maison d'accueil spécialisée, prise en charge d'adultes polyhandicapés*

■ Ouvre les yeux, 64, rue de l'Yser, 33150 Cenon, tél : 05 56 86 36 22. *Association de prévention et de lutte contre la violence subie ou provoquée.*

■ Collectif pour l'égalité des droits, Rive droite, BP 10, 33151 Cenon cedex, tél : 06 10 49 51 75. *Organise la journée de solidarité humaine et culturelle, fin août.*

■ EPIC, Ecriture pour l'insertion et la culture, 1051, boulevard de l'Industrie, 33260 La Teste-de-Buch, tél : 05 56 54 71 82.

■ Sol en ré, 31, solidarité enfants reconstruction, chemin Pont-de-l'Homme, 33360 Latresne, tél : 05 56 20 15 00. *Association de soutien aux enfants victimes de maltraitance.*

■ ATD quart-monde, 36, rue Sablonat, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 79 13 82. *Mouvement international du "refus de la misère et pour les droits de l'homme".*

■ DAL, Droit au logement, 61, rue Tausia, 33800 Bordeaux.

■ Stop-Misère, 7-9, rue du Port, 33800 Bordeaux, tél : 05 57 59 10 58.

Landes

- Secours populaire, 8, rue Argoubet, 40100 Dax, tél : 05 58 56 11 12.
- Secours catholique, 102, avenue Francis-Planté, 40100 Dax, tél : 05 58 58 31 00.
- Emmaüs, chemin Baudonne, RN117, 40220 Tarnos, tél : 05 59 55 23 13.
- Restaurant du cœur, ancienne cantine, 15, rue Mounsempès, 40230 Saint-Vincent-de-Tyrosse, tél : 05 58 77 19 35.

Lot-et-Garonne

- Université du temps libre, 8, rue Ledru-Rollin, 47000 Agen, tél : 05 53 47 36 66.
- Emmaüs, 5, rue Jourdain, 47000 Agen, tél : 05 53 48 10 62.
- Secours populaire, 19, rue Paulin-Régnier, 47000 Agen, tél : 05 53 48 09 56.
- Secours catholique, 43, boulevard Edmond-la-Cour, 47000 Agen, tél : 05 53 66 14 22.
- Restaurant du cœur, 10, allée Lamartine, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 70 17 37.
- Plein Sud, Le Bourg, 47350 Escassefort, tél : 05 53 20 34 20. *Association qui organise des voyages pour les handicapés.*

Pyrénées-Atlantiques

- Les Chamois pyrénéens, Charles Manconi, 105, avenue des Lilas, BP 123, 64000 Pau, tél : 05 59 84 64 90. *Pour conduire toute action favorisant l'intégration sociale des personnes handicapées mentales, en développant diverses activités du temps libre. Pour renforcer la solidarité, l'esprit de compréhension mutuelle, d'entraide et de coopération pour tous les adhérents.*
- Bibliothèque sonore donneurs de voix, 32, boulevard Barbanègre, 64000 Pau, tél : 05 59 27 90 33. *Pour apporter une aide aux mal et non voyants par la lecture de livres enregistrés sur cassettes par des donneurs de voix bénévoles.*

■ Impulsions, MJC Berlioz, 7, rue Rossini, 64000 Pau, tél : 05 59 02 54 45. *Pour favoriser l'insertion de toute personne en difficulté, améliorer la vie quotidienne des familles, créer des réseaux entre tous les partenaires, lutter contre le gaspillage.*

■ Point d'Eau 64, 5, rue Saint-François-d'Assise, 64000 Pau, tél : 05 59 27 18 45. *Pour donner aux plus démunis les moyens d'assurer une hygiène corporelle et vestimentaire, essayer de faire réacquiescer des habitudes sur le plan de l'hygiène en général ; écouter les usagers et les orienter vers les services d'action sociale ou de soins.*

■ Siloe, 23 rue Bourbaki, 64000 Pau, tél : 05 59 62 14 69. *Pour héberger temporairement des sortants de prison. Pour réinsérer et accompagner des ex-détenus.*

■ Immersion française, Centre social, 4, rue Schrader, 64000 Pau, tél : 05 59 02 93 28. *Pour la mise en œuvre d'actions de formation et d'échanges entre étudiants et adultes dans une optique internationale. Pour l'intégration sociale et culturelle des étudiants étrangers à Pau.*

■ Médecins du monde, 12 bis, place de la Monnaie, 64000 Pau, tél : 05 59 83 74 28.- Secours populaire, 3, allée Grand-Tour, 64000 Pau, tél : 05 59 32 49 18.

■ Secours catholique, 47, rue Montpensier, 64000 Pau, tél : 05 59 32 49 18.

■ Emmaüs, 11, quai Lesseps, 64100 Bayonne, tél : 05 59 55 67 48.

■ Etixerat, 13, rue Pannecau, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 21 49. *Association des familles de prisonniers politiques basques.*

■ Txalupa, 1, rue Donzac, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 04 04. *Association pour l'insertion des handicapés.*

■ CDDHPB, Comité de défense des droits de l'homme en Pays Basque, maison de la vie citoyenne du Polo-Beyris, avenue du Polo, 64100 Bayonne, tél : 05 59 63 21 40. *Ce comité a pour but la solidarité avec toute personne dont les droits seraient bafoués dans le Pays Basque. Intenter toute action non-violente en vue de cette défense. Agir pour qu'une information complète passe dans les médias et auprès des autres associations humanitaires. Le*

CDDHPB publie un bulletin trimestriel intitulé "Jakilea" (le témoin).

■ Foyer Les Mouettes, 14, rue Jacques-Laffitte, 64100 Bayonne. Tél. 05 59 46 16 50. Fax 05 59 25 42 15. *Centre d'hébergement et de réinsertion sociale pour femmes ou couples avec ou sans enfant.*

■ Le Jour Bab, 28, rue Sainte-Ursule, 64100 Bayonne, tél : 05 59 50 28 84. *Lieu d'accueil pour les personnes en grande difficulté.*

■ Auxilia, 22, avenue du Parc-d'Hiver, 64200 Biarritz, tél : 05 59 41 01 75. *Cette association a pour objectif de dispenser, grâce à des professeurs bénévoles, un enseignement gratuit, par correspondance aux personnes marginalisées par la maladie, un handicap physique ou la détention. Auxilia lui propose ainsi de développer leur instruction générale, leurs connaissances professionnelles ou techniques, afin de faciliter leur insertion ou réinsertion professionnelle et sociale tout en leur apportant un réconfort moral. Chaque cours est un cours particulier adapté à chaque élève. Cet enseignement est assuré par environ 2000 professeurs, et il est suivi par 3000 à 4000 élèves.*

■ ARIT, 21 bis, venelle des Frères, 64200



Biarritz, tél. 05 59 24 82 60. Soins et prises en charge des toxicomanes. Elle contribue à la réduction des risques liés à la toxicomanie. Elle aide les personnes ayant interrompu leur consommation de toxiques à se réinsérer. Enfin, elle mène des campagnes de prévention contre la toxicomanie et ses risques.

■ Entraide sans frontières, maison Iriane, quartier Lasbordes 64270 Saliès-de-Béarn, tél : 05 59 38 06 21. *Pour offrir des formes d'assistance active à des personnes en difficulté : gestion de deux immeubles (convention avec la CAF), soutien d'initiatives similaires...*

■ Grands Parrains, chez M. Claude Hibert, Jouancho, RD 914, 64422 Urrugne. *L'association a pour objectif de compléter le besoin affectif des petits enfants n'ayant pas ou plus de grands-parents.*

■ ADMD, Association pour le droit de mourir dans la dignité, 4, avenue d'Ibardin, 64500 Ciboure, tél : 05 59 47 28 19. *L'ADMD milite pour permettre à chacun d'avoir une fin de vie digne et sereine. Son objectif prioritaire est d'obtenir la reconnaissance par les pouvoirs publics d'une "déclaration de volonté de mourir dans la dignité".*

■ Restaurant du cœur, Harriet Bata, 16, avenue Larreguy, 64500 Saint-Jean-de-Luz, tél : 05 59 26 99 97.

■ Du Cœur pour la vue, chemin du Bourrouilh, 64530 Gers, tél : 05 62 31 53 84. *Pour permettre l'équipement optique à toute personne ne pouvant se payer des verres de lunettes : collecte de verres de lunettes et tri, redistribution...*

■ ATD quart-monde, 41, rue Jouanetote, 64600 Anglet, tél : 05 59 31 01 85.

■ Médecins du monde, 29, rue Louis-XIV, 64700 Hendaye, tél : 05 59 48 02 27.

La Basse-Cour

Lieu de rencontre à Bordeaux des jeunes et moins jeunes qui veulent faire de la politique sans entrer dans un parti, la Basse-Cour propose de multiples activités, sur place ou dans la rue, sur des sujets sérieux, mais avec dérision.

Tout commence au printemps 2001 quand Sylvain, gérant du café «Le P'tit rouge» est contacté par le parti communiste pour se présenter aux cantonales. Le PC essaie, comme partout ailleurs, de pousser en avant des jeunes actifs en politique pour essayer de renouveler sa militance. Après discussions, Sylvain obtient «carte blanche» pour mener sa campagne. Il constitue alors un collectif «Prendre la parole» qui va à la rencontre des gens, dans les cafés, dans la rue, pour discuter d'un certain nombre de thèmes qui lui est cher : la lutte contre la mondialisation, la lutte contre le racisme, pour le droit au logement, etc. A l'arrivée, sa candidature récolte plus de 6 % avec une pointe à 18,6 % dans son quartier.

Mouvement y'en a marre !

Le collectif «Prenons la parole» est surtout composé de «motivés» qui n'ont pas envie de rejoindre un parti, mais qui veulent essayer de faire de la politique autrement. Il veulent mener d'autres actions. Mais lesquelles ? Ils sont très impressionnés par le nouveau mouvement des Démos qui, en pays basque, milite pour la reconnaissance de la culture basque (voir par ailleurs). Ils aimeraient développer un mode d'actions similaire : des actions engagées, visibles, drôles, non-violentes, compréhensibles par tous.

Les scandaleux licenciements de Danone, alors que la firme fait des bénéfices, vont être l'occasion de mener une action de soutien avec les personnels en grève. Le 9 juin, pour la journée d'action contre Danone, ils se donnent rendez-vous devant le centre commercial de centre-ville Mériadek. Le samedi matin est jour d'affluence. Plus d'une cinquantaine de personnes se

retrouvent à l'entrée. Chacune prend un chariot et, liste en main, charge les chariots de produits Danone. A 11 h 20, ils se présentent tous simultanément aux caisses. Quand c'est leur tour, ils déchargent les chariots sur l'ensemble des caisses et abandonnant le tout, commencent à distribuer des tracts sur la situation des salariés de Danone aux personnes présentes devant et dans le magasin. Le tract explique qu'ils refusent d'acheter les produits d'une firme qui fait du bénéfice et qui licencie. Le tract est notamment distribué à tous les employés, vigiles compris. Ces derniers les poussent doucement vers l'extérieur où là, sur la voie publique, ils ne peuvent les empêcher de continuer à informer. Là, ils font signer la pétition diffusée par ATTAC. L'action est revendiquée par le MYAM, «mouvement y'en a marre». 450 signatures sont collectées en une heure.

Les participants avaient reçu avant un petit papier expliquant que l'action était non-violente, que chacun était responsable de ses actes, qu'il ne fallait pas s'énervier et discuter avec tout le monde, même avec les vigiles dont les conditions de travail ne sont guère fameuses, et que tout dérapage se traduirait par une exclusion des prochaines actions. Dans les faits tout s'est très bien passé.

L'association APRES, Association partage rencontre entraide solidarités, qui, au 74, rue des Menuets, a ouvert un local associatif, est en perte de vitesse. Elle propose au MYAM de reprendre l'association et le local. Après discussion, la reprise de l'association est effective. Le local est baptisé la Basse-Cour afin de rester dans la fibre gallinacée, l'ancien local s'appelant Les Volailles. La Basse-Cour est en opposition avec la Haute-Cour où se prennent toutes les décisions. La Basse-Cour invite au caquetage pour déployer ses ailes. Ce local se définit alors comme «caisse de résonance des actions politiques menées sur



le quartier» et veut promouvoir la culture populaire ouverte à tous.

Manif pour les victimes de Bush

La Basse-Cour est inaugurée le 21 septembre 2001. Le local comprend deux salles principales au rez-de-chaussée, quelques petites pièces en arrière pour le rangement, et, en sous-sol, une grande pièce qui sera prêtée à des groupes de musique pour les répétitions. Ce local va être le lieu d'une multitude d'activités. Il sert de relais à des campagnes comme le réseau Sortir du nucléaire, le soutien aux militants anti-fascistes de Marseille (1), ils vont projeter des vidéos sur des thèmes d'actualité comme les documentaires tournés pendant le sommet de Gênes (2), la projection des films «Orange amer» (3), «Bako, l'autre rive» (4). Avec l'un des membres du collectif, ils vont mettre sur pied un cours d'anthropologie sur le thème de la mondialisation, ouvert à tous et qui sera suivi par 75 personnes. Ils font un débat sur les actions de José Bové. A chaque fois, ils essaient de relier une question générale avec une question locale. Ils invitent les réalisateurs de la maison d'édition vidéo *Tout va bien production*, ils organisent une soirée de sou-

A la recherche d'un deuxième souffle

Pour venir à la Basse-Cour et consommer au bar, il faut être adhérent (cotisation d'un euro et demi). La première année se termine avec 2800 adhésions. Beaucoup ont entre 20 et 40 ans. Il y a plus de femmes que d'hommes. Il y a beaucoup de personnes en lien avec le monde culturel. Gérer un si grand nombre de personnes n'est pas évident. Même si une affiche a été mise en évidence pour préciser que le local est «non fasciste, non raciste, non sexiste, non homophobe», il a parfois fallu débattre pour expliquer que l'on ne peut s'intéresser aux solidarités internationales sans commencer par les solidarités locales.

D'où la volonté affichée de développer des solidarités lointaines en lien avec des solidarités locales : parler du tiers-monde, c'est aussi s'intéresser par exemple à la condition des immigrés assez nombreux dans le quartier ; le Pays Basque est plus proche que le Chiapas...

Les gens du MYAM ne veulent pas être des «mili-chiants» et donc veulent promouvoir des modes d'actions associant culture et politique, mises en scène, dérision, humour, musique, arts, etc. Cela passe par des recherches-actions, des affiches drôles, le respect de la responsabilité individuelle et la non-violence.

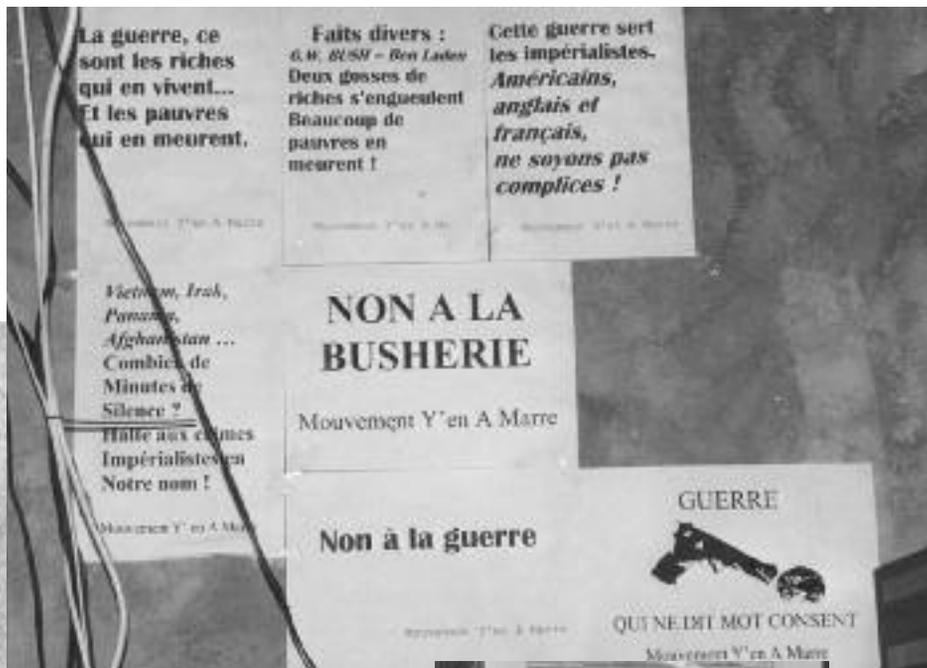
Actuellement, il y a une présidente et un conseil d'administration classique. Dans les faits, les décisions se prennent par les plus actifs, une douzaine de personnes qui sont là très régulièrement. Pour beaucoup, c'est une première expérience associative.

Pour la rentrée 2002, il a été tenté de mettre en place un programme un peu différent : chaque soir de la semaine étant consacré à un thème différent : peuples minoritaires, université populaire et culture pour tous, théâtre, autour d'un livre, autour d'un film, résistances (les luttes militantes). Il est également question d'accueillir d'autres associations pour devenir un lieu multiasociatif. Les associations Ras l'Front et la Lesbian & Gay pride sont candidates. Tout cela suppose de surmonter la fragilité financière permanente (5).

La Basse-Cour entend rester avec ses originalités. Elle est à l'initiative d'un collectif plus politique «Convergence, un autre monde» qui regroupe très large jusqu'au PS. Pour eux-elles, un moyen de renouveler le monde militant serait d'abord de chercher ce qui nous rassemble plutôt que ce qui nous divise.

■ Michel Bernard ■

■ La Basse-Cour, 74, rue des Menuts, 33000 Bordeaux.



Marie Clem's



Marie Clem's

tion à un projet d'école au Nicaragua. Ils font un débat avec des représentants des Démonstrations basques. Ils relaient localement des festivals comme Euska Herria Luzenean (Pays Basque en mouvement) ou L'Europe des peuples contre la World company qui en est à sa septième édition sans subventions...

À l'automne, après que les institutions

aient appelé aux trois minutes de silence pour les victimes du 11 septembre, le collectif réagit en organisant une manifestation nocturne et bruyante en soutien aux victimes de Bush. Des affiches sont collées dans Bordeaux pour rappeler que toutes les victimes ont la même valeur, que celles d'Afghanistan sont aussi innocentes que celles de New York. Une affiche proclame «*Bush et Ben Laden sont deux gosses de riches qui s'engueulent, des milliers de pauvres en meurent*».

La manifestation réunit environ 300 personnes qui, partant de la place Saint-Michel, à 20h30, vont rejoindre la mairie, via le consulat américain, après un long concert de casseroles. Des actions théâ-

trales sont menées en des lieux symboliques comme le McDo du coin. La Basse-Cour rejoint alors le collectif anti-guerre qui, avec d'autres organisations, dénonce les méfaits de la guerre américaine.

En janvier 2002, la municipalité, soucieuse de rendre le centre-ville agréable aux touristes solvables, lance un arrêté anti-bivouac, juridiquement bien tourné pour ne pas être attaqué comme les précédents arrêtés

anti-mendicité pris dans d'autres villes. Cet arrêté précise par exemple qu'il est interdit de s'asseoir par terre si l'on est accompagné d'un chien... ou des subtilités de ce genre pour écarter le touriste routard, non solvable. Un collectif contre l'arrêté anti-bivouac se met en place dans lequel s'investit la Basse-Cour. Il est décidé d'organiser, en centre-ville, un immense bivouac. Pour appeler à la manifestation, le 25 mai, des personnes vont se promener dans la ville en

tirant derrière elles des chiens en peluche ou en cartons. Un tract appelle à venir partager un repas convivial. Plusieurs centaines de personnes se retrouvent ainsi pour occuper l'espace politique de la ville.

**Recherches-
actions,
affiches drôles,
respect de la
responsabilité
individuelle,
non-violence.**



POLITIQUE

ATTAC



DR

L'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens, ATTAC compte de nombreux groupes dans la région.

- ATTAC, 7, rue Pierre-Magne, 24000 Périgueux, tél : 05 53 54 99 11.
- ATTAC, maison des associations, place Jules-Ferry, 24100 Bergerac.
- ATTAC, Michel Vieban, 32, avenue Pasteur, 24120 Terrasson-la-Villedieu, tél : 05 53 50 12 25.
- ATTAC, 59, rue de Selves, 24200 Sarlat.
- ATTAC-Gironde, 2, place Saint-Pierre, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 08 05.
- ATTAC, Jean-Claude Bot, 6, lot Morille, 33133 Galgon, tél : 05 57 84 33 29.
- ATTAC, Patrick Lecrénois, 150, avenue Rozanoff, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 06 11 95 09 89.
- ATTAC Pays de Born, 12, allée des Peupliers, 40160 Gastes.
- ATTAC Landes Côtes-Sud, 2, impasse des Tourts, 40230 Saint-Vincent-de-Tyrosse.

- ATTAC, Boris France, 37, rue Emile-Sentini, 47000 Agen, tél : 05 53 95 17 14.
- ATTAC, Henry Santolini, Beyssac, La Clavete, 47200 Marmande, tél : 05 53 20 79 06.
- ATTAC, Sylvain Mercier, 6, rue Cale, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 36 89 81.
- ATTAC, Le Kiosque, 15, rue de la République, 64000 Pau, tél : 05 59 82 98 38.
- ATTAC, 11, rue Pannecau, 64100 Bayonne, tél : 05 59 64 18 17.

Les Verts

Très organisés dans le département de la Gironde, ils sont plus discrets dans les autres départements.

- Les Verts-Aquitaine, 13, rue Chai-des-Farines, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 79 11 24.
- Les Verts Dordogne Ecologie, BP 2001, 24002 Périgueux cedex, tél : 05 53 53 94 46.
- Les Verts-Gironde, 13, rue Chai-des-Farines, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 37 57.
- Verts-Bordeaux, Etienne Michel, 33, rue Porte-Dijaux, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 81 82 47.
- Verts Arcachon, Daverat Michel, 54, avenue de la Libération, 33120 Arcachon, tél : 05 56 22 54 80.
- Verts Villenave-d'Ornon, Nauges Jacqueline, 10, chemin Brignon, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 87 07 02.
- Verts-Perempuyre, Bournat Patrick, 12, rue Victor-Hugo, 33290 Pempuyre, tél : 05 56 95 11 54.
- Verts-Eysines, Gasnier Jean-Luc, 23, rue Gabriel-Moussa, 33320 Eysines, tél : 05 56 57 58 79.

- Verts-Talence, De Marco Daniel, 25, rue Lavoisier, 33400 Talence, tél : 05 57 35 44 10.
- Verts Sud-Garonne, David Jacqueline, 6 bis, rue des Ecoles, 33540 Gornac, tél : 05 56 61 98 68.
- Verts Rive Droite, Scazza Pascal, 14, rue Laufach, 33560 Sainte-Eulalie, tél : 05 56 38 01 95.
- Verts-Pessac-Mérignac, Svahn Xavier, 35, rue Clairière-de-Pagneau, 33700 Mérignac, tél : 05 56 55 95 38.
- Verts des Landes, Chantal Colocoloff, L'Angoube, 40230 Saubion, tél : 05 58 77 15 64.
- Verts-Pays Basque, «Uhalidia», 64220 Uhart-Cize, tél : 05 59 37 03 62.

Pour une écologie radicale

Le mouvement Vie et nature pour une écologie radicale a vu le jour en mai 2002 après le constat de la déroute de la représentation politique des idées écologistes. Son président est Gérard Charolles, un magistrat qui a mené le combat contre la loi Verdeille qui autorisait les chasseurs à pénétrer chez autrui. Ce mouvement de réflexion et d'action «entend discuter et promouvoir de nouvelles idées, celles qui permettront aux hommes

d'exister encore demain sur une planète viable». Dans sa charte, il précise : «Une économie responsable ne peut plus se livrer au pillage de la nature, mais doit veiller à l'utilisation rationnelle des ressources, à leur partage équitable et à une nouvelle organisation du travail et du commerce (...)

L'homme partage la Terre avec d'autres êtres vivants qu'il convient de respecter et de protéger (...)

Il faut en finir avec le mythe du développement infini sur une planète limitée, de la croissance quantitative, du progrès destructeur, avec les pratiques cruelles envers les hommes et les animaux» (...)

Il est temps de repenser la société et lui faire franchir une nouvelle étape vers plus de sensibilité, de conscience et de compassion. Repenser entièrement le monde devient un grand défi».

Mouvement vie et nature pour une écologie radicale, Francbaudie, 24380 Veyrines-de-Vergt, tél : 05 53 54 70 46.

Et également Dordogne

- Ligue communiste révolutionnaire, LCR, 2, rue d'Aimery, 24200 Sarlat, tél : 05 53 59 38 36.
- Syndicat SUD de la Dordogne, Nau-dissou, Garage PTT, 24200 Sarlat-la-Caneda, tél : 05 53 30 29 04.

Gironde

- Chiche ! 13, rue Chai-des-Farines, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 94 67 20.
- L'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 81 01 91. Centre d'archives, bibliothèque, nouvelle librairie, bar associatif et salle de spec-

tacle de 200 m2. On peut y manger bio grâce à la cantine Mac No, cantine populaire autogérée qui fonctionne à l'aide d'un réseau de distribution alimentaire, avec paniers de légumes bio.

- SUD-Métaux, Solidaire unitaire démocratique, 8, rue Course, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 68 66.
- SUD, 22, rue Château-d'Eau, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 81 54 91.
- SUD Gironde, BP 718, 33006 Bordeaux cedex, tél : 05 56 90 89 33.
- OCL, Organisation communiste libertaire, CEDA, BP 28, 33031 Bordeaux cedex.
- CNT, Confédération nationale du travail, BP 72, 33038 Bordeaux cedex, tél : 05 56 49 98 10.
- Institut régional CGT d'histoire sociale d'Aquitaine, bourse du travail, 44, cours Aristide-Briand 33075 Bordeaux Cedex, tél : 05 56 92 88 91. Collecte, conservation, traitement d'informations et de documents se rattachant à l'histoire sociale et syndicale, édition trimestrielle d'une revue intitulée «Aperçus d'histoire sociale en Aquitaine».
- Groupe des élus verts, 14, rue François-de-Sourdis, Hôtel de Région, 33077 Bordeaux cedex, tél : 05 57 57 80 95.
- FSE, Université Bordeaux 3, domaine universitaire, 33607 Pessac cedex, tél : 05 57 12 44 44 poste 42 66. Syndicat étudiant local pour l'égalité entre étudiants français et étrangers, actions pour des cantines bio, pour la gratuité des transports, etc.
- LCR, 13, rue des Vignes, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 91 40 25.
- Ras l'Front, c/o Rastaquouère, 61, rue de Tautzia, 33800 Bordeaux.
- RASH, Red ans anarchists skin heads, c/o P'tit rouge, 8, rue Mauriac, 33800 Bordeaux. Lutte contre le racisme et le fascisme.

Landes

- LCR, BP 253, 40005 Mont-de-Marsan cedex.
- SUD, Syndicat des Landes, résidence Favis (1er étage gauche), place du Marché, BP 168 40995 Saint-Paul-lès-Dax, tél : 05 58 91 03 24.

Lot-et-Garonne

- MEI-Marmande, Christophe Petit, Petit Mayne, 47400 Gontaud-de-Nogaret, tél : 05 53 83 36 60.
- Syndicat SUD du Lot-et-Garonne, BP 286, 47007 Agen cedex, tél : 05 53 47 86 18.
- MEI-Port-Sainte-Marie, Michèle Fourres, Boussac, 47130 Bazens, tél : 05 53 68 28 23.
- MEI Villeneuve-sur-Lot, Didier Gusse, Le Bourg, 47370 Bourlens, tél : 05 53 49 23 71.
- Ras l'Front, Mairie, 47300 Villeneuve-sur-Lot.
- Alternative libertaire, BP 65, 47600 Nérac.

Pyrénées-Atlantiques

- Anaram au Patac, 2, costa de la Hont, Hédas, 64000 Pau, tél : 05 59 98 04 90. Mouvement pour l'autonomie de l'Occitanie, avec des affinités pour l'écologie, l'anarchisme et l'antiracisme. Publie la revue Har Far.
- Forum social basque, 11, rue Pannecau, Petit Bayonne, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 76 62.
- Syndicat SUD des Pyrénées-Atlantiques, BP 8595, 64185 Bayonne cedex, tél : 05 59 30 30 93.
- Païs Gascons, 7 av Francis Jammes, 64300 Orthez. Association occitane.

La mairie de Bordeaux aime les intégristes

En janvier 2002, la mairie a confié la gestion de l'église Saint-Eloi à l'association Eglise-Saint-Eloi qui se réclame de la Fraternité Saint-Pie X. L'association a confié l'église à Philippe Laguérie, ancien prêtre de l'église intégriste Saint-Nicolas-du-Chardonnet. La première messe en latin a été dite le dimanche 22 septembre. Le 20 octobre, 150 manifestants, tenus à distance par les forces de l'ordre, demandaient à la mairie que cessent ces messes, dénonçant la collusion entre Juppé et l'extrême-droite. Le PS et l'Evêché ont attaqué la mairie devant le tribunal administratif. L'Evêché rappelle que cette église est sous sa responsabilité et que les offices ont été interrompus il y a une vingtaine d'années car la mairie estimait le bâtiment comme dangereux.

- Collectif contre les intégristes à Saint-Eloi, Utopia, 5, place Camille-Jullian, 33000 Bordeaux.



DR

Les Démo



POLITIQUE ET
NON-VIOLENCE

Le mouvement «*Démocratie pour le Pays Basque*», les Démo, est né avec l'an 2000. Voulant sauver l'identité basque, il se caractérise par une démarche de désobéissance civile et de non-violence.

Essayer

la non-violence active

Face à la non application de ces revendications légitimes, un petit groupe de militants s'est constitué, considérant que de tous les moyens de pression dont peut disposer un mouvement politique revendicatif, il en restait un qui n'avait pas été véritablement creusé jusqu'alors en Pays Basque Nord : la non-violence active.



Sur les modèles de Gandhi, Martin Luther King, César Chavez, ou, plus près de chez nous, la Confédération paysanne, Greenpeace, mais aussi les nombreuses luttes sectorielles menées à ce jour au Pays Basque pour la langue basque, l'agriculture paysanne, l'écologie, l'insoumission au service militaire... l'activité des Démo consiste à réaliser des actions symboliques et aussi spectaculaires que possible, de manière à attirer l'attention de la population sur les injustices qui les touchent, mais sans user de violence physique ou verbale envers quiconque.

Les chaises des élus

Le 14 mars 2000, 26 Démo entrent au conseil général du département des Pyrénées-Atlantiques (celui-ci comprend le Béarn et le Pays Basque Nord) à Pau, et ressortent avec les 21 sièges des conseillers généraux du Pays Basque. Les sièges réapparaîtront le 31 mars à Bayonne, dans une ambiance de réception d'ambassade revendiquant la création d'un département Pays-Basque. A cette occasion, les Démo rappellent que :

■ 64% des maires du Pays Basque ont voté pour.

Démontage de panneaux écrits uniquement en français.

Les Démo sont apparus dans un contexte que de plus en plus de personnes percevaient comme un déni de démocratie pour le Pays Basque côté français. En effet, depuis quelques années, des revendications politiques sont portées par la majorité de la société du Pays Basque Nord (côté français), mais ne sont pas écoutées par les pouvoirs publics, et encore moins mises en application. Ces revendications sont :

■ la mise en route par les pouvoirs publics d'une politique linguistique efficace en faveur du développement de l'enseignement et de l'usage de la langue basque.

■ la mise en place d'une institution politique à l'échelle du Pays Basque Nord par la création d'un département Pays-Basque, réclamée par la majorité de la population du Pays Basque Nord.

■ le respect des droits des prisonniers politiques basques, notamment leur rapprochement dans des prisons proches de leur domicile (ils sont actuellement dispersés dans des prisons françaises et espagnoles à des centaines de kilomètres de leur famille), droits normalement garantis par les lois en vigueur en France et en Espagne, la législation européenne et les conventions internationales.



Enlèvement des chaises des élus basques au conseil général, à Pau.



Enlèvement des Mariannes.

parents ou amis d'un prisonnier basque doivent parcourir en moyenne 1600 km aller-retour pour 30 minutes de visite et que la dispersion géographique de ces prisonniers (actuellement sur 28 prisons différentes) empêche les familles de pouvoir organiser un autobus commun. On compte déjà huit morts et des dizaines de blessés parmi les parents de prisonniers revenant de visite...

Il y a cinq langues officielles en Espagne, quatre en Italie, au Danemark et en Suisse... une seule en France.

Le républicain Chevènement

Le 16 janvier 2002, alors que Jean-Pierre Chevènement, candidat à la présidence de la République, est en visite à Bayonne, trois Démo lui offrent une encyclopédie écrite en langue basque. Un communiqué rappelle cette citation de l'Abbé Grégoire (18e siècle) : «La langue basque est un obstacle à la propagation des lumières» et s'étonne de voir que la disparition des langues est toujours souhaitée par les hommes politiques les plus archaïques. Les Démo demandent la reconnaissance des langues régionales : «Officialiser ces langues ce n'est pas affirmer la différence du droit, mais bien le droit à l'égalité pour toutes les langues «régionales» en France. Autrement dit, il s'agit d'établir l'égalité dans le respect de la pluralité et de la diversité, pour ne pas perpétuer l'inégalité dans l'unicité et l'uniformité».

Les Démo rappellent à cette occasion qu'il y a cinq langues officielles en Espagne, quatre en Italie (dont le français en Val d'Aoste), au Danemark et en Suisse, trois au

Luxembourg, en Slovénie et en Belgique, deux en Allemagne, au Royaume-Uni et en Irlande... mais une seule en France.

Le front Démo de libération des Mariannes

Le 4 janvier 2002, le FDLM (Front Démo de libération des Mariannes) nouvellement constitué dérobe trois bustes de Marianne dans trois mairies. La libération des Mariannes est là pour rappeler que les principes de liberté, d'égalité et de fraternité de la République ont été dévoyés par l'Etat centralisateur : la majorité des Basques demandent à avoir leur propre département et la reconnaissance de leur langue, l'euskara, en vain.

De la langue basque à la SNCF

Ces actions symboliques et spectaculaires s'inscrivent dans une stratégie d'action non-violente avec pour objectif de développer un mouvement de masse de désobéissance civile afin de faire aboutir les revendications et de faire respecter les véritables principes d'une démocratie. Les premières actions ont attiré beaucoup de monde. Ceci permet de concevoir une opération publique pour demander à la SNCF de respecter le double affichage en français et en euskara.

En 1997, les élus du Pays Basque proposent de développer l'usage de la langue basque dans les services publics. Cependant, en décembre 2000 le gouvernement français et la région Aquitaine ne retiendront pas cette proposition.



Die-In à la gare de Bayonne.



Restitution des chaises des élus à Bayonne.

- 85 conseils municipaux sur 159 ont délibéré pour.
- 6000 personnes le 30 janvier 99 et 12 000 le 9 octobre 2000 ont manifesté pour.
- la population du Pays Basque s'est prononcée pour, lors de deux sondages successifs : 66% des avis exprimés favorables.

Familles accidentées

Le 27 décembre 2000, quatre Démo simulent un accident de la route en retournant une voiture et en s'allongeant dans une marre de peinture rouge répandue sur le sol devant la prison de la Santé à Paris, pour dénoncer une des conséquences de l'éloignement des prisonniers politiques basques : les accidents de la route dont sont victimes les familles des prisonniers à force de réaliser des milliers de kilomètres pour se rendre aux prisons très éloignées du Pays Basque. Dans leur communiqué, les Démo rappellent que les



Simulation d'accident.



Faux guichet SNCF bilingue.



Blocage du TGV en gare de Bayonne.

En janvier 2001, les Démo rencontrent les cheminots syndicalistes à qui ils présentent leurs revendications. Les cheminots expliquent que la SNCF est une entreprise très centralisée et que certaines des revendications sont difficilement applicables. Suivant leurs conseils, les Démo en retiennent quatre :

- mise en place d'une signalétique bilingue basque-français dans toutes les gares du Pays Basque,
 - émission bilingue des messages hauts-parleurs de ces gares,
 - mise en route d'un plan de développement de l'usage oral de la langue basque dans leurs guichets,
 - développement du bilinguisme dans les plaquettes horaires des trains régionaux.
- La SNCF ne répond pas à des demandes de rendez-vous. Le 22 avril 2001, 50 Démo rendent bilingue la signalétique des cinq plus importantes gares du Pays Basque, en collant une centaine de grands autocollants en langue basque à côté des inscriptions en français. Cette action montre que la première revendication est facilement réalisable.

Une entrevue a lieu avec la SNCF le 4 mai. La SNCF répond que si elle développe une deuxième langue, ce sera l'anglais, car économiquement la langue basque ne lui apporte rien.

Le 11 mai 2001, deux Démo déguisés en contrôleurs SNCF s'enchaînent sur le toit de l'entrée de la gare de Bayonne avec une banderole portant l'inscription «A nous de vous faire préférer le train... de l'uniformisation», et appellent les usagers du train à un boycott de celui-ci. Deux jours plus tard, les Démo organisent le premier boycott du train avec deux bus remplis d'étudiants qui partent de devant la gare SNCF de Bayonne, l'un vers Bordeaux et l'autre vers Pau.

Le 16 juin 2001, un personnage symbolisant avec sa faux la mort et 15 Démo allongés par terre dans le hall de la gare de Bayonne, mettent en scène l'état critique de la langue basque et dénoncent l'attitude de la SNCF (Société nationale des chauvins de fer) jusqu'à ce que la police embarque tout le monde au commissariat.

Le 27 juillet, 15 Démo mettent en pratique les trois autres revendications du mouvement, en posant devant les guichets de la gare de Bayonne un faux guichet bilingue monté de toute pièce, avec un guichetier bascophone et des tickets et des plaquettes horaires bilingues. De plus ils ont avec eux une sono puissante qui passe des messages bilingues couvrant les véritables messages unilingues.

Le 10 novembre, 40 Démo s'allongent devant le TGV Hendaye-Lille (pendant que trois d'entre eux expliquent aux passagers les raisons de l'action) jusqu'à l'évacuation musclée par les CRS.

Le 22 décembre, ce sont neuf joaldun (personnages de la mythologie basque) qui font sonner leurs cloches devant le TGV Hendaye-Paris durant une demi-heure.

Le 2 février 2002, 20 Démo décoorent l'ensemble des fenêtres et des wagons du TGV

Stand au forum social basque.



Irun-Paris en gare de Saint-Jean-de-Luz, en collant de nombreuses affiches portant l'inscription «Oui à la langue basque dans les services publics».

Le 16 mars a lieu la première manifestation organisée par les Démo. 630 personnes marchent dans une ambiance festive depuis la gare de Bayonne jusqu'à la sous-préfecture où une lettre est déposée pour le sous-préfet. Une vingtaine d'associations, de syndicats et de partis politiques se sont joints à l'appel.

Le 4 avril a lieu une nouvelle rencontre avec le responsable des gares du Pays Basque. Il annonce que la SNCF envisage d'introduire quelques mots en langue basque dans trois ou quatre panneaux de deux gares dont la signalétique doit être renouée.

Premier procès

Le 12 juin, trois Démo traduisent en basque plusieurs éléments de signalétique du hall de la gare de Bayonne. Au pochoir et à la peinture, les mots «billetterie», «restaurant»,

«accueil»... sont traduits jusqu'à l'arrivée de la police qui interpelle les trois Démo et les place en garde-à-vue. La SNCF fait immédiatement disparaître les mots en euskara et dépose plainte. Le procureur accuse les trois Démo de dégradation de biens publics en les convoquant à un procès le 10 octobre.

Le 21 juin, quinze Démo envahissent les guichets de la gare de Bayonne. Deux d'entre

eux prennent place dans deux guichets libres pour réaliser un accueil bilingue des usagers, jusqu'à évacuation par la police.

Le 21 septembre, deux Démo se suspendent avec des cordes à un pont ferroviaire en

La Société nationale des chauvins de fer préfère le train de l'uniformisation.

réparation à Bayonne. En fixant sur celui-ci deux banderoles, ils mettent en parallèle les 4,7 millions d'€ engagés pour réparer ce pont ferroviaire et le 0 € engagé pour la langue basque par la SNCF.

Le 5 octobre, deux Démo montent sur le toit de l'entrée de la gare de Bayonne, où ils fixent une banderole dont l'inscription «SNCF coupable de dégradation de la langue basque» dénonce le procès du 10 octobre. Parallèlement, 15 Démo pénètrent dans le bureau du chef de gare et diffusent, par le micro qui s'y trouve, des messages bilingues à l'attention des usagers du train.

Le 10 octobre, trois Démo sont jugés à Bayonne pour l'action du 12 juin. Quelques jours avant, un Démo fait part au juge de son intention de s'exprimer en basque à l'audience et lui demande donc la présence d'un interprète. Le juge refuse la demande et interdit au Démo de s'exprimer en basque au procès. Celui-ci prend tout de même la parole en basque jusqu'à son expulsion du palais de justice. Le procès se poursuit en son absence.

Les journées de la désobéissance civile

Le 13 octobre 2002, cinquante personnes participent aux journées de la désobéissance civile et couvrent les murs de la gare de Bayonne d'affiches portant la revendication «La langue basque dans la vie publique maintenant !». Au même moment, trois personnes enlèvent l'enseigne lumineuse «SNCF Gare de Bayonne» du toit de l'entrée de la gare et la remplacent par un panneau bilingue. La police interpelle violemment les personnes et les maintient, avec une quatrième personne qui s'autoinculpe, vingt heures au commissariat. La SNCF porte plainte et retire immédiatement le panneau bilingue. Le procureur

Action à la prison de la Santé.



Soutien aux inculpés suite à la plainte de la SNCF.

accuse les quatre personnes de soustraction frauduleuse d'enseigne lumineuse.

Le gaz n'étouffera pas la langue basque !

Le jeudi 7 novembre, le tribunal doit rendre le délibéré pour l'action du 12 juin 2002 jugé le 10 octobre. Pour avoir traduit en basque, à l'aide de peinture, la signalétique de la gare de Bayonne... les trois Démo sont condamnés à... 5150 euros d'amende ! Cela fait plutôt cher pour de la peinture ! Dans la foulée, le tribunal entend juger les quatre personnes interpellées le 13 octobre. Il y a une centaine de sympathisants dans la salle. Deux des inculpés sont issus du Pays Basque sud et refusent de parler en français, le juge demande un interprète... en espagnol ! Leur avocat rappelle que si les gens du Pays Basque Nord n'ont pas le droit légal à l'euskara pour s'exprimer devant un tribunal, les gens du Pays Basque Sud, eux, pouvaient en bénéficier. Devant ce fait, la cour déstabilisée décide de quitter l'audience pour dix minutes... A son retour, elle annonce que le procès est ajourné au 17 décembre 2002.

Suit un tollé général. Un militant lance tout haut : «Vous condamnez des actions pacifistes à de lourdes amendes ! Qui êtes-vous pour nous humilier ainsi ?». Les forces de police commencent à faire évacuer la salle. Le public chante «euskal herrian euskaraz» un chant populaire qui défend la langue basque comme langue légitime. Un policier tente alors d'accélérer les opérations en usant de gaz lacrymogène dans la salle d'audien-

ce... L'effet suffocant oblige juges, avocats, prévenus et public à fuir au plus vite. Quatre personnes vont terminer aux urgences, intoxiquées.

Le lendemain, l'avocat des Démo annonce qu'il fait appel du premier jugement. Le même jour, le Syndicat des avocats de France condamne les «brutalités policières» lors du procès. Elle s'étonne de l'intervention de la

police alors qu'aucun juge n'a donné l'ordre d'évacuer la salle. Le syndicat appelle les personnes bousculées ou ayant souffert des gaz à porter plainte.

Un mouvement de désobéissance civile non-violent est en route. L'Etat a pour le moment réagi par la provoca-

tion et la répression. C'est assez dans sa logique habituelle. L'enjeu est le deuxième article de la Constitution qui précise que «le français est la langue de la République». Un article totalement contraire aux textes initiaux de la Révolution française qui prévoyait à l'époque une république multilingue.

■ Les Démo, Kabilotea, Plaza, 64240 Makea, tél : 06 82 30 92 33.

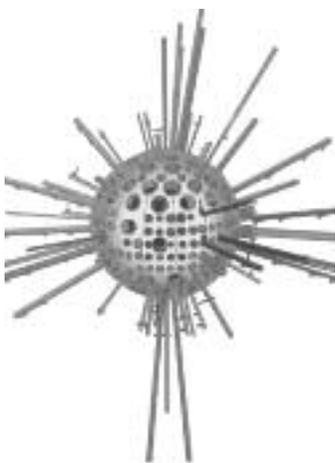
Blocage du TGV à la gare de Bayonne.





Laser Mégajoule au Barp

Le projet de Laser Mégajoule concerne un centre de simulation souterrain de bombes nucléaires dans des conditions sous-critiques, c'est-à-dire sans explosion nucléaire. Ce centre de recherche a été décidé après la décision internationale de moratoire sur les essais nucléaires, afin de pouvoir continuer à moderniser l'arme atomique française, la simulation sur ordinateur ne pouvant seule suffire. Le début des travaux sur le site militaire du CEA, Commissariat à l'énergie atomique, au Barp, à 15 km au sud-ouest de Bordeaux, est programmé pour la fin du premier trimestre 2003. Le chantier est gigantesque et emploiera jusqu'à mille personnes et devrait durer jusqu'en 2007. Comme pour le site d'enfouissement des déchets à Bure, c'est Bouygues qui coordonne le chantier. La dimension



de l'appareillage optique pour gérer les rayons laser de simulation vont nécessiter l'installation d'usines sous-traitantes à proximité, pour éviter les problèmes de transports. Chaque essai dégagera une énergie énorme avec des températures qui atteindront celle du Soleil. Pour fournir cette énergie, il faudra une énorme quantité d'électricité qui sera fournie par la centrale nucléaire du Blayais toute proche. Les risques d'accident sont

pour le moment peu connus (et surtout pas rendus publics). Une chose est sûre : ce laboratoire devrait permettre de poursuivre la stratégie militaire de la dissuasion nucléaire dont de plus en plus de militaires contestent aujourd'hui la validité : comment user de l'arme atomique dans un cas comme le 11 septembre ? Comment moralement user de l'arme atomique ? Comment se protéger du nuage radioactif qui suivrait, maintenant que l'on a vu les conséquences du nuage de Tchernobyl ?

■ Collectif Tchernoblaye, cinéma Utopia, 5, place Camille-Jullian, 33000 Bordeaux, tél : 06 64 10 03 33.

■ Récidives, Réseau citoyen diversité écologie solidarité, cinéma Utopia, 5, place Camille-Jullian, 33000 Bordeaux.

Réseau d'hébergement pour la paix

Servas est un groupe international né au Danemark en 1948. Il s'est développé aujourd'hui dans 125 pays et compte plus de 20 000 adhérents dont un millier en France. Par le biais de rencontres et d'échanges individuels entre membres d'origines, de races et de cultures les plus diverses, il fait la promotion de la paix. Servas offre un apprentissage de la vie basé sur la confiance entre personnes qui ne se sont jamais rencontrées avant. Concrètement, l'association met en relation des voyageurs avec des hôtes potentiels qui acceptent de les recevoir pendant deux nuits. Une rencontre qui peut permettre de lier de nombreuses amitiés. Pour entrer en contact avec Servas en région Aquitaine, il faut prendre contact avec :

■ Claire Cassignard, 11, rue Ladime, 33800 Bordeaux, tél : 05 57 95 60 41.

Victimes de la guerre du Golfe

AVIGolfe est une association qui s'est constituée quand d'anciens militaires présents lors de la guerre du Golfe ont

1991 ont commencé à présenter des troubles. La multiplication des cas fait craindre une contamination à grande échelle. Plusieurs hypothèses ont été avancées : les militaires pourraient avoir respiré des poussières d'uranium suite à l'usage d'obus en uranium appauvri. Autre hypothèse : l'utilisation mal maîtrisée d'un vaccin contre les maladies tropicales. Si en France, le nombre de victimes semble limité, aux USA et en Grande-Bretagne, plusieurs milliers de militaires ont été malades, donnant souvent naissance à des enfants malformés.

■ AVIGolfe, Association des victimes civiles et militaires de la guerre du Golfe, rue Sallefranque, résidence Le Moulin, appartement n°3, 47200 Marmande, tél : 05 53 89 68 63.



Et également Gironde

■ CLANG (collectif antinucléaire girondin : local de L'Ormée, 36 rue Sanche de Pomiers, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 92 73 66. *Soutien au victimes des essais nucléaires.*

■ Mouvement de la paix Gironde c/o Claude Mellier, parc Borie, bâtiment A, appartement 10, 1 rue des tours, 33000 Bordeaux.

■ Mouvement de la paix Bassin-d'Arcachon, 10, rue Paul-Daussy, 33260 La-Teste-de-Buch, tél : 05 56 66 64 26.

■ Les Amis de l'Appel des 100 pour la paix (et le désarmement), c/o Antoinette et Christian Martinez, 22, rue des Chevreuils, 33370 Artigues, tél : 05 56 74 23 42.

Landes

■ Mouvement de la paix, maison des associations, rue du 8-Mai-1945, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 06 88 74 76 60.

■ SPOC c/o Myriam Philip, 352, lotissement des Chênes, 40990 Herm, tél : 05 58 91 53 38.

Lot-et-Garonne

■ Collectif Paix, André Crouzet, Piquebé, 47130 Bazens, tél : 05 53 95 20 12.

Pyrénées-Atlantiques

■ MAIA, Batzoki Mitz Ordu, Dibildes Karrika, 64240 Hasparren, tél : 05 59 29 11 35.

Y-a-t-il des résistants à la militarisation dans la région ?

Si vous prenez une carte détaillée de la région, particulièrement du côté des Landes, vous y trouverez des «centres de recherche militaire», des «champs de tirs», des «terrains» et des «routes» interdites sauf autorisation... Autour de Bordeaux, le site d'EADS Aquitaine s'étale sur des hectares. Il faut de la place pour fabriquer les satellites militaires et les missiles de notre armée ! Devant cette abondance de sites militaires, on pourrait s'attendre à une forte réaction citoyenne. Il n'en est rien. A par le mouvement de la paix, proche des communistes, et de petits groupes anarchistes, on ne compte presque aucun groupe local d'une association nationale : pas de groupes du MAN, du MIR, de l'UPF...

Site EADS - Aquitaine.



Réseau Sortir du nucléaire



Le réseau Sortir du nucléaire s'est constitué fin 1997 autour d'une charte d'objectifs communs en faveur de l'abandon de l'énergie nucléaire. Cinq ans plus tard, le réseau fédère plus de 650 associations, diffuse ses informations auprès de 30 000 personnes dont 12 000, par leurs dons réguliers, permettent le financement de la structure coordonnée à Lyon, dans les bureaux voisins de *Silence*. Né dans la suite de la structure des Européens contre Superphénix, le réseau a permis de structurer efficacement l'opposition, aujourd'hui majoritaire, à la poursuite du nucléaire. Il a mené depuis sa création de nombreuses campagnes, contre le chauffage électrique, contre l'enfouissement des déchets, contre le recyclage des métaux faiblement radioactifs. La lutte actuellement contre la volonté du gouvernement de construire une nouvelle génération de réacteurs nucléaires. Dans l'Aquitaine, deux groupes antinucléaires sont moteurs (voir après). Les autres groupes adhérents sont les suivants :

- RAAP, Marcel Cousteil, Les Courroies, 24110 Saint-Astier, tél : 05 53 46 39 83.
- SEPANSO Dordogne, chez M. Fagette, Mairie de Couze 24150 Lalinde.
- Biocoop, Bio Star, 25, avenue Gambetta, 24200 Sarlat, tél : 05 53 59 53 03.
- Les Verts Dordogne, Claude Labetaa, 17, lotissement de l'Aérodrome, 24330 Bassillac, tél : 05 53 54 49 71.
- Greenpeace-Bordeaux, Patrick Maupin, 16, rue de la Concorde, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 43 03.
- Les Verts-Aquitaine, 13, rue Chai-des-Farines, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 79 11 24.
- Biocoop Alpha, Joëlle Albouy, 81, avenue Marcellin-Berthelot, 33110 Le Bouscat.
- Verts Villenave, Naugues Jacqueline, 10, chemin Brignon, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 87 07 02.
- CPDE, André Franco, Jamart, 33720 Budos, tél : 05 56 62 44 21.
- CREAQ, Maison de la Nature, 3, rue Tausia, 33000 Bordeaux, tél : 05 57 95 97 04.
- Association agrobiologique d'Aquitaine, Jean Peneaud, 9, rue Mondiet, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 85 97 81.

- Amis de la Terre, Marie-Claire Dupouy, 24, boulevard de Candau, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 06 32 58.
- Biocoop Sésame, Catherine Pincet, 18, boulevard Carnot, 40100 Dax, tél : 05 58 74 55 01.
- Verts des Landes, Chantal Colocoloff, L'Angoube, 40230 Saubion, tél : 05 58 77 15 64.
- SEPAN-Landes, réserve naturelle de l'Etang Noir, 40510 Seignosse.
- Au Pré Vert, 108, boulevard de la Liberté, 47000 Agen, tél : 05 53 96 42 71.
- Gaïa, Annie Sansane, Le Ponchut, RN 113, 47130 Port-Sainte-Marie, tél : 05 53 68 33 45.
- Collectif Paix, André Crouzet, Piquebé, 47130 Bazens, tél : 05 53 95 20 12.
- SEPANSO, Nicole Dupouy, Jean-Blanc, 47220 Fals, tél : 05 53 67 14 11.
- Horizon vert, BP 208, 47305 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 40 10 10.
- Santé et Ecologie, Marie-Thérèse Lloancy, 6, rue Saint-Michel, 64000 Pau, tél : 05 59 30 56 21.
- SEPANSO-Béarn, 81, avenue du Loup, 64000 Pau, tél : 05 59 84 14 70.
- SEPANSO Pays basque, mairie, BP 21, 64990 Saint-Pierre-d'Irube.
- Epicerie verte Potimarron, Yann Charon, 4, avenue Charles-Moureux, 64400 Oloron, tél : 05 59 39 65 23.
- Ortzadar, BP 4, Mouguerre, 64990



Saint-Pierre-d'Irube.

La centrale nucléaire de Golfech facile à investir ?

La centrale de Golfech est en région Midi-Pyrénées... à 300 m de la limite de la région Aquitaine. Le comité Stop-Golfech coordonne les actions sur les deux régions pour demander l'arrêt de la centrale de Golfech. Ils organisent des actions parfois spectaculaires comme l'occupation à deux reprises des tours de refroidissement pour montrer que la sécurité n'est pas assurée contre un commando venu de l'extérieur.

■ Stop-Golfech, Monique Guittenit, maison des associations, 108, boulevard de la Liberté, 47000 Agen, tél : 05 53 95 02 92.

Rouler à l'huile de tournesol

En changeant souvent pas ou peu les réglages de son moteur diesel, il est



Les gérants de Valénergol, le jour du procès.

possible de faire rouler sa voiture à l'huile de tournesol. Cette propriété n'est pas nouvelle puisque Diesel lui-même l'avait expérimentée, il y a près d'un siècle. La société Valénergol s'est constituée pour essayer de développer ce principe. Afin d'assurer un rendement positif à l'opération (car la culture de tournesol coûte de l'énergie), elle a misé sur une huile extrêmement simple obtenue par une simple pression. Si les premiers essais dans des véhicules ont été satisfaisants, sur le plan fiscal il en a été tout autrement. Au lieu d'aider une entreprise innovante dans le domaine des substituts de pétrole, l'Etat lui a intenté un procès

Centrale nucléaire du Blayais Menacée par les eaux

Le collectif Tchernoblaye lutte pour la fermeture de la centrale de Braud-Saint-Louis située dans l'estuaire de la Garonne. Lors de la tempête de décembre 1999, cette centrale a failli être victime d'un grave accident à la suite d'une montée des eaux non prévue par les spécialistes. La centrale étant presque au niveau de la mer, elle a été partiellement inondée, ce qui a provoqué des courts-circuits et une perte de contrôle des réacteurs. La centrale présente de plus en plus d'incidents de fonctionnement. Le 5 juillet 2002, la direction régionale de l'industrie a publié une liste des incidents. En 2001, il y a eu 39 incidents, soit deux de plus qu'en 2000. Huit d'entre eux ont été classés niveau 1, les autres au niveau 0. Il y a quatre réacteurs de 900 MW sur le site.

Le collectif Tchernoblaye dénonce aussi le passage des trains qui emmènent les déchets au centre Areva de La Hague (Manche) dans l'agglomération de Bordeaux. Selon la SNCF, une quinzaine de convois passent chaque année par la gare d'Hourcade. Le collectif antinucléaire prévient qu'un accident dans cette zone très urbanisée pourrait avoir des conséquences dramatiques.

■ Tchernoblaye, Stéphane Lhomme, Cinéma Utopia, place Camille-Jullian, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 00 05.



ADEME

ADEME

L'ADEME, agence gouvernementale de l'environnement et pour la maîtrise de l'énergie peut fournir de nombreuses informations et conseils sur les moyens de monter un dossier de subvention pour ceux qui veulent investir dans le domaine de l'énergie (bois, solaire, etc.). L'ADEME-Aquitaine suit différentes expérimentations sur le terrain comme la mise en place, en 1999, d'une chaufferie au bois dans une maison de retraite du Bugne (Dordogne), d'une puissance de 700 kW, la plus grosse actuellement dans la région.

Elle a aidé à monter les dossiers, avec l'installateur Clipsol, de quatre résidences principales équipées de plancher solaire direct, assurant la moitié du chauffage. Ces maisons se trouvent à Denguin et Herreres (Pyrénées-Atlantiques), à Gradignan et Bazas (Gironde). Elle a favorisé la mise en place d'une installation photoélectrique à la déchetterie de Rimans (Gironde), située à 950 m du réseau : l'installation de 600 kWc de solaire a permis une économie de 30 % par rapport à un raccordement au réseau. Pour les mêmes raisons, deux pompes à eau ont été installés en solaire à Béloskarré et Illérillépo, dans les Pyrénées-Atlantiques.

L'ADEME a mis en place un réseau de «point énergie» dans la région qui permet aux particuliers de venir s'informer en fonction de ses demandes. Enfin, l'ADEME a mis en place un «plan solaire» qui a commencé par la formation d'un grand nombre d'artisans afin d'être prêts à passer aux réalisations.

■ ADEME Aquitaine, 6, quai de Paludate, 33080 Bordeaux cedex, tél : 05 56 33 80 00.

pour ne pas avoir payé la TIPP, taxe sur les produits pétroliers. Condamné en première instance, Valénergol a fait appel, insistant sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un produit pétrolier.

■ Valénergol, La Tuquette, 47480 Pont-du-Casse, tél : 05 53 95 65 58.

Points infos énergie

■ PACT H&D de la Dordogne, 18, rue de Varsovie, 24000 Périgueux, tél : 05 53 06 81 20.

■ CREAQ, Maison de la Nature, 3, rue Tauzia, 33000 Bordeaux, tél : 05 57 95 97 04.

■ PACT ARIM de la Gironde, 211, cours de la Somme, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 33 88 88.

■ PACT CESA H des Landes, 46, rue Baffert, 40100 Dax, tél : 05 58 74 12 56.

■ PACT H&D Lot-et-Garonne, 3, place Armand-Fallières, 47000 Agen, tél : 05 53 77 35 00.

■ CAUE 47, maison des Maires, rue Etienne-Dolet, 47000 Agen, tél : 05 53 69 42 42.

■ ARPE 47, Lancelot, 47300 Pujols, tél : 05 53 36 73 34.

■ PACT CDHAR du Béarn, 52, boulevard Alsace-Lorraine, 64000 Pau, tél : 05 59 14 60 60.

■ PACT CDHR du Pays Basque, 9, rue Jacques-Lafitte, 64100 Bayonne, tél : 05 59 46 31 31.

Plan Soleil

Les entreprises ou artisans suivants sont formées pour réaliser des installations solaires.

Dordogne

■ Sani Thermi Concept, 99, rue Jean-Secret, 24000 Périgueux, tél : 05 53 07 00 11.

■ Charron Jean-François, 27, boulevard Stalingrad, 24000 Périgueux, tél : 05 53 53 48 51.

■ Bonaventure et fils, 33, chemin des Feutres-Toulon, 24000 Périgueux, tél : 05 53 54 65 85.

■ SARL Peytoureau, Bodin Michel, 28, rue Paul-Bert, 24000 Périgueux, tél : 05 53 06 46 60.

■ Lavoix Michel, 11, Grande Rue, 24100 Bergerac, tél : 05 53 57 18 49.

■ Autagne Pascal, 5, rue des Charmilles, 24100 Bergerac, tél : 05 53 24 54 63.

■ Dugué André, Le Bourg, 24130 Bosset, tél : 05 53 80 13 26.

■ Hinderschiet Claude, Flaucher, 24130 Le Fleix, tél : 05 53 57 80 50.

■ Vontobel Théodore, BP 2, 24150 Badefols-sur-Dordogne, tél : 05 53 73 86 46.

■ Martegoutte Guy, Lafarge, 24170 Saint-Laurent-la-Vallée, tél : 05 53 29 55 70.

■ Simon Jean-Luc, 9, rue de la Font Saint-Pey, 24190 Neuvic-sur-l'Isle, tél : 05 53 81 66 30.

■ Ghiringhelli Jean-Charles, rue du Levret, 24220 Saint-Cyprien, tél : 05 53 28 91 81.

■ Gomes Anthony, Les Brandes, 24260 Le Bugue, tél : 05 53 07 40 30.

■ Wintersdorff Jean-Claude, Asplat, 24290 Saint-Amand-de-Coly, tél : 05 53 51 67 87.

■ Cedat Bernard, magasin Rapy, 24300 Le Bourdeix, tél : 05 53 56 81 03.

■ Vessat frères et fils, ZA Cropte Haute, 24430 Marsac-sur-l'Isle, tél : 05 53 08 21 17.

■ Energie 2000, Bonombre, 24470 Saint-Pardoux-la-Rivière, tél : 05 53 56 73 26.

■ Hattenberger Serge, 10, route de Lauzun, 24500 Eymet, tél : 05 53 23 45 51.

■ SARL Bordas Bruno, BP 47, La Maissonette, 24500 Eymet, tél : 05 53 23 85 67.

■ Perrier Pierre, rue Notre-Dame, 24550 Villefranche-du-Périgord, tél : 05 53 29 94 21.

■ Levraut Xavier, Le Gaillet Est, 24580 Rouffignac-Saint-Cernin-de-Reilhac, tél : 05 53 06 14 80.

■ Goursolle Michel, route de Thenon, 24580 Rouffignac-Saint-Cernin-de-Reilhac, tél : 05 53 05 41 18.

■ Rieublanc Jacky, Le Bourg, Segonzac, 24600 Ribérac, tél : 05 53 90 31 47.

■ Lévêque Jean-François, Les Farges, 24660 Notre-Dame-de-Sanilhac, tél : 05 53 46 60 56.

■ El Sol, 37, avenue Général-de-Gaulle, 24660 Coulounieix-Chamiers, tél : 05 53 04 75 22.

■ Lavoix Michel, 30, avenue du 14-Juillet, 24660 Coulounieix-Chamiers, tél : 05 53 08 22 36.

■ SARL C'est l'plombier, route de Bordeaux, 24680 Lamouze-Saint-Martin, tél : 05 53 24 05 50.

■ Cornu Christophe, 54, rue François-Mitterrand, 24750 Atur, tél : 05 53 53 05 13.

■ Bergugat Philippe, Couture, 24750 Champcevinel, tél : 05 53 04 29 94.

■ SARL Durable, 49, avenue de Brive, 24750 Le Jardin-Saint-Lazare, tél : 05 53 51 26 47.

■ SARL Chassaint-Lacourraie, 30, rue Gabriel-Péri, 24800 Thiviers, tél : 05 53 52 26 22.

Gironde

■ Montiel Patrick, 15, rue David-Gradis, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 94 50 62.

■ Solarpro, Campagne Luc, Les Bureaux du Lac II, rue Robert-Caumont, immeuble P, 33049 Bordeaux cedex, tél : 06 22 50 38 66.

■ Garcia José, parc Les Rossigneux-1, La Toulouse, 33113 Saint-Symphorien, tél : 05 56 25 75 50.

■ Garonne Energie, Savignac, 33124 Auros, tél : 05 56 65 43 90.

■ Climasytème, M. Laville, 47, allée des Palanques, 33127 Saint-Jean-d'Ilac, tél : 05 57 97 97 64.

■ SoTraBat, Buisson Michel et Patrick, 61, impasse du Muguet, 33127 Saint-Jean-d'Ilac, tél : 05 56 21 60 50.

■ Artal Jacques, 141, avenue Maréchal-Leclerc, 33130 Bègles, tél : 05 56 85 42 00.

■ SARL Frédéric Bry, 1, Le Désert, 33140 Saint-Martin-du-Puy, tél : 05 56 61 41 43.

■ Godard Daniel, Tertre de Thouil, 33141 Villeneuve, tél : 05 57 84 45 08.



ADEME

- Borie Michel, 5, cité Francis-Paris, 33190 La Réole, tél : 05 56 61 25 53.
- Carmagnac Bernard, 1, Pouchon, 33190 Puybarban, tél : 05 56 61 21 60.
- Barret Francis, Goubière, 33220 Pineuilh, tél : 05 57 46 43 55.
- Giraudeau Roland, 4, La Croix, 33220 Eynesse, tél : 05 57 41 00 39.
- Energie Tech, 21, rue d'Orléans, 33230 Coutras, tél : 05 57 49 14 56.
- Destruhaut Jean-Michel, 2, rue du Dade, BP 112, 33260 La Teste-de-Buch, tél : 05 57 52 62 21.
- Dubroca Jean-François, 140, rue Frédéric-Sauvage, 33260 La Teste-de-Buch, tél : 06 08 83 08 75.
- Andrieux Richard, 2, boulevard Mestrezat, BP 44, 33312 Arcachon cedex, tél : 05 57 72 29 77.
- Souffron Frédéric, 33, route de Ville-martin, 33350 Moullets-et-Villemartin, tél : 05 57 40 08 54.
- Guillaume Thomas, Les Tuileries, voie communale 20, 33380 Biganos, tél : 05 57 70 61 67.
- Daquin Jean-Marc, 64, avenue de la République, 33380 Mios, tél : 05 56 26 41 86.
- Entreprise Delesse, 87, rue Déjean-Castaing, 33470 Gujan-Mestras, tél : 05 56 66 37 86.
- SARL Lambrot, ZA, 14, avenue Gustave-Eiffel, 33510 Andernos, tél : 05 56 82 58 47.
- Maumy Patrick, 9, Lage, 33540 Daubèze, tél : 05 56 71 80 39.
- Sud-Ouest Energie, Gajac Christophe, 5, avenue de Candau, 33600 Pessac, tél : 05 56 45 81 97.
- Naud Joël, 10, rue des Serres, 33640 Beautiran, tél : 05 56 67 04 98.
- Griset Pierre, Ambiance et confort, 136, avenue de la Libération, 33700 Mérignac, tél : 06 14 13 82 68.
- Cazimajou Alain, 14, rue Lacoye, 33720 Virelade, tél : 05 56 27 29 19.
- Etablissement Pendaux, 12, rue de l'Ailly, 33720 Virelade, tél : 05 56 27 28 70.
- Heliotherm, M. Willmer, Le Gorre, 33890 Pessac-sur-Dordogne, tél : 05 57 47 46 74.
- Alton Thierry, 13, rue de la Forge-Pinaud, 33910 Saint-Denis-de-Pile, tél : 05 57 84 29 84.

Landes

- Baillet Jean-Michel, 30, rue Pierre-Lisse, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 75 95 87.
- SNC Cerenys, 12, rue Paul-Bert, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 75 38 94.
- Lacroix Pierre, 100, avenue des Pyrénées, 40190 Villeneuve-de-Marsan, tél : 05 58 45 22 60.
- Lagain Jean-François, chemin Cante-grouille, 40230 Saint-Geours-de-Mareme, tél : 05 58 57 38 55.
- Calliot Claude, route de Pountonx, 40250 Mugron, tél : 05 58 97 71 67.
- Gatelier Jean-Marie, 22, rue Marcel-Molter, 40300 Peyrehorade, tél : 05 58 73 02 27.
- SARL Frigier-Larroude, RN 117, 40300 Caunelle, tél : 05 58 73 04 00.
- Narbaïs Christian, RN 117, 40300 Labatut, tél : 05 58 98 19 70.
- SARL Destenave Frères, Malgré Tout, 40320 Bats, tél : 05 58 79 15 89.

- Lafitte Eric, 49, chemin Saint-Julien 40320 Samadet, tél : 05 58 79 18 41.
- SNC Sani-Tursan, 154, rue de Tursan, 40320 Samedet, tél : 05 58 79 11 10.
- Ricarrère Jean-Pierre, route de France, 40330 Amou, tél : 05 58 89 02 65.
- Darricau Jean-Jacques, 786, route de Pouillon, 40350 Gaas, tél : 05 58 98 24 50.
- Destrade Pascovan, Sani-Land, maison Miqueou, 40390 Biarrotte, tél : 05 59 56 38 13.
- Dehez Michel, 86, place Gambetta, 40400 Tartas, tél : 05 58 73 57 10.
- Lartigue Jean-Pierre, 4, impasse Louis-Aragon, 40465 Pontonx-sur-l'Adour, tél : 05 58 57 27 68.
- Duverger Frères, chemin de Padet, 40630 Luglon, tél : 05 58 07 54 57.
- Merigon Alain, ZI Montplaisir, route de Cazalis, 40700 Hagetmau, tél : 05 58 79 32 47.
- Noaillan Jean-François, route de Labastide-Chalosse, 40700 Hagetmau, tél : 05 58 79 50 11.

Lot-et-Garonne

- David Daniel, Les Sables, Montelon, 47120 Duras, tél : 05 53 20 20 26.
- Larroche Alain, Le Bardiat, 47120 Levignac-de-Guyenne, tél : 05 53 94 48 55.
- Tourtareil Jean-Louis, Le Bourg, 47130 Clermont-Dessous, tél : 05 53 67 47 58.
- Suria, M. Penet, hameau de Boussac, 47130 Bazens, tél : 05 53 87 87 97.
- Lot Bernard, 10, rue des Bleuets, 47140 Saint-Sylvestre, tél : 05 53 41 43 49.
- Naïlle Philippe, Beaulieu, 47170 Reaup, tél : 05 53 65 79 42.
- Rigo Jean-Pierre, Latapie, RN 113, 47180 Sainte-Bazaille, tél : 05 53 93 61 96.
- Bousquet Bernard, 4, rue Jules-Ferry, 47190 Aiguillon, tél : 05 53 79 66 30.
- Ares Manuel, Sainte-Abondance, 47200 Virazeil, tél : 05 53 20 04 43.
- Julien Didier, Caillaon, 47210 Villeréal, tél : 05 53 36 61 59.
- Artamonoff Serge, 4, rue Bernadet, 47230 Lavardac, tél : 05 53 65 37 43.
- Prost Benoît, Rocquefond, 47230 Lavardac, tél : 05 53 65 80 90.
- Tortelli Denis, Le Balesté, 47230 Barbaste, tél : 05 53 65 59 39.
- Lazartigues Jean-Michel, Manistre, 47230 Barbaste, tél : 05 53 65 51 05.
- Castex Jean-Marcel, Laspargueres, 47270 Saint-Pierre-de-Clairac, tél : 05 53 87 52 59.
- Stotzinger Bernard, 14, boulevard Palissy, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 40 14 99.
- Mercourt Patrice, 56, rue Coquard, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 01 51 23.
- Combettes Pascal, Pechargou-Haut 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 70 39 87.
- A2C Maintenance, Ricaud Jacques, Lasserre, 47310 Estillac, tél : 05 53 77 21 86.
- Galibert Christophe, 37, chemin de l'Estagné-Bourdette, 47310 Brax, tél : 05 53 68 79 88.
- Delaire Michel, La Clède, 47350 Seyches, tél : 05 53 83 64 61.
- Crayssac Christian, Les Gourines, 47380 Saint-Etienne-de-Fougères, tél : 05 53 41 83 04.
- Perreuil Thierry, Guillaume Mon Ami, BP 30, 47400 Fauillet, tél : 05 53 79 17 00.
- Coudrec Jean-Marc, rue Henri-Fabre, ZI n°1, 47400 Tonneins, tél : 05 53 84 40 90.
- Gibert Laurent, Aquitern, 49, rue Grande, 47440 Casseneuil, tél : 05 53 41 14 56.

- Leprince David, Le Poulet, 47470 Cauzac-le-Vieux, tél : 05 53 68 07 31.
- Moulinié Eric, route d'Agen, 47600 Nerac, tél : 05 53 65 79 42.
- Giudicelli Christian, 2, avenue Bouchon, 47710 Sainte-Livrade, tél : 05 53 01 00 18.
- Guillot Emmanuel, 1789, route Génévrier, 47800 Miramont-de-Guyenne, tél : 05 53 64 33 15.

Pyrénées-Atlantique

- Chauffage sanitaire Cachau, 152, avenue Jean-Mermoz, 64000 Pau, tél : 05 59 32 24 86.
- Kahoui Driss, 177, avenue des Lilas, 64000 Pau, tél : 05 59 14 70 44.
- Claverie Jean-Philippe, maison Elissaltia, 64120 Domezain-Berraute, tél : 05 59 65 73 66.
- Goyheix-Rioja, 64120 Garris, tél : 05 59 65 61 15.
- Bourg Frères, ZA, 64121 Montardon, tél : 05 59 33 77 71.
- Aqua Sun, rue Denis-Papin, 64121 Montardon, tél : 05 59 33 25 92.
- Aqua Tech Solaire, CMEE, rue de la Vallée-d'Ossau, 64121 Serres-Castet, tél : 05 59 12 86 61.
- Bereciartua José, quartier Mendy, 64130 Idaux-Mendy, tél : 05 59 28 39 72.
- Indacochéa Louis, maison Ibarna, 64130 Viodos-Abense, tél : 05 59 28 05 35.
- Lopes Ribeiro Jacky, 27, rue René-Coty, 64130 Mauléon, tél : 05 59 28 01 48.
- Claude Labernadie, 64150 Viellesegure, tél : 05 59 60 12 20.
- Capdepon Jean, 64190 Rivehaute, tél : 05 59 38 67 25.
- Eliçagaray Dominique, maison Egitoa, 64220 Bussunaritz, tél : 05 59 37 08 41.
- Cachau François, 29, route de Labielle, 64230 Mazerolles, tél : 05 59 77 11 70.
- SARL Crouxet, 11, rue Saint-Michel, 64260 Arudy, tél : 05 59 05 70 43.
- SARL Boiret, place du Bignon, 64270 Salies-de-Béarn, tél : 05 59 38 28 21.
- Duclos Francis, rue Larroumette, 64270 Salies-de-Béarn, tél : 05 59 38 13 52.
- Sibers Pierre-Jean, Bourg, 64290 Estaliesq, tél : 05 59 39 20 12.
- Gil Antoine, chemin Dophiné, 64290 Aubertin, tél : 05 59 82 71 52.
- Galos Alain, route de Rébenacq, 64290 Gan, tél : 05 59 21 53 24.

- Labat Robert, 20, route d'Oloron, 64290 Gan, tél : 05 59 21 74 26.
- Cazenave Jean-Louis, promenade Gaston-Fébus, 64300 Orthez, tél : 05 59 69 09 00.
- Lafitte Frédéric, chemin Lafleur, 64300 Castetis, tél : 05 59 67 81 59.
- SARL Massonat, 3, avenue des Pyrénées, 64320 Bizanos, tél : 05 59 82 97 43.
- SARL Gain, place Pont-de-Montagne, 64390 Sauveterre-de-Béarn, tél : 05 59 38 51 51.
- Lavie Jean-Marc, 10, chemin Lanouilh, 64450 Auriac, tél : 05 59 04 31 63.
- Rodrigues Carlos, 34, route de Pau, 64510 Meillon, tél : 05 59 82 06 69.
- Mathédarre Pierre, 10, avenue Henri-IV, 64530 Pontacq, tél : 05 59 53 62 90.
- Etablissements Rouyet, 64570 Lanne-en-Barétous, tél : 05 59 34 62 08.
- Chauffage Arizcorreta, 8, allée Bréguet, 64600 Anglet, tél : 05 59 63 19 44.
- Entreprise Larre-Demeyre, 4, rue Harliot, 64600 Anglet, tél : 05 59 58 33 82.
- Lascourrèges, Gilbert, 165, rue des Pyrénées, 64800 Bejejacq, tél : 05 59 61 36 57.
- Larousse Didier, 4, rue du Martinet, 64800 Igon, tél : 05 59 61 29 44.
- SARL Issartier, 20 bis, route de Lourdes, 64800 Montaut, tél : 05 59 71 91 78.

Et également Dordogne

- Aqua Techniques solaires, 1 d, La Moranderie, 24330 Saint-Pierre de Chignac, tél : 05 53 54 91 88.

Gironde

- JB Thermique, Le Moulin Ouest, 33430 Gans, tél : 05 56 25 22 34. *Installations solaires.*
- Valorem, 180, rue Maréchal-Leclerc, 33130 Bègles, tél : 05 56 49 42 65.
- EGEE Conseil, 4, place Etienne-Dolet, 33130 Bègles, tél : 05 56 49 59 54.
- France-Géothermie, 13, parc industriel, La Rivière, 33850 Léognan, tél : 05 56 64 40 17.



ADEME

Les ikastola en Pays Basque

Pour sauvegarder leur langue régionale, les Basques ont mis en place un réseau d'écoles qui peu à peu négocie son intégration dans l'Education nationale.

En 1969, un petit groupe de parents ouvre la première ikastola du Pays Basque Nord, à Arcangues avec 5 élèves, sous l'égide de Seaska, association régie par la loi de juillet 1901. La nouvelle association se propose de promouvoir ici un système scolaire déjà en plein essor dans les ikastola du Pays Basque Sud, en donnant la priorité à l'enseignement en euskara, avec des méthodes pédagogiques d'avant-garde.

L'idée surprend tout le monde, mais peu à peu les mentalités commencent à évoluer. Au bout de 10 ans, l'ikastola devient un fait social incontournable. Grâce aux efforts soutenus des parents, enseignants et bienfaiteurs, Seaska

ouvre chaque année de nouvelles ikastola. Les méthodes pédagogiques et les très bons résultats touchent autant les parents non bascophones que les bascophones.

Aujourd'hui ce sont près de 2000 élèves qui sont ainsi scolarisés depuis la maternelle jusqu'au baccalauréat, dans les ikastola implantées dans une vingtaine de communes.

Ce développement a certes été lent et ne s'est pas fait sans mal, car il a fallu rendre crédible ce nouveau système d'enseignement auprès des parents, assurer la formation des enseignants et lutter contre une politique discriminatoire de l'Etat. La première manifestation publique de cette politique fut l'interdiction prise par le préfet en 1977 contre l'ouverture d'une ikastola primaire à Saint-Palais. Seaska réagit vivement en appelant à manifester à Bayonne. Peu après, l'autorisation d'ouverture était accordée.

Si pendant les dix premières années Seaska réussit à assumer la charge financière

de ses ikastola, cela devint impossible par la suite du fait même de la progression constante de ses effectifs et donc de son budget. Cette nouvelle situation financière conduit Seaska à adresser sa revendication légitime de prise en charge financière au ministère de l'Education nationale et aux collectivités

locales. Revendication qui pendant une dizaine d'années fut appuyée par des campagnes de mobilisation populaire et même en 1983 par une grève de la faim qui dura 32 jours.

En 1981, l'arrivée au pouvoir des socialistes a permis d'engager des négociations

au plus haut niveau. Ce qui se traduit finalement par un premier accord signé le premier juillet 1982 ; Seaska reçut la première aide financière d'un million de francs du ministère de la culture.

Les négociations se poursuivirent l'année suivante et aboutirent à la signature de la première convention de trois ans, le 14 octobre 1983, ce qui permit à Seaska de recevoir annuellement une subvention de l'Education nationale de 2,5 millions de francs et de mettre en place une commission pédagogique bipartite pour le suivi scolaire.

Le 14 octobre 1985 est signé un accord d'intégration des enseignants de Seaska à l'Education nationale. L'accord est annulé début janvier 1986 par le Conseil Constitutionnel.

Le retour de la droite au pouvoir en 1986 conduit Mme Alliot-Marie, députée de la Côte Basque, au ministère de l'Education nationale. Seaska accepte le principe de la signature de contrats privés.

En 1988, les socialistes reviennent au pouvoir. Les négociations redémarrent. Un accord intervient, fin décembre 1989. Il se traduit à dater de janvier 1990 par la prise en charge des salaires de 61 enseignants de maternelle et primaire. Le secondaire et le lycée de Seaska restent pour le moment hors contrat.

En 1993 : Renouvellement et extension de la convention Seaska/Education nationale au collège. L'Etat prend en charge les enseignants du primaire et du collège.

En juillet 1994 : signature d'un protocole d'accord entre Seaska et l'Education nationale. L'Etat octroie un statut d'école privée sous contrat d'association aux ikastola. Likastola est une école bilingue dispensant un enseignement basé sur l'immersion linguistique bascophone. 1850 élèves sont aujourd'hui scolarisés dans les ikastola.

- Seaska, zone industrielle Pontots, Forum, 64100 Bayonne, tél : 05 59 52 49 24.
- Lycée Bernat-Etxepare, 12 bis, avenue Monédé, 64100 Bayonne, tél : 05 59 50 70 20.
- Ikastola, quartier Alos, 64470 Alos-Sibas-Abense, tél : 05 59 28 54 17.
- Ikastola, 12 bis, avenue Monédé, 64100 Bayonne, tél : 05 59 55 41 72.
- Ikastola, Plo Beyris, 11, avenue Polo, 64100 Bayonne, tél : 05 59 63 65 85.
- Ikastola Miartzeko, Zac Roumagnac, 64100 Bayonne, tél : 05 59 23 86 76.
- Ikastola, rue San-Ignacio, 64310 Ascaïn, tél : 05 59 54 08 27.
- Ikastola; allée des Marronniers, 64250 Cambo-les-Bains, tél : 05 59 29 26 01.
- Ikastola, allée du Château, 64130 Cheraute, tél : 05 59 28 33 78.
- Ikastola, rue Jean-Lissar, 64240 Hasparren, tél : 05 59 29 14 18.
- Ikastola, 9, rue Bigarena, 64700 Hendays, tél : 05 59 48 09 60.
- Ikastola, rted 8, 64780 Osses, tél : 05 59 37 72 05.
- Ikastola, 16, avenue Larreguy, 64500 Saint-Jean-de-Luz, tél : 05 59 26 10 32.
- Ikastola; chemin Karrika, 64310 Saint-Pée-sur-Nivelle, tél : 05 59 54 18 88.
- Angeliko Ikastola, 52, rue Jouanelote, 64600 Anglet, tél : 05 59 31 95 66.
- Garazillo Ikastola, route Hiribéhère, 64220 Lasse, tél : 05 59 37 27 54.
- Oztibarreka Ikastola, Apezetta, Bourg, 64120 Ostabat-Asme, tél : 05 59 37 86 40.
- Amikuzeko Ikastola, avenue Frédéric-de-Saint-Jaymes, 64120 Saint-Palais, tél : 05 59 65 83 01.
- Urrunako Ikastola, lotissement Ithurbidia, 64122 Urrugne, tél : 05 59 54 60 96.
- Ustaritzeko Ikastola, route de Villefranque, 64480 Ustaritz, tél : 05 59 93 09 94.

**1850 élèves
sont
aujourd'hui
scolarisés
dans les
ikastola**





EDUCATION

Ecoles occitanes



Il y a 20 ans, naissait à Pau la première école bilingue français-occitan, suivie quelques mois après par l'école de Béziers. Aujourd'hui, le mouvement compte 31 écoles, 1500 élèves environ, et le premier collège s'est ouvert en 2001. Il s'agit d'écoles associatives laïques et gratuites, bilingues occitan-français : la langue occitane est présente dès la maternelle en immersion linguistique. Le statut de ces écoles est (depuis 1994) celui d'écoles privées sous contrat. Elles respectent les programmes officiels de l'Éducation nationale, la spécificité étant que la langue de l'enseignement est l'occitan. De plus, les écoles Calandreta mettent en place une pédagogie active (pédagogie institutionnelle, techniques Freinet).

d'hui, le mouvement compte 31 écoles, 1500 élèves environ, et le premier collège s'est ouvert en 2001. Il s'agit d'écoles associatives laïques et gratuites, bilingues occitan-français : la langue occitane est présente dès la maternelle en immersion linguistique. Le statut de ces écoles est (depuis 1994) celui d'écoles privées sous contrat. Elles respectent les programmes officiels de l'Éducation nationale, la spécificité étant que la langue de l'enseignement est l'occitan. De plus, les écoles Calandreta mettent en place une pédagogie active (pédagogie institutionnelle, techniques Freinet).

En Aquitaine, on compte 8 écoles pour 259 élèves en 2002.

- Calandreta Bogesa Navera, allée des Catalans BP 78 33260 La Teste.
- Calandreta Pergosina 49, rue Font-Laurière 24000 Périgueux.
- Calandreta Bohèirana, mairie 40210 Labouheire.
- Calandreta de Lescar, rue Lieutenant-de-Vaisseau-Garnuchot 64230 Lescar.
- Calandreta Auloronosa, 46 avenue Tristan-Derèmes 64400 Oloron-Sainte-Marie.
- Calandreta Paulina, 13, rue Guynemer 64000 Pau.
- Calandreta d'Ortès, maison Trompeta, boulevard Charles-de-Gaulle 64300 Orthez.
- Calandreta Aussalesa, place de la Mairie 64440 Béost.

Pédagogie Steiner

Rudolf Steiner lance la première école Waldorf en 1919 dans le cadre d'une usine de cigarettes. Profondément marqué par la première guerre mondiale, lui aussi, il essaie d'y mettre le résultat de ses études philosophiques sur l'histoire des civilisations. Au-delà d'un discours parfois ésotérique, il met en place une pédagogie basée sur la liberté de l'enfant et le respect de ses rythmes. Après sa mort en 1925, le mouvement va prendre de l'ampleur et on compte

aujourd'hui des écoles dans une quarantaine de pays dont une quinzaine en France. Ces écoles se caractérisent également par de nombreux échanges linguistiques et un accent mis sur les activités artistiques et l'immersion dans la nature.

- Association Fontaine, Eyssal, 24520 Lamonzie-Montastruc, tél : 05 53 23 43 54. *Projet d'école primaire en cours de réalisation.*
- Ecole du Soleil, Saint-Faust-de-Haut, 64110 Jurançon, tél : 05 59 83 04 63. *Classes primaires à petits effectifs, en milieu rural. 70 enfants actuellement.*
- Jardin d'enfants, Fabrique Simian, 7, avenue Bernadotte, La Croix-du-Prince, 64110 Jurançon, tél : 05 59 06 68 05. *Pour les plus petits, de 3 à 6 ans.*

Crèches



- Crèche parentale, 5, rue de la Libération, 33390 Blaye, tél : 05 57 42 08 89.
- Crèche parentale, 2, allée du Lavoir, 33470 Gujan-Mestras, tél : 05 56 66 62 12.
- Cadet-Roussel, 25, rue Gabriel-Faure, 33560 Sainte-Eulalie, tél : 05 56 06 24 61.
- Dent de Lait, 10, rue des Arbousiers, 33600 Pessac, tél : 05 56 36 80 04.
- Ribambelle, 1, lotissement Millas, 33670 Créon, tél : 05 56 23 33 73.
- Ribambulle, 2, place Saint-Jean, 33670 La Sauve, tél : 05 56 23 24 00.
- Crèche parentale, avenue Michel-de-Montaigne, 40130 Capbreton, tél : 05 58 72 03 24.
- Le Nuage Rose, chemin de ronde, 47260 Castelmoron-sur-Lot, tél : 05 53 84 97 38.
- La Passerelle, 3, lotissement Picadou 1, 47470 Beauville, tél : 05 53 95 42 69.
- Espace petite enfance, 7, rue des Planètes, 64000 Pau, tél : 05 59 84 47 93.
- Babinou, 11, rue Colonel-Brancion, 64100 Bayonne, tél : 05 59 42 00 81.

Et également Dordogne

- Maison de la petite enfance, 9, rue Montaigne, 24110 Saint-Astier, tél : 05 53 54 06 58.
- Crèche associative, 8, rue Talleyrand-Périgord, 24190 Neuvic, tél : 05 53 81 51 07.
- Association Bébé-Club, Bourg, 24350 Mensignac, tél : 05 53 04 86 06.
- Gribouille, Jardins d'enfance, Peyrigaud, 24400 Saint-Gery, tél : 05 53 58 64 21.

Gironde

- Institut coopératif de l'école moderne, c/o Utopia, 5, place Camille-Jullian, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 00 03.
- Ecole Jacques-Prévert, 173, rue du Jardin-Public, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 79 08 07. *Ecole privée hors contrat avec l'Etat, de la 6e à la terminale, animée par l'association pour le développement d'une éducation alternative. Effectif limité (en moyenne 13 par classe). Attention portée à la philosophie introduite dès la seconde pour que l'élève apprenne ce qu'est une analyse, comment on se forge une opinion, comment on relativise une question. Cours d'histoire de l'art, d'économie sociale. Tuteur pour 4-5 élèves. Préparation aux grandes écoles dans le domaine des arts plastiques.*
- Groupe français d'éducation nouvelle Michel Ducom, 8, allée de la Petite-Savoie, 33140 Villenave-d'Ornon 05 56 87 40 56.
- Les fils d'Ariane, 13, rue Capellan, 33185 Le Haillon, tél : 05 56 34 14 04.
- Le Jardin des enfants, 7, chemin de l'Ile, 33360 Latresne, tél : 06 81 10 72 35. *Ecole maternelle selon la méthode Montessori.*
- Graine d'école, avenue de Bardanac, La Paillière, 33600 Pessac, tél : 05 56 84 99 69. *Pour les enfants jusqu'à 6 ans. Sous contrat avec la commune. Activités en relation avec un centre de loisirs géré par l'école.*

Lot-et-Garonne

- Les enfants d'abord, Brigitte Tichane, ED'A, Raviolle, 47370 Courbiac, tél : 05 53 40 72 24. *L'éducation des enfants est obligatoire, pas l'école. L'association Les Enfants d'abord met en relation et favorise les échanges entre les familles qui ne scolarisent pas leurs enfants.*



Pédagogie Freinet

Célestin Freinet est mort en 1966. Ayant survécu à la première guerre mondiale, il cherche à définir une pédagogie de l'échange pour éviter que ne s'enveniment les conflits. Il met en avant une école laïque dont le fonctionnement doit se rapprocher de celui des coopératives. Il ouvre une école privée à Vence en 1935 où se

retrouvent des enfants de la banlieue parisienne, des jeunes réfugiés espagnols. Il crée avec Romain Rolland le «Front de l'enfance». Il propose d'apprendre la lecture et la grammaire à partir de l'élaboration d'une revue de l'école. Mis en avant par le Front populaire, il est arrêté en 1940, mis en liberté surveillée car grand blessé de la première guerre mondiale, il s'évade et rejoint le maquis. En 1947, son école rouvre. En 1948, il lance le mouvement *Institut coopératif de l'école moderne*. Ce mouvement est aujourd'hui bien présent dans les écoles publiques, mais aussi dans certaines écoles privées. La pédagogie Freinet est centrée sur l'enfant et sur ses motivations, elle propose le «tâtonnement expérimental» dans le respect des rythmes de chacun. Tout est fait pour favoriser la coopération comme mode de relation. Outre les revues, l'enfant est incité à participer à des activités comme le théâtre, le dessin et depuis quelques années l'ordinateur, internet... Il existe des délégués départementaux du mouvement Freinet qui peuvent indiquer les classes où cette pédagogie est mise en œuvre.

- Jean-Luc Fort, Le Port, 24130 Le Fleix, tél : 05 53 24 61 45.
- Jean-Luc Bellue, 5 H, 118, résidence des Terrasses, 33400 Talence, tél : 05 56 37 59 31.
- Jean-Claude Dumartin, route de Lалуque, 40465 Pontoux-sur-Adour, tél : 05 58 57 28 10.
- Serge Durrieux, 9 bis, avenue de Courpian, 47000 Agen, tél : 05 53 66 21 35.
- Pierrette Capdevielle, 64400 Goes, tél : 05 59 39 82 32.

parentales

Les crèches parentales, bien qu'étant financées la plupart du temps par les communes, sont gérées directement par les parents. Ceci implique de leur part un fort investissement avec souvent une permanence sur place dans la semaine. De ce fait, les crèches parentales s'adressaient à des personnes ayant du temps libre en semaine. L'arrivée de la semaine de 35 heures permet d'élargir l'éventail des professions représentées. Une crèche pour les enfants est une école d'autogestion et de coopération pour les parents.

- Les Mômes, 24, rue Sail-d'Escola, 24100 Bergerac, tél : 05 53 27 31 33.
- Les Canailoux, Bourg, 24140 Beauregard-et-Bassac, tél : 05 53 82 91 38.
- La Claire fontaine, Bourg, 24220 Saint-Cyprien, tél : 05 53 30 34 88.
- Crèche parentale, 2, place des Promenades, 24340 Mareuil, tél : 05 53 56 43 69.
- Châpi-Châpo, rue André-Maurois, 24480 Le Buisson-de-Cadouin, tél : 05 53 22 88 44.
- Trotte-Menu, 49, rue Mondon, 33110 Le Bouscat, tél : 05 56 50 18 18.
- Petit à Petit, 743, avenue de Bordeaux, 33127 Saint-Jean-d'Illac, tél : 05 56 21 68 78.
- Canailles et Sucre d'orge, route Jolibois, 33160 Saint-Aubin-du-Médoc, tél : 05 56 05 49 37.
- Crèche parentale, 12, rue Saint-Julien, 33290 Blanquefort, tél : 05 56 95 34 92.
- Crèche parentale, 1, rue des Arpèges, 33360 Latresne, tél : 05 56 20 64 70.
- Capucines, 7, avenue des Vignes, 33370 Salleboeuf, tél : 05 56 68 30 82.
- Vertelune, 1, résidence du Bourg, 33370 Tresses, tél : 05 57 34 04 45.

Le domaine d'Abbadia

A Hendaye, dominant les falaises, face à la côte espagnole, le domaine d'Abbadia, réserve naturelle et site d'éducation à l'environnement, accueille en résidence des artistes contemporains.



DR

Né en 1810, Antoine d'Abbadie, basque né en Irlande, est un savant aventurier. Pendant douze ans, en géographe sérieux, il cherchera les sources du Nil. En tant que linguiste, il réalisera un dictionnaire français-éthiopien. Disposant d'une richesse familiale, il achète des terrains à Hendaye en 1850 et se fait construire un château par Violet-le-Duc. Celui-ci, fini en 1870,

est en style néo-gothique. Progressivement, Antoine d'Abbadie achète des terres autour de son château et, à sa mort en 1897, il laisse en héritage 340 hectares répartis en plus de

trente fermes agricoles : le domaine d'Abbadia. Membre de l'Académie des sciences, n'ayant pas de descendance, il lui lègue son domaine. Malheureusement

Le domaine d'Abbadia est un lieu pour les personnes qui cherchent dans le domaine de l'environnement.

l'Académie vendra progressivement ses terrains. En 1979, il n'en reste plus que 50 hectares.

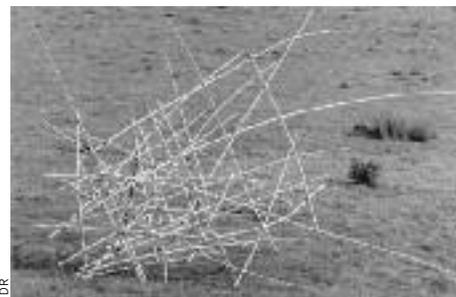
Le Conservatoire du littoral voit le jour, par une loi votée à l'unanimité, en 1975, peu après la création du premier ministère de l'environnement. Cet organisme public a pour mission de racheter les côtes pour les protéger, côte des bords de mer, mais aussi côte des lacs de plus de 1000 hectares.

Il s'oppose ainsi à la spéculation immobilière. Une loi viendra compléter ultérieurement son efficacité en interdisant les constructions nouvelles à moins de 300 m de la mer (loi littoral du 3 janvier 1986). Actuellement le Conservatoire du littoral possède plus de 430 sites en France, au moins un dans chaque département littoral.

En 1979, l'Académie lui cède 45 hectares, ne gardant que le château et cinq hectares. Progressivement, le Conservatoire va récupérer d'autres terrains attenants pour créer une zone protégée de 65 hectares aujourd'hui. Son objectif est de protéger la corniche d'Hendaye à Socoa, soit au total environ 200 hectares. Il est prioritaire lors des ventes immobilières. Le prix du terrain varie énormément selon qu'il est construit ou non.

Propriétaire, le Conservatoire n'a pas pour mission la gestion des terrains. Celle-ci est confiée prioritairement aux communes, éventuellement aux régions, aux départements, parfois à l'ONF, et dans quelques cas à des associations comme la LPO ou la SEPNB (1). Depuis 1981, la gestion du domaine d'Abbadia a été confiée à la commune d'Hendaye. La convention a été modifiée en 2000 pour y faire entrer la participation du département. L'actuel conservateur, Ganix Grabières, a été embauché par la commune en 1984. Il bénéficie aujourd'hui de l'aide de deux gardes du littoral, d'une hôtesse d'accueil et d'un animateur nature. Sur le site, on compte, outre la maison d'accueil, une bergerie avec un troupeau de brebis toujours présent, un verger conservatoire et une ancienne ferme qui a été transformée pour l'accueil des classes vertes et pour la résidence d'artistes. En bord de falaise, on trouve d'anciennes fortifications défensives datant de la dernière guerre mondiale.

En 1986 s'est mise en place l'association *Les amis d'Abbadia* afin d'organiser des activi-



Œuvre de l'artiste Grzegorz Raczka.

(1) ONF : Office national des forêts. LPO : Ligue pour la protection des oiseaux. SEPNB, Société d'études et de protection de la nature en Bretagne.

tés dans le domaine avec les scolaires. Il s'agit de faire le lien entre le patrimoine et l'environnement. Ganix Grabières, le conservateur, s'y investit bénévolement. Cette association va développer l'animation du site dans le cadre de l'éducation à l'environnement. Elle devient un des pôles d'animation dans ce domaine pour la partie basque du département. Le domaine d'Abbadia est ainsi un lieu d'information pour les personnes qui cherchent une formation, une animation, une aide dans le domaine de l'environnement.

Les animations scolaires vont de la demi-journée pour les écoles proches à des classes de patrimoine d'une semaine, avec logement dans un centre de vacances proche du site, pour des écoles plus éloignées (en septembre 2002, deux classes jumelées étaient présentes : l'une venait d'Allemagne, l'autre d'Alsace). Ces classes de patrimoine essaient de lier la création artistique à l'approche scientifique. Le site présente un grand intérêt pour la géologie avec un phénomène imposant d'érosion le long des falaises. Il est aussi une curiosité biologique, ce point de la côte présentant un micro-climat très humide (1500 mm de pluie par an). Le programme est fait selon les désirs des enseignants qui encadrent les classes en visite.

Une résidence pour artistes

Le site se situe à une double frontière : celle de l'eau et de la terre, mais aussi celle de la France et de l'Espagne. Et avec une double contradiction : les écosystèmes du littoral sont souvent à cheval sur l'eau et la terre, quant à la culture basque elle est présente des deux côtés de la frontière. Cette problématique de la frontière a été reprise pour développer un pôle artistique.

Yukihsa Isobe en résidence au domaine d'Abbadia.



Si une maison sert de point d'accueil à l'entrée — volontairement discrète (2) — du domaine, une autre a été aménagée en résidence d'artistes.

L'idée d'interpeller les artistes s'est faite assez naturellement. Le conservatoire du littoral fait en effet tout un travail sur la notion de paysage... ce qui l'amène à s'intéresser au domaine artistique de l'image.

En relation avec le Conservatoire, plusieurs initiatives avaient déjà eu lieu. Ainsi, dans le cadre d'un partenariat avec les éditions *Marval*, trente artistes ont été invités chacun sur un site différent afin d'y poser leur regard d'artiste, aboutissant à la publication d'autant de superbes monographies. Les éditions *Gallimard* ont repris la même idée avec cette fois vingt-quatre aquarellistes. A cette occasion, un photographe, en 1994, et un aquarelliste, en 1997, se sont installés quelque temps dans le domaine d'Abbadia. C'est ainsi qu'est née l'idée d'organiser une résidence d'artistes sur place.

L'intérêt pour les artistes accueillis en résidence est de pouvoir leur offrir un temps bénéfique d'introspection, de retour sur leurs pratiques ou au contraire un moment de rupture, un temps d'expérimentation libre car non soumis à l'obligation d'une production. Il y avait déjà des artistes locaux dans l'association des Amis d'Abbadia qui intervenaient lors des classes de patrimoine. L'association a donc proposé à des partenaires locaux de financer l'accueil de deux artistes par an, pour une période de trois mois maximum, en continu ou non. L'accueil ne se fait pas en été, mais pendant les périodes scolaires, sous conditions : présenter son travail dans une salle locale (à Hendaye) ce qui permet aux enseignants de proposer un lien avec les activités scolaires, participer à ces activités avec les scolaires présents pendant leur résidence, réaliser un catalogue de synthèse sur le résul-

tat des réflexions et/ou réalisations, d'où la nécessité de traduire en mots les approches conceptuelles réalisées. Dans certains cas, la résidence a débouché sur une exposition en lien avec le musée Carré de Bayonne.

La résidence d'artistes a commencé en 1997 et a accueilli jusqu'en 2002 uniquement des plasticiens. Pour la première fois, une musicienne a été accueillie à l'automne 2002. L'admission se fait sur dossier et il y a eu autant d'artistes français qu'étrangers. La DRAC (3), qui finance, demande que ce ne soient pas des débutants mais des artistes confirmés. Au fur et à mesure des années, le nombre de demandes de la part des artistes augmente. Les artistes doivent justifier du besoin de venir dans ce lieu.

Ils sont incités à venir en plusieurs fois pour mieux cerner le lieu aux différentes périodes de l'année. Alors que le site s'y prêterait bien il n'y a pas eu pour le moment d'installation de land-art. Du fait que le site est protégé, les installations en extérieur ne peuvent être que provisoires.

Il serait possible d'envisager une collaboration entre deux artistes, mais cela ne s'est pas encore fait. De même, il est envisagé d'ouvrir en parallèle une résidence pour scientifiques, sur le même principe, avec, pourquoi pas, une confrontation entre les deux mondes.



Marie Chem's

Le château d'Abbadia.

De l'autre côté de la frontière

Hendaye fait partie d'une communauté de communes avec Irun et Fontarabie, deux communes espagnoles. Avec l'ouverture

L'Ortie

L'association L'Ortie fait découvrir que la nature nous offre gracieusement de nombreuses plantes utiles pour l'alimentation et la médecine.



européenne, on assiste à un mélange de plus en plus fréquent entre les activités de part et d'autre de la frontière. Pourtant, au niveau de la résidence d'artistes, il y a peu de liens avec l'Espagne, même si le premier artiste accueilli venait de Bilbao.

Concernant l'environnement, c'est encore plus complexe. Il serait par exemple intéressant que l'achat du littoral se poursuive du côté espagnol. Mais les lois ne sont pas les mêmes et l'harmonisation européenne est encore une vue à long terme, en particulier du fait de la régionalisation qui fait qu'il y a deux niveaux de décisions (région et Etat).

Michel Bernard ■

■ Domaine d'Abbadia, 64700 Hendaye, tél : 05 59 20 37 20.

(2) Le site ne cherche pas à recevoir trop de visiteurs. Il en passe quand même actuellement 165 000 par an.

(3) Direction régionale des affaires culturelles.

Le conservateur Ganix Grabières.



L'Ortie est une association dont l'objectif principal est de déclencher un autre regard sur notre environnement.

Par une approche écologique, une étude des sols et de leur biodiversité, est abordée l'identification des végétaux, des arbres et des baies... C'est l'envie de faire prendre conscience que nous négligeons, voire méprisons, souvent par simple ignorance, le monde végétal que la nature met gracieusement à notre disposition.

Moutsie, l'animatrice de l'association, organise des sorties de reconnaissance des plantes sur le terrain, des week-end, des stages, des conférences autour du thème des plantes sauvages médicinales et comestibles.

Chaque printemps, des repas de plantes sauvages sont préparés par des adhérents : identification et cueillette le matin, cuisine et enfin dégustation. Cela va des tartes salées ou sucrées aux salades, omelettes, soupes, canapé d'herbes folles... Des recettes sont échangées, non seulement localement entre les adhérents, mais également avec d'autres associations qui, en d'autres lieux, ont une démarche similaire.

Chacun repart de ces stages avec des recettes à faire goûter à toute la famille.

Pour les passionnés qui veulent aller plus loin, des stages de découverte des plantes sont organisés sur quatre jours avec un travail d'identification précis des plantes sauvages et la connaissance de leurs vertus.

Parmi ces plantes sauvages, l'ortie est une mal aimée. L'association a choisi de prendre son nom pour la réhabiliter. Mais c'est de nombreuses autres plantes sauvages qu'il faut réhabiliter pour présenter des alternatives simples à une société où l'industrie agroali-

mentaire règne en maître et où l'industrie pharmaceutique entretient le monopole de la guérison.

L'association a choisi de prendre le nom de l'ortie pour la réhabiliter.

Moutsie est également passionnée de jardinage et entretient un jardin écologique où chaque mercredi elle accueille des enfants de la Maison des enfants. Un projet de «charte du jardinier responsable» en partenariat avec le jardin botanique de la ville de

Bordeaux et la ferme enfantine du Lac (dépendant de la commune) est en débat.

■ L'Ortie, 8, rue Blaise-Pascal, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 94 53 10.

Atelier pratique.





ENVIRONNEMENT

Le barrage anachronique d'Eslorenties



DR

Le Gabas est un affluent de l'Adour. Il descend des Pyrénées. 254 hectares de forêts et de bonnes terres agricoles sont actuellement menacées par la construction d'un barrage. Pourquoi ? Commencé en 2001, ce chantier pourrait être le début d'une longue série de nouveaux barrages dans la région (Ousse, Ger, Gélina, Gabassot...). Un barrage de 120 millions de m³ est prévu à Charlas. Ces barrages sont réalisés pour satisfaire la demande du lobby de l'agriculture intensive irriguée. Entre 1980 et 1993, les surfaces irriguées ont triplé dans le bassin de l'Adour. Le barrage d'Eslorenties (20 millions de m³) est présenté comme une retenue qui permettra de maintenir un étiage minimum dans l'Adour en période de sécheresse. Il s'accompagne d'un projet d'irrigation de 3000 hectares supplémentaires. Les terres irriguées sont très majoritairement destinées à la monoculture du maïs. Eslorenties est le premier d'une longue liste que cherche à imposer l'Institution Adour, puissant établissement public territorial de bassin. Depuis la loi sur l'eau de 1992, il est obligatoire de mettre en place un SAGE, schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, qui doit favoriser une exploitation raisonnable de l'eau. A l'évidence, l'Agence de l'eau Adour-Garonne qui finance à 50 % le barrage d'Eslorenties, ne tient pas compte de cette loi sur l'eau. Le Gabas est en effet une belle rivière de piémont qu'habite de nombreuses espèces de poissons et d'écrevisses. La mise en place d'un barrage va provoquer une perturbation de ce précieux équilibre, tuant le côté sauvage du cours d'eau. La monoculture du maïs pose également des problèmes en liaison avec l'eau : les traitements que reçoit le maïs contribue à polluer les nappes souterraines en pesticides et herbicides. Cela atteint un tel niveau que, comme en Bretagne avec la pollution des élevages de cochons, ici des communes sont obligées de prendre des arrêtés pour interdire de boire l'eau

du robinet qui n'est plus potable. Les communes de Maubourguet, Rabastens, Riscle, Garlin, Lembeye ont dû prendre des arrêtés à plusieurs reprises depuis 2000.

Alors que l'on parle de plus en plus d'agriculture raisonnée, que dans d'autres régions, les cours d'eau encore sauvages sont soigneusement protégés, la région de l'Adour semble être dans un curieux retard anachronique. Elle se trouve ainsi à contrecourant d'une directive européenne qui demande à chaque pays de faire en sorte qu'en 2015, l'ensemble des rivières soient «dans un bon état écologique».

Avec le soutien au niveau national des grandes associations d'environnement (comme le WWF), les associations locales ont mis en place une campagne d'information pour essayer de bloquer ces multiples projets de barrages. Un «manifestal» s'est tenu pour la première fois pendant l'été 2002 sur le site du chantier. Dans un premier temps, il est demandé un moratoire de trois ans sur le chantier, le temps nécessaire pour organiser une information et un débat contradictoire sur les enjeux de ces barrages. Ils envisagent l'organisation d'une marche sur Paris en mai-juin 2003 dont l'itinéraire pourrait être Eslorenties-Tarbes-Auch-Agen-Bergerac-Angoulême-Niort-Poitiers-Tours-Orléans-Paris. Ils cherchent des relais locaux en lien avec des luttes liées au thème de l'eau.

■ Gabas Nature et Patrimoine, Joël Bordas, rue du Pic-du-Midi, 64200 Eslorenties.

■ Gabas Nature et Patrimoine, Xavier Bouchet, La Tuilerie Garlin, 64330, tél : 05 59 04 74 55.

■ Collectif Adour eau transparente, Jean-François Hamon, Le Gué, 40400 Bégaar, tél : 05 58 73 56 43.

Organbidexka Col Libre



DR

Le col d'Organbidexka est l'un des points de passage des oiseaux migrants. Pour s'assurer que les chasseurs ne s'y postent, les terrains près du col ont été achetés depuis de nombreuses années par des ornithologues qui y mènent de nombreuses études sur la migration pyrénéenne, font des visites avec le public, publient des études montrant les évolutions de population pour de nombreuses espèces. L'association cherche toujours des volontaires du 15 juillet au 15 novembre pour faire des comptages d'oiseaux.

■ Organbidexka Col Libre, 11, rue Bourgneuf, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 62 03.

Faire du vélo



Vincent Chevret

Le vélo et la marche à pied permettent de découvrir au mieux une région. Le littoral atlantique dispose de nombreuses pistes cyclables en site propre. Les associations de promotion du vélo sont :

■ Vélo-Cité, 66, rue Rodrigues-Pereire, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 81 63 89. Publie une revue du même nom pour la Fédération des usagers de la bicyclette.

■ Bèglavélo, 33130 Bègles, tél : 05 56 49 55 84.

■ Libournavélo, bâtiment A, appt. 5, Le Pintey, 33500 Libourne, tél : 05 57 25 16 94.

■ Roue Libre, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 40 22 21.

■ Pau à vélo, 24, avenue de l'Eglise-Saint-Joseph, 64000 Pau, tél : 05 59 32 26 65. Pour ceux qui ne sont que de passage, il est possible de louer des vélos. Quelques adresses.

■ Bord'eaux vélos loisirs, quai Louis-XVIII, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 77 31. Le sympathique Pedro Busca loue à peu près tout ce qui roule sans moteur : de la trottinette au vélo parlant en passant par le tandem. Un relais vient d'ouvrir près de la gare Saint-Jean, avec possibilité de louer un vélo ou de faire gardiennier et entretenir le sien.

■ Vélos Ville de Bordeaux, 4 rue Douves, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 92 60 48.



DR

Sauver la vallée d'Aspe



La vallée d'Aspe a été choisie au niveau européen pour devenir un grand axe de passage à travers les Pyrénées. Le col du Somport étant en plein parc naturel, et la route étant fermée en hiver, le projet prévoyait la construction d'un tunnel puis l'agrandissement de la route existante et sa transformation progressive en autoroute.

Les opposants se sont mobilisés contre ce projet pendant toute la décennie 90. Des manifestations européennes ont réuni dans la vallée jusqu'à 10 000 personnes. Eric Pétetin, guide de montagne, est devenu le porte-parole pendant plusieurs années de la branche la plus radicale de l'opposition. Après de nombreux séjours en prison, il a réussi au moins à faire que l'aménagement de cette vallée devienne un des points forts de la contestation écologique. Des milliers de personnes se sont mobilisées pour acheter des terrains sur les tracés de la future autoroute.

Malgré ces oppositions, le tunnel a été construit et a été ouvert le 17 janvier 2003. L'autoroute, elle, a plus de mal à s'imposer : la vallée extrêmement étroite par endroits nécessite des travaux colossaux et il faudrait encore au moins dix ans pour mener ce projet à bout.

Du côté espagnol, une voie ferrée vient à proximité du tunnel routier avec une importante gare. Côté français, la voie ferrée a été abandonnée dans les années 70, mais est demeurée en place. L'alternative proposée par les opposants à l'autoroute est de remettre cette voie ferrée en service pour que camions et voyageurs passent par le rail et non la route. Le projet ferroviaire coûte bien moins cher que le projet routier.

Les élus locaux ont joué les deux : le rail et la route. Et pour le moment, c'est ce qui se dessine : la réouverture de la voie ferrée et la poursuite des travaux de destruction routière.

■ Alternative pyrénéenne à l'axe autoroutier européen, 14, place Mendiondu, 64400 Oloron-Sainte-Marie, tél : 05 59 39 41 45.

Initiative de la ville de Bordeaux qui prête gratuitement des vélos aux résidents bordelais. Dommage que la Mairie n'ait pas prévu les équipements cyclables de qualité pour rouler dessus.

- La Trottinette, 63, cours Alsace-Lorraine, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 51 39 41. Société de taxis en vélos pousse-pousse.
- Dingovélos, 1, rue Grenier, 33120 Arcachon, tél : 05 56 83 44 09.
- Bicyc'loue, 111, avenue Maubuisson, 33121 Carcans, tél : 05 56 03 43 23.
- Pegase Evolution, 24, domaine Belfontaine, 33270 Bouliac, tél : 05 57 97 99 80. Equipements hauts de gamme. Vous pouvez leur demander tout ce qui se fait de mieux dans le monde entier en matière d'équipement vélo.
- Ecocycle, 36, avenue Aristide-Briand, 33700 Mérignac, tél : 05 56 96 07 50.
- Gardeau Patrice, 104 cours de l'Yser, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 92 77 18 ou 9, rue du Vieux-Marché, 40200 Mimizan, tél : 05 58 09 18 03. Prêt de vélo pendant la réparation. Un des rares petits vélocistes qui n'ait pas disparu ces dernières années. Location possible de tandems.
- Cycles D. Labat, rue de la Poste, 40550 Léon, tél : 05 58 48 71 98. Location possible de tandems.
- Au vélo pour tous, 997, avenue de la Plage, 40600 Biscarosse, tél : 05 58 78 26 59.
- Balades en liberté, Maintenant, 47230 Feugarolles, tél : 05 53 67 46 67.
- Le Mollet futé, route Mourenx, 64190 Navarrenx, tél : 05 59 66 18 12.

Réseau d'éducation à l'environnement



ORFEE Aquitaine, Orientation formation éducation environnement coordonne l'action de cinq associations d'éducation à l'environnement de la région. Outre le CIEP du domaine d'Abbadia (voir article), ORFEE coordonne :

- GRAINE, BP 4, 33830 Belin-Beliet, tél : 05 56 88 19 07. Réseau régional des associations d'éducation à la nature et à l'environnement.
- Association Les Arts Verts, 118, route d'Iragon, 40320 Eugénie-les-Bains, tél : 05 58 51 11 04. Éducation à l'environnement, réalisation de matériel pédagogique.
- Pour les Enfants du Pays de Beleyrne, Centre d'animation rurale, Le Bourg, 24140 Montagnac-la-Crempse, tél : 05 53 80 18 19. Action d'éducation à l'environnement en milieu rural : paysages, gestion des déchets et gestion de l'eau, jardins pédagogiques...
- Education environnement, 2, rue Pats, 64260 Buzy, tél : 05 59 21 06 60. Séjours de vacances nature pour les enfants de 7 à 14 ans.

Sepanso

La SEPANSO, Société d'études, de protection, d'aménagement de la nature du Sud-Ouest, est la principale fédération des associations de protection de la nature et de l'environnement dans la région. Elle publie chaque trimestre la revue «Sud-Ouest Nature».

- SEPANSO Dordogne, 13, place Barbacane, 24100 Bergerac, tél : 05 53 73 12 71.
- SEPANSO Dordogne, chez M. Fagette, mairie de Couze 24150 Lalinde.
- SEPANSO, 1, rue Tautzia, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 91 33 65.
- SEPANSO, 1581, route de Cazordite, 40300 Cagnotte, tél : 05 58 42 77 45.
- SEPAN-Landes, réserve naturelle de l'Etang Noir, 40510 Seignosse.
- SEPAN-LOG, Société d'études, de protection, d'aménagement de la nature du Lot-et-Garonne, 47, rue Anatole-France, 47190 Aiguillon, tél : 05 53 79 67 65.
- SEPAN-LOG, chez Nicole Dupouy, Jean-Blanc, 47220 Fals, tél : 05 53 67 14 11.
- SEPAN-LOG, Petite Mazière, 47400 Villeton, tél : 05 53 88 02 57.
- SEPAN-LOG, Pezon, 47600 Montagnac-sur-Auvignon, tél : 05 53 65 97 86.
- SEPANSO-Béarn, 81, avenue du Loup, 64000 Pau, tél : 05 59 84 14 70.
- SEPANSO Pays Basque, mairie, BP 21, 64990 Saint-Pierre-d'Irube.

Coordination nationale contre les déchets

Depuis 2002, la mise en décharge des déchets ménagers est théoriquement interdite. La loi de 1992 prévoyait que chaque département devait mettre en place un scénario alternatif en misant notamment sur la réduction des déchets à la source et le recyclage. Si le tri sélectif et le recyclage ont souvent vu le jour, il n'y a pas eu de réduction à la source et au contraire augmentation des quantités collectées. La plupart des départements ont alors choisi la fuite en avant : soit le maintien des décharges par dérogation, soit le recours aux incinérateurs qui ne font que séparer les déchets en une phase solide (machefers), une phase liquide



(qui pollue les cours d'eau) et une phase gazeuse (qui disperse des dioxines). Au niveau national, la coordination regroupe plus de 200 associations dont pour la région Aquitaine :

- Sépanso Dordogne, Nicole Riou, BP 625, 24106 Bergerac Cedex, tél : 05 53 53 85 97.
- CRAD, Collectif de réflexion sur l'avenir des déchets, Jean-François Lyphout, Les Gounisoux, 24210 Ajat, tél : 05 53 05 28 44.
- UPSE, Unis pour la protection et la sauvegarde de notre environnement, Flore Bernard, 11, rue Saint-Exupéry, 24660 Notre-Dame-de-Sanihac.
- Les Verts Gironde, Patrick Papadato, 13, rue du Chai-des-Farines, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 48 58 50.
- SOS Environnement Lanton, Edgard Soula, 7, allée Robinville, 33148 Tausat, tél : 05 56 82 95 16.
- Association Asphodèle, Monique Sablot, 49, route du Bord-de-l'Eau, 33270 Bouliac, tél : 05 56 20 73 56.
- Vivre heureux en pays Gabaye, Jean Blasi, mairie, 33620 Laruscade, tél : 05 57 69 01 54.
- Résistance à l'agression publicitaire, Jean-Bernard Dejardin, 1, rue Caillon, 33690 Cavignac, tél : 05 56 25 56 12.
- Collectif déchets girondin, Aquitaine Alternatives, Dominique Nicolas, 3, rue Tautzia, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 91 33 99.
- Terre des Landes, Benjamin Cazenave, Le Merlaut, 33840 Captieux, tél : 05 56 65 62 92.
- Les Amis de la terre des Landes, Berdot, 24, boulevard Ferdinand-de-Candau, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 75 34 50.
- Sépanso Béarn Pyrénées, Jacqueline Bouthier, MJC du Laiü, 81, avenue du Loup, 64000 Pau, tél : 05 59 84 14 70.
- Association Santé et Ecologie, Elisabeth Delaube, 17, avenue de l'Eglise-Saint-Joseph, 64000 Pau, tél : 05 59 62 27 74.
- Association défense environnement Bayonne rive droite, Julien Diharce, Moulin de Bacheforès, 64100 Bayonne, tél : 05 59 55 54 96.
- Ortzadar, Nicole et Victor Pachon, chemin Galharet 64990 Mouguerre, tél : 05 59 31 85 82.

Chasse écologiquement responsable

L'ANCER, Association nationale pour une chasse écologiquement responsable, est favorable à la chasse, mais elle s'oppose à ses abus, comme le lâcher d'animaux de tir ou le manque d'indépendance des gardes-chasses. Elle s'oppose aussi aux violations de la directive européenne protégeant les migrateurs lors de leur retour; non pas par respect de l'animal ou de sa souffrance mais pour augmenter les effectifs d'une population en déclin. Si l'éthique de l'ANCER diffère fortement de celle des associations de protection animale, celles-ci se sont pourtant retrouvées plusieurs fois à la même table face à des fédérations de chasse passablement intolérantes. L'ANCER convient aux personnes plutôt intéressées par un compromis entre chasseurs et adversaires de la chasse.



■ ANCER, Association nationale pour une chasse écologiquement responsable, Chabrouille, 24700 Saint-Barthélémy-de-Bellegarde, tél : 01 53 81 64 40.

Estuaire en danger

Lutte contre le nouveau plan d'occupation des sols qui autorise l'extraction de matériaux dans l'estuaire, accentuant l'érosion des berges dans une zone déjà menacée comme l'a montré l'inondation de l'usine nucléaire du Blayais en décembre 1999. L'augmentation de la vase qui s'ensuit nuit au passage des poissons (esturgeon), pollue la flore marine...

■ Collectif estuaire citadelle de Blaye, 33390 Blaye, tél : 06 73 39 90 40.

Et également Dordogne

- Amis de la Terre, Vincent Ardouin, 2, chemin de Maisonneuve, 24000 Périgueux, tél : 05 53 08 55 45.
- Dordogne Nature, 56, rue Victor-Hugo, 24000 Périgueux, tél : 05 53 53 50 50.
- Comité départemental de spéléologie de la Dordogne, 30, rue Chanzy 24000 Périgueux.
- Fédération de la Dordogne pour la pêche et la protection du milieu aquatique, 7, rue du Lys, Restaurant Saint-Front, BP 33, 24000 Périgueux.
- Club ornithologique bergeracois, 39 cours Alsace-Lorraine, 24100 Bergerac, tél : 05 53 57 09 81.
- SPA, Maison des associations, place Jules-Ferry, 24100 Bergerac, tél : 05 53 27 26 67.
- Vétérinaires pour tous, 35, rue Berggren, 24100 Bergerac, tél : 05.53.57.81.81
- Périgord écologie, chez Mr Lavaud, 60 route de Rosette, 24100 Bergerac, tél : 05 53 57 62 91.
- Mi.Ga.Do, Migrateurs Garonne Dordogne, La Maison du Barrage 24100 Bergerac, tél : 05 53 73 00 73.
- Espaces naturels d'Aquitaine, 1, route de Rosette, 24100 Bergerac, tél : 05 53 58 59 89.
- LPO, Ligue pour la protection des oiseaux, 13, rue des Martyrs, 24150 Lalinde, tél : 05 53 61 05 17.
- Collectif de protection de la Bessède contre l'installation d'une décharge, mairie, 24170 Saint-Pardoux-et-Vielvic, tél : 05 53 29 00 21.
- Connaissance de la vie fluviale, rue Commandant-Maratuel, 24200 Sarlat.
- Maison de la vie sauvage, 24260 Le Bugue-sur-Vézère, tél : 05 53 07 16 38. Expositions sur les oiseaux et mammifères d'Europe.
- Mon ami le loup, Claud de Gigandie, 24290 Montignac, tél : 05 53 51 12 82.
- Patrice Bouchardon, domaine du



ENVIRONNEMENT

Sablou, 24290 Fanlac, tél : 06 61 34 65 46. *Organise des stages de ressourcement au milieu des arbres.*

■ Parc naturel régional Périgord-Limousin, mairie, 24300 Abjat-sur-Bandiât, tél : 05 53 60 34 65. *180 000 hectares à cheval sur deux régions, entre Limoges, Périgueux et Angoulême.*

■ Musée de la Tourbe, 24320 Vendoire, tél : 05 53 90 37 78.

■ Rassemblement des opposants à la chasse, Montferrier, 24380 Cendrieux, tél : 05 53 04 58 06.

■ Musée du vélo, ancien couvent, Cadouin, 24480 Le Buisson-de-Cadouin, tél : 05 53 63 46 60.

■ Association pour la connaissance de la vie fluviale, Scarpât, 24480 Le Buisson-de-Cadouin, tél : 05 53 27 86 06.

■ Jardin-musée de Limeuil, Michel et Véronique Guignard, La Maisonnette, 24510 Limeuil, tél : 05 53 63 32 06. *En été, visite d'un jardin à thèmes : plantes sauvages comestibles, plantes néolithiques cultivées depuis l'antiquité, plantes gallo-romaines, jardin de moine du XIIe siècle, grandes découvertes de la Renaissance, jardin d'un curieux.*



■ Côte de Jor Nature et Histoire 24580 Plazac.

■ ESPER, association pour l'essor du Périgord Noir, mairie de Sireuil 24620 Les Eyzies-de-Tayac.

Gironde

■ Maison de l'environnement, 3, rue Tautzia, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 91 33 99.

■ GREMMS, groupe de recherche et d'études des mammifères marins, 1, rue Tautzia, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 91 33 65.

■ Greenpeace, MNE, 3, rue Tautzia, 33000 Bordeaux, tél : 06 89 7188 46.

■ Aquitaine alternatives, 3, rue Tautzia, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 91 81 95.

■ LPO, Ligue pour la protection des oiseaux, 3, rue Tautzia, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 91 33 81.

■ Fédération villes et perspectives, 3, rue Tautzia, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 92 26 05.

■ L'A. Gu. Na., association des guides naturalistes, 3, rue Tautzia, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 94 76 53.

■ Renaissance du vieux Bordeaux, 12, rue des Fossés, 33000 Bordeaux.

■ Club alpin français, 4, impasse Minimettes, 33000 Bordeaux.

■ Association pour l'extension des espaces verts, 31, rue de Crusol 33000 Bordeaux.

■ AIR, 35, place Gambetta, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 81 21 44. *Association de rollers.*

■ Fédération de la Gironde pour la pêche et la protection du milieu aquatique, 299, cours de la Somme, 33000 Bordeaux.

■ Syndicat de défense de la qualité de la vie de la commune d'Arveyres, chez Jean-Marie Bruny, RN 89, 33000 Bourg-d'Arveyres.

■ AutoComm, 28, cours Portal, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 31 10 66. *Association permettant l'autopartage de voiture, en adhérent, emprunts à petits prix.*

■ Promenons-nous dans les arbres, 34, avenue Auguste-Ferret, 33110 Le Bouscat, tél : 05 56 67 68 54 (ou 06 12 17 09 68). *Association qui propose des promenades aménagées dans les arbres et même d'y loger à la belle saison.*

■ Association pour la sauvegarde du site d'Arcachon, 46, avenue Victor-Hugo, 33120 Arcachon.

■ Association «lutte contre les nuisances de la gare d'Hourcade», Marie-Christine Alvès, dos Santos, 40, chemin d'Hourcade, 33140 Villenave-d'Ornon.

■ Amicale ornithologique girondine, M. Tisaire, 10, rue Molière, 33140 Villenave-d'Ornon

■ Eco-micro, 8, rue Albert-Dupeyron, 33150 Cenon, tél : 05 56 86 66 66. *Société de recyclage de matériels informatiques.*

■ Au pays de Cernès, 18, rue de Barbut, 33170 Gradignan, tél : 05 56 89 01 70. *Action au sud de Bordeaux, en particulier dans le domaine de l'eau. Rencontres annuelles en octobre sur un thème d'environnement local.*

■ Arbres et paysages, 75 bis, avenue Pasteur, 33185 Le Haillan, tél : 05 56 28 12 27.



■ Cistude Nature, 76, rue du Médoc, Moulinat, 33185 Le Haillan, tél : 05 56 28 47 72. *Organise en avril le festival du film nature.*

■ Oseraie de l'Île, Mylène et Philippe Joumes, 3 lieu-dit Métairie-de-l'Île, 33190 Barie, tél : 05 56 61 21 50. *L'osier était cultivé pour attacher la vigne, aujourd'hui pour de nombreux autres ouvrages (barrières, tunnels, cabanes, vannerie, tonnelerie, etc. Labyrinthe végétal à visiter.*

■ Association de défense des droits d'usage et de la forêt usagère de La Teste, 16, rue des Pins-Verts, 33260 La Teste.

■ APSDA, association pour la sauvegarde des animaux du bassin d'Arcachon, Le Natus, route de Cazaux, 33260 La Teste-de-Buch, tél : 05 56 54 15 76.

■ Maison de la nature du bassin d'Arcachon, 33470 Le Teich, tél : 05 56 22 80 93. *Au sein d'un parc ornithologique.*

■ Nature environnement bassin versant d'Arcachon 17, rue du Port-Mayran; 33470 Gujan-Mestras.

■ CEBA, Coordination environnement du bassin d'Arcachon, hôtel de ville, 33470 Gujan-Mestras, tél : 05 56 66 24 40.

■ Vive la forêt, 33680 Le Porge.

■ LALA, Les amis du littoral arésien, 7, boulevard Javal, 33740 Arès.

■ Parc naturel régional des Landes de Gascogne, 33, route de Bayonne, BP 8, 33830 Belin-Beliet, tél : 05 57 71 99 99. *262 000 hectares sur les départements des Landes et de la Gironde : forêts, marécages, landes...*

■ Comité de défense et de protection de la presqu'île du Cap Ferret, mairie-annexe du



■ Groupe Ours Pyrénées, BP 508, 64010 Pau cedex, tél : 05 59 62 49 43.

■ Canon, BP 3, 33950 Lège-Cap-Ferret.

■ Association pour la protection du Cap Ferret, 1, rue de la Brise, Le Cap Ferret 33950 Lège-Cap-Ferret.

■ Association pour la sauvegarde de la presqu'île de Lège au Cap Ferret, 163, route du Cap-Ferret, 33950 Le Canon.

Landes

■ Amis de la Terre, Christian Berdot, 24, boulevard Candau, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 75 34 50.

■ Les Amis de Jean Rostand, Poudesseaux 40120 Roquefort.

■ Ecomusée de la mer, place de la Liberté, 40130 Capbreton, tél : 05 58 72 40 50.

■ Musée de l'écologie des rives de l'Adour, 40300 Orist, tél : 05 58 57 31 61.

■ Fédération des Landes pour la pêche et la protection du milieu aquatique, place Aristide-Briand 40400 Tartas.

Lot-et-Garonne

■ Association pour la défense des intérêts des résidents de l'agenais, 144, rue de Bellevue 47000 Agen.

■ Comité départemental des amis de l'environnement des sites et des richesses artistiques, 24, rue Montaigne, 47000 Agen.

■ Fédération du Lot-et-Garonne pour la pêche et la protection du milieu aquatique, 44, cours du 9e-de-Ligne, BP 225, 47006 Agen cedex.

■ Handi-Terre, 13, avenue Henri-Barbusse, 47130 Port-Sainte-Marie, tél : 05 53 68 75 77.

■ Société lot-et-garonnaise des amis des oiseaux, «Campagnac», 47300 Le Ledat.

■ SIPEL, Syndicat d'initiative et de protection de l'environnement de Lamontjoie, café des Tilleuls 47310 Lamontjoie.

■ Le Héron, Salabert, 47360 Lapepède, tél : 05 53 47 18 33.

■ Ecomusée de l'abeille, 47400 Grataloup, tél : 05 53 88 80 23.

Pyrénées-Atlantiques

■ Maison de la nature et de l'environnement, domaine de Sers, allée Comte-de-Bufferon, 64000 Pau, tél : 05 59 32 16 74.

■ Espaces naturels d'Aquitaine, allée Comte-de-Bufferon, 64000 Pau, tél : 05 59 32 67 05.

■ LPO, allée Comte-de-Bufferon, 64000 Pau, tél : 05 59 40 28 39.

■ Greenpeace, Yvonne Allard, 4, chemin des Barbots, 64000 Pau, tél : 05 59 06 11 99.

■ Association de défense des pêcheurs du Béarn, de la Bigorre et du Pays Basque, 40, boulevard Alsace-Lorraine, 64000 Pau.

■ Fédération des Pyrénées-Atlantiques pour la pêche et la protection du milieu aquatique,

■ Les amis du parc national des Pyrénées occidentales, 32, rue Samonzet, 64000 Pau.

■ Pays Basque écologie, Maison de la vie citoyenne du Polo-Beyris, avenue du Polo, 64100 Bayonne, tél. 05 59 29 47 04.

L'association a pour objectif principal la protection de la nature et des ressources vitales. A l'intérieur de ces activités, il existe l'opération «Activités novatrices pour le Pays Basque» qui met à la disposition des personnes à la recherche d'idées un catalogue de documents indiquant des pistes d'activités.

■ Surfriider Foundation, 120, avenue de Verdun, 64200 Biarritz, tél : 05 59 23 54 99. *Les surfers ne veulent plus nager en eaux troubles !*

■ FIR, Fonds d'intervention pour les rapaces, maison Oihan Alde, 170, chemin Ximikorenborda, 64210 Ahetze, tél : 05 59 41 99 90.

■ Jardins du Château de Monas, 64230 Lescar, tél : 05 59 81 62 16. *Plus de mille espèces de plantes rares.*

■ Club ornithologique de Lescar, chemin Morlanné 64230 Sauvagnon.

■ Falaise aux vautours, 64260 Aste-Béon, tél : 05 59 82 65 49. *Lieu où nichent des vautours. Expositions et vidéos sur les vautours du monde entier.*

■ Randonnées en Pyrénées, Jean-Claude Delmont, route de Belair, hameau de Buzy, 64260 Arudy, tél : 05 59 05 53 07. *Randonnées douces sur le thème de la nature. Pas d'exploit sportif, découverte des animaux, des plantes, randonnées aux étoiles, visites culturelles...*

■ BIE, Béarn initiatives environnement, 12, place de Jaca, 64400 Oloron-Sainte-Marie, tél : 05 59 39 10 13. *Participer au processus d'éducation relative à l'environnement pour faire progresser l'écocitoyenneté. Promouvoir, accompagner et réaliser toutes initiatives pour l'environnement.*

■ Collectif nature-environnement-emploi, place Marcadier, 64410 Arzacq-Arraziguet, tél : 05 59 04 44 79.

■ Musée de l'ours, ancienne gare, 64490 Etsaut, tél : 05 59 06 60 57. *Alors que le parc national des Pyrénées est en principe le lieu de vie de l'ours, vous aurez plus de chance d'en voir en reproduction dans ce musée.*

■ Association de défense contre le bruit à Hendaye, 7, rue Caneta, 64600 Hendaye.

■ Association pour la sauvegarde de la baie de Chingoudy, 7, rue Pierre-Loti, 64600 Hendaye.

■ Maison du Pottock, réserve naturelle du Pottock, 64780 Bidarray, tél : 05 59 52 21 74. *Conservatoire d'espèces menacées : ânes, chèvres, bœufs...*

■ Association des propriétaires riverains de la Nive pour la pêche et la protection du milieu aquatique, «Chalesteia» 64780 Bidarray.

■ Maison de la nature, maison Souhy, 64990 Urcuit, tél : 05 59 31 51 45. *Ferme pédagogique avec animaux domestiques, chemins botaniques, aquariums...*

La ferme conservatoire de Leyssard

Située entre Dordogne et Gironde, cette ferme protège non seulement les animaux, mais aussi les hommes.

En 1987, quelques animaux appartenant à des races menacées de disparition (porcs gascons, poules landaises) faisaient leur apparition dans une ferme d'un petit village de Puynormand. Très vite, cette ferme se consacrera à l'élevage et à l'étude de tels animaux.

Les troupeaux grandiront, se diversifieront : presque toutes les espèces domestiques y seront représentées. La ferme œuvrera sans cesse à la réhabilitation de ces races oubliées.

Une dizaine d'années plus tard, la difficulté que représente l'entretien des très nombreux animaux qui la composent, les amènent à réfléchir à un nouveau fonctionnement.

Une association se crée, en partenariat, qui a pour but d'assurer le fonctionnement de ce qui ne relève pas du fonctionnement de la ferme : formation, animation pédagogique, etc.

Quelques aspects du travail

Sur la ferme, les moutons sont les animaux les plus importants en nombre, ils sont divisés en plusieurs troupeaux.

Les systèmes de pâturage extensifs utilisent les ressources locales sur des terrains exempts de tout apport de fertilisants chimiques. Les animaux doivent rechercher eux-mêmes leur ration alimentaire. L'herbe est utilisée à son stade optimum de valeur nutritive. Des compléments sont distribués simplement aux animaux ayant des besoins particuliers comme les brebis allaitant des agneaux jumeaux.

Le plus grand troupeau pâture dans des clôtures (filets électriques déplacés deux fois par jour). Ce système, qui permet un rationnement, s'avère excellent pour les prairies car toute l'herbe est mangée à la fois. La régéné-

ration de la flore est spectaculaire. La plupart des espèces fourragères nobles ainsi que des plantes rares (par exemple les orchidées) ont besoin de lumière au niveau du sol pour se développer, elles sont étouffées par les vieilles herbes qui ne sont ni fauchées ni pâturées.

Hormis les périodes en clôture, les troupeaux pâturent sous la sur-

Brebis rouge du Roussillon.



Chevaux Pottok.

veillance d'un berger. Le berger choisit les pâturages. Dans son parcours quotidien, il pourra équilibrer la ration alimentaire de son troupeau, utilisant des petites ressources qui seraient perdues sans cela comme, par exemple, des glands à l'automne le long des chemins. Son savoir est fait de mille petites choses, certaines lui ont été transmises par d'autres bergers et il en découvre lui-même en regardant son troupeau. Un berger est toujours à l'école de ses brebis.

Ces systèmes d'élevage demandent beaucoup de temps et de personnel et s'opposent à une tendance moderne qui voudrait voir les animaux s'élever seuls sur de grands espaces qu'ils entretiendraient. La ferme de Leyssard montre ici que l'élevage a un rôle social beaucoup plus important à jouer. Cela peut être vital pour certaines personnes qui se sentent peu à leur place dans notre société. Les animaux sont alors le meilleur lien culturel avec la nature.

Les animaux sont notre meilleur lien culturel avec la nature.



Chiens des Pyrénées.

L'association

Dans cette optique, la ferme conservatoire propose des stages pratiques à toute personne désirant s'initier ou apprendre en profondeur ce très vieux métier qui demande finalement au départ plus de qualités personnelles (tranquillité, écoute, recherche d'un certain état d'esprit où se redéfinissent le temps, la liberté, le don de soi, le cheminement personnel) que des connaissances pratiques. Les stagiaires sont nourris et logés en échange d'une participation effective aux travaux.

C'est l'association qui en a la charge. Celle-ci essaie de développer tous les aspects de la ferme autour de quatre volets :

- une action conservatoire avec la prise en charge de certains élevages dont des mâles en surnombre pour les plans d'accouplements visant à la gestion de la variabilité génétique, la conservation de souches particulières, la caractérisation des animaux, l'enregistrement de données ;
- une action pédagogique en offrant à toute personne intéressée par les métiers de l'élevage la possibilité d'une formation pratique allant du simple contact, au stage de découverte et aux formations plus complètes de six mois à un an. Ces stages ont pour caractéristique commune la place des animaux dans l'équilibre écologique ;
- une action environnementale en proposant aux agriculteurs qui ont des terres en friche le prêt gratuit de ces surfaces pour l'installation d'animaux qui contribuent ainsi au maintien des surfaces en herbe à moindre coût ;
- une action informative et de dynamique locale en intervenant localement sur les questions d'actualité comme l'alimentation saine, le rôle environnemental de l'agriculture, la place des animaux dans une ferme, etc.

■ Ferme conservatoire de Leyssard, 33660 Puynormand, tél : 05 57 49 62 82.



AGRICULTURE

Syndicats de l'agriculture biologique



Les CIVAM sont des centres d'information et de vulgarisation pour l'agriculture en milieu rural. Dans de nombreux départements, ces CIVAM proposent maintenant un secteur bio. Il existe d'autres structures syndicales professionnelles. En Aquitaine, on a :

- Bio d'Aquitaine, 6, rue du Château-Trompette, 33000 Bordeaux.
- Synadis, Syndicat national des distributeurs spécialisés de produits biologiques et diététiques, 62, rue Fonneuve, 33500 Libourne, tél : 05 57 25 38 14.
- CIVAM Bio Gironde, 7, le Grand Barrail, 33570 Montagne, tél : 05 57 74 03 25.
- Association agrobiologique d'Aquitaine, Jean Peneaud, 9, rue Mondiet, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 85 97 81.
- CIVAM Agrobiologique Lot-et-Garonne, 271, rue de Péchabou, 47000 Agen, tél : 05 53 77 83 52.
- AFEAB, association des fournisseurs expéditeurs de l'agriculture biologique, ZA Fond de Pommier, 47150 Montflanquin, tél : 05 53 36 50 63.
- Aquitaine inter bio, Agropole, BP 110, 47931 Agen cedex 9, tél : 05 53 77 21 93.

Aider



les abeilles

De nombreuses espèces d'abeilles sont menacées parce qu'elles manquent de lieux pour nidifier. Cette société commercialise des nids à abeilles faits d'une boîte à poser dans son jardin et dont les tubes favorisent l'installation de certaines abeilles parmi les moins agressives. Indispensables à la pollinisation, les abeilles ont un rôle majeur pour l'équilibre de la vie sur Terre. Leur disparition pourrait être catastrophique.



Confédération paysanne



- Confédération paysanne, place Jules-Ferry, 24100 Bergerac, tél : 05 53 57 47 26.
- Confédération paysanne, 8, rue Course, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 26 79.
- Confédération paysanne, 10, cours Victor-Hugo, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 49 35 95.
- Confédération paysanne, 14, avenue Saragosse, 64000 Pau, tél : 05 59 30 28 36.
- Euskal Herriko Laborian Batasuna, 1, avenue Renaud, 64220 Saint-Jean-Pied-de-Port, tél : 05 59 37 21 08.

- Oxford Bee compagny, 37, route de Gourgues 33880 Saint-Caprais-de-Bordeaux, tél : 05 56 21 37 57.

La ferme des Acacias

Installés dans une métairie du château d'Espalays, en Lot-et-Garonne, Marc Jassogne et Marie-Paule Berengueur développent une activité de polyculture-maraîchage et des petits élevages sur une surface de 15 hectares.

Marc vient du milieu du tourisme. Marie-Paule de celui de la formation. Ils ont choisi de s'installer en agriculture biodynamique, une méthode d'agriculture biologique très rigoureuse. Qui reprend des principes de Rudolf Steiner et qui considère la ferme comme un écosystème dont il faut sans cesse rechercher l'équilibre afin que le sol, les plantes et les bêtes y vivent le plus possible en harmonie. Il leur a fallu plusieurs mois pour trouver une exploitation à reprendre. Le lieu trouvé, ils ont essayé de penser un maximum de biodiversité au sein de leur domaine agricole : soja, céréales, vignes, légumes de plein champ, arbres fruitiers, poules,

canards, oies et moutons. Le maraîchage a été mis en place avec un système de rotation des cultures, permettant d'améliorer le sol, de déterminer les fumures à apporter, de favoriser au maximum le développement de chaque légume.

Comme dans toute exploitation biodynamique, les cultures sont « dynamisées » par tout un système de pratiques mises au point à la suite d'expériences menées depuis maintenant un siècle. Cela tient compte du rythme des astres, de l'influence de la lune sur la météo, cela consiste à faire des préparations à partir de composts soigneusement contrôlés... La production de légumes sert à l'autoconsommation, à la vente locale à la ferme et le surplus est vendu à l'occasion de deux marchés hebdomadaires à Bordeaux. Lorsqu'il y a trop, il y a une vente en gros aux magasins biologiques locaux. Les stands sur le marché, outre leurs produits, présentent aussi des denrées venant de producteurs voisins (fromage au lait cru) et des produits transformés par Marie-Paule : tartes salées ou sucrées, confitures, liqueurs, etc. Marc s'implique dans la vie syndicale locale. Il est aujourd'hui membre du

conseil d'administration du syndicat de l'agriculture bio-dynamique. Ils ont également mis en place des chambres et tables d'hôtes pour ceux qui veulent venir visiter la région.

- Ferme des Acacias, Marc Jassogne et Marie-Paule Berengueur, Gandore, 47190 Aiguillon, tél : 05 53 79 97 67.
- Association d'agriculture bio-dynamique en Gascogne-Aquitaine, chez Anne-Marie Laverny, ferme de la Saubas, 47130 Saint-Laurent, tél : 05 53 87 27 61.

Et également

(tous les producteurs signalés sont en bio)

Dordogne

- Madeleine De Larouzière, Le Breuil, 24170 Grives, tél : 05 53 29 03 14. *Légumes, volailles, œufs, huile de noix, noix en coques et cerneaux, pruneaux. Vente à la ferme sur rendez-vous.*
- Laurent Veillat, Le Bourg, 24230 Nastringues, tél : 05 53 23 35 91. *Vin bergerac rouge, côtes de Montravel blanc (sec et moelleux). Vente au domaine sur rendez-vous.*
- Périgord Terre de Saveurs, Château Laroque, J. de la Bardonnie, 24230 Saint-Antoine-de-Breuilh, tél : 05 53 24 81 43. *Groupement d'intérêt économique pour la distribution des produits biodynamiques de la région.*
- SARL Després et Fils, Grande Maison, 24240 Monbazillac, tél : 05 53 58 26 17. *Vin monbazillac. Vente au domaine tous les jours (visite des chais).*
- René Monbouche, Le Marsalet, 24240 Monbazillac, tél : 05 53 57 94 36. *Vin monbazillac et bergerac. Vente au domaine sur rendez-vous.*
- Christophe Aumaître, Lassagne, 24270 Savignac-Ledrier, tél : 05 53 62 57 11. *Volailles, viande (bovins d'élevage). Accueil à la ferme sur rendez-vous.*
- Marc Dutheil, la Rebière, 24270 Payzac, tél : 05 53 52 72 28. *Fruits, jus de fruits et conserves (châtaignes, noix, crème de*



marrons, pommes anciennes variétés...). Accueil à la ferme tous les jours sur rendez-vous.

- Les Jardins de l'Albarède, Brigitte Dejean, plaine d'Albarède, 24250 Saint-Cybranet, tél : 05 53 28 38 91. *Jardin paysagé avec un mélange de légumes, de fleurs et de plantes aromatiques, le tout cultivé en biologie. Plus de 500 espèces.*
- Hervé Birghoffer, 28, rue de Juillet, 24290 Montignac, tél : 05 53 50 18 51. *Traiteur et fabricant de protéines végétales (Tofu, Seitan, Tempeh).*
- Jean-Claude Deltreuil, La Tuillère, Fanlac, 24290 Montignac, tél : 05 53 50

58 51. *Viande bovine (de limousine). Accueil à la ferme tous les jours sur rendez-vous.*

■ Joerg et Renate Weber, le Verger, Chabanas, 24300 Abjat-sur-Bandiât, tél : 05 53 56 85 59. *Fruits, vinaigres de fruits et spiritueux. Accueil à la ferme. Goûter à la ferme pédagogique Panda du WWF.*

■ Nicole Lecomte, Maison Neuve, 24350 Douchamp, tél : 06 76 91 71 47. *Viande (porcine, bovine et caprine). Accueil à la ferme sur rendez-vous.*

■ Didier et Christine Morvan, Les Chabannes, 24350 Mensignac, tél : 05 53 03 41 00. *Fruits et légumes, jus, confitures, coulis de tomates et conserves. Vente à la ferme le mardi et le vendredi soir. Marchés : Périgueux (mercredi et samedi)*

■ Adrien ASHFORD - La Grange du Bost 24350 Montagnier, tél : 05 53 91 53 38. *Oufs, pâtisseries, huile de tournesol, conserves de volailles, pâtés et légumes. Vente à la ferme sur rendez-vous.*

■ Troc à la ferme, Jardin biologique de la Contie, 24400 Saint-Géry, tél : 05 53 64 31. *Possibilité de courts ou longs séjours à la ferme, d'avril à octobre, en échange d'une participation au maraîchage biologique.*

■ Véronique Cluzaud, le Jardin de Dognon, 24420 Mayac, tél : 05 53 05 39 14. *Légumes, accueil à la ferme sur rendez-vous, marchés : Excideuil (jeudi), Périgueux (samedi).*

■ Bertrand Guérin, Clottes, 24440 Nojals, tél : 06 83 05 45 64. *Fruits, noix et cerneaux de noix. Accueil à la ferme sur rendez-vous (heures repas).*

■ Ferme-Conservatoire des races d'Aquitaine, Saint-Michel-le-Parron, Le Bost, 24490 Chalais.

■ Horst Benden, Domaine de la Valette, 24510 Saint-Félix-de-Villadeix, tél : 05 53 63 11 33. *Viande bovine. Accueil à la ferme sur rendez-vous. Hébergement, équitation.*

■ Patrice et Isabelle Draip, Eyssal, 24520 Liorac-sur-Louyre, tél : 05 53 23 21 20. *Producteur de plantes médicinales et aromatiques en biodynamie.*

■ Jean Guiraud, Les Valades, 24560 Issigeac, tél : 05 53 58 72 85. *Vin Bergerac rouge. Vente au domaine sur rendez-vous. Marchés : Villeneuve-sur-Lot (mercredi), présent à la foire de Captieux.*

■ Brigitte Bolze, Monsaguel, 24560 Issigeac, tél : 05 53 24 71 20. *Viande ovine (sélectionneur en race rustique «noire du velay»). Accueil à la ferme sur rendez-vous. Gîtes ruraux et chambre d'hôtes.*

■ Rudolf et Gisela Jakob-Vincenz, La Lèbrière 24580 Plazac, tél : 05 53 50 80 97. *Légumes, œufs, viande, foin, paille, farines de céréales (pour animaux). Accueil à la ferme sur rendez-vous. Possibilité d'hébergement et découverte du travail à la ferme*

■ Bio-monde, Claude Walterspiller, Le Bourg, 24580 Plazac, tél : 05 53 50 79 01. *Société d'importation et de distribution de produits biologiques de fabrication locale (comme le sirop d'érable).*

■ SARL Bio Chemins, Jean-Louis Peytoureau, La Borderie, 24600 Saint-Martin-de-Riberac, tél : 05 46 04 03 03. *Fruits et légumes, œufs, jus, pain et viennoiseries. Marchés : Blanquefort (samedi), Bordeaux-Quai (dimanche), Bordeaux Saint-Pierre (dimanche), Coutras (samedi), Saint-Aubin-du-Médoc (vendredi), Ribérac (vendredi).*

■ Brasserie artisanale du Canardou, Jean-Yves Jegou, La plante, 24610 Villefranche-de-Lonchat, tél : 05 53 80 55 54. *Brasserie à l'ancienne de bière, pur malt,*

chanvrées et houblonnées pleine fleur. Ingrédients bio, biodynamique en priorité. Bouteilles en verre recyclé.

■ Herbert Backhaus, Fonluc, 24620 Les Eyzies-de-Tayac, tél : 05 53 35 30 06. *Viande bovine, conserves et noix. Accueil à la ferme. Initiation à cheval.*

■ Champignonnière de Chancelade 24650 Chancelade, tél : 05 53 04 74 17. *Champignon de Paris frais et en conserves.*



Accueil à la champignonnière le lundi, mercredi, jeudi et vendredi, culture en carrière.

Gironde

■ Château Haut-Gouat, Nicole Lépine, 33180 Vertheuil, tél : 05 56 41 97 98. *Vin Haut-Médoc et Médoc. Vente au domaine sur rendez-vous (06 07 66 97 92).*

■ Biocousinat, Michel et Bernadette Bruneau, 5, Maucousinat, 33190 Barie, tél : 05 56 61 14 41. *Fruits et légumes. Marchés : Bordeaux Quai (jeudi), Pessac centre (mardi), La Réole (samedi).*

■ Vignobles Bouron, Chavrignac, 33190 Fosses-et-Baleyssac, tél : 05 56 61 70 50. *Vin bordeaux rouge, blanc et rosé. Vente au domaine sur rendez-vous. Gîtes.*

■ Le Verger retrouvé, 2, Les Grandes Pièces, 33190 Loubens, tél : 05 56 71 21 62. *Fruits : brugnons et pêches. Plants fruitiers : pêcheurs et brugnons, uniquement variétés anciennes locales. Accueil à la ferme en hiver les samedis après 15h. Marchés : La Réole (samedi).*

■ Christian et Nicole Ferbos, La Garenne, 33210 Preignac, tél : 05 56 63 27 22. *Vin Sauternes. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Domaine Rousset-Peyraguet, Alain Dejean, 8, boulevard Arrançan, 33210 Preignac, tél : 05 56 63 49 43. *Vin sauternes en biodynamie. Elevage en vieilles barriques pendant minimum 3 ans. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Jean-Michel et Marie-Céline Chort, 4, Bidet, 33220 Les Lèves-et-Thoumex-ragues, tél : 05 57 41 23 09. *Vin bordeaux blanc et rouge. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Château Plantier Grandval, 33240 Véraac, tél : 05 57 84 42 96. *Vin bordeaux rouge et blanc. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Château Franc-Pourret, Pierre et François Ouzoullias, 33330 Saint-Émilion, tél : 05 57 51 07 55. *Vin saint-émilion et saint-émilion grand cru. Vente au domaine sur rendez-vous.*



■ Château Brandeau, Antony King et Andréa Grax 33350 Les Salles-de-Castillon, tél : 05 57 40 65 48. *Vin côtes de Castillon. Agneau de race Bizet (pour reproduction). Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Château De Prade, GAEC Fournier, Prade et Balette, 33350 Belves-de-Castillon, tél : 05 57 47 96 46. *Vin bordeaux supérieur côtes de Castillon. Vin de table rosé et blanc. Vente au domaine (sur rendez-vous le dimanche). Marchés : Bordeaux Grand Parc (samedi)*

■ SCEA Vignobles, Jean-Gabriel Yon, La Croix Simon 33350 Saint-Magne-de-Castillon, tél : 05 57 40 21 92. *Vin : côtes de Castillon, bordeaux, bordeaux rosé, bordeaux supérieur, entre-deux-mers. Vente au domaine.*

■ Thierry et Laure Gardebois, 2, métairie de Monconseil, 33390 Plassac, tél : 05 57 42 35 22. *Vin côtes de Bourg. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Château Peybonhomme-les-Tours, Château La Grolet, Jean-Luc Hubert, 33390 Cars, tél : 05 57 42 11 95. *Vin premières côtes de Blaye et côtes de Bourg. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Château Sauvetat-Loumer, Daniel Peltant, 10, La Sauvetat, 33390 Cars, tél : 05 57 42 90 91. *Vin premières côtes de Blaye rouge. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Château Tour-du-Bourdieu, Dejean-Séraphon, 33410 Monprimblanc, tél : 05 56 62 64 21. *Vin bordeaux rouge, rosé et blanc, vins liquoreux et premières côtes de bordeaux, jus. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Jean-Jo et Pascale Brandeau, Mondion, 33440 Saint-Vincent-de-Paul, tél : 05 56 77 15 86. *Vin bordeaux rosé et bordeaux supérieur, céréales. Vente au domaine. Marché d'Anglet (le 2e jeudi du mois).*

■ Château Les Jésuites, Christine Lucmaret, 12, route de Bas, 33490 Saint-Maixant, tél : 05 56 63 17 97. *Vins de Bordeaux biologiques depuis 1972.*

■ Château Barrail-Haut, Olivier Raynal, 33490 Saint-Pierre-d'Aurillac, tél : 05 56 63 03 09. *Vin bordeaux rouge, blanc et rosé. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Château Gombaude-Guillot, Claire Laval, 33500 Pomerol, tél : 05 57 51 17 40. *Vin pomerol rouge. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Lionel Raymond, Lagarde, 33540 Saint-Laurent-du-Bois, tél : 05 56 76 43 63. *Vin bordeaux rouge, bordeaux blanc, bordeaux supérieur rouge, côtes de bordeaux de Saint-Macaire et bordeaux rosé. Vente au domaine tous les jours.*

■ Château La Salle, Jean-Marie et Murielle Jaumain, 33540 Castelviel, tél : 05 56 61 96 16. *Vin bordeaux et bordeaux supérieur (rouge et rosé), Château Castelviel la salle. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Château des Seigneurs de Pommyers, Château Pouchaud-Larquey, Piva père et fils, 33540 Saint-Félix-de-Fonclaud, tél : 05 56 71 44 97. *Vin bordeaux rouge et entre-deux-mers. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Domaine Barreau-La Grave, Patrick Pouvreau, 33620 Saint-Mariens, tél : 05 57 68 13 20. *Vin premières côtes de Blaye rouge et blanc. Vente au domaine sur rendez-vous. Marchés : Bordeaux Quai (jeudi) ; Hourtin, Maubuisson et Montalivet (en juillet et août).*

■ Guérin HG Sarl, Château Saint-Hilaire, 33640 Castres-Gironde-Portets, tél : 05 56 67 12 12. *Production de vins biologiques depuis 1970.*

■ Marie Bertrand, 1, place du Fournil, Civrac, 33650 Saint-Selve, tél : 05 56 20 29 16. *Vin graves rouge et blanc. Vente au*

domaine.

■ Château Méric, Château Chante-l'Œiseau, François et Sylvie Barron, 33650 La Brède, tél : 05 56 78 45 05. *Vin graves rouge et blanc, vin de table, raisin de table et pommes. Vente au domaine en semaine.*

■ Ferme conservatoire de Leysart, 33660 Puynormand, tél : 05 57 49 62 82. ■ Régine et Théo Nadau-Van den Berk, Leysart, 3, Puynormand, 33660 Saint-Seurin-sur-l'Isle, tél : 05 57 49 60 00. *Viande caprine (chevreaux au printemps). Produits laitiers (fromages de chèvres fermiers). Accueil à la ferme sur rendez-vous.*

Marchés : Bordeaux Saint-Michel (samedi matin), Bordeaux Saint-Pierre (jeudi jusqu'à 15h), Libourne (mardi et vendredi), Castillon (lundi).

■ Oh ! Légumes oubliés, Bernard Lafon, Château de Belloc, 33670 Sadirac, tél : 05 56 30 62 00. *Fruits et légumes, conserves et boissons. Accueil à la ferme tous les après-midi (goûter, visites guidées)*

■ Michel et Florence Porte, 2, chemin du Moulin-à-Vent, 33670 Le Pout, tél : 05 56 23 03 78. *Vin bordeaux. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ La Rose d'Argent, Nicolas et Enora Hébert, 8, chemin de Gastineau, 33670 Saint-Léon, tél : 05 56 23 91 06. *Vin bordeaux supérieur. Fruits et légumes, céréales. Accueil à la ferme vendredi soir de 17h à 19h30 et samedi sur rendez-vous. Marchés : Bordeaux Caudéran tous les samedis matin.*

■ Château de Côts, Gilles Bergon, 33710 Bayon-sur-Gironde, tél : 05 57 64 82 79. *Vin côtes de Bourg Rouge. Vente au domaine sauf le dimanche.*

■ Château Pilot, Jean-Marc Grenier, 33710 Lansac, tél : 05 57 68 24 29. *Vin côtes de Bourg rouge. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Château Le Prêlat, Paul et Nicole Bouny, 33710 Lansac, tél : 05 57 68 42 58. *Vin : côtes de Bourg rouge. Vente au domaine et sur rendez-vous le dimanche.*

■ Christian et Monique Bernard, quartier Manine, 33720 Landiras, tél : 05 56 62 56 88. *Légumes, accueil à la ferme le mardi matin ou sur rendez-vous. Marchés : La Teste (samedi), Talence (dimanche).*

■ Château Cajus, Cajus, 33750 Saint-Germain-du-Puch, tél : 05 57 24 01 15. *Vin bordeaux rouge et bordeaux supérieur rouge, bordeaux blanc sec, rouge du Claret. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Château Fourton-La Garenne, Bernard Richard, 5, Hourton, 33750 Nérigean, tél : 05 57 24 55 24. *Vin bordeaux, bordeaux supérieur rouge, bordeaux rosé. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Vignobles Boudon, Le Bourdieu, 33760 Soullignac, tél : 05 56 23 65 60. *Vin entre deux mers, bordeaux Haut-Benauges, bordeaux rosé, bordeaux rouge, bordeaux supérieur, crémant de bordeaux. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Nicole Danvin, 9, Mirambeau, 33760 Bellefond, tél : 05 56 23 93 71. *Vin bordeaux rouge. Fruits et légumes. Vente au domaine sur rendez-vous. Marchés à Bordeaux Saint-Pierre (jeudi).*

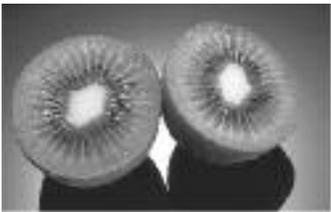
■ Château Morlan-Tuilère, Simonneau et fils, place du Lavoir, 33760 Saint-Pierre-de-Bât, tél : 05 57 34 52 52. *Vin entre-deux-mers, haut-benauges, bordeaux moelleux haut-benauges, bordeaux clair, crémant, bordeaux rouge de garde et primeur. Vente au domaine les jours ouvrables sinon sur rendez-vous. Marchés : Loubert (été).*

■ Domaine Des Allants, Hervé et Nelly Meynard, 102, Le Bourg, 33920 Saint-Vivien-de-Blaye, tél : 05 57 42 58 75. *Vin : Premières côtes de Blaye (rouge), bordeaux (rosé et blanc), crémant (en bouteilles ou en vrac). Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Benoît Paillet, 96, Roturier, 33920 Saint-Vivien-de-Blaye, tél : 05 57 42 53 84. *Vin : côtes de Bourg, premières côtes de Blaye (rouge), bordeaux blanc. Vente au domaine. Halte camping car gratuite.*
■ Jean-Louis Bahougue, Piganon-Est, 33930 Vendays-Montalivet, tél : 05 56 41 77 44. *Viandes bovine (montbéliardes, normandes, veaux de lait) et porcine. Accueil à la ferme sur rendez-vous. Marchés : La Teste (samedi), Montalivet.*

Landes

■ CAT Les jardins de Nonères, BP 68, 1276, avenue de Nonères, 40002 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 06 81 67. *Fruits et légumes. Productions de fleurs, d'arbustes, de plantes vertes et fleuries. Accueil au jardin sur rendez-vous.*
■ Sandrine Descat, Les Petites Argelères, 40120 Saint-Gor, tél : 05 58 45 59 17. *Maïs, arboriculteurs et maraîchers.*
■ Eric Jeanmougin, au Grand Pouchon, 40190 Perquié, tél : 05 58 45 80 21. *Viande bovine (veaux sous la mère).*
■ Domaine de Mouchac, 40190 Le Freche, tél : 05 58 45 24 16. *Vin de pays cépage colombard. Vente au domaine sur rendez-vous.*
■ Daniel Florentin, Peyre, 40240 Créon-d'Armagnac, tél : 05 58 44 69 73. *Volailles. Accueil à la ferme sur rendez-vous.*



■ Héliande, route d'Orthevielle 40300 Port-de-Lanne, tél : 05 85 89 12 78. *Kiwis. Accueil à la ferme.*
■ Patrick et Marinette Dussau, Ferme de Gibelle, 40320 Pimbo, tél : 05 58 44 49 04. *Conserves, volailles (canettes découpées et à rôti, plats cuisinés, rillettes au court-bouillon).*
■ Les Cazalas, La Cape 40 410 Mano, tél : 05 58 07 71 61. *Maïs biologique.*
■ Franck Lefeuve, 4, rue Alfred-Darrozze, 40465 Pontonx, tél : 06 03 08 84 18. *Œufs bio, asperges et pigeons (création du cahier des charges). Accueil des clients à la ferme sur rendez-vous.*
■ Eco-musée de la Grande-Lande, 40630 Sabres, tél : 05 58 75 78 43. *Stages d'une journée sur la taille, le greffage, la fertilisation d'un verger.*

Lot-et-Garonne

■ Bernard et Annick Beghin-Jost, Candes, 47110 Allez-et-Cazeneuve, tél : 05 53 01 34 17. *Fruits, Jus de fruits (pommes, pulpes et crèmes de pruneaux). Accueil à la ferme sur rendez-vous.*
■ Francis Bœuf, Passé, 47120 Pardailan, tél : 05 53 89 64 54. *Légumes et œufs. Vente à la ferme sur rendez-vous. Accueil paysan.*
■ Domaine de Durand, Michel Fonvielle, 47120 Saint-Jean-de-Duras, tél : 05 53 89 02 23. *Vin côtes de Duras blanc et rouge.*

Jus de raisin tonic. Vente à la ferme. Marchés : Villeneuve-sur-Lot (mercredi), Temple sur Lot (le dimanche en été). Sentier botanique.

■ Geneviève et Alain Lescaut, Domaine du Petit-Malromé, 47120 Saint-Jean-de-Duras, tél : 05 53 89 01 44. *Vin côtes de Duras. Accueil à la ferme sur rendez-vous. Marchés : Duras (le lundi en été), Eymet (le jeudi en été) et Villerséol (samedi en été).*

■ Pascal et Françoise Malherbe, Galouchi,



47120 Pardailan, tél : 05 53 83 75 51. *Vin. Fruits et légumes. Accueil à la ferme sur rendez-vous. Marchés : Anglet (jeudi et dimanche), Duras (mercredi).*

■ Conservatoire végétal régional d'Aquitaine, domaine de Barolle, 47130 Montesquieu, tél : 05 53 95 21 13. *Pas en bio. Organise des stages sur la taille, le greffage, les techniques d'entretien des vergers. Stages dans les différents départements de la région.*

■ Jean-François et Cécile Berthelot, Le Roc, 47130 Port-Sainte-Marie, tél : 05 53 88 11 84. *Fruits, jus et pain. Accueil à la ferme le lundi et le vendredi de 17h30 à 19h. Marchés : Pessac centre (mardi), Agen (samedi).*

■ Patrick et Florence de Kochko, Bousac 47130 Bazens, tél : 05 53 87 20 01. *Céréales diverses et légumineuses transformées (blé, épeautre, kamut, farine, semoule, lentilles, pois chiches...). Vente à la ferme sur rendez-vous.*

■ Jean-Yves Fabre, Las Coustières, Puymasson, 47130 Clermont-Dessous, tél : 05 53 67 41 86. *Viande bovine (brouards) et ovine conditionnée, volailles, fruits et légumes (pommes, oignons secs, petits pois, salades et courgettes). Accueil à la ferme sur rendez-vous. Equitation.*

■ Didier Brugalères, Le Tachy, 47140 Penne-d'Agenais, tél : 05 53 70 22 54. *Volailles prêtes à cuire et découpe de volailles. Vente à la ferme.*

■ Cynthia Hewitt, Leurbe, 47160 Saint-Pierre-de-Buzet, tél : 05 53 79 14 38. *Figs d'été et d'automne. Accueil à la ferme sur rendez-vous. Hébergement possible.*

■ Famille Malherbe, La Tour-de-Peyrelongue, Peillau, 47160 Saint-Pierre-de-Buzet, tél : 05 53 84 74 72. *Fruits et légumes. Accueil à la ferme sur rendez-vous. Marchés : Villeneuve-sur-Lot (mercredi) et Agen (samedi).*

■ La Ferme d'Armagnac, Patrick Masin, Armagnac, 47170 Sainte-Maure-de-Pétiac, tél : 05 53 65 60 44. *Vin de pays de l'Agenais (rouge), conserves, vin de liqueur fleur d'Albret. Accueil à la ferme sur rendez-vous.*

■ Danival, Le Moulin-d'Andrian, 47170 Mézin, tél : 05 53 97 00 23. *Fabricant de conserves de fruits et légumes, plats cuisinés,*



nés, desserts et compotes sans sucre ajoutée, sauce de soja et pâtes de soja. Toutes les matières premières sont d'origine biologique.

■ Suzanne Lemaire, Fontainebleau, 47180

Meilhan-sur-Garonne, tél : 05 53 94 36 77. *Vin côtes des Marmandais rouge, jus de raisins, pommes, poires, fruits. Accueil à la ferme sur rendez-vous.*

■ Pascale et Pierre Brechotte, Coumarq Haut, 47200 Fourques, tél : 05 53 93 78 42. *Fruits et Légumes. Marchés : Bordeaux Gaudéran, place de l'Eglise (samedi), Bordeaux Saint-Pierre (jeudi), Pessac (mardi).*

■ Alain Girardi, 30, rue du Daguet, 47200 Marmande, tél : 05 53 89 35 70. *Légumes, volailles, œufs. Accueil à la ferme l'après-midi.*

■ Alain Donnefort, Prestin, 47270 Saint-Romain-le-Noble, tél : 05 53 87 38 54. *Viande bovine (découpée par boucher). Céréales. Vente à la ferme sur rendez-vous.*

■ Isabelle Pozzer, La Glène, 47300 Pujols, tél : 05 53 70 55 43. *Fruits et légumes. Accueil à la ferme mardi et vendredi après-midi.*

■ Sojami, Jean-James Garreau, BP 109, Agropôle, 47310 Estillac, tél : 05 53 77 24 88. *Spécialités gastronomiques 100 % végétales à base de lait de soja lacto-fermenté et à base de boisson de riz. Source de protéines végétales qui permet, sans passer par l'animal, de répondre aux besoins alimentaires de beaucoup plus de monde.*

■ Soleimiel SCOP, Marsac, 47320 Clairac, tél : 05 53 79 35 00. *Travail en équipe autour de la production et la transformation du miel en pains d'épice bio.*

■ Péricourt Terre de Saveurs, La Ferme du Bois-Mercier, Raoul Bousquet, 47330 Douzains, tél : 05 53 36 81 97. *Groupeement d'intérêt économique pour la distribution des produits biodynamiques de la région.*

■ Ferme du Bois de Mercier, 47330 Douzains, tél : 05 53 36 81 97. *Pruneaux (mi-cuits, demi-secs, conserves, pulpes et jus). Vente à la ferme. Camping, gîtes, chambre et table d'hôtes, hébergement de groupe sous tipis.*

■ Chantal Delclitte et Michel Habouzit, Traverse, 47340 Laroque-Timbaut, tél : 05 53 95 75 26. *Fruits et légumes (pommes, pêches, nectarines, tomates). Accueil à la ferme sur rendez-vous.*

■ GIE le Biauergem, Garliet, 47360 Montpezat-d'Agenais, tél : 05 53 95 95 04. *Vente de semences par correspondance, catalogue de graines potagères, conditionnées, florales et engrais verts.*

■ David et Bernard Klockenbring, SARL Bioloklock, Sauvage, 47360 Montpezat-d'Agenais, tél : 05 53 95 94 41. *Fruits et légumes, jus, conserves. Accueil à la ferme sur rendez-vous. Marchés : Villeneuve-sur-Lot (mercredi).*

■ Sigi et Chantal Koods, Petit Pierre 47360 Montpezat-d'Agenais, tél : 05 53 87 43 27. *Viande de porc, produits laitiers. Marchés : Villeneuve-sur-Lot (mercredi, place d'Aquitaine) et le samedi, Halles), Montpezat (week-end au « Poids de rien » (bar))*

■ Christian Boncour, Anthé, 47370 Tournon-d'Agenais, tél : 05 53 40 72 14. *Osiériste proposant des stages de vanerie à partir de différentes sortes d'osier. Camping à la ferme possible à la belle saison.*

■ Michel Demeaux, Le Barou-Bas, 47470 Engayrac, tél : 05 53 95 42 37. *Fruits et légumes, produits laitiers, fromages de chèvres et de vaches, viande bovine et caprine, plantes aromatiques, champagne de sureau (frenette, sureau-line). Vente à la ferme sur rendez-vous. Marchés : Agen / place des Laitiers (samedi).*

■ Eric Lambregts et Trude Rubens, Las Condius 47470 Beauville, tél : 05 53 95 45 44. *Fruits et légumes, œufs, pain,*

conserves, huiles (tournesol, olive). Accueil à la ferme sur rendez-vous. Marchés : Eysine (dimanche), Auch (samedi).

■ Alain Framarin, Parrau, 47800 Moustier, tél : 05 53 83 69 01. *Asperges. Accueil à la ferme les après-midi. Promenades forestières et champêtres possibles. Marchés : Sainte-Foy-la-Grande (samedi), Bergerac (mercredi).*

Pyrénées-Atlantiques

■ Jean et Annie Lamarque, Cité des Abeilles, 64110 Saint-Faust, tél : 05 59 83 04 60. *Miel et produits de la ruche. Accueil à la ferme sur rendez-vous, d'avril au 15 octobre. Ecomusée de l'abeille. Marchés : Pau (mercredi et samedi).*

■ L'Arbre de vie, Bruno de Roissart, 46, Route de Pau, 64121 Montardon, tél : 05 59 33 17 01. *Plants d'arbres : 200 variétés fruitières du Sud-Ouest et 50 variétés ornementales. Accueil à la pépinière sur rendez-vous.*

■ Dominique Zamponi, Aguerria 64220 Esterencuby, tél : 05 59 37 12 33. *Fruits et légumes, confitures. Marchés : Saint-Jean-Pied-de-Port (lundi) et Cambo (vendredi).*

■ Domaine Ilarria, 64220 Irouleguy, tél : 05 59 37 23 38. *Vin iroulégué. Vente au domaine sur rendez-vous.*

■ Michel et Thérèse Riouspeyrou, Domaine Arreixea, 64220 Irouleguy, tél : 05 59 37 33 67. *Vin irouleguy. Vente sur rendez-vous.*

■ Nicolas Lagoueytte, Iruna Gako Borda, 64240 Briscous, tél : 06 12 10 22 47. *Pain, légumes, blé, veau. Accueil à la ferme sur rendez-vous. Marchés : Anglet (jeudi), Cap-Breton (samedi), Dax (samedi), Saint-Jean-de-Luz (mardi et vendredi).*

■ Victor Manrique, chemin du Broy, 64240 Urt, tél : 05 59 56 28 10. *Fruits et légumes. Marchés : Saint-Jean-de-Luz (mardi, vendredi et samedi), Ciboure (dimanche).*

■ Charles Lousteau, quartier Coût, 64270 Salies-de-Béarn, tél : 05 59 38 33 45. *Viande bovine. Accueil à la ferme sur rendez-vous.*

■ Bernard Pouey, maison Laroucau, 64270 Saint-Dos, tél : 05 59 38 45 54. *Viande bovine, soja.*

■ Scheffchen Bellauc, 64360 Monein, tél : 05 59 21 27 17. *Légumes et plantes aromatiques. Marchés : Pau (place du Foirail) et Mourenx.*

■ Potimarron, MJC du Haut Béarn, 6 bis rue de Sègues, 64400 Oloron-Sainte-Marie, tél : 05 59 39 23 44. *Promotion et information sur les produits de l'agriculture biologique, la pratique d'une alimentation saine, les méthodes naturelles d'hygiène et de soins, la protection de l'environnement.*

■ Myrtilles de Bournos, Sandrine Barus, 64450 Bournos, tél : 05 59 33 87 15. *Myrtilles fraîches (juin/juillet). Confitures et myrtilles surgelées toute l'année. Accueil à la ferme sur rendez-vous. Marchés : Pau (Halles) samedi en juillet.*

■ Bio-Pim, Jean-François Ondicola, quartier Kukutegia, 64480 Halsou, tél : 05 59 70 36 19. *Société créée en 2000 pour produire et distribuer des piments rouges bio. Une première en région basque.*

■ Pimparéla, 64490 Osse-en-Aspe, tél : 05 59 34 52 23. *Viande (veaux, agneaux de lait), fromages de brebis. Accueil à la ferme tous les jours. Ferme auberge.*

■ Ramuntxo Laco, Salaberria, 64640 Hélette, tél : 05 59 37 60 43. *Légumes. Marché d'Anglet (jeudi).*

■ Jacques Balesta, rue des Ecoles, 64680 Ogeu-les-Bains, tél : 05 59 34 91 01. *Lait de jument lyophilisé, savons au lait de jument. Accueil à la ferme sur rendez-vous. Marché : Pau (samedi). Hébergement et camping.*

Nola-Nahika



Fortement sensibilisée par les questions de développement personnel, Christine Jermann s'y est intéressée encore plus lorsque, après une transfusion sanguine, elle a appris qu'elle était séropositive.

Animatrice de formation, Christine Jermann développe une activité de gymnastique douce à Toulouse, puis crée un restaurant végétarien. Mais cette dernière activité demande trop de travail et elle crée une structure d'accueil, Diagonale, qui offre des salles pour les stages de développement personnel, pour la médecine douce ou pour d'autres activités liées à la philosophie du new-age.

Au moment de la naissance de son fils, en 1985, elle doit subir une transfusion sanguine. A cette époque, nous sommes au début de ce qui sera le scandale du sang contaminé. Quelques années plus tard, à la suite de problèmes de santé, elle essaie, comme à son habitude, de se soigner par homéopathie uniciste et médecine chinoise, avec une amélioration globale importante, mais au cours d'analyses et d'un test, elle découvre qu'elle est séropositive.

Envisager l'avenir

Du jour au lendemain, sa perception de la vie va changer. Déjà fortement engagée dans la réflexion personnelle sur le sens de la vie, sur la spiritualité et sur ce qui inconsciemment nous dirige, elle va chercher le sens de cette contamination. Longtemps.

Elle est partagée sur ce qu'elle doit faire. Elle va habiter dans plusieurs endroits, en Ariège, dans le Tarn, avant d'arriver dans les Pyrénées-Atlantiques.

Alors que pendant ce temps, les révélations sur l'affaire du sang contaminé commencent à faire des vagues, ce sont des amis à elle qui vont faire les démarches pour la faire reconnaître comme victime.

Le temps passant et la maladie ne se manifestant pas (1), elle envisage toujours

l'avenir. Elle décide alors de vivre dans un habitat le plus sain possible, de poursuivre les activités qu'elle aime le mieux, de s'entourer de personnes solidaires. Généralement, ceci est dur à mettre en place, mais la justice va lui venir en aide en lui accordant une indemnité de 230 000 euros.

Avec des amis, ils cherchent un grand terrain constructible pour pouvoir développer des activités communes et s'entraider. C'est près de Bayonne, qu'elles trouvent un terrain avec une maison déjà construite et des terres agricoles protégées de la poussée urbaine par une forêt domaniale inconstructible. Son amie rachète la maison voisine. Elle achète une partie du terrain pour construire sa maison ; l'autre partie du terrain est achetée par un ami qui va lui autoconstruire sa maison en briques G (2).

Vivre dans un habitat le plus sain possible, poursuivre les activités qu'elle aime, s'entourer de personnes solidaires.



Un site protégé.

Un habitat sain

Bien que n'ayant aucune formation dans le bâtiment, Christine décide d'être le maître-d'œuvre de sa maison. Comme elle veut développer des activités sur place pour ne pas se fatiguer dans les trajets, elle choisit de prévoir une grande maison, avec à l'étage son appartement privé, au rez-de-chaus-

sée, une grande salle à manger commune avec cuisine dans un angle, une chambre d'hôte et une grande salle polyvalente pouvant servir à animer des stages ou être convertie en gîte. Une partie de l'indemnité versée par la justice a été dépensée pendant la dizaine d'années où elle a cherché sa voie. Elle a donc besoin de compléter son capital par un emprunt. Pour la partie professionnelle, elle va demander un prêt au crédit coopératif et à la NEF (3). Ce prêt se rembourse à



Marie Clemis

Christine Jermann.

raison de 450 euros par mois, pendant dix ans, soit l'équivalent d'un loyer.

Pour la construction, le gros-œuvre a été confié à des professionnels. Certains travaux du second-œuvre ont été réalisés dans le cadre du SEL local (4).

La maison fait 200 m² habitables. Dans son sol, est intégré un plancher solaire-direct qui assure un pré-chauffage de la maison (5). Les capteurs solaires qui chauffent l'eau ont été achetés d'occasion, ce qui ne s'avère pas forcément un bon choix, car ils tombent souvent en panne. Le toit a été relié à un système de récupération des eaux de pluie qui alimente principalement l'arrosage du jardin, et également une réserve pour les WC et la salle de bains. L'eau chaude sanitaire est également fournie par des capteurs solaires. L'essentiel de la maison est en bois : structure et finitions. Pour l'ossature, il a été choisi des pins et des sapins locaux traités à cœur, les

(1) Rappelons que séropositif signifie que le virus du sida est présent dans le sang, mais la maladie peut mettre des années à se déclencher. Une fois la maladie présente, les traitements actuels peuvent la bloquer moyennant des contraintes assez lourdes. La personne atteinte du sida est alors extrêmement vulnérable : ses défenses immunitaires étant basses, elle a tendance à attraper les maladies de passage, ce qui peut lui être mortel à la longue, les maladies usant progressivement les dernières résistances du corps.

(2) Les briques G sont des briques dont l'épaisseur de 33 cm dispense d'une isolation supplémentaire.

(3) La NEF, nouvelle économie fraternelle, société financière développe des services bancaires alternatifs, dans la plus grande transparence.

(4) SEL, système d'échange local, association d'entraide et d'échange de biens à l'aide d'une monnaie locale fictive.

(5) Le plancher solaire direct est constitué d'un tube enroulé assez finement dans le sol lorsque l'on coule la dalle de béton. Il y circule de l'eau qui va se réchauffer dans des capteurs solaires. Ceci permet généralement d'assurer une température de base de la maison autour de 14°C, et d'économiser, à moindre coût, pour le reste du chauffage.



Installation des conduites pour les capteurs solaires.

poutres intérieures sont traitées au sel de bore pour éviter les parasites. Les murs sont aussi en bois avec en intérieur un papier anti-humidité, un vide d'air, de la laine de verre et du placoplâtre. L'extérieur est peint en blanc, une règle imposée par la réglementation locale. Ce même règlement a imposé également la forme de la maison et les pentes du toit.

Toute la partie bois a été confiée à un charpentier local qui n'avait jamais géré la totalité d'un chantier avant. Si l'aspect visuel est réussi, il a fait l'erreur que font beaucoup de constructeurs de structures bois : en utilisant de grandes longueurs de bois en continuité, il a favorisé la circulation du bruit, un défaut qu'il est très difficile d'atténuer une fois la maison finie.

Christine dispose à l'extérieur de 7000 m² de terrain (assez en pente) sur laquelle elle développe un jardin bio. Elle fait partie du réseau WWOOF (6) qui lui permet de recevoir des personnes qui viennent l'aider à agrandir progressivement ce jardin, avec la mise en place de terrasses. Sur la partie la plus plate, au sommet, elle veut développer une aire de camping et de jeux pour que les parents qui viendraient en chambre d'hôte puissent planter la tente pour leurs enfants. Dans le bas du jardin, le site se prête à l'aménagement de gradins en pleine nature, de quoi accueillir des activités de théâtre, de chants... Mais au maximum, elle ne veut pas accueillir plus de 6 à 8 personnes en même temps. Le reste de l'hébergement est assurée par son amie-voisine.

Développement personnel et médecines alternatives

Début 2002, le sida est entré dans sa phase active. Cela correspond peut-être au

relâchement qui a suivi la fin de la construction de la maison. Après 17 ans de traitement seulement par les médecines douces, elle suit maintenant les recommandations médicales plus classiques (tri-thérapie), mais essaie en plus de suivre un régime alimentaire sain (végétarien, bio, avec un régime riche en radicaux libres). Elle poursuit un travail sur elle-même pour apprivoiser la maladie. Après plus de dix ans sans travail, elle avait bénéficié d'un contrat-emploi-consolidé pour son retour en activité (7). Depuis février 2002, elle est passée en contrat Cotorep (8).

Elle étudie le programme «Live» développé avec succès aux USA depuis 15 ans avec des personnes séropositives et ouvert actuellement aux cancers et aux scléroses en plaques. Après s'être formée, elle développe chez elle l'accueil de personnes en difficulté pour leur transmettre ce savoir, les aider dans une démarche de développement personnel et leur apprendre combien l'alimentation saine

Christine développe chez elle l'accueil de personnes en difficulté pour les aider dans une démarche de développement personnel.

La salle de travail transformable en gîte.



peut aider à lutter contre la maladie. Elle a suivi une formation à l'école de tantra, à Bordeaux, et propose des soins à partir de cet apprentissage. Elle propose des stages de respiration honotropique mise au point par un psychologue. Comme pour le re-birth, il s'agit, par une respiration hyperventilée, de provoquer un état de conscience modifié qui fait remonter les émotions et, par là, la compréhension de ses problèmes. C'est à manier avec précaution car la décharge émotionnelle peut être forte. Elle propose également des stages d'écoute de soi dans une approche globale.

La chambre d'hôte permet l'accueil dans un bon confort d'une personne ou deux à la fois, pendant 3 à 7 jours. Lorsqu'il y a plus de monde, ou que Christine se sent trop faible, sa voisine, qui dispose également de chambres, assure les repas pour tout le monde. Son compagnon actuel, rencontré pendant le chantier de la maison, a pris en charge toutes les finitions intérieures de la maison ainsi que l'agrandissement par une véranda. C'est lui qui maintenant gère les travaux et sur qui elle peut se reposer avec confiance. Avec la véranda aménagée en cuisine, un gîte meublé pour six personnes est disponible en été dans un site agréable et très calme.

Le lieu a été dénommé Nola-Nahika, ce qui en basque signifie «au petit bonheur, la chance...» tout un programme !

Michel Bernard ■

■ Christine Jermann, Nola-Nahika, tél /fax : 05 59 31 89 76.

(6) WWOOF, World workers on organic farms, réseau mondial de travailleurs sur les fermes biologiques. Ce réseau surtout développé dans les pays anglophones se développe peu à peu en France, principalement par son site sur internet.

(7) Contrat où l'Etat verse une partie du salaire.

(8) La Cotorep est une caisse qui verse des indemnités aux personnes handicapées ou malades.



Soutien aux victimes du sida

La maladie du sida atteint tous les milieux sociaux. Informations, aides aux porteurs du virus, aides aux malades, sont le lot de multiples associations de lutte contre le sida.

- Réseau VIH Dordogne, 14, rue Victoria, 24000 Périgueux, tél : 05 53 06 99 99.
- AIDES, 2, rue Victor-Basch, 24000 Périgueux.
- AIDES Aquitaine, 12, place Louis-Magne 24000 Périgueux, tél : 05 53 03 95 77.
- AIDES, 18, rue Jean-Jaurès, 24110 Saint-Astier, tél : 05 53 54 19 88.
- Sida info-services, 5, rue Dufau, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 79 30 62.
- AIDES, 76, rue Mandron, 33000 Bordeaux, tél : 05 57 87 77 77.
- Association Chrétiens Sida, 2, rue Paul-Bert, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 23 92.
- Association départementale de lutte contre le sida, 6, rue Lacataye, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 06 02 58.
- AIDES, 2, avenue Sablar, 40100 Dax, tél : 05 58 56 29 46.
- Ecoute Sida, 6, avenue Georges-Pompidou, 40130 Capbreton, tél : 05 58 72 68 28.
- AIDES, 53, boulevard Scaliger, 47000 Agen, tél : 05 53 67 24 07.
- AIDES, 1, rue Contièges, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 49 45 13.
- Sid'avenir, villa Beit Rabat, 3, avenue du Stade-Nautique, 64000 Pau, tél : 05 59 27 34 99.
- AIDES, 35, rue Sainte-Catherine, 64100 Bayonne, tél : 05 59 55 41 10.
- Espérance Pays Basque, 16, avenue Foch, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 62 80.
- AIDES Pays de l'Adour, 21, rue Victor-Hugo, BP 8457, 64184 Bayonne cedex, tél : 05 59 59 35 19.

Alternatives cancer

Ces centres de documentation et d'information sur le cancer font la promotion des méthodes de prévention



DR

Solidarilait

Solidarilait est une association nationale créée en 1981 au lactarium de l'institut de puériculture de Paris par le docteur Véronique Barrois. Elle répond à chacune des demandes individuelles ou associatives intéressées par le problème de l'allaitement.

Solidarilait est une association qui se veut respectueuse du projet de chaque femme et de chaque couple concernant l'alimentation et sa relation à son enfant.

Elle est convaincue de l'intérêt de l'allaitement maternel pour chaque nourrisson, tout en étant consciente que beaucoup de facteurs interviennent dans le choix que fait une mère d'allaiter ou non son enfant et de prolonger plus ou moins cet allaitement, facteurs liés en particulier à son histoire personnelle et à sa culture.

Solidarilait est une association de parents et de professionnels de la santé, concernés par la maternité et l'accueil du nouveau-né.

Son but premier est de soutenir les mères ayant choisi d'allaiter leur enfant par une information objective sur l'allaitement maternel, par la création d'un réseau de mères permettant à celles-ci de se sentir moins isolées et plus encouragées, par une écoute des conseils face aux difficultés éventuellement rencontrées au cours de l'allaitement.

- Aide Lait Solidarilait c/o P. Nadeau, Les Piles, 24750 Cornille, tél : 05 53 04 32 75
- Solidarilait Béarn c/o A.M. Marque, Chemin du Halet, 64110 Laroio, tél : 05 59 83 01 19.
- Solidarilait Pays Basque c/o C. Favier, DSD, impasse des Ecoles, 64500 Saint-Jean-de-Luz, tél : 05 59 51 65 65.

contre le cancer (méthodes d'hygiène, d'alimentation...) et présentant les méthodes alternatives de traitement du cancer (régime, lutte contre le stress, approche psychologique, travail sur soi, médecines naturelles, etc.)

- CDIC, 1103, route Saint-Symphorien, 40430 Sore, tél : 05 58 07 68 50.
- CDIS, Comité de documentation et d'information sur la santé, maison de la vie citoyenne du Polo-Beyris, avenue du Polo, 64100 Bayonne, tél : 05 59 03 53 61.

Ostéopathie

L'ostéopathie est une technique manuelle de remise en place des organes déplacés, musculaires ou osseux. Après des années de démarches, cette pratique médicale, reconnue au niveau européen, vient d'être enfin reconnue en France.

- Association française d'ostéopathie, 13, boulevard Stalingrad, 24000 Périgueux, tél : 05 53 35 05 98.
- Registre des ostéopathes, 22, rue Fondaudège, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 00 90 09.

Et également Dordogne

- Aurore, 47, rue Président-Wilson, 24000

Périgueux, tél : 05 53 09 37 99. *Aromathérapie et diététique énergétique.*

- Dehoux Nicole-Colette, 22, impasse Blaise-Pascal, 24000 Périgueux, tél : 05 53 08 34 23. *Chiropactie.*
- Mazouard Jean-François, 78, avenue Maréchal-Juin, 24000 Périgueux, tél : 05 53 09 51 39. *Naturopathe.*
- Le Solleu Laurent, 13, boulevard Stalingrad, 24000 Périgueux, tél : 05 53 08 65 67. *Ostéopathe.*
- Rouget Jean-Marc, 9, rue Saint-Martin, 24100 Bergerac, tél : 05 53 74 00 25. *Chiropactie.*
- Maumin Jean-Michel, 7, rue Gabriel-Péri, 24150 Lalinde, tél : 05 53 61 61 46. *Ostéopathe.*
- Xantis, BP 4, 24150 Lalinde, tél : 05 53 22 83 44. *Méthode de cure intestinale de trois semaines à faire chez soi, mise au point en 1927 par le père de l'actuel directeur de cette société.*
- Le Solleu Gillan, 28, rue Emile-Faure, 24200 Sarlat, tél : 05 53 28 26 70. *Ostéopathe.*
- Centre de détente des Colys, 24460 Château-l'Évêque, tél : 05 53 54 31 40. *Centre de détoxination par le jeûne, la diète, l'hygiène de vie. Remise en forme.*
- Association des parents d'enfants victimes de la maladie de Creutzfeld-Jacob, La Rousselle, 24580 Rouffignac-Saint-Cernin-de-Reilhac, tél : 05 53 05 98 84.
- Jardin de plantes médicinales, 24620

Les Eyzies-de-Tayac-Sireuil, tél : 05 53 06 97 24. *Présentation sur pied des plantes médicinales.*

■ Association Etre, connaître, oser, Le Bourg, 24700 Barthélémy-de-Bellegarde, tél : 04 72 57 44 24. *Stage d'écoute de son être intérieur, silence, massage, créativité, conscience...*

■ Cabinet de chiropractie, Suzy Dehoux, 19, rue de la Lavande, 24750 Trélissac, tél : 05 53 53 10 22.

Gironde

■ Association d'aide aux victimes d'erreurs médicales, 136, avenue Louis-Barthou, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 42 63 63.

■ Centre de soins aux toxicomanes, 24, rue du Parlement, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 84 86.

■ Cabinet de chiropractie, 23, rue Barennes, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 04 06.

■ Lactarium, Hôpital des Enfants, CHU de Pellegrin, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 90 92 21.

■ Le Moisson Romain, 56, rue Fondaudège, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 01 02 36. *Ostéopathe.*

■ Fernandez Stéphane, 10, rue Christine, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 98 02 42. *Ostéopathe.*

■ Letombe-Rouzes Isabelle, 15, place Peyberland, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 77 47. *Chiropactie.*

■ Association pour le développement de la chiropractie, 45, rue Général-Crémer, 33130 Bègles, tél : 05 56 49 37 49.

■ Réseau Santé Solidarité, 10, rue Emile-Combes, 33130 Bègles, tél : 05 56 49 30 52.

■ Espace de sophrologie existentielle, Catherine Bisso, 37, allée Verte-Campagne, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 75 83 41. *Mieux gérer le stress et l'anxiété, améliorer son sommeil grâce à la relaxation dynamique.*

■ Baux Christian, résidence Le Vincin, bâtiment A, 8, rue Périnet, 33200 Bordeaux, tél : 05 56 47 29 23. *Reflexologue.*

■ Moll Elisabeth et Gabriel, 17, chemin Cale-du-Sud, 33240 Saint-André-de-Cubzac, tél : 05 57 43 68 80. *Ostéopathe.*

■ Institut de kinésiologie, 49, rue Edouard-Herriot, 33310 Lormont, tél : 05 56 31 61 52.

■ ADMD, Association pour le droit à mourir dans la dignité, 7, chemin des Maransins, 33440 Ambarès-et-Lagrave, tél : 05 56 77 71 40. *Nous dépendons l'essentiel de nos soins de santé dans nos derniers jours de vie car actuellement tout est fait pour prolonger la vie des mourants de quelques jours. L'association demande que cela cesse et qu'il soit possible de mettre fin aux souffrances inutiles.*

■ Pourquoi, 110, avenue de la Libération, 33700 Mérignac, tél : 05 56 97 53 73. *Association de soutien aux personnes atteintes par une hépatite : documentation sur les méthodes alternatives, sur les démarches administratives à suivre.*

■ Belland Jérôme et Leclerc Delphine, 436, avenue Verdun, 33700 Mérignac, tél :

05 56 97 42 73. *Ostéopathes.*

■ Christophe Benjamin, 73, rue Francin, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 92 08 78. *Chiropracteur.*

Landes

■ Centre de santé naturelle, 392, chemin Pouy, 40190 Villeneuve-de-Marsan, tél : 05 58 03 88 50.

■ Lones Xavier, 495, route du Bas-Armagnac, 40270 Castandet, tél : 05 58 44 08 08. *Ostéopathe.*

■ Daverat Pierre, Bergeret, 40330 Arsague, tél : 05 58 89 37 09. *Bio-énergie.*

■ Etre et nature, 1361, route Berdot, 40465 Lалуque, tél : 05 58 57 54 31.

■ Ligonnière Bernard, 939, Rayret, 40700 Doazit, tél : 05 58 79 35 82. *Pansémioticien-psychogénéalogiste.*

Lot-et-Garonne

■ Benoît Philippe, 69, avenue Général-de-Gaulle, 47000 Agen, tél : 05 53 47 07 00. *Sophrologie.*

■ Fréchet Patrick, 28, rue Montesquieu, 47000 Agen, tél : 05 53 66 74 05. *Chiropractie.*

■ Roulet Jean-Marie, 5, place La Fayette, 47000 Agen, tél : 05 53 66 80 77. *Ostéopathe.*

■ Pierrette Fourcroy, Envols, 47150 Laussou, tél : 05 53 36 35 80. *Stages de yoga et massages chinois.*

■ Descomps Marcel, chemin de Ronde, rue Larrey, 47160 Domazan, tél : 05 53 79 41 45. *Iridiologue.*

■ Marrig Daniel, 13, avenue Maréchal-Foch, 47200 Marmande, tél : 05 53 64 44 88. *Chiropractie.*

Pyrénées-Atlantiques

■ Santé et écologie, Marie-Thérèse Lloancy, 6, rue Saint-Michel, 64000 Pau, tél : 05 59 30 56 21.

■ Cowan Claude, 29, avenue Montardon, 64000 Pau, tél : 05 59 32 98 10. *Physsiologue.*

■ Lacaze Marie-José, 30, cours Lyautey, 64000 Pau, tél : 05 59 30 75 27. *Chiropractie et ostéopathie.*

■ Rémondî Caroline, 27, rue Henri-Faisans, 64000 Pau, tél : 05 59 84 00 74. *Chiropractrice.*

■ BASE, Bayonne action santé environnement, BP 124, 64100 Bayonne, tél : 05 59 29 59 86 ou 05 59 31 09 78.

L'association a pour but de favoriser l'entrée de la ville de Bayonne dans le réseau des villes de l'OMS, organisation mondiale de la santé. Pour cela, elle assure le conseil technique santé auprès des collectivités et organismes, elle favorise les relations entre tous les professionnels et associations de santé pour le développement d'une meilleure santé des habitants.

■ Énergie santé solidarité 64, maison de la vie citoyenne du Polo-Beyris, avenue du Polo, 64100 Bayonne, tél : 05 59 63 21 40. *L'association s'adresse à toutes les personnes à faibles revenus, en situation de longue maladie, ou en invalidité, et qui ne peuvent pas adhérer à une mutuelle.*

■ Info Allaitement, maison de la vie citoyenne Sainte-Croix, place des Gascons, 64100 Bayonne, tél : 05 59 70 32 46.

L'association a pour objectif d'aider les femmes qui veulent allaiter ou qui allaitent, à vivre cette expérience en confiance et avec bonheur.

■ Equilibre et énergie, 31, rue Victor-Hugo, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 29 51.

■ Gesret Jacques, 9, cours Comte-de-Cabarrus, 64100 Bayonne, tél : 05 59 31 13 82. *Naturopathe.*

■ Joly Brigitte, 7, allée Boufflers, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 78 62. *Chiropractrice.*

■ Piot Philippe, 4, allée Boufflers, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 34 37. *Chiropracteur.*

■ Bignalet Philippe, 10, avenue Gabriel-Deluc, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 54 40. *Chiropracteur.*

■ Péry Sandrine, résidence Bayonnaise, 4, avenue du 11-Novembre, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 39 69.

■ Boutot David, 8, rue Gramont, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 07 78. *Chiropracteur.*

■ Soder Jacques, route de Buros, 64160 Buros, tél : 05 59 80 15 02. *Hypnose et magnétisme.*

■ Lorda Ariane, 8, rue Thermes, 64200 Biarritz, tél : 05 59 24 02 96. *Chiropractrice.*

■ Centre du Mandala, route de Portet, départementale 41, 64330 Gartin, tél : 05 59 04 75 60.

■ Énergie santé solidarité, 1, rue Pierre-Daguerre, 64400 Oloron-Sainte-Marie, tél : 05 59 39 71 79.

■ Zubia, 32, avenue Habas, 64500 Saint-Jean-de-Luz, tél : 05 59 26 02 49. *Association de prévention de la toxicomanie.*

■ Kolomietz Alexandra, 20, allée Professeur-Garel, Clos Saint-Jean, bâtiment Argui, 64600 Anglet, tél : 05 59 63 12 26. *Sophrologie.*

■ Centre de sophrologie, 25, avenue Jean-Léon-Laporte, 64600 Anglet, tél : 05 59

31 02 78.

■ Aguerre François, 18, rue Francis-James, 64600 Anglet, tél : 05 59 31 03 50.

Ostéopathe.



Au milieu





du chant des oiseaux

Une maison saine bien pensée, avec un engagement dans l'autoconstruction, peut ne pas coûter trop cher. A l'arrivée, un lieu de vie agréable en lien avec la nature.

Gilbert Galey, en préretraite, a profité de son temps libre pour être maître d'ouvrage de sa maison, construite dans la forêt landaise, pas très loin de Bordeaux. La maison est de style «arcachonnaise» et intègre au mieux les principes bioclimatiques et le souci d'utiliser des matériaux sains.

Pour déterminer les dimensions de la maison, il a été procédé au départ à une méthode datant des constructeurs de cathédrales : il a été mesuré la longueur de l'ombre d'un bâton d'un mètre planté au sol, à midi le 21 juin, moment où l'ombre est la plus courte. Cela a donné 0,472 m et toute la maison est conçue en fonction de multiples de ce nombre.

Une recherche géologique a été faite pour éviter de construire la maison sur un cours d'eau souterrain. L'ensemble des ferrailles servant à la chape des fondations ont été reliées entre elles et reliées à la terre pour éviter une concentration électromagnétique.

Les murs ont été réalisés en brique monomur de 37,5 cm d'épaisseur qui emmagasinent la chaleur du soleil la journée et la restituent la nuit. Un chauffage solaire par le sol (plancher solaire direct) a été installé couplé avec une chaudière au gaz qui assure l'ap-

point. Les capteurs ont été placés sur le toit de l'auvent de la piscine. En été, la chaleur sert à chauffer cette piscine. Les capteurs permettent une économie de 50 % de la consommation de gaz.

A l'intérieur plutôt qu'un doublage en plaque de plâtre, il a été réalisé un enduit au plâtre selon la méthode traditionnelle. Une méthode plus longue, mais qui évite la pollution provenant de l'injonction dans les plaques de différents produits polluants recyclés de l'industrie.

A l'extérieur, les murs sont protégés par de la chaux hydraulique qui laisse respirer la maison. La charpente est en pins douglas locaux traités au sel de bore. Les parties en bois en extérieur sont en châtaignier. Les fenêtres sont en hêtre, à double vitrage. L'isolation sous toiture a été faite en chanvre en vrac et en rouleau. Du toit, une récupération des eaux de pluie est utilisée pour l'arrosage du jardin.

La surface totale habitable est de 205 m² avec en plus une cave de 20 m², des terrasses pour 42 m² et un abri piscine de 15 m². La maison a été réalisée en grande partie en autoconstruction. Le chantier a duré un an et demi. Le gros-œuvre a été réalisé de novembre 1998 à juillet 1999. Le coût total a été de 180 000 € soit 818 € du m² habitable.

Pour le terrain autour, il a fait le choix de planter haies et vergers pour favoriser la présence des oiseaux, insectes et petits mammifères. Il a bénéficié d'une subvention pour la plantation de la haie.

■ Gilbert Galey et Christine Guillard, 5, rue de Mandavit, 33170 Gradignan, tél : 05 57 35 88 99.



Construction respectueuse de l'environnement et économie d'énergie

Des professionnels de l'habitat sain ont décidé de créer un site recensant l'ensemble des contacts disponibles sur le domaine. Le site, géré depuis la Dordogne, est un réel succès et devrait se compléter en 2003 par un annuaire papier.



DR

C'est en mai 2000 que l'idée d'un site internet a jailli de l'esprit de quelques professionnels qui naviguent depuis les années 70 dans les eaux de l'écologie. Architectes, thermiciens, distributeurs de produits «sains», tous travaillent dans le champ confidentiel (voire marginal) du bioclimatisme, des énergies renouvelables, de l'éco-habitat et des constructions saines (anallergiques). «Cela n'intéressant pas grand monde, nous nous étions faits à l'idée que nous œuvrions à contre-courant des publicités dominantes et ne concernerions jamais plus de 1% des consommateurs».

Mais ce n'était pas la misère pour autant. Les manuels de construction rurale et alternative (écrits en 1977 et 1979) ont rencontré chacun plus de 15 000 lecteurs. Plus de 1 000 auto-constructeurs ont décidé de réaliser eux-mêmes leur maison suite à la lecture de ces livres.

A la fin des années 90, les choses commencent à changer, sous les coups de quelques scandales alimentaires et sanitaires. De plus en plus de gens se posent sérieusement la question de leur environnement quotidien, de la relation entre milieu de vie et santé, tandis que les médias se font l'écho d'un constat médical : un enfant sur cinq est asthmatique ou sujet à une maladie respiratoire chronique. Et puis, tout s'est conjugué pour qu'une part importante de la population, notamment les familles jeunes, se posent enfin les questions essentielles : comment concilier attitude citoyenne et consommation individuelle dans un nouvel art de vivre ? comment ne pas aliéner son confort tout en pensant «effet de serre», «accumula-

tion des déchets», «destruction de la couche d'ozone» ?

En rencontrant des architectes, des constructeurs de maisons à ossature bois de Franche-Comté, des façonniers ardéchois ou savoyards du châtaignier et du mélèze, des carriers de Charente, des briquetiers de Haute-Vienne, des installateurs de solaire, CREEE met en évidence trois faits majeurs, qui ont mené presque naturellement à concevoir un site. D'abord, les gens sont demandeurs d'une information fiable, simple sur ces produits et ces techniques peu ou mal abordés dans les grands médias. Ensuite, ceux qui veulent réaliser ne savent pas comment trouver et contacter les professionnels proches de chez eux. Enfin, les professionnels en question n'ont ni le temps ni les moyens de se faire connaître. Trois bonnes raisons plus une : les professionnels en question ne se connaissent pas entre eux, le site www.cr3e.com leur servira d'annuaire de proximité.

Comment concilier attitude citoyenne et consommation individuelle ?

En 1995, Pégase Périgord a été créé par des responsables associatifs et des consultants en développement local pour donner un cadre formel à des projets de toutes sortes, dans les champs économique et culturel.

Depuis juin 2000, Pégase Périgord s'est concentré sur la thématique CREEE (Construction respectueuse de l'environnement et économe en énergie) au plan local, régional, puis national. Cela s'est traduit par l'élaboration de la base de données. Cela a demandé huit mois de travail à deux personnes. L'organisation des *Journées de l'éco-construction* en mars 2001, en Dordogne, puis l'édition d'un annuaire régional des professionnels de l'éco-construction et de l'habitat sain a servi à préparer la réalisation du site.

En 2003, Pégase-Périgord, associé à Terre vivante (Isère) et à la revue *La maison écologique*, publiera un annuaire national et un manuel pratique du bio-climatisme. Pour cela, entre juillet 2000 et avril 2001, ont été contactés plus de 500 associations, revues et publications, administrations et organisateurs de salons, à travers lesquels 4000 adresses ont été collectées. 55% ont été retenues puis sélectionnées pour être référencées sur le site.

■ CREEE, Pégase-Périgord, ferme de Froidefon, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50.



DR

Maisons paysannes de France

Fondée en 1965, l'association Maison paysannes de France a pour but de sauvegarder les maisons paysannes traditionnelles, en favorisant leur entretien et leur restauration selon les techniques et les savoir-faire propres à chaque région ; de protéger le cadre naturel et humain des maisons paysannes et de leurs agglomération ; de promouvoir une architecture contemporaine de qualité en harmonie avec les sites et utilisant des matériaux sains. Pour cela, elle cherche à mobiliser l'opinion en faveur de l'architecture paysanne et des paysages ruraux, patrimoine national que nous voulons transmettre aux générations futures.

- Maisons paysannes Dordogne Périgord, 24220 Castels, tél : 05 53 30 33 82.
- Jean-Pierre Mouglin, Le Bas Portail, 24390 Tourtoirac, tél : 05 53 51 14 35.
- Daniel Alicot, Les Magnanas, 24220 Vézac, tél : 05 53 29 50 29.
- Maurice Roubinet, 38, rue du Périgord-Vert, 24270 Payzac, tél : 05 53 52 70 52.
- Paul Mounier, 27, rue Gabriel-Péri, 24750 Trélissac.
- Michel Cognie, 8, rue Le Nôtre, 33320 Eysines, tél : 05 56 28 46 62.
- Jean-Charles de Munain, 1, Rond-Point de l'Hippodrome, 33170 Gradignan, tél : 05 56 75 09 56.
- Mme Jo Luret, «Le Gahet», Courpiac, 33119 Frontignac, tél : 05 56 23 93 93.
- Albert Chataignier, «La Bigne», 40120 Lencouacq, tél : 05 58 93 01 42 (après 20 h).
- Danièle Neill, La Terrade, 40310 Escalans, tél : 05 58 44 34 48.
- M. Claude Pons, 47150 Monflanquin, tél : 05 53 36 41 42.
- Albert Salanou, Barbet, 47140 Penne-d'Agenais, tél : 05 53 41 34 93.
- Maryse Marchand, rue du Pic-du-Midi, 64420 Esclourties-Daban, tél : 05 59 04 62 94.

Ossature bois

L'ossature bois pour les maisons est une technique traditionnelle. Elle se différencie en habitat sain par le choix de bois locaux, par des traitements spécifiques et par le choix des matériaux utilisés en remplissage.

- Goubie, BP 28, 24130 Prigonrieux, tél : 05 53 73 45 00.
- Hamelin SARL, Mortefond, 24290 Saint-Amand-de-Coly, tél : 05 53 50 38 36.
- Les Chalets de la forêt, Roumegiey, 24330 Milhac-d'Auberoche, tél : 05 53 03 99 02.
- Bertaina Franck, Le Roc Roufset, 24370 Carlux, tél : 05 53 29 78 09.
- Alliance bois constructions, Le Port, 24370 Calviac-en-Périgord, tél : 05 53 59 63 99.
- Atemco (SAE), avenue Général-de-Gaulle, 24400 Mussidan, tél : 05 53 80 81 82.
- Brives constructions, Le Maine, 24470 Saint-Pardoux-la-Rivière, tél : 05 53 56 70 35.
- Phelip frères, 10, rue des Grands-Chênes, 24750 Boulazac, tél : 05 53 60 05.
- Rasse Christian, ZAE Chiezas, 24750 Atur, tél : 05 53 07 02 50.
- Jacoup Pierre, Le Chapial Nord, 24800 Saint-Sulpice-d'Excideuil, tél : 05 53 62 10 89.
- Gasteuil Francis & Fils, 7, rue Lartigue, 33330 Saint-Emilion, tél : 05 57 24 66 89.

Et également Dordogne

- CAPEB 24, 8, rue Cinquième-Régiment-Chasseurs, 24000 Périgueux, tél : 05 53 06 80 80.
- Sol hydro environnement, 23, rue Coligny, 24000 Périgueux, tél : 05 53 45 53 20. *Bureau d'études géo et hydrogéologiques, environnement au sens large, études d'impact, assainissement, recherche et captage d'eaux souterraines.*
- Chaux et enduits de Saint-Astier, 24110 Saint-Astier, tél : 05 53 04 67 91. *Chaux naturelles à partir d'un gisement calcaire pour des liants et des enduits externes ou internes.*
- Les Chaux du Périgord, Les Justices, 24120 Terrasson-Lavilledieu, tél : 05 53 50 01 12.
- Construire au naturel, 24150 Couze-Saint-Front. *Association née de la volonté de plusieurs professionnels de faire connaître et de développer la construction utilisant des matériaux naturels.*
- Arketype environnement, Bourg, 24150 Couze-Saint-Front, tél : 05 53 61 61 50. *Conseils, études, conception de projets, aide et assistance à la programmation, conduite d'opérations et de chantiers, formation, information et développement des savoir-faire traditionnels.*
- Scierie parqueterie Vallereuil, Le Moulin Marty, BP 31, 24190 Vallereuil, tél : 05 53 54 25 55.
- Débat, Enveaux, 24220 Allas-les-Mines, tél : 05 53 59 33 34. *Bureau d'étude spécialisé dans l'énergie, l'environnement et le développement local.*
- Batinat, route de Meyrals, 24220 Saint-Cyprien, tél : 05 53 29 20 73. *Distribution de produits naturels du bâtiment : gamme d'isolants à base de chanvre de la Chanvrière de l'Aube, liants à la chaux aérienne de la Société Strasservil, enduits et badigeons à la chaux aérienne, produits d'agencement en bois pour isolations thermique et phonique, enduits, peintures, enduits à la chaux.*
- Géophys, ZAC Roc de la Peyre, 24240 Sigoulès, tél : 05 53 63 59 15. *Services pour la réalisation des études de sol et de filière, pour tout projet d'assainissement autonome en Dordogne et dans les départements limitrophes*
- Maison de la pierre sèche, 24250 Daglan, tél : 05 53 28 37 09 (office de tourisme). *Histoire et techniques de la pierre sans mortier, ouvert seulement en juillet et août.*
- Etablissements Coste, chapelle Péchaud, 24250 Castelnau-la-Chapelle, tél : 05 53 29 52 05. *Bois de menuiserie, ébénisterie, séchage naturel.*
- Magellan SARL, Les Landes, 24290 La Chapelle-Aubareil, tél : 05 53 51 22 25. *Distributeur de peintures naturelles et produits de traitement du bois.*
- Glangetas André, Les Grenouillet, 24300 Teyjat, tél : 05 53 56 82 66. *Tuiles et briques artisanales.*
- Gourinchas Camille, Lagarde, 24340 Beaussac, tél : 05 53 60 37 53. *Objets en paille : petits objets d'intérieur (moule à tourte, corbeille), extérieurs, ruches.*
- Lacroze Jean-Louis, La Gonterie, 24340 Saint-Sulpice-de-Mareuil. *Feuillardier, piquets, palins, marquants, cercliers.*
- Bourdareau Michel, La Caujamet, 24360 Saint-Estephe, tél : 05 53 56 40 44. *Spécialiste des poêles en stéatite «Tulikivi», poêles en pierre réfractaire qui accumule la chaleur et redistribue par rayonnement.*
- ECR SARL, 100, route de Limoges, 24420 Antonne. *Construction de chalets en bois.*
- Micmachar Claude, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie. *Bioclimaticien depuis 1973. Solaire passif et actif. Maison saine (analysergique). Réhabilitation d'ancien.*

- Breton 24450 Saint-Priest-les-Fougères. *Parquets et lambris, châtaignier.*
- Scierie Merle et Fils, 42, rue Maloubier, 24450 La Coquille, tél : 05 53 52 80 27. *Parquet.*
- Hydrel, ZA La Séquinie, 24480 Le Buisson-de-Cadouin, tél : 05 53 22 95 52. *Pompage, forage d'eau potable, traitement (chloration, U.V., filtre à sable) pour potabilisation, réalisation de stations, pour les collectivités et les industriels.*
- Promatech SARL, La Barotte, 24560 Mansaguel, tél : 05 53 73 13 84. *Matériel pour micro centrales hydrauliques. Distributeur et installateur d'appareils antipollution.*
- Burg Jean-Marc La Grande Vigne 24620 Marquay
- Cerise techniques, 100, avenue Georges-Pompidou, 24700 Montpon, tél : 05 53 81 56 42. *Chauffage géothermique.*
- TBF Tuilerie du Périgord, Le Toupinier, 24700 Montpon-Ménéstrol, tél : 05 53 80 31 91.
- Périgord Bois, La Combe, 24750 Champvevinel, tél : 05 53 04 68 22. *Fournisseur bois.*
- Evolution Bois, ZAE Chiezas, 24750 Atur, tél : 05 53 07 02 50. *Isolation en laine de mouton et chanvre, traitement insecticide des bois, peintures naturelles, lasure, vernis, laques, bardage en douglas et mélèze, plaque de plâtre Fermacel.*

Gironde

- Banette & Cie, rue Croix-de-Monjou, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 75 71 05. *Insonorisation.*
- SOCAMA SA, rue Morandière, 33185 Le Haillan, tél : 05 56 34 08 53. *Plomberie, sanitaire, chauffage. Traitement de l'eau.*
- Ferrand SARL, 17, avenue Giresse, 33210 Castres-en-Dorthe, tél : 05 56 62 70 36. *Occupations et protections, stores et protections solaires.*
- DIMAPCO, 255, avenue de Saint-Médard, 33320 Eysines, tél : 05 56 28 72 15. *Poteries de jardin, cadrans solaires, barbecues, génoises, corniches, oculus ou œil de bœuf, entourages de portes et fenêtres, chaîne d'angle, statues en pierre reconstituée, cheminées, escaliers sur voûte sarrazine.*
- Parquets de Gascogne, 8, rue Mercadith, 33430 Bazas, tél : 05 56 25 12 12.
- Génération bois, 1, chemin Grange, 33650 Martillac, tél : 05 56 72 66 94. *Tout le bois.*
- Chouc Philippe, 22, chemin Porterie, 33670 Sadirac, tél : 06 07 83 80 80. *Ascenseur ou monte escalier pour invalides.*
- Arboga, 16, chemin Fillet, 33750 Camarsac, tél : 05 56 30 15 98. *Bio-isolation : ouate de cellulose (Cellisol), chanvre (Chanvrisol), produits végétaux sains et respirants, pouvoir isolant élevé.*
- APE, Architecture patrimoine et environnement, 12, Le Bourg, 33760 Bellefond, tél : 05 56 23 59 39. *Architecte DPLG, formation HQE, restauration du patrimoine, de l'ancien et neuf, monomur, construction chanvre et bois massif. Equipe d'entreprises «sensibles», et expérimentées en matériaux naturels.*
- Mairie de Captieux, 33840 Captieux, tél : 05 56 65 60 31. *La commune, au sein du parc naturel régional des Landes, a initié de façon pilote la création de cinq gîtes respectant la démarche haute qualité environnementale.*

Landes

- Gilardenghi, Agglolux, quartier Hardy, 40140 Soustons, tél : 05 58 41 18 25. *Isolation et étanchéité rapportées, isolation thermique. Revêtements végétaux sols, plafonds et murs.*



HABITAT SAIN

- Liégisol, BP 33, 20, rue de Moscou, 40141 Soustons cedex, tél : 05 58 41 10 42. *Vente de liège.*
- NTC, Nouvelles technologies de chauffage, 273, route Saint-Sever, 40500 Coudoures, tél : 05 58 79 15 12. *Distributeur poêles et cheminées. Chauffage bois et feu ouvert.*

Lot-et-Garonne

- Chaudières La Duraquoise, 3, place du 8-Mai-1945, 47120 Duras, tél : 05 53 64 90 66. *Chaudières fonctionnant suivant le principe dit du gazogène en tirage inversé : post combustion des gaz (brûlage sans perte), autonomie de 12 heures par temps froid.*
- Guionie Etablissements, Saint-Front, 47120 Pardaillan, tél : 05 53 83 73 49. *Taille de pierre pour sols, colonnes, façades, balustrades, escaliers, taille également dans matières végétales dont liège, bois...*
- Centre d'étude des maisons saines, Fraylet, 47150 Montagnac-sur-Lède. *Géobiologie.*
- Bernard Boulangeot, Archipel, centre d'études de maisons saines, Fraytet, 47150 Montagnac-sur-Lède, tél : 05 53 36 52 66. *Architecte.*
- Lièges HPK, 19 rue de Lasserens, 47230 Lavardac, tél : 05 53 65 51 46. *Matières premières: Végétales (dont liège, bois...). Isolation thermique et phonique, revêtements végétaux pour sols, plafonds et murs.*
- LC Création, Lattapie Est, 47260 Laparade, tél : 05 53 84 90 58. *Céramiste âtrier depuis 1985, fabricant et installateur de poêles en faïence assurant un chauffage sain et économique.*
- Coquel Anne Chotte, 47360 Lusignan-Petit, tél : 05 53 95 06 57. *Architecte DPLG, référence en logements en démarche HQE, haute qualité environnementale.*
- Uni-Vert, place Foirail, 47600 Nérac, tél : 05 53 97 03 21. *Distributeur régional Domus. Droguerie et matériaux écologiques : peinture, isolation, décoration, traitement, protection.*
- Babcock Wanson SA, 7, boulevard du Midi, 47600 Nérac, tél : 05 53 65 19 00. *Sanitaire, chauffage.*
- Haironville SA, Petit Séguinot, 47600 Nérac, tél : 05 53 97 43 20. *Isolation et étanchéité, thermique et phonique.*
- Phaltext groupe Isoroy, route Cacamont, ZI Belloc, 47700 Casteljaloux, tél : 05 53 93 04 78. *Isolation et étanchéité.*

Pyrénées-Atlantiques

- ESA Conseil, quartier Larincq, 64360 Monein, tél : 05 59 04 27 25. *Matériaux de construction écologiques, vente et application, peinture et isolation naturelle. Spécialité : ouate de cellulose (insufflée et projetée), pose de Fermacel (plaque en gypse naturel) sur ossature bois.*
- Castors du Sud-Ouest, 73, rue de Lamouly, 64600 Anglet, tél : 05 59 52 32 15. *Association d'aide à l'autoconstruction ou à la rénovation par prêts d'outils, visites d'autres maisons, commandes groupées...*

La maison des femmes

Le mouvement féministe a du mal à émerger sur la scène publique. Profitant des assises régionales organisées en 1997, jeunes et anciennes militantes se sont retrouvées à Bordeaux pour concrétiser une maison des femmes.

Il n'existe actuellement que cinq maisons des femmes en France. Deux à Paris, une à Nantes. Celle de Pau vient de fêter ses vingt ans. Celle de Bordeaux est toute récente. Elle a ouvert le 8 mars 2001.

En marche vers une maison des femmes

En 1996, une plate-forme se met en place à l'initiative de féministes québécoises pour faire de l'an 2000 un moment fort des revendications féministes. Cette plate-forme mettait l'accent sur les problèmes sociaux des femmes et leur extrême précarité dans la plupart des pays du monde. Plusieurs milliers de groupes de tous les pays ont rejoint cette plate-forme et, en France, des collectifs se sont mis en place dans de nombreuses villes avec, à l'arrivée, plusieurs manifestations à Paris et dans les grandes villes, des pétitions, des colloques, etc. Cela a été l'occasion pour les féministes de tisser des liens entre générations et entre «spécialités».

Les assises régionales d'Aquitaine se sont tenues en 1997 à l'initiative du Collectif bordelais pour les droits des femmes, un collectif qui s'est mis en place en 1992 (1). Ces assises, qui ont réuni plus de 300 femmes, préparaient une rencontre nationale d'où sont issues les plate-formes de revendications qui accompagneront les différentes initiatives autour de la marche. C'est au cours de ces assises que le projet d'un lieu fédérateur à Bordeaux voit le jour.

Une association se met en place : «Les amies du collectif pour une maison des femmes à Bordeaux». Les adhésions y sont individuelles. Les statuts sont fondés sur le principe de laïcité, de la liberté d'opinion, du refus des théories sexistes, racistes et fascistes. Les hommes peuvent adhérer, mais les

statuts précisent que les postes d'animation ne peuvent être tenus que par des femmes. La non-mixité des accueils en journée s'avère indispensable pour se réapproprier la parole (2), pour mener entre femmes certaines activités. Ainsi, une permanence de l'ASTI (3) sera mise en place pour l'écoute des femmes immigrées au sein de la maison des femmes. En présence d'hommes, ces femmes ne viendraient pas. Par contre, il existe des temps mixtes, notamment lors de soirées-débats.

Des propositions thématiques sont étudiés

pendant deux ans et sont présentées publiquement le 6 février 1999 au théâtre Barbey, à Bordeaux après une représentation de la pièce «Pepette et les mouettes», des chansons humoristiques et de la danse. Plus de 500 personnes participent à cette journée. A l'occasion de cette journée, des négociations s'engagent avec les partenaires institutionnels. Cinq commissions se pérennisent : vie dans la cité, violences, sexualités, art et culture, interculturalité et immigration. Toutes ces démarches aboutissent à l'ouverture de la maison le 8 mars 2001.

La non-mixité des accueils en journée s'avère indispensable pour mener certaines activités.

DR

Le féminisme, toujours d'actualité

Alors que certaines actions de femmes sont parfois à l'initiative d'une seule catégorie de militantes (artistes, lesbiennes, immigrées...), la constitution de la maison des femmes à Bordeaux va s'inscrire dans une démarche large : toute femme doit pouvoir s'investir dans ce lieu, sur un projet mixte ou non, pour trouver une réponse à l'intérieur de la structure. Le temps de gestation a per-



mis un mélange des âges : les militantes ont de 22 à 75 ans.

Les étudiantes se sentent peu attirées par le mot «féminisme» et les militantes des années 70 ont dû rappeler tout ce qui avait été gagné à leur époque, mais aussi montrer tout le chemin qui reste à parcourir à ces femmes plus jeunes qui n'ont pas toujours bien conscience du monde masculin dans lequel nous vivons.

Ainsi, la plupart des personnes savent qu'il y a un écart de salaires entre les hommes et les femmes. Les plus jeunes pensent que cet écart va naturellement se résorber. Les études actuelles montrent que l'écart ne diminue parfois plus, pire, dans certains pays, comme les pays scandinaves, il est en augmentation.

Les anciennes militantes ont dû faire de nombreux débats pour convaincre les plus jeunes de la persistance du sexisme dans les



(1) Ce collectif a vu le jour à l'occasion de la tenue à Bordeaux d'un procès contre des commandos de militantes anti-IVG.

(2) Tous les deux ans se tient à Bordeaux un festival du cinéma africain. Lors d'un débat sur les droits de l'homme, des militantes féministes sont intervenues pour simplement faire remarquer qu'il n'y avait que des hommes à la tribune.

(3) Association de soutien aux travailleurs immigrés. Association nationale ayant de nombreuses sections locales.



DR

textes, dans la vie, dans tous les domaines, exemples à l'appui.

Un financement encore fragile

Le conseil général et la région étant à gauche, il a été possible de négocier des subventions. Le débat sur la parité en politique qui avait lieu à ce moment rendait le contexte favorable. Il a été obtenu le financement conjoint de deux postes de salariées. Le bénévolat est important. Malgré cela, la maison dépend largement de subventions dont les dossiers doivent être renouvelés tous les ans. Il y a donc une fragilité, mais rendre indépendant un lieu de solidarité n'est pas évident, sinon en multipliant les partenariats.

Une autre piste de financement peut être la réalisation de dossiers pour le milieu universitaire ou institutionnel. Une documentaliste fait un travail bénévole pour récupérer les archives accumulées ici ou là sur la question féministe. Il n'existe à ce jour qu'un centre documentaire à l'une des maisons des femmes de Paris et à terme ce travail pourrait déboucher sur un poste salarié autonome.

Des thématiques larges

- *Les violences faites aux femmes.* C'est le premier thème mis en avant avec la nécessité

de mettre en place des lieux de solidarité envers les femmes victimes de violence. Dans ce domaine, il y a beaucoup de besoins et peu de réponses. Il y a de rares structures officielles et peu de volonté politique pour les développer. C'est pourtant dans ce domaine que le choc entre les sexes est le plus violent et le plus visible : agressions sexuelles, femmes battues... La maison des femmes peut écouter les femmes victimes de violence, les conseiller, les orienter, leur

donner des adresses... Un groupe de femmes bénévoles a été formé pour savoir comment répondre aux appels à l'aide, comment amorcer le dialogue. La maison des femmes n'a toutefois pas la capacité pour assurer un suivi. La maison des femmes essaie en plus d'apporter une analyse sur ce phénomène, notamment en interpellant sur l'image des femmes véhiculée par les médias.

- *Femmes et culture.* Il est plus difficile de percer pour l'art féminin dans une société patriarcale. Pourquoi les femmes semblent être absentes alors qu'elles sont là autant que les hommes ? Les expositions, les films, les pièces de théâtre... laissent encore peu de place aux femmes.

Et quand elles y sont présentes, leur rôle est encore trop souvent une vision masculine (la maman et la putain). La maison a ouvert un lieu pour exposer les artistes femmes. La maison a commencé une bibliothèque de femmes car il est souvent difficile de trouver les livres écrits par les femmes ou sur les femmes.

- *Les femmes et la vie dans la cité.* Malgré la loi sur la parité, les femmes sont toujours sous-représentées dans les assemblées d'élus. Les femmes doivent s'impliquer dans la politique et le social pour changer les règles du jeu. Les femmes élues ne doivent pas se laisser cantonner dans les domaines que les hommes acceptent de leur laisser (éducation, santé, environnement). Elles doivent pointer, notamment dans l'éducation des enfants, ce qui ressort de visions masculines. Elles doivent dénoncer la prise de pouvoir masculine et les moyens utilisés pour y parvenir.

- *Femmes et sexualité.* Les femmes doivent sans cesse rappeler que, comme les hommes, elles ont le droit de choisir sa-son partenaire. Les femmes doivent avoir la maîtrise de leur corps (choix de sa sexualité, de sa contraception, choix de sa grossesse ou de l'interruption de celle-ci...). Elles doivent avoir le droit au plaisir, etc.

- *Femmes et interculturalité.* Les femmes issues de l'immigration ont des problèmes spécifiques liés à l'exil, à d'autres cultures. Elles sont souvent doublement minoritaires. Le forum de 1999 avait fait ressortir des besoins précis en matière de conseils juridiques, d'échanges et pour briser l'isolement. Outre des permanences avec l'ASTI, la maison des femmes propose des rencontres conviviales avec des associations de femmes issues de l'immigration, des rencontres-débats sur des luttes de femmes dans d'autres pays. Cela débouche sur le thème de la solidarité internationale comme avec les femmes

menacées de mort au Nigeria ou les femmes algériennes menacées d'expulsion vers l'Algérie, ce qui, pour elles, signifie un risque de mort.

- *Femmes et santé.* Ce thème s'est rajouté plus récemment à la suite de la campagne pour la sauvegarde de la gynécologie. Cette campagne a montré combien l'approche médicale était liée à une vision masculine du corps : un médecin n'hésite pas à prescrire une ablation de l'utérus en cas de problème, ce qui ne se fait jamais pour les testicules d'un homme !

Pour la première année de fonctionnement, il y a eu beaucoup d'expositions : sculptures, photos, peintures, films.

Michel Bernard ■

■ Maison des femmes, 84, rue de la Rouselle, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 51 30 95.

La mère Noël n'aura pas lieu

Une soirée conviviale a été organisée en décembre 2001 sur le thème « La mère Noël n'aura pas lieu » sur la question des jouets qui sont offerts aux enfants. La plupart des catalogues de jouets maintiennent en effet des pages « filles » et des pages « garçons » tout à fait remarquable de la vision masculine de la société : des jouets de guerre et de construction pour les garçons, des poupées et des dinettes pour les filles. Comment résister à pression médiatique concernant ces jouets, alors que les enfants sont les premiers à les demander ?



FEMMES / HOMMES

Femmes diplômées



L'AFFDU, Association française des femmes diplômées d'université, dénonce l'inégalité entre les diplômés hommes et femmes dans l'université : plus on monte dans la hiérarchie et plus les femmes disparaissent alors qu'elles sont souvent plus diplômées à niveau égal. Cette discrimination provient pour une part de la moindre disponibilité des femmes qui, en dehors de leur travail, font la double journée (éducation et soins des enfants, ménage...), mais également d'un système

de cooptation interne qui fait que les hommes se soutiennent entre eux.

■ AFFDU, 190, avenue Eysines, 33200 Bordeaux, tél : 05 56 42 68 43.

Centre d'information sur les droits des femmes et la famille

Les CIDF, Centres d'information sur les droits des femmes et la famille, sont des lieux institutionnels, qui peuvent fournir de nombreuses informations.

■ CIDF, 15, rue Thiers, 24000 Périgueux, tél : 05 53 35 90 90.

■ CIDF, 5, rue Jean-Jacques-Rousseau, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 30 30.

■ CIDF, 146, rue Président-Doumer, 33500 Libourne, tél : 05 57 51 93 92.

■ CIDF, 22, boulevard Ferdinand-de-Candau, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 46 41 43.

■ CIDF, ferme de Housse, 40100 Dax, tél : 05 58 74 49 15.

■ CIDF, 33, rue Gambetta, 40800 Aire-sur-l'Adour, tél : 05 58 71 65 07.

■ CIDF, 112, avenue de la Résistance, 40990 Saint-Paul-lès-Dax, tél : 05 58 91 57 51.

■ CIDF, 33, rue de la Grande-Horloge, 47000 Agen, tél : 05 53 47 47 25.

■ CIDF, square Verdun, 47200 Marmande, tél : 05 53 20 85 33.

■ CIDF, complexe République, 64000 Pau, tél : 05 59 27 92 43.

■ CIDF, Maison de la vie citoyenne, place des Gascons, 64100 Bayonne, tél : 05 59 50 04 38.

Couple et famille

Couple et famille du Pays Basque mène des entretiens de conseil conjugal : accueil, écoute et réflexion sur tous les aspects de la vie affective, relationnelle et sexuelle de la personne (ou) du couple. Animation de groupes d'adultes sur la vie personnelle, conjugale, familiale et sociale. Animation de groupes de jeunes sur la puberté, l'adolescence, la vie relationnelle, la sexualité. Actions de prévention auprès des jeunes (écoles, collèges, lycées, clubs) : maltraitance, abus sexuels, violence, éducation sexuelle.

■ Couple et famille du Pays Basque, Ondoan, 21, rue de Ballet, 64100 Bayonne, tél : 05 59 63 64 74.

Egalement

Dordogne

■ Collectif femmes Périgueux, 120, boulevard du Petit-Change, 24000 Périgueux, tél : 05 53 09 09 69.

■ SOS femmes, 120, boulevard du Petit-Change, 24000 Périgueux, tél : 05 53 35 03 03.



■ Planning familial, 74, boulevard Ampère, 24000 Périgueux, tél : 05 53 53 11 96.

■ CEDIFF, 22 bis, rue Candillac, 24100 Bergerac, tél : 05 53 63 32 30.

■ Ladies club international, 82, avenue Aristide-Briand, 24100 Bergerac.

■ Mouvement des jeunes femmes, centre social de Naillac, rue Alphonse-Daudet, 24100 Bergerac, tél : 05 53 63 46 74.

■ Maltraitance enfance, comité Alexis Danan, 88, avenue Pasteur, 24100 Bergerac, tél : 05 53 58 20 20.

■ Accueil femmes en détresse, Secours catholique, 13, rue du Pont-Saint-Jean, 24100 Bergerac, tél : 05 53 57 73 72.

■ Aide aux personnes abandonnées par leur conjoint, 11, rue de la Roque, 24100 Creysse, tél : 06 84 20 90 66.

■ Ladies Circle, Le Gaspard, 24680 Gardonne, tél : 05 53 27 89 57.

Gironde

■ Histoires de femmes, 24, cours Portal, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 79 07 97.

■ SOS violences sexuelles, 31, rue Cursol, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 62 09.

■ Maisons de l'homosexualité, centre gai et lesbien, 30, rue Paul-Bert, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 01 12 03.

■ CLER, Centre d'aide et d'écoute pour le conseil conjugal, 99, rue Jardin-Public, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 14 05.

■ Ligne Arc-en-Ciel, 30, rue Paul-Bert, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 79 74 49. *Permanence téléphonique pour homosexuel-le-s en difficulté.*

■ SOS homophobie, 30, rue Paul-Bert, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 79 33 92.

■ Action pour l'emploi des femmes dans l'Entre-Deux-Mers, 1, rue Beausoleil, 33190 Gironde-sur-Drept, tél : 05 56 71 17 90.

■ URCIDFA, Union régionale des centres d'information du droit des femmes d'Aquitaine, 29, rue Berguet, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 91 49 77.

■ Le Nid, 24, place Ferdinand-Buisson, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 85 36 22. *Association d'aide aux prostituées.*

■ Wake up, tél : 06 21 48 40 83. *Association des étudiant-e-s gays, lesbiennes et gay-friendly.*

Lot-et-Garonne

■ Maison des femmes, 6, rue Darfeuille, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 40 03 62.

Pyrénées-Atlantiques

■ Planning familial, complexe République, 64000 Pau, tél : 05 59 27 88 43.

■ Femmes solidaires, 14, avenue Saragou, 64000 Pau, tél : 05 59 84 56 94.

■ Assemblée des femmes, salle 401, complexe République, 64000 Pau, tél : 05 59 83 76 10.

■ Maison des femmes, 12, route René-Fournets, 64000 Pau, tél : 05 59 82 82 54.

■ Du côté des femmes, 60, rue du 14-Juillet, 64000 Pau, tél : 05 59 06 87 70.

■ Planning familial, 13, avenue interne Jacques-Loëb, centre hospitalier, 64100 Bayonne, tél : 05 59 44 40 94.

■ Euskal Herriko Emalteen Kolektiboa, 64100 Bayonne.

■ Association syndicale des familles monoparentales, 20, rue Lagréou, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 14 09. *Accueil, écoute, information, accompagnement et défense des intérêts des familles monoparentales. Sorties détente en famille.*

■ Baha'ie de femmes, 19, rue Thiers, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 35 61. *Cette association partage les idéaux et participe aux efforts des baha'is pour établir et promouvoir la paix, l'unité et une civilisation planétaire. Le groupe femmes encourage la participation des femmes à ce processus.*

■ Défense des intérêts des droits des pères, des mères et leurs enfants mineurs, 28, rue Maubec, BP 726, 64107 Bayonne cedex, tél. 05 59 50 13 76. *L'association a pour objectif de faire respecter et défendre les intérêts moraux, physiques et matériels des pères et des mères divorcés, en instance de divorce, séparés, célibataires ou veufs/veuves.*

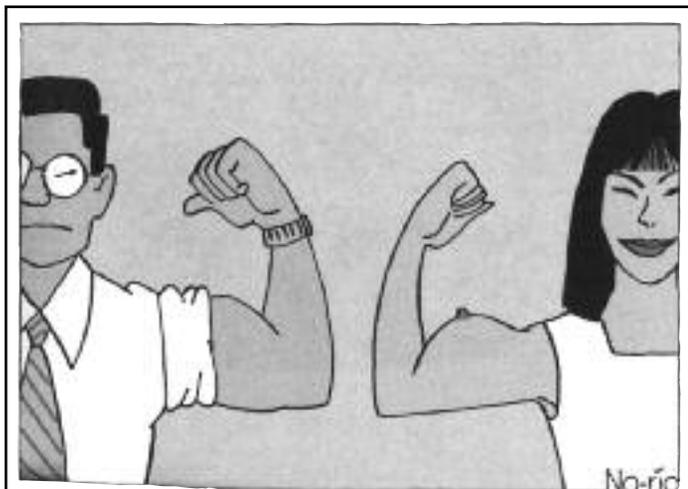
■ Enfance et famille d'adoption, maison de la vie citoyenne, 13, rue Georges-Bergès, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 12 74. *L'association a pour but d'appuyer, de promouvoir et de coordonner l'activité des membres dans l'intérêt des familles adoptives et des enfants privés de famille. Elle mène des actions en vue du développement et de l'amélioration de l'adoption et de l'aide efficace aux familles adoptives.*

■ Terre des Femmes, 25, avenue Verdun, 64200 Biarritz, tél : 05 59 50 04 38.

■ Uhalidia 64220 Uhart-Cize, tél : 05 59 37 03 62. *Afin de relayer les campagnes nationales comme la marche des femmes en l'an 2000, ce collectif de femmes s'est mis en place en Pays Basque.*

■ Uhaïna, fédération des femmes et familles de marins, 12, quai Pascal-Elissalt, 64500 Ciboure, tél : 05 59 47 05 53.

■ Soroptimist Côte Basque, route du Port, 64990 Mouguerre, tél : 05 59 31 89 33. *Club de service féminin ayant pour vocation l'aide humanitaire (comprendre, défendre, entreprendre). Bon vouloir et compréhension internationale.*



Réseaux-Hommes

Les Réseaux-Hommes regroupent des personnes en recherche d'une nouvelle identité masculine dans un monde où les femmes ne sont plus mises en situation d'infériorité et où il faut donc redéfinir ce que sont les composantes des deux sexes. Un travail qui s'appuie sur les connaissances de la psychanalyse.

■ Réseaux-Hommes, Didier Courtade, 44, avenue de l'Église-Saint-Joseph, 64000 Pau, tél : 05 59 62 57 64.

■ Réseaux-Hommes, Maurice Gaultier à Bordeaux, tél : 05 56 35 41 67.

Azimuts du Népal

La plupart des vêtements que nous portons sont fabriqués dans les pays du Sud, le plus souvent dans des conditions sociales extrêmement négatives. Azimuts développe une filière de vêtements issus du commerce équitable en coopération avec des artisans népalais.

En 1994, Valérie se retrouve au chômage. Elle décide de créer sa propre entreprise, mais n'a pas d'idée précise sur ce qu'elle veut faire. Elle suit une formation de trois semaines d'aide à la création d'entreprise. Lors d'un entretien, elle en arrive à parler de l'artisanat népalais qu'elle a découvert lors de rencontres avec des moines tibétains nombreux dans la région. La personne qui l'encadre, voyant son visage s'éclairer lui demande de se pencher sur la question.

Valérie et Grégoire étudient alors la possibilité d'importer et de commercialiser des vêtements artisanaux népalais. Ils bénéficient pour cela d'une aide institutionnelle de 5000 euros et d'un prêt familial de 7500 euros. Cela leur permet d'acheter un fourgon, un parapluie de marché, et d'acheter un lot de vêtements à des importateurs.

De la nécessité de connaître les artisans

Les premiers retours de la part de la clientèle sont très négatifs : les produits sont de mauvaise qualité. Il y a peu de clients.

Ils décident alors d'étudier une autre méthode : aller choisir eux-mêmes sur place les vêtements. Un premier voyage au Népal est programmé en novembre 1995. Là, ils découvrent le monde des importateurs. Ceux-ci négocient sur place avec des grossistes, les prix les plus bas possibles, ils se fichent de la qualité et encore plus des conditions dans lesquelles ces vêtements sont fabriqués. Les ateliers de tissage ne sont pas visibles, les gammes sont très limitées en taille et en forme. Le but c'est de faire de l'argent. Lors de ce premier voyage, ils n'arrivent pas à passer au-delà des grossistes locaux qui se sont contentés de prendre la place des colons d'antan. Ils reviennent avec des vêtements sensiblement identiques au premier lot qu'ils avaient commercialisé, ce qui ne les satisfait pas du tout.

Améliorer les conditions locales

En 1996, ils décident d'aller plus longtemps sur place pour rencontrer directement les artisans. Cela leur permet de demander de la qualité et non pas les prix les plus bas. Cela permet de visiter des ateliers, de se renseigner sur les conditions de travail, de savoir combien les ouvriers sont payés, de vérifier que les vêtements ne sont pas faits par des enfants.

Ils décident alors d'aller traiter directement avec des ateliers et de progressivement, au fur et à mesure que la confiance s'installe, de faire évoluer la situation. Ils vont donc ainsi faire deux voyages par an.

Ils constatent, par exemple, que les ouvriers sont embauchés à la tâche. Lorsqu'une commande est finie, ils se retrouvent sans travail. Quand de nouveau du travail arrive, il est fait très rapidement, sur de très nombreuses machines avec les premiers volontaires qui se présentent. Ils négocient alors avec les chefs d'ateliers de modifier ce fonctionnement : que le nombre de machines soit restreint, que les ouvriers soient toujours les mêmes, qu'ils aient une rémunération toute l'année, ce qui concrètement leur assure de 50 % à 100 % de revenus supplémentaires. En augmentant seulement de 200 à 215 roupies le prix d'une pièce, cela permet d'augmenter de 50 % la paie du tailleur... ce qui ne se verra pratiquement pas dans le prix de vente final.

Avantage en retour : ces ouvriers se sentent respectés et font preuve de talents importants. Alors que les tailleurs et les couturiers népalais sont réputés en Asie depuis longtemps, le commerce classique, en demandant de travailler toujours plus vite, les a rabaisés. Rémunérés à l'année, ils peuvent mieux se consacrer à leur art et la qualité s'améliore, tout comme les possibilités de varier les modèles. Les propriétaires des machines acceptent à condition d'avoir un



Marie Clémis

Valérie



Marie Clémis

Grégoire.

engagement important en quantité, de manière à pouvoir planifier longtemps à l'avance. Ce qui est fait : les commandes se passent de six mois en six mois. Une avance financière est fournie aux ateliers pour payer ces ouvriers : la moitié du prix de la commande.

Action pour l'enfance

Ils font connaissance sur place avec une directrice d'école. Toutes les écoles sont privées au Népal et donc seule les enfants de la minorité la plus riche est scolarisée. Cette directrice essaie de créer des «écoles de la rue» pour les enfants à l'abandon. Le pays, comme l'Inde, perpétue le système des castes. Ce projet passe donc mal. Les femmes et les filles sont en plus défavorisées. Avec cette directrice, ils discutent de la création d'un enseignement pour une dizaine de filles, issues des milieux pauvres ruraux, pour leur apprendre le minimum dans le domaine de l'écriture, la lecture, le calcul, mais aussi dans les domaines de l'hygiène, de la comptabilité, du jardinage, de la cuisine, de la couture, afin qu'elles puissent à leur tour transmettre ce minimum de savoir.

Azimuts est aussi intervenu dans les ateliers après avoir appris que les femmes qui y travaillaient étaient moins payées que les hommes. Ils ont fait remarquer que les femmes travaillaient plus sérieusement que les hommes et ont obtenu l'égalité des salaires.

Au départ, le projet consistait à reverser 7 % à 10 % des bénéfices d'Azimuts à ce projet d'école. Mais avec les taxations imposées par le gouvernement français, il ne reste pas grand chose à l'arrivée. Le contrat avec les ateliers est donc modifié pour qu'une structure locale gérée par les artisans encaisse à leur niveau 10 % sur le prix des tissus vendus à Azimuts et que cet argent soit géré localement pour l'école de la rue, mais également pour le logement des tailleurs, la salubrité des locaux...

Concrètement, cela représente une somme de 5000 euros par commande, tous les six mois. En tenant compte du niveau de vie, dix fois moindre qu'en France, cela fait déjà une belle somme. L'école de la rue a vu le jour au côté de l'école privée, et toujours dans une recherche de lutte contre les castes, des actions pédagogiques communes sont menées entre les deux écoles. La directrice de l'école espère ainsi amener progressivement ceux qui ont une vie plus facile à s'intéresser à ceux pour qui la vie est plus dure. Les filles accueillies dans l'école sont des adolescentes et certaines, en retournant dans leur village, ont ouvert à leur tour une école, dont une, dans l'Est du pays, en zone de montagne, a été financée également par un partenariat avec Azimuts.



trois fabricants bio en tout et pour tout, qui font cela par opportunisme car il y a une demande en Europe et en Amérique du Nord. Ces grossistes écoulent 20 tonnes par jour, par lot minimum de 4 tonnes... soit ce que consomme Azimuts en un an. Pour passer la frontière, seul un industriel disposant d'un numéro d'inscription auprès du ministère de l'Industrie peut importer. Toujours en accord avec les ateliers locaux, il a donc été fait appel à une société transitaire qui file le coton, à qui il a fallu avancer l'argent des quatre tonnes de coton. Jusqu'alors l'Inde n'exportait que vers l'Europe et les Etats-Unis et il a fallu attendre quatre mois pour que des formulaires de douane soient disponibles pour passer la frontière avec le pays voisin ! C'est un gros risque financier pour une structure aussi petite, mais cela fait que depuis septembre 2002, la nouvelle gamme d'Azimuts passe progressivement au coton bio.

A cette date, Azimuts connaît donc toute la filière : agriculteur en coton, l'industriel qui file le coton et fait les tissus, les ateliers de couture et la commercialisation ici. Ceci

permet maintenant à Valérie de pouvoir demander exactement les formes et les couleurs de vêtements qu'elle veut et d'offrir un catalogue de plus en plus en accord avec les attentes des consommateurs locaux. Environ la moitié de la production est vendue dans les salons écolos, le reste est vendu en partie par correspondance et en partie dans les boutiques de commerce équitable et les boutiques bio.

Depuis quelques années, ils se sont installés au domaine de Boussac, près d'Agen, où se développe un projet d'éco-village (voir article suivant). Ils y ont acheté une des dépendances dans laquelle ils ont aménagé d'un côté leur appartement, de l'autre, les bureaux et le stockage des vêtements.

Azimuts essaie donc, à travers la filière du vêtement, de travailler main dans la main avec un pays du tiers-monde, en essayant de faire circuler des ressources des pays riches vers les pays pauvres, et ceci en impliquant au maximum les gens.

Michel Bernard ■

■ Azimuts, Valérie et Grégoire Delamerie, hameau de Boussac, 47130 Bazens, tél : 05 53 68 89 18.

Climat de guerre civile

Le système très inégalitaire de la société népalaise a poussé les plus pauvres à la révolte. Actuellement des affrontements ont régulièrement lieu entre les «maoïstes» et les forces militaires, faisant des centaines de morts. Les «maoïstes» ne sont souvent que des paysans révoltés, parfois des bandes de pilliers. Attentats et affrontements sanglants ont fait fuir les touristes. Une bonne partie de l'économie du Népal reposait sur celui-ci : randonnée dans le massif de l'Himalaya, vente de produits artisanaux. C'est donc une situation d'instabilité qui agite toute la société de bas en haut.

La production de nombreux ateliers de tissu est en chute libre. Ceux travaillant pour Azimuts, connus comme étant ceux qui rémunèrent le mieux, ont dû être protégés : gardien, clôture et logement des tailleurs sur place.

A la recherche du coton bio

Le Népal n'est pas producteur de coton. Les tailleurs achètent donc du tissu en Inde pour faire les vêtements. En 2001, Grégoire a essayé de mettre en place une filière bio en amont des tailleurs. Il s'est alors rendu en Inde pour découvrir cette culture. Il y a trouvé de très grosses exploitations, là aussi issues de la période coloniale. Il n'y a que

Vous avez dit commerce équitable

La notion de commerce équitable fait actuellement l'objet d'un vaste débat dans les ONG. Certaines voix du Sud parlent même de l'impossibilité d'accoler ces deux termes (voir le réseau du sud-est asiatique Third World Network cité dans le numéro 290). Nous avons aussi publié plusieurs textes issus de militants d'Artisans du monde, des études de l'IUED, critiques sur cette nouvelle forme de «développement».

Dans le cas d'Azimuts, ils ont obtenu des conditions extrêmement favorables pour les ouvriers : garantie de l'emploi toute l'année, salaires décents, égalité hommes-femmes, amélioration des conditions d'hygiène, scolarité pour les enfants, etc., ce qui leur fait dire que «les ouvriers ne sont plus exploités». Artisans du Monde arrive parfois à aller plus loin en obtenant que les ouvriers travaillent en coopératives.

Au niveau du coton bio, c'est certes plus écolo, mais les producteurs sont de grosses structures capitalistes qui exploitent leur personnel sur des milliers d'hectares. Azimuts a cherché la structure la plus humaine, a exposé ses vues sur le sujet et essaie de faire évoluer positivement les relations avec les ouvriers.

Dans les salons écolos, Grégoire et Valérie entendent d'autres critiques, comme le fait que leur activité se fasse par le biais de l'avion. Ils ont étudié la possibilité de faire venir les vêtements par bateau. Mais cela s'est révélé difficile : il faudrait pouvoir passer par des conteneurs avec une chaîne de livraison à mettre en place (le Népal est loin de tout port).

Il y aurait d'autres débats encore plus complexes à avoir : pour Azimuts, l'appauvrissement du Sud vient d'une part que le Nord paie trop peu cher le travail et la matière première, et que d'autre part les excédents du Nord sont déversés dans le Sud, ce qui déséquilibre les structures marchandes locales. Leur démarche consiste donc à modifier les règles de l'exportation en montant progressivement les prix d'achat. Valérie parle du «devoir de les aider à faire du commerce». Le commerce doit permettre «le rééquilibrage des richesses, une nécessité écologique». Ces vêtements népalais ne sont fabriqués que pour les touristes et l'exportation. Jamais un Népalais ne porterait ce type de vêtements. Le coton est une culture d'importation imposées par la Grande-Bretagne du temps de son occupation de l'Inde (comme le thé, le caoutchouc, etc.)

Le choix de faire gérer localement ce qui est prélevé sur le prix des vêtements pour des projets sociaux locaux est une excellente solution qui peut permettre l'émergence de nouvelles activités en fonction des besoins locaux et non de nos souhaits occidentaux.

Mais dans une vision écologique de gestion des ressources, il serait plus simple de fabriquer nos vêtements ici, avec du coton venu de plus près (Espagne et Italie en cultivent maintenant) ou avec les ressources locales en fibres textiles (laine, soie, lin) et comme le suggèrent de nombreuses ONG du Sud d'accepter que la meilleure aide est d'arrêter de les piller.

Un message que Valérie n'accepte pas ! Pour elle, vouloir «relocaliser» l'économie comme le prône de nombreux groupes anti-marchandisation du monde, c'est faire ici le jeu de l'extrême-droite !

Commerce équitable



La plate-forme pour le commerce équitable regroupe les principaux acteurs de ce commerce qui garantit aux producteurs des tarifs indépendants du marché international, l'aide à des projets d'éducation, de santé, favorise la mise en place de coopératives, etc.

- Artisans du monde, 30, rue du Parlement-Saint-Pierre, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 23 33.
- Artisans du soleil, 34, rue Saint-James, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 95 63. *Produits du Bénin, Togo et Niger, liés à la plate-forme pour le commerce équitable.*
- Artisanat SEL, Mme Bonnis, 56, rue Fonneuve, 33500 Libourne, tél : 05 57 25 15 27.
- Comité Max-Havelaar 47, c/o Christiane Jaunasse, 37, rue Arnaud-Daubasse, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 41 92 07.
- ASPAL-Béarn, Association de solidarité avec l'Amérique Latine, 8, rue Albert-Camus, 64000 Pau, tél : 05 59 62 16 48.
- Han eta Hemen, rue de Labouheyre, 64200 Biarritz.

Amnesty international



Depuis plus de trente ans, Amnesty international intervient en faveur du respect des droits de l'homme et défend les personnes arrêtées qui n'ont pas fait d'actes de violence et pour qui il y a violation du droit international. L'association milite également contre la peine de mort dans tous les cas. Chaque groupe local est amené à suivre un ou plusieurs dossiers particuliers (jamais dans son propre pays), chaque adhérent individuel pouvant également participer à des campagnes de lettres urgentes sur tel ou tel cas. Amnesty international, c'est aussi des rapports par pays de la situation des droits de l'homme.

- Amnesty international, 12, rue du Pot-au-Lait, 24000 Périgueux, tél : 05 53 08 27 29.
- Amnesty international, Puypezat, 24100 Bergerac, tél : 05 53 24 71 32.
- Amnesty international, maison des associations, place Jules-Ferry, 24100 Bergerac.
- Amnesty international, Les Chênes Verts, 24200 Sarlat, tél : 05 53 59 07 54.

- Amnesty international, 31, rue Cursol, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 81 52 47.
- Amnesty international, 512, rue Jean-Oddos, 40990 Saint-Paul-lès-Dax, tél : 05 58 91 87 40.
- Amnesty international, 12, rue Bourgade, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 36 65 56.
- Amnesty international, 1, impasse des Lilas, 64000 Pau, tél : 05 59 84 49 02.
- Amnesty international, 19, rue des Mimosas, 64100 Bayonne, tél : 05 59 50 28 06.
- Amnesty international, BP 82-53, 64182 Bayonne cedex. Tél. 05 59 25 52 55.

Frères des hommes

Frères des hommes est une association reconnue d'utilité publique. Ce mouvement d'action directe défend les valeurs de partage et de solidarité au Nord comme au Sud, en soutenant les initiatives des populations locales d'Asie, d'Afrique et de l'Amérique latine, en s'engageant avec les intéressés eux-mêmes pour atteindre des objectifs concrets, tout en défendant les droits les plus fondamentaux de l'homme. Plus de cent programmes dans quarante pays du monde sont engagés dans ces conditions.

- Frères des Hommes, MJC du Laü, 81, avenue du Loup, 64000 Pau, tél : 05 59 06 18 17.
- Frères des hommes, 35, avenue Louise-Darracq, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 44 22.



Terre des hommes



Terre des hommes est une association de solidarité internationale qui lutte pour la défense des droits économiques, sociaux et culturels. Elle soutient des programmes de développe-

ment dans une trentaine de pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et du Bassin méditerranéen, proposés par des partenaires locaux. Elle sensibilise le public français aux problèmes de l'exclusion et de la pauvreté partout dans le monde. Elle cherche à promouvoir une économie solidaire.

- Terre des hommes, maison de la vie citoyenne du Polo-Beyris, avenue du Polo, 64100 Bayonne, tél : 05 59 63 21 40.
- Terre des Hommes, Jeannette Renard, villa d'Arans, 64100 Bayonne, tél : 05 59 52 12 09.

Réseau de solidarité internationale

Le RADSI, Réseau aquitain pour le développement et la solidarité internationale, fondé en 1993, est un regroupement d'associations de la région qui œuvrent dans ces domaines et qui ont exprimé leur désir de travailler et mener des réflexions en commun.

Les objectifs sont de susciter les échanges d'information entre les membres ; de promouvoir la solidarité internationale ; d'impulser des partenariats entre les associations et organismes de nature différente ; de constituer un pôle de ressources et d'actions pour la coopération décentralisée en Aquitaine.

Il a élaboré un guide des acteurs de la région Aquitaine visant à informer le grand public mais aussi les structures impliquées afin que ces dernières aient l'opportunité d'identifier des partenaires éventuels pour mener des actions et des réflexions communes.

Il organise "Les Rencontres Sud" pour sensibiliser le public aux questions de la coopération internationale, mais aussi pour renforcer une dynamique partenariale (bourse aux projets, présentation des associations de la région, etc.).

- RADSI, 23, avenue Carnot, 33600 Pessac, tél : 05 56 36 28 52.

Club Unesco

Les Clubs UNESCO font de la référence aux valeurs exprimées dans l'acte constitutif de l'UNESCO (l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science, et la culture) et dans les textes fondamentaux émanant de l'Organisation des Nations unies, le fondement même de leur engagement.

Les Clubs UNESCO se caractérisent par la dimension internationale et interculturelle qu'ils donnent à leur réflexion ; par la prise en compte de la notion fondamentale des droits de l'homme ; par la primauté de l'échange, le vecteur principal d'une éducation à la compréhension internationale et à la solidarité ; par la confrontation constante entre réflexion et action ; par un fonctionnement qui



SOLIDARITÉS INTERNATIONALES

permet l'apprentissage de la citoyenneté démocratique dans un esprit de laïcité, de libre discussion, d'ouverture, de prise de responsabilités.

- Maryse Ramiara, conseil régional des clubs UNESCO d'Aquitaine, 3, rue Cornac, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 10 78.
- Club UNESCO, M. Jean-Pierre Roussarie, école Henri-Jacquement, 95, route de Bordeaux, 24430 Marsac/l'Isle, tél : 05 53 06 47 49. *Actions en liens avec la Russie et le Sénégal.*
- Club UNESCO, Christ Aloïs, collège Jean-Moulin, boulevard Jean-Moulin, 24660 Coulouneix-Chamiers, tél : 05 53 02 81 00. *Palestine.*
- Club UNESCO, Mm Pomes Simon, collège Henri-Bretin 5, rue du Jumelage, BP 28, 24190 Neuvic-sur-Isle, tél : 05 53 81 51 18. *Niger et Roumanie.*
- Club UNESCO, Olivier Jussiaume, collège de Pauillac, 27, rue Edouard-de-Poutet 33250 Pauillac, tél : 05 56 73 26 00. *Sénégal.*
- Club UNESCO, Sylvie Debuire, lycée Elie-Faure 1, rue Jules-Ferry, BP18 2, 33305 Lormont Cedex, tél : 05 56 38 35 81. *Droits de l'homme.*
- Club UNESCO, Martine Chollon, collège Saint-Julien-Victoire, 86, rue Leyteire, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 33 62 50. *Colombie, Irlande, Lituanie.*
- Club UNESCO, Mme Cavallès, collège Emile-Combes, 76, rue Emile-Combes, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 24 94 95.
- Club UNESCO, Mlle Syham Ben Allil, collège Edouard-Vaillant, cours Edouard-Vaillant, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 39 62 76.
- Club UNESCO de Langon, Jean Claude, CCM Les Carmes, BP 9, 33211 Langon Cedex, tél : 05 56 76 24 32. *Inde.*
- Club UNESCO, Florence Tessier, lycée Charles-Despiau, 637, avenue du Houga, 40010 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 05 82 82. *Culture et patrimoine.*
- Club UNESCO, Gilbert Galy, lycée professionnel Antoine-Lomet, 221, avenue d'Italie, BP 42, 47002 Agen, tél : 05 53 47 06 07. *Burkina Faso.*
- Club UNESCO, Estelle Maucler, lycée Bernard-Palissy, 164, boulevard de la Liberté, 47000 Agen, tél : 05 53 77 46 50. *Burkina Faso.*
- Club UNESCO Ville d' Agen, Arlette Fabre-Grégoire, 164, boulevard de la Liberté, 47000 Agen, tél : 05 53 77 46 50. *Burkina Faso.*
- Club UNESCO, Nadia Caskezas, collège Albert-Camus, 18 bis, avenue Sainte-Croix, 64100 Bayonne, tél : 05 59 55 01 90. *Lutte contre le racisme, droits de l'enfant.*
- Club UNESCO, Maité Dussau, Foyer rural d'Arzacq, 4, rue Maurice-Utrillo, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 75 50 91. *Indonésie.*

Une école dans le ciel

Le Ladakh est une région de l'Inde enclavée dans l'Himalaya qui a jusqu'à maintenant échappé pour une



SOLIDARITÉS INTERNATIONALES

bonne part à l'occidentalisation. Lors d'un voyage, en 1996, un groupe de touristes rencontre Tcheunyi Dorjé, un moine bouddhiste qui projette de construire une école pour les enfants pauvres. Une association se crée en France pour soutenir le projet. Elle entre en contact avec des associations tibétaines qui aident à concrétiser le projet.

Au Ladakh, il existe bien quelques écoles publiques, mais très peu d'enfants peuvent en profiter, d'une part parce que souvent les familles sont nomades, et d'autre part parce que les enfants sont laissés à la rue, sans famille. Une première école gratuite a vu le jour qui accueille aujourd'hui une centaine d'enfants. Ils y reçoivent un enseignement des langues tibétaine, hindi et anglaise. Ils reçoivent les bases nécessaires aux mathématiques, à la géographie et à l'histoire de leur culture. Une aide sanitaire leur est également fournie ainsi qu'un repas chaud par jour. Ces enfants sont suivis ici par des parrains. Pour poursuivre cet effort, de nouveaux parrains sont recherchés et un appel financier est fait pour la mise en place d'un collège sur le même principe. *Une école dans le ciel, Landrevie, 24290 Saint-Léon-sur-Vézère, tél : 05 53 50 49 66.*

Et également Dordogne

- CCFD, Comité catholique contre la faim et pour le développement, 38, avenue Georges-Pompidou, 24000 Périgueux, tél : 05 53 07 58 12.
- Enfance et partage, 7, rue Gambetta, 24000 Périgueux, tél : 05 53 09 21 22.
- Planète enfants, 7, rue Charles-Mangold, 24000 Périgueux, tél : 05 53 03 22 03
- Centre d'actions humanitaires, 9, rue Albert-Thomas, 24100 Bergerac, tél : 06 80 70 41 93.
- ACAT, Action des chrétiens contre la torture, 5, rue de La Fontaine, 24100 Bergerac, tél : 05 53 63 23 34.
- Aide et action, 33, avenue de Verdun, 24100 Bergerac, tél : 05 53 57 38 88.
- Cirqu'oui, Le Pont Laveyras 24270 Payzac, tél : 06 03 18 90 57.
- Enfance et partage, 10, avenue Jean-Jaurès, 24750 Boulazac, tél : 05 53 03 29 20.

Gironde

- Association France-Ukraine, 4, allée Francis-Delobelle, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 50 07 07.
- La Maison du Pérou, Juan Vilchez, 23 rue Saint-Remi, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 79 17 20.
- Enfance et partage, 13, rue Vincent-Van-Gogh, 33140 Villenave-d'Ornon.



- Collectif Mumia Abu-Jamal c/o Utopia, 5, place Camille-Julian, 33000 Bordeaux.
- Afrique amitié, 30, chemin de Leysotte, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 37 13 67.
- Amitié France-Madagascar, 3, rue Paul-Bourgoin, 33140 Villenave-d'Ornon.
- Association villenave-d'aide aux déshérités, Jacques Médalin, 12, rue Commandant-Charcot, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 87 29 52. *Action vers les pays africains.*
- ESSVITO, Entraide solidarité santé village Togo, 12, rue Anatole-France, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 87 62 02. *Aide à des dispensaires par des collectes de médicaments auprès des pharmaciens, de vêtements auprès des particuliers et des membres bienfaiteurs.*
- France Aquitaine Congo, 76, chemin de Camparian, BP 129, 33140 Villenave-d'Ornon.
- RITIMO, Réseau d'information tiers-monde, Nathalie Samuel, Les Clavieries, 33210 Fargues, tél : 05 56 62 36 36. *Le Ritimo regroupe les principaux centres de documentations tiers-monde de l'hexagone et gère une banque de données entre ces centres. La coordination de cette banque de données se fait en Gironde.*
- Solidarité tiers-monde, 450, avenue de l'Aérodrome, 33260 La Teste-de-Buch, tél : 05 56 54 72 84.

■ IFAID Aquitaine, Institut de formation et d'appui aux initiatives de développement, 17, cours des Aubiers, 33300 Bordeaux, tél : 05 56 50 08 67. *L'IFAID forme chaque année 40 stagiaires en cursus de trois ans sanctionné par un diplôme de spécialisation en appui au développement. L'association accueille également 25 stagiaires en insertion ou réinsertion professionnelle. Elle multiplie des activités d'ingénierie de formation et d'appui aux projets sur le terrain.*

- Cool'eurs du Monde, Château des Griffons, 33530 Bassens, tél : 05 57 77 39 79.
- France Amérique latine, 16, rue Son-Tay,



- 33800 Bordeaux, tél : 05 56 85 27 35.
- Z'Amis de Madagascar, 9, rue Marbotin, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 94 01 21.
- Collectif Girondin pour le Rwanda, Gilles Durou, 36, rue Sanche-de-Pommiers, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 94 76 00.
- Concordia, 1, place de l'Eglise, 33880

Saint-Caprais-de-Bordeaux, tél : 05 56 78 76 46. *Association organisant des chantiers internationaux de reconstruction pour des jeunes et moins jeunes.*

Landes

- Planète Ecoles, 13, rue Dominique-de-Gourgues 40000 Mont-de-Marsan. *Lutte contre la prostitution infantine dans le Sud.*
- Des Landes à la mer Blanche, Lou Meou, 40090 Lucbardez. *L'association « Des Landes à la mer Blanche » est née fin novembre 1998. Elle apporte une aide matérielle aux orphelinats d'Arkhangelsk en Russie, parraine des enfants russes accueillis en orphelinat, et développe des échanges culturels et amicaux avec des habitants de cette ville.*
- CCFD, 102, avenue Francis-Planté, 40100 Dax, tél : 05 58 58 31 26.
- Enfance et partage, 149, avenue



- Georges-Clemenceau, 40100 Dax, tél : 05 58 90 05 50.
- Ateliers du Boucaou, route de Mimizan, 40170 Mézos. *Promotion des fours à pain traditionnels ici ou dans les pays du Sud. Ont publié «petit traité sur la construction des fours à bois».*
- Solidafrica, ferme de Guiot, 40360 Pomarez, tél : 05 58 89 88 27. *Association qui œuvre pour le soutien d'associations africaines d'aide aux handicapés. Récupération de fauteuils roulants auprès de foyers de vie, centres d'aide par le travail, hôpitaux, maisons de retraite, etc. Expédition de ces fauteuils roulants et des*



Solidarité avec le Bénin. Paires de béquilles aux associations pour personnes handicapées en Afrique.

Lot-et-Garonne

- Collectif pour la Semaine de la solidarité internationale à Agen, Sigle c/o Anima Terre, 108 boulevard de la Liberté, 47000 Agen.
- CCFD, 43, boulevard Edouard-la-Cour, 47000 Agen, tél : 05 53 47 85 91.
- Aide à l'enfance tibétaine, Pys Jeannine, 14, rue du canal, 47000 Agen, tél : 05 53 47 05 09.
- Les amis de l'Algérie c/o FOL, 108, rue Fumadelles, 47000 Agen.
- Les amis de Baback, La Tuilerie, 47340 La Croix-Blanche. *Soutien à un village du Sénégal depuis 1975.*
- Aide à l'enfance tibétaine, Laprie Michel, Saint-Marty, 47510 Foulayronnes, tél : 05 53 66 07 12.
- Agen Anjouan association franco-comorienne, 42, rue Gaston-Canié, 47520 Le Passage, tél : 05 53 95 18 79.

Pyrénées-Atlantiques

- OSER, Ouverture, solidarité, échange,

rencontre, 6, avenue Robert-Schuman, 64000 Pau, tél : 05 59 04 66 69. *Pour des échanges culturels jeunes France-Sénégal. Pour l'aide au développement de la Casamance (Sénégal).*

■ SOS Enfants sans frontières, 8, impasse André-Chenier, 64000 Pau, tél : 05 59 02 02 78. *Pour développer la scolarisation dans le tiers-monde avec soutien médical et nutritionnel ; accueillir temporairement en France des enfants pour être opérés ou soignés : soutien financier à des établisse-*



ments, parrainage d'enfants, réalisation de micro-projets (minibus médicaux, jardins scolaires, réseaux d'eau potable...).

■ AFDI 64, 124, boulevard Tourasse, 64000 Pau, tél : 05 59 80 70 00. *Pour informer les agriculteurs sur les problèmes de pays en développement. Pour appuyer les agriculteurs africains dans des projets de développement.*

■ CCFD, 4, rue Henri-Faisans, 64000 Pau, tél : 05 59 30 79 01.

■ Enfants du monde, 34, rue Devevia, 64000 Pau, tél : 05 59 02 01 02.

■ Asociación Siembra, 20, avenue Federico-García-Lorca, 64000 Pau

■ Association France-Brésil, 16, rue Montpensier, 64000 Pau, tél : 05 59 83 86 99.

■ France Cuba ophtalmologie, espace Foch, 5, avenue Foch, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 70 00. *L'association a pour but d'apporter une aide matérielle, financière et technique sur le plan ophtalmologique à l'île de Cuba.*

■ France Cuba Pays-Basque et Bas-Adour, 8, rue des Tonneliers, BP 823, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 26 08. *Cette association apporte une aide matérielle à des écoles et des hôpitaux de Cuba. Elle développe les relations culturelles et économiques entre les deux pays.*

■ Un coin de Colombie, hôtel Mercure, avenue Jean-Rostand, 64100 Bayonne, tél : 05 59 41 01 92. *Créée en décembre 1991, l'association apporte un soutien financier et moral à Albeiro Vargas. Ce petit Colombien révélé par TF1 en octobre 1991, recueille, nourrit, soigne et anime les vieillards abandonnés dans les bas-quartiers de sa ville Bucaramanga. Il a aujourd'hui 22 ans, et s'occupe de 140 personnes. Prix Albert-Schweitzer 1997 (fondation Goethe de Bâle).*

■ Le Maki, 4, avenue de Jouandin, appartement 7, 64100 Bayonne, tél : 05 59 55 09 01. *L'association a vocation socio-éducative auprès des jeunes et étudiants malgaches.*

■ Torokadio-France, 8, avenue Gabriel-Deluc, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 56 82. *Elle a pour but la promotion de l'essor sanitaire, économique et culturel de la région sud du Mali : création de centres de santé de proximité en milieu rural et semi-rural avec maternités, développement de l'alphabétisation, émancipation de la femme en milieu rural, développement du système scolaire, lecture pour tous.*

■ Association Danse Malinké, 1, avenue du Parc-Beauchamps, 64110 Gelos, tél : 05 59 05 65 76.

■ APACT, 2, rue Louis-Barthou, 64140 Billère, tél : 05 59 32 70 79. *Pour aider les réfugiés tibétains en Inde et au Népal dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture et de l'agriculture ; favoriser le maintien de la culture traditionnelle.*

Le hameau de Boussac



Après huit ans de fonctionnement, il y actuellement cinquante personnes qui vivent sur le domaine de Boussac. Mais l'expérience d'écovillage reste fragile tant il est difficile d'avoir des activités collectives.



Le château.

Pierre Gevaert est le fondateur belge de la marque Lima, spécialisée dans les céréales bio et dans la diffusion de produits au soja bio. En 1978, il essaie de lancer un premier village écologique. Il a constaté que souvent les tentatives communautaires échouent car, souvent, seules quelques personnes agissent, les autres se contentant de suivre. Le concept de village écologique lui paraît plus intéressant : chacun reste maître de ses initiatives, mais le rapprochement de personnes aux idées proches doit favoriser la solidarité, le dialogue, à l'inverse de l'individualisme que l'on constate en ville. Ce premier village s'installe en Lot-et-Garonne. Il est propriétaire des lieux et ne fait payer qu'un faible loyer aux personnes qui viennent s'installer. Son mécénat s'avère une mauvaise chose : cela masque les difficultés que peut entraîner la vie de village. Lorsqu'il arrête de financer, l'initiative stoppe.

Choisir ceux et celles qui semblent le plus apte à «vivre ensemble» avec un esprit collectif et un objectif de vie rurale simple.

Persuadé, en lien avec Pierre Rabhi, qu'une alternative sérieuse à la société actuelle passe par un recentrage sur la vie rurale, il écrit un livre en 1993 intitulé *L'avenir sera rural*. Cela provoque un vif débat et une association voit le jour, *Ruralis*, qui a pour but de favoriser l'implantation en milieu rural. Des rencontres sont organisées, notamment avec les réseaux des *Oasis en tous lieux*. Il y rencontre Patrick et Florence de Kochko. Patrick est ingénieur agricole et travaille pour l'Union européenne. Ils parlent de l'expérience passée de village écologique et un nouveau projet se dessine.

Ils décident d'acheter un terrain pour expérimenter une nouvelle fois. Leur choix se porte sur le domaine de Boussac, toujours dans le Lot-et-Garonne, qui comprend un château, cinq métairies et trois bâtiments qui peuvent devenir autant de logements. Ce domaine a l'avantage d'être entouré par cinq

producteurs bio. Le domaine fait 88 hectares dont 17 de bois. Il est vendu pour 2,8 millions de francs. La vente est découpée en trois parties. Le château est acheté sous la forme d'une SCI, société civile immobilière ; les terrains sont achetés sous forme d'un GFA, groupement foncier agricole ; les autres bâtiments sont mis en vente en propriétés individuelles. Une partie de l'argent de départ est avancée par Pierre Gevaert et par Patrick de Kochko. Ceux qui voudront vivre dans ce village devront non seulement être propriétaires d'une des dépendances, mais également être actionnaires dans le GFA et la SCI.

Pour ne pas avoir de problème avec les chasseurs, le domaine est entièrement classé «réserve de chasse». Pour s'intégrer dans la commune, il est également fait le choix que tous les enfants soient scolarisés normalement.

Au départ, le château doit servir de lieu de travail collectif, avec possibilité d'avoir des chambres d'hôtes, des salles de réunions, etc. Une sélection se fait pour choisir les premiers habitants. Il s'agit, en principe, de choisir ceux et celles qui semblent le plus apte à «vivre ensemble» avec un esprit collectif et un objectif de vie rurale simple, loin de la consommation urbaine. Ils doivent disposer d'un capital ou de ressources pour répondre aux critères financiers de départ.

Les premiers habitants sont une médecin homéopathe, une architecte, un paysagiste, un formateur, une institutrice qui veut développer une activité liée aux plantes médicinales... La première année, Patrick Kochko va essayer de faire en sorte que l'activité agricole soit collective. Au bout d'un an, c'est un constat d'échec et seules deux familles vont continuer la partie agricole.

Malgré cette sélection, tout ne se développe pas comme prévu. Certains ont du mal à développer localement une activité qu'ils exerçaient avant ailleurs. Très rapidement, des familles s'en vont, remplacées par d'autres. Des fois, cela se fait avec succès comme l'arrivée d'une nouvelle famille qui va développer des activités dans le domaine des énergies renouvelables, permettant à chacun de s'équiper de capteurs solaires. C'est aussi l'arrivée de la famille Delamerie qui anime la société de commerce équitable *Azimuths*. Mais des dysfonctionnements se font jour : une maison est revendue à des retraités qui ne participent pratiquement pas aux activités collectives. Celles-ci ont d'ailleurs beaucoup de mal à survivre.

Après l'agriculture, la gestion collective du château est abandonnée. Ceci fait naître une crise : pourquoi chacun devrait-il être propriétaire de parts dans la SCI qui gère le château et le GFA qui gère les terres si, ni l'un ni l'autre, ne profitent à ceux qui ont d'autres activités.

Pierre Gevaert qui suit le projet de loin, n'habitant pas sur place, est obligé de faire intervenir son fils, ancien directeur de Danival (branche française de Lima) pour que celui-ci rachète le château. Après aménagements, il est loué en logements. Les parts de GFA sont aussi progressivement rachetées par Patrick Kochko.

Aujourd'hui, après huit ans d'existence, il y a 25 adultes et autant d'enfants qui vivent sur place. Ces derniers sont sans doute ceux qui apprécient le plus le lieu car ils disposent de vastes espaces pour jouer ensemble. Du côté des parents, il y a encore des initiatives communes comme l'organisation de repas à midi pour ceux qui ne veulent pas laisser leurs enfants à la cantine à midi : chaque famille fait le repas pour tous les enfants à tour de rôle. La plupart des familles sont également membres du SEL local qui leur permet d'échanger avec les autres familles actives dans la région.



Marie Clémis

Une des dépendances restaurée.

De fait, la location des appartements du château se fait classiquement par petites annonces et les nouveaux arrivants ne sont pas tous en lien avec la mouvance écolo. Le village écolo reste visible (agriculture bio, capteurs solaires, professions particulières), mais le collectif et la solidarité sont retombés presque au niveau de celui d'un village habi-

tuel. C'est peut-être ce qu'il fallait arriver à faire pour trouver un équilibre satisfaisant pour tous.

Michel Bernard ■

■ Rurals, château Commarque, 33210 Sauternes, tél : 05 57 31 04 67.



VIVRE ENSEMBLE

Dordogne

■ Pôle d'écologie globale, Laurent Delattre, Ségonzac, 24240 Gageac-Rouillac. *Projet d'un village en habitat sain qui se construirait autour d'une école qui respecte l'équilibre des enfants et favorise leur épanouissement. Chacun serait invité à développer ses propres activités conciliant qualité de vie, efficacité économique, mieux-être et épanouissement personnel. Projet ouvert dans une dynamique de coopération et de co-création.*

■ David Roberts et Katia Kanas, Labahut, 24260 Saint-Chamassy. *Cherche d'autres familles pour partager projet d'autosuffisance alimentaire, vie simple et journée de travail de 4 heures par jour.*

forestier en culture biologique. Feng Shui, stages d'aromathérapie, de jardinage bio, et de soins et psychologie félin...

■ Beau Champ, 24610 Montpeyroux, tél : 05 53 82 69 98. *Domaine acheté en 1991 pour développer un projet autour de la permaculture et des technologies alternatives. Les initiateurs sont anglais et disposent de machines à bois pour fabriquer de nombreuses parties des maisons, techniques d'autoconstruction à l'essai. Permanents sur place, visiteurs pour découvrir les technologies. Végétariens. Projet d'école sur place.*

■ Maison de l'énergie, Guy et Greet Barthélémy, Les Eymaries, 24620 Les Eyzies-de-Tayac, tél : 05 53 35 30 04. *Après avoir animé l'association Villages sans frontière qui essayait de développer des projets de coopération entre le Nord et le Sud en faisant des échanges de personnes dans les deux sens, un nouveau projet a vu le jour pour faire la promotion de techniques simples et non polluantes pour travailler avec la nature : chauffage, carburants, santé, etc. Possibilité d'installation pour d'autres personnes.*

Gironde

■ Paradizio Tuj, Le Barbut, 33850 Léognan, tél : 05 56 89 07 74. *En 1968, un projet de communauté voit le jour sur un terrain de 6000 m2 en limite de la communauté urbaine de Bordeaux. Le nom signifie en espéranto «le paradis maintenant». Les initiateurs du lieu sont issus de la mouvance libertaire, espérantiste et végétarienne locale. En 1979, une crise provoque une rupture difficile et depuis le projet a fait de multiples tentatives de redémarrage. Une immense maison a été construite et Renato, présent depuis le début, poursuit des formations sur les techniques autonomes.*



Michel Bernard

Paradizio Tuj

Lot-et-Garonne

■ Le Set de Fleurs, Raviolle, 47370 Courbiac, tél : 05 53 40 72 24. *Au carrefour du Lot-et-Garonne, du Lot, du Tarn-et-Garonne, est né un projet d'écovillage autour des enfants. L'association «le set de Fleurs» accueille des projets de toutes sortes qui émanent de personnes intéressées par l'écovillage ou qui habitent dans les alentours.*

avec des agriculteurs, des éleveurs, des maraîchers, un apiculteur, un pisciculteur et des artisans pour racheter et cultiver en bio(dynamie) avec les initiateurs (agriculteur-pépinieriste) une belle ferme à 15 minutes de Pau, bien située pour le tourisme pédestre et équestre. 80 ha (5 de bois, 25 de prairies, 50 labourables de première classe). Groupement foncier agricole avec projet de village écologique.

■ La Goutte d'eau, 64490 Cette-Eygun, tél : 05 59 34 78 83. *Pendant plus de dix ans, la Goutte d'Eau a été le lieu de rendez-vous des Aspaches qui défendaient la vallée d'Aspe contre le projet autoroutier. Située dans une ancienne gare, il a fallu négocier dur avec la SNCF pour maintenir le droit au bail. Aujourd'hui, après le départ du médiatique Eric Pétefin, la Goutte d'eau a été récupérée par la SNCF.*

Pyrénées-Atlantiques

■ L'Arbre de vie, Bruno et Silvia de Roissart, 46, route de Pau, 64121 Montardon, tél : 05 59 33 17 01. *Projet*



DR

■ Jardins félins, Echourgnac, 24410 Saint-Aulaye, tél : 05 53 81 25 44. *Hameau végétarien basé autour d'un sanctuaire félin. Ambiance internationale. Autoconstruction. Jardinage*

On a tous rêvé d'Utopia

Depuis trois ans à Bordeaux, le cinéma Utopia a totalement renouvelé le cinéma. Alors que les salles géantes se développent en périphérie de la ville, ce cinéma engrange les succès, montrant qu'une autre démarche est possible.

du moment : une bonne dizaine qui se répartissent dans les cinq salles du cinéma. Des films récents fortement médiatisés comme d'autres totalement inconnus pour ceux et celles qui n'auraient pas pris le temps de lire *la Gazette d'Utopia*. Un mélange entre les films grand public et les films d'art et d'essai.

Il était une fois dans l'Est

L'histoire d'Utopia commence en 1971 à Aix-en-Provence, de la rencontre de Michel Malacarnet et d'Anne-Marie Faucon. Lui, étudiant en histoire, a milité au sein de l'UJP, les jeunesses gaullistes, dans les années 1960, à l'époque de la guerre d'Algérie car il voyait dans la démarche de de Gaulle une rupture avec la démarche colonialiste. Il s'éloigne de cette mouvance en 1968 quand il voit l'impossibilité pour les Gaullistes de comprendre la demande sociale de la jeunesse. Anne-Marie, depuis 1966, était infirmière psychiatrique, elle militait proche de la CFDT, absente dans son milieu de travail, intéressée par son slogan de l'époque « Tenir 8 h, est-ce vivre ? ». 1968 est aussi pour elle un révélateur. Elle s'interroge sur son rôle : les infirmiers psychiatriques sont-ils très différents des gardiens de prison ? Elle est alors solidaire avec le mouvement anti-psychiatrique de l'époque.

Tous les deux se rencontrent dans une passion commune : le cinéma. Celui-ci leur semble un excellent moyen d'aborder les questions de société, de débattre, de s'ouvrir au monde extérieur. Avec deux autres personnes, ils décident de reprendre la salle de cinéma paroissiale qui vient de fermer. Cette salle est équipée en 16 mm. Par leurs parents, ils approchent le clergé local et obtiennent un bail de trois ans pour lancer leur propre cinéma. Ils veulent que cette salle soit ouverte à tous et non pas un ciné-club réservé à des



Marie Clem's

Dans le centre ville, la place Camille-Jullian est un lieu de rencontre agréable pour les piétons avec de nombreuses terrasses. Un premier tour de la place ne vous dira pas où est le cinéma Utopia : il n'y a en effet aucune enseigne sur les côtés de l'ancienne église qui abrite le cinéma. Seuls deux indices sont présents : un vitrail portant en son centre, discrètement, le mot Utopia et une petite plaque en cuivre portant aussi le nom d'Utopia... A voir la terrasse qui est devant le bâtiment, on pourrait croire qu'il s'agit d'un bar ou d'un restaurant. Seul un présentoir propose aux passants le programme du cinéma. Un programme sous forme d'une revue *la Gazette d'Utopia* avec de longues présentations des films et aussi des annonces de réunions militantes et des articles sur la vie politique bordelaise.

Les films doivent poser des questions en lien avec l'actualité sociale, culturelle, politique du moment.

Lorsque l'on franchit le porche d'entrée, il y a bien sur la gauche un bar-restaurant. A droite, il y a des présentoirs où d'un côté on peut trouver toutes les annonces culturelles de la région, de l'autre toutes les activités politiques alternatives. Au fond, la caisse et l'entrée du cinéma sont sous une voûte gothique conservée. Près de cette caisse, une reproduction d'une affiche de la Révolution française, rappelle ce que sont les devoirs d'accueil envers les étrangers. Une affiche historique qui nous permet de mesurer combien sont tombés bas nos politiciens sur les questions d'immigration aujourd'hui.

Au-dessus du restaurant, on peut voir en mezzanine l'administration du cinéma avec entre les deux les affiches des différents films



Marie Clem's

amateurs élitistes. Ils pensent que les films doivent poser des questions en lien avec l'actualité sociale, culturelle, politique du moment. Ils affirment aussi qu'on ne peut défendre que les films qu'on aime et qu'il faut faire ses propres choix et non pas celui que veulent imposer distributeurs ou critiques.

Le premier film qu'ils projettent est «Le bonheur dans vingt ans». Un titre prémonitoire ?

De nombreuses associations prennent contact avec eux pour proposer des débats autour de films. Le «16-35», bien que situé au premier étage, connaît alors un certain succès.

À l'époque, ils n'ont pas accès à tous les films. Les distributeurs refusent de leur passer des copies quand cela peut gêner une grande salle. Et ce d'autant plus qu'ils proposent les séances au tiers du prix proposé ailleurs. Pour se faire connaître, ils ont leur propre atelier de sérigraphie qui leur permet de réaliser des affiches programmes et de se faire connaître en les collant dans la ville. L'atelier de sérigraphie va très vite servir aux associations. Le clergé a beau protester, cela ne les empêche pas d'organiser des débats avec le MLAC, Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (1), avec le Front homosexuel révolutionnaire, les groupes anti-racistes... Ils accueillent dans leurs locaux la Cimade, association œcuménique agissant en faveur

des immigrés. Une grève de la faim de sans-papiers (déjà !) débute dans une chapelle voisine. Quand ils seront expulsés, par le clergé, ils se réfugieront dans les coulisses du cinéma.

Ils ont droit à des pressions de la commission de sécurité, mais la mobilisation militante permet d'éviter la fermeture des lieux. Les distributeurs essaient également de bloquer les films et parfois ce sont les spectateurs qui paient d'avance la caution sur la copie pour obtenir celle-ci. La situation à l'époque est extrêmement précaire. Le clergé prend peur et leur fait un procès pour essayer de casser le bail. En vain. Ils savent toutefois que le bail ne sera pas prolongé.

Un cinéophile new-yorkais dirigeant l'Institut culturel américain d'Avignon, venait régulièrement avec des élèves voir des films en version originale. Alors que le bail tire à sa

fin à Aix-en-Provence, il leur propose une salle dans l'Institut à Avignon. La transformation de la pièce en salle de cinéma est toutefois coûteuse. Un accord est passé avec l'Institut pour que les travaux soient réalisés par le propriétaire. Ils y participent à hauteur de 50 000 F. Le loyer est calculé en conséquence. C'est à l'occasion du démarrage dans cette nouvelle salle que le cinéma prend le nom d'Utopia.

Pour l'ouverture de cette salle, ils cherchent à obtenir un «grand film». Ils connaissent bien une distributrice locale qui leur promet une copie d'*Aguirre ou la colère de Dieu*. Les autres exploitants d'Avignon font pression pour empêcher la location, mais en vain. Pour rappler leurs conditions précaires, le buffet d'inauguration ne comprend que du pain d'épice et des sodas.

De multiples salles militantes

À l'époque, face aux monopoles des grandes salles, et dans la foulée du mouve-

ment post-soixante-huitard, on assiste un peu partout en France à l'ouverture de salles de cinéma «indépendantes», plus ou moins militantes. C'est ainsi que s'ouvre à Paris l'*Opéra-Bastille* ou à Lyon le *Canut* et le *Cinématographe*. Dans des petites communes, des associations se battent pour maintenir ouvert des cinémas condamnés commercialement.

Il existe alors des liens très forts entre les distributeurs régionaux et les exploitants de salles commerciales. Ces derniers

font régulièrement pression pour bloquer les films qui les intéressent. Pour éviter ce pullulement de salles indépendantes qui ne leur rapportent que peu de recettes, les distributeurs mettent en place des procédures financières exorbitantes comme les minimums garantis. Si un film ne fait pas assez d'entrées, le cinéma indépendant en est de sa poche. Malgré cela, alors qu'un fort soutien militant se manifeste, les salles indépendantes se développent.

Ceci se fait sans réelle concertation. Il n'y a pas de réseau entre ces salles. Au mieux, les informations circulent des uns aux autres par le biais des associations militantes qui soutiennent.

Pour sortir des limites imposées par la distribution, les animateurs d'Utopia pensent qu'il faut que la demande des indépendants pèse économiquement plus lourd. Pour mieux faire connaître ce qu'ils font, ils développent, avec l'aide de spectateurs, la *Vie au grand air*, des projections ambulantes de films à l'extérieur, avec une brochure expliquant la démarche. Ils proposent aussi en matinée un ciné-

enfant. Peu à peu, le nombre de spectateurs augmente. L'opportunité d'acheter un immeuble voisin où l'on pourrait ouvrir deux salles se présente. Il faut à l'époque réunir 1,2 million de francs pour démarrer. Un cinéophile banquier va les aider à élaborer le dossier. Un emprunt est contracté, avec la caution de spectateurs. Un maçon cinéophile va assurer le gros-œuvre à petit prix. La mise en place d'abonnements permet d'avoir de l'avance de trésorerie et de payer les travaux dans les délais. L'interrelation avec les associations locales permet de multiplier les débats, festivals à thèmes et donc les entrées.

Une salle de cinéma ferme alors à Bédouin (Vaucluse). Un jeune de seize ans vient leur demander de l'aider à y monter un festival pour sauver la salle. Ils financent alors la sortie du journal du festival. C'est un succès : il y aura plus de 5000 entrées par semaine pendant un mois. Deux femmes décident alors de prendre ce cinéma en gérance. Elles démarrent avec *Rue Case-Nègre*. Un an après, elles ont fait 40 000 entrées. Le même scénario va se reproduire dans d'autres villes de la région : Saint-Rémi-de-Provence, Toulon, Valence, Montpellier, Bollène... Chacune des salles prend le nom d'Utopia.

Mon nom est Jack, Jack Lang

En 1981, quand la gauche arrive au pouvoir, le cinéma est gravement malade. Environ 500 salles indépendantes sont à bout de souffle. Jack Lang qui vient d'être nommé au ministère de la culture se penche sur le dossier. Il crée l'ADRC, agence pour le développement régional du cinéma, qui versera des subventions. Dès les années 60, des salles parisiennes se sont regroupées sous le nom d'«Art et essai» afin d'obtenir plus facilement des films des distributeurs. Elles demandent

(1) Jusqu'à la loi Veil de 1974, l'avortement est un crime et il est interdit de faire la promotion de la contraception.



La gazette tirée à 50 000 exemplaires.

à ce que ce soient elles qui bénéficient des subventions. «Art et essai» devient un label national qui peut être décerné à des salles qui en font la demande. Un cahier des charges précise ce qu'il en est. Progressivement de nombreuses salles indépendantes vont s'y rallier (2). Si ce processus sauve les cinémas existants, il ne permet pas la création de nouveaux cinémas. Autre perversité du système, il favorise le regroupement et donc l'apparition de «gros indépendants». Cela va néanmoins sauver de très nombreuses salles, dont bon nombre avec le soutien des municipalités.

Autre changement important à cette époque, la possibilité pour le CNC, Centre national du cinéma, de tirer lui-même des copies de films pour les petites salles en concertation avec les distributeurs. Cette mesure a priori intéressante a surtout, dans les faits, multiplié les copies des films grand public et tout particulièrement ceux venant d'Hollywood, imposant finalement une colonisation culturelle jusqu'au fond des plus petites salles.

Une cinquantaine de personnes animant les différents cinémas Utopia du Sud-Est se retrouvent alors pour débattre de ces nouvelles mesures. L'unanimité n'est pas de mise. Une charte autour du nom «Utopia» est alors mise en route et ceux qui ne veulent pas l'accepter vont devoir changer de nom.

Cette charte se distingue du label *art et essai*, jugé trop élitiste (3), propose des prix bas pour être ouvert à tous les publics, la version originale obligatoire, la possibilité de choix subjectifs pour les films qu'on aime et non pas pour ceux qui se vendent le mieux. Les cinémas de Montpellier (aujourd'hui *Diagonales*) et de Bollène vont refuser cette charte, craignant que cela les limite dans leurs choix de programmation et préférant le confort commercial offert par le ministère. Cette charte *Utopia* va être signée par 17 salles. A l'époque, toutes ces salles sont dans le Sud-Est à l'exception d'une à Bayonne.

Dans les années qui vont suivre, ces salles ne vont pas connaître les mêmes destinées. Ainsi, à Manosque, la salle va être bloquée par la distribution locale et chuter financièrement, entraînant le cinéma de Valence qui appartenait à la même société.



Marie Clémis

L'affaire «Bird»

Malgré ces nouvelles dispositions, les distributeurs trouvaient encore le moyen de retarder la sortie des films dans les salles indépendantes. La CNC ne pouvait fournir des copies qu'après plusieurs semaines d'exploitation... et presque jamais en version originale. Une salle de cinéma indépendante de la région de Lyon et une autre à

Utopia est un cinéma subjectif, polémique, solidaire et donc vivant.

Dijon ont alors fait constater par huissier le «refus de vente» des copies lors de la sortie du film d'Alan Parker «Bird». Le procès a été retentissant et les salles ont gagné devant le tribunal.

La création de l'ADRC, les concertations menées par le ministère et l'affaire Bird ont amené la profession à se poser des questions. Il s'est opéré une sorte de prise de conscience de l'importance des salles indépendantes et des salles *Art et essai*. Les relations distributeurs-exploitants ont évolué progressivement. Les films sont devenus plus faciles d'accès. Les distributeurs ont compris l'intérêt des copies en version originale dans les

grandes villes. L'ADRC a soutenu la diffusion de copies dans les petites villes et en milieu rural.

Lorsqu'un distributeur est maintenant réticent pour fournir un film, il suffit de lui citer les attendus de l'affaire Bird pour que cela cesse. Autre raison de l'amélioration des relations avec les distributeurs : d'anciens animateurs de salles indépendantes ont poursuivi leur carrière dans la distribution et sont aujourd'hui plus à l'écoute des petites salles. Depuis la fin des années 80, les salles indépendantes arrivent à avoir les mêmes films que les gros exploitants. C'est de cette époque que date pour Utopia un réel mieux économique.

(2) Il y a environ 800 salles *Art et essai* en France aujourd'hui.

(3) C'est le ministère qui fixe les salles qui sont *Art et essai*. Sans avoir rien à demander, les salles *Utopia* y figurent.

DR



DR



Stand d'une liste multiculturelle aux municipales.

Arrivée à Bordeaux

À la fin des années 80, Utopia-Avignon est menacé d'expulsion. Ils recherchent alors une nouvelle salle, interpellent, sans succès la mairie socialiste. Plusieurs manifestations sont organisées, une pétition réunie 45 000 signatures. Devant le silence qui leur est opposé, ils annoncent alors qu'ils lancent une liste aux municipales... Un premier sondage leur donne un pourcentage élevé. Le lendemain de ce sondage, la mairie leur propose un bâtiment militaire désaffecté.

Ils cherchent alors comment financer les travaux nécessaires. Un fonds de soutien au cinéma existe depuis 1948 pour soutenir l'exception culturelle française. Il s'agit d'un prélèvement de 11 % sur l'ensemble des billets de cinéma. Ce fonds de soutien permet de verser des subventions au niveau de la production des films, mais aussi de l'entretien des salles. Chaque salle peut ainsi récupérer jusqu'à 66 % de la somme perçue sur ces billets pour financer jusqu'à 90 % des travaux, sur réserve d'acceptation d'un dossier. Ils n'en avaient jamais profité jusque là. Ils font le calcul : ils disposent de 3 millions de francs en attente !

Ils ont l'opportunité de lancer un cinéma à Toulouse. Ils misent sur un concept de salles ouvertes à d'autres activités et aménage en plus du cinéma une salle de danse et un restaurant. Le concept plaît. Il y a 350 000 entrées la première année.

Le fonds de soutien peut avancer jusqu'à 50 % de la collecte de la taxe attendue sur les

trois ans à venir. Le succès de Toulouse leur permet d'avoir un excellent dossier pour emprunter à une banque et en juin 1994, Utopia ouvre ses nouvelles salles à Avignon.

À Bordeaux, à la fin des années 90, plusieurs salles indépendantes ont fermé. Il y a une carence de cinéma et leur aide est demandée. Ils profitent des rentrées d'argent de plus en plus importantes à Avignon et Toulouse pour démarrer un projet à Bordeaux. Ils trouvent, en plein centre, une ancienne chapelle désaffectée. Elle avait servi pendant des années de garage à voitures, d'école de mousse, de gymnaste, d'usine de boîtes à sardines... L'étude de marché montre les possibilités de cinéma de plein centre et la CNC leur accorde un prêt de 3,2 millions de francs sur recettes à venir.

Cinq salles sont aménagées dans la chapelle. Une vaste entrée est prévue qui doit servir de lieu de rencontre convivial. Une partie de cette entrée est louée à un couple de restaurateurs. Au-dessus de cette entrée, une salle est aménagée en style «décor de cinéma». Cette salle est prêtée aux associations militantes qui en font la demande (4). À l'étage au-dessus se trouvent les cabines de projection et tout ce qui sert aux archives du cinéma. Enfin, sous les combles, se trouvent les bureaux de la direction.

La spécificité des salles Utopia est qu'elles ne bénéficient d'aucune subvention locale, ce qui leur assure une totale liberté de parole et d'action. Ceci contribue à donner une image forte à Utopia. Cela fait partie de son originalité. Cela n'enlève rien à la qualité de la programmation, de l'animation, de l'information, du décor et de l'accueil.

Alors que de nombreuses salles indépendantes ont disparu, Michel et Anne-Marie estiment que leur succès provient justement de cet ensemble d'originalités. Leur engagement auprès des associations, leur coups de gueule sur des questions touchant la municipalité (5) irritent parfois le public, mais celui-ci admet que cela fait partie de la personnalité du cinéma.

Utopia est un cinéma subjectif, polémique, solidaire et donc il est perçu comme vivant. Des politiciens viennent se montrer dans les salles, même s'ils ne partagent pas forcément les idées exposées sur les présentoirs à l'entrée du cinéma (6).

Malgré la beauté du lieu, les prix restent extrêmement bas : 3 euros à la première séance, 4 euros par abonnement, 5 euros autrement. Ces bas prix, le choix des films, la diffusion large de leur gazette dans l'ensemble des lieux culturels de la ville, le soutien des associations locales, tout cela contribue au succès de la formule.

Grossir en réseau

Plus on a de salles, plus on peut bénéficier du fonds de soutien et plus c'est facile d'ouvrir de nouvelles salles. Ainsi, Utopia dispose maintenant de salles à Cergy-Pontoise (nord de Paris) et s'apprête à construire un cinéma à Tournefeuille (vers Toulouse) à la demande de la municipalité. Ce dernier projet est financé par 4,5 millions d'avances sur fonds de soutien et un emprunt de 6 millions de francs.

Michel Malacarnet et Anne-Marie Faucon se déplacent en fonction de l'ouverture des nouveaux cinémas, renouvelant à chaque fois le même scénario. S'appuyant sur les personnes qui ont été demandeuses au départ, elles cherchent à créer une équipe indépendante qui s'appuie sur la charte mise au point par Utopia, puis laissent le cinéma fonctionner de ses propres ailes, après une période d'accompagnement.

Les cinémas restent toutefois liés entre eux à deux niveaux. D'une part, il y a une solidarité financière : les entrées des existants permettant de financer les créations de nouvelles salles, d'autre part, ils se partagent le suivi des festivals pour repérer les films intéressants et pour rédiger des critiques conséquentes dans les gazettes de chacun. Toutes les *Gazette d'Utopia* ont les mêmes critiques, mais les films ne passant pas en même temps, et les pages militantes n'étant pas les mêmes, chacun imprime sa propre gazette.

De fait, au lieu de croître de manière verticale, Utopia a trouvé une formule en réseau qui croît en se multipliant. Une expérience grandeur nature d'entreprise alternative qui peut intéresser de près ceux qui sont à la recherche d'autres modes de gestion des entreprises (7).

Michel Bernard ■

■ Utopia, 5, place Camille-Jullian, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 00 15.



Anne-Marie Faucon.



Michel Malacarnet.

(4) On y retrouve les Verts, la LCR, Greenpeace, le collectif Tchernobyl, Récidives, le collectif girondin de soutien à Mumia Abu-Jamal, le collectif contre l'arrêt anti-bivouac, le collectif contre les intégristes à Saint-Eloi...

(5) Utopia et Les Verts ont par exemple porté plainte en septembre 2002 contre la municipalité de Bordeaux qui a voté une énorme subvention pour la tenue en juillet 2003 d'un concert de Johnny Halliday dans la ville. Ils estiment que cette subvention n'a pas lieu d'écorner un budget culturel déjà pour une grande part consacré aux grosses manifestations, à l'opéra. Le chanteur est largement apte à financer ses énormes concerts. Ce n'est pas le cas de nombreuses associations culturelles à qui l'on répond que les caisses sont vides. Devant l'ampleur que prenait cette question, la mairie de Bordeaux a renoncé à financer le concert... n'offrant plus que la gratuité du stade.

(6) A noter qu'un questionnaire auprès des spectateurs sur le droit de vote des immigrés a recueilli 99,5 % d'avis favorables !

(7) Tout n'est pas parfait dans un cinéma : les contraintes d'horaires font qu'il y a plusieurs emplois à temps partiel pour les caisses, les entrées. Les personnes à ces postes (souvent des étudiants) ne participent pas de la même manière à la gestion du cinéma que les autres.

Nomis

Et si la rue était la plus belle salle de spectacle du monde ?

Nomis est un atelier qui a fait le pari, depuis 1998, de faire l'ensemble de ses activités dans la rue, que cela soit le travail de création, les répétitions ou les représentations. Il s'agit de développer un laboratoire de rue afin d'intervenir là où sont les gens. De faire du «spectacle» pour rencontrer ceux qui ne vont pas habituellement au théâtre.

Il y a ainsi actuellement à Bordeaux un bassin devant le conservatoire qui n'est pas mis en eau. Voici une scène magnifique pour y installer un atelier de travail sur le thème du clown et du corps. Cet atelier, qui fonctionne depuis l'automne 2002, débouchera ensuite sur des interventions dans les rues piétonnes de Bordeaux et d'ailleurs.

Depuis sa création, la démarche de Nomis a été reconnue par quelques institutions. Ainsi, le conseil général de Gironde accorde une subvention de 800 euros par an, tout comme la mairie de Bordeaux. Si l'on peut penser qu'il s'agit là d'une reconnaissance du travail dans la rue — car c'est bien ainsi que les dossiers de subventions ont été présentés — il reste une ambiguïté dans les rapports entre la mairie et le groupe. La police municipale demande en effet un planning des interventions au moins quinze jours à l'avance, ce qui bloque d'éventuelles actions ponctuelles.

Gwénaëlle, qui anime ce groupe, estime qu'être présent dans la rue est une action qui

permet de lier le culturel et le social. C'est travailler sur le *vivre ensemble*. C'est déjà politique d'être dans la rue. Cela le devient encore plus quand les acteurs rejoignent d'autres associations dans des actions revendicatives. Ainsi, Nomis a rencontré les animatrices de la Basse-Cour (voir par ailleurs) à l'occasion de la manifestation contre l'arrêté anti-bivouac. Lors de cette action, plusieurs acteurs ont déroulé une banderole couverte de mots «fragile» autour de ceux qui manifestaient en bivouaquant.

Les choix des thèmes des spectacles se font en fonction de l'actualité.

«En solde» de «Supervérole» est une courte pièce chorégraphique pour être consommable. Un regard naïf sur notre quotidien avec le caddie et la télévision comme les deux mammelles de notre vie.

C'est un appel citoyen quand ce mot ne veut plus rien dire : «question un, qu'est-ce qu'on va devenir ? question deux : qu'est-ce qu'on peut y faire ?»

Plutôt que de faire de la politique à travers un slogan, le groupe essaie de faire réfléchir à travers des actions corporelles, ludiques. Cela passe par l'usage de la danse, du théâtre, des masques, des échasses, etc.

Les spectacles créés dans les rues de Bordeaux vivent ensuite en d'autres lieux, en d'autres rues. Le groupe s'est déjà produit pendant le festival de



Libourne, à Chalon-sur-Saône, à Mulhouse, à Cergy...

Au départ, il y avait une dizaine de personnes sur le projet. Après quelques années, le noyau dur s'est stabilisé à cinq personnes. Il revendique aujourd'hui la plus belle scène d'action du monde.

■ Nomis, 72, cours de la Marne, 33800 Bordeaux, tél : 06 07 09 33 82.



Marches poétiques

Suarri Silex est un groupe de créateurs aquitains, né en 1999 en pays basque, installé depuis 2000 en Dordogne, qui propose de multiples activités : danse contemporaine, chant et voix, musiques (percussions, txalaparta, accordéon, électro-acoustique...), arts plastiques (peinture, installations, expositions), arts visuels (photo, film). Le groupe organise des «marches poétiques» qui sont l'occasion de se déplacer dans un pays, et de découvrir un mélange d'arts et de poésie tout au long de la marche. Ces marches sont mises en place avec les artistes des pays traversés. Les marches peuvent être aussi l'occasion de collecter des images, des sons, des matières pour de futures activités.

■ Suarri Silex, Le Bigor, 24290 Montignac, tél : 06 75 62 18 45.



DR

L'esprit de la Mouche

L'association «l'écrit de la Mouche» a été créée en 1997. Elle a créé sa propre revue : «Les Hésitations d'une Mouche», revue trimestrielle de 16 pages. Elle est rédigée pour le moment par cinq personnes, toutes bénévoles. Issues de milieux différents, elles ont toutes en commun une passion immodérée pour la lecture, et un goût certain pour l'écriture. «Les Hésitations d'une Mouche» publie des nouvelles courtes ainsi que deux pages de poésie. Carte blanche est donnée aux illustrateurs et dessinateurs pour peaufiner la couverture. Pas moins de 130 auteurs ont déjà éclaboussé les pages de la Mouche de leur talent. Grâce à un réseau de connaissances méticuleusement tissé dans l'univers de la micro-édition, la Mouche saura vous orienter dans la galaxie fourmillante des revues de littérature.

DR

Espéranto

Parce qu'elle est construite sans exception et que à chaque son correspond une seule écriture, la langue internationale mise au point il y a plus de cent ans par le Docteur Zamenhof, peut devenir demain une langue universelle complémentaire des langues régionales. Elle peut s'apprendre beaucoup plus vite que l'espagnol, la langue actuellement en plus fort développement et bien sûr bien plus vite que l'anglais et ses très nombreuses exceptions que les Etats-Unis essaient d'imposer comme langue commerciale.

■ Espéranto 24, 22 bis, rue Charnay-Frachel, 24000 Périgueux.

■ Groupe Espérantiste Périgourdin, 32, rue Paul-Dumas, 24000 Périgueux.

■ Groupe Espérantiste Le Fleix, M. Trény, Aubourg, Tourène, 24130 Le Fleix.

■ Groupe Espérantiste Sarladais, Les Landes, 24200 Proissans.

■ Espéranto Gironde, 2 rue Augustins, 33000 Bordeaux.

■ Espéranto Jeunes Aquitaine, Bruno Ferré, 12, rue Blanqui, 33150 Cénon, tél : 05 56 86 30 34

■ Espéranto, Berdouzin, 33190 Hure, tél : 05 56 61 22 61.

■ Espéranto Pays Fayen, 1, Billette, 33220 Margueron, tél : 05 57 41 23 75.

■ Espéranto Pays Fayen, 65, rue Langalerie, 33220 Sainte-Foy-la-Grande, tél : 05 57 46 31 12.

■ Cercle espérantiste montois, maison des associations, boulevard Candau, 40000 Mont-de-Marsan.

■ Cours d'espéranto, Huguette Duchamp, 18, rue Général-Gouget, 47150 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 70 78 71.

■ SIKÀ-Espéranto, Galapian, 47190 Aiguillon.

■ Espéranto 64, Le Kiosque, rue de la République, 64000 Pau.

■ Espéranto Pau-Adour, maison Patie, 70 boulevard Recteur-Jean-Sarrailh, 64000 Pau, tél : 05 59 32 05 48.



■ L'écrit de la Mouche, 14, rue des Sagittaires, 33440 Ambarès, tél : 06 03 41 50 71.

Recherche et art contemporain

L'association Archéoptéryx organise des stages et des ateliers de recherche et de création dans différents lieux : structures scolaires et universitaires, école des beaux-arts de Bordeaux, centres spécialisés, centres d'animation, musées, autres associations. Elle met en place des événements artistiques et culturels : expositions, workshops, publications, action, rencontres et discussions. Elle promeut la recherche artistique (pôle recherche). Elle tend à créer un terrain d'interaction entre différents domaines de réflexion afin de diversifier les champs d'application et de résonance de l'art contemporain.

■ Archéoptéryx, 9, rue Puits-Descazeaux, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 96 22.



Musicophages

Médiathèque associative, promotion des nouveaux créateurs, privilégier les cultures populaires, préserver la liberté d'information, présenter des labels indépendants, documents radiophoniques, créations plastiques, fanzines, vidéos, tout cela en autofinancement !

■ Les Musicophages, 21, rue Grenouilla, 47000 Agen, tél : 05 53 95 58 32.

Presse purée

Cette association a pour vocation de faciliter la médiatisation des événements émanant d'organismes associatifs d'ordre culturel, social et sportif. Elle favorise leur communication à travers des supports radio, des sites, et deux journaux qu'elle édite, Fac totum et 4 Vents.

■ Presse purée, 2, rue des Dames-de-Saint-Maur, 64000 Pau, tél : 05 59 30 90 30.

Occitanie du Béarn

Depuis plus de 20 ans, l'Ostau Bearnés rassemble les associations occitanes en Béarn. En 2002, 28 associations sont fédérées à l'Ostau Bearnés. L'Ostau et ses associations offrent différents services : cours de langue, danses, musique, théâtre,

offres d'emplois, service de traduction, bals, concerts ...

■ Ostau Bearnés, 46, boulevard Alsace-Lorraine, 64000 Pau, tél : 05 59 30 60 34.

Quelques festivals

■ Festival du mime, Mimos, nouveau théâtre, 1, avenue d'Aquitaine, 24000 Périgueux, tél : 05 53 53 18 71. *Chaque année en août.*

■ Via la rue, 16, rue Saint-James, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 85 13. *Festival des arts de la rue, fin mai, dans le quartier Sainte-Croix.*

■ Festival des pays du Sahel, office de tourisme, 127, avenue de Maubuisson, 33121 Carcans, tél : 05 56 03 34 94.

■ Festival international du cinéma au féminin, APECBA Films, 6, avenue d'Eysines, 33200 Bordeaux, tél : 05 56 17 00 33. *En septembre.*

■ Les Nuits atypiques de Langon, 8, place des Carmes, 33210 Langon, tél : 05 57 98 08 45. *Festival avant la nuit du 4 août avec mélange de musique et de débats politiques sur les thèmes de la solidarité, des droits de l'homme et dans plusieurs langues.*



■ L'Echappée belle, parc de Fongravey, 33290 Blanquefort, tél : 05 56 95 49 00. *Spectacle de rue pour jeune public.*

■ Les Chantiers de Blaye, citadelle de Vauban, 33390 Blaye, tél : 05 57 42 93 39. *Festival de théâtre.*

■ Fest'Arts Libourne, Ecole Jean-Jaurès, 33500 Libourne, tél : 05 57 74 13 14. *Festival international des arts de la rue.*

■ Les Journades, 7, rue Eugène-Faivre, 33730 Villandraut, tél : 05 56 25 83 95. *Développement culturel en milieu rural et organisation d'un festival d'été.*

■ Festival d'Uzeste, compagnie Lubat, 4, rue Faza, 33730 Uzeste, tél : 05 56 25 38 46. *Festival en août avec de nombreuses activités transartistiques proposées au public.*

■ Festival BD en Bordelais, Image et bande dessinée, résidence Les Aubiers, G2-540, 19, rue François-Roganeau, 33800 Bordeaux, tél : 05 57 19 02 42. *Promotion de la lecture par la bande dessinée : interventions éducatives, édition de revues professionnelles L'Avis des Bulles, formation de bibliothécaires, enseignants et animateurs.*

■ Festival du conte interculturel, 25, rue Permetade, 33800 Bordeaux, tél : 05 56

- Chantons sous les pins, BP 65, 40102 Dax cedex, tél : 05 58 74 70 70. *Organisation du festival du même nom, au printemps chaque année.*
- Furis off, Mauvaises fréquentations, Aubourg, 40400 Lesgor, tél : 05 58 57 91 00.
- INARI Productions, Denis Reynaud, 38, avenue Napoléon-1er, 40990 Saint-Paulès-Dax, tél : 06 99 38 17 35. *Réalisation de clips et cessions live pour groupes fauchés, activités parallèles, et projets d'un festival de courts métrages.*
- Festival International d'orgues de bar-



DR
barie, Les Fadas de la musique mécanique, Hôtel de Ville, 47240 Bon-Encontre, tél : 05 53 96 92 93.

■ Les Folkloriades 47260 Castelmoron-

sur-Lot, tél : 06 82 93 55 55. *Festival pluridisciplinaire en juillet à Castelmoron : musique, danse, peinture, sculpture, expositions, artisanat, gastronomie.*

■ Jazz en Villeneuvois, maison du Tourisme, boulevard de la République, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 36 70 16. *Organisateur du festival en Villeneuvois autour du 14 juillet.*

■ Blues station in Tournon, Mairie, 47370 Tournon-d'Agenais, tél : 05 53 40 72 14. *Festival blues à Tournon-d'Agenais. Stages de guitare, basse, batterie, harmonica.*

■ Staccato, BP 62, 47800 Miramont-de-Guyenne, tél : 05 53 83 05 02. *Organisation du festival Abracada'sons, Nuit des Fanfares, festivités toute l'année.*

■ Bi harritz lau xori, Biarritz culture, 2, rue Darrichon, 64200 Biarritz, tél : 05 59 22 20 21. *Expressions culturelles basques et d'ailleurs, en mars.*

■ On se fait un cirque ! Biarritz culture, 2, rue Darrichon, 64200 Biarritz, tél : 05 59 22 20 21. *En mai.*

■ Festival des 3 Cultures, BP 335, 64500 Ciboure, tél : 06 13 82 14 86. *Festival des 3 Cultures, chaque année pour l'Ascension, rencontres entre les villes de Ciboure, Collioure, Calvi au travers des cultures basques, catalanes, corses. Rencontres Txalaparta et percussions au mois d'août à Ciboure Socoa. Ecoles de Txalaparta toute l'année.*

Et également Dordogne

■ Le Montaigne, 19 bis, cours Montaigne, 24000 Périgueux, tél : 05 53 53 58 74. *Cinéma d'art et d'essai.*

■ Théâtre Grandeur Nature, 2, rue Jacques-le-Lorrain, 24000 Périgueux, tél : 05 53 46 78 98.

■ Le Son du Tam-Tam, 2, rue Jean-Jacques-Rousseau, 24100 Bergerac, tél : 05 53 57 85 72.

■ Le Cyrano, 2, rue des Carmes, 24100 Bergerac, tél : 05 55 77 40 79. *Cinéma d'art et d'essai.*

■ Overlook, 6 rue Maréchal-Joffre, 24100 Bergerac, tél : 05.53.63.03.70. *Ecole de rock à partir de 8 ans.*

■ Une guitare dans vos cordes, 94, avenue Marceau-Feyru, 24100 Bergerac, tél : 05 53 23 72 18. *Cours de guitares à partir de 7 ans.*

■ La Gargouille, salle le Petit Chat Noir «Les Vaures» 24100 Bergerac, tél : 05 53 22 54 76. *Théâtre populaire.*

■ Les Comédiens de Naillac, centre social de Naillac, 24100 Bergerac, tél : 05 53 57 92 78.

■ Les Contes de Picquecailloux, 73, rue Anatole-France, 24100 Bergerac, tél : 05 53 58 14 69.

■ Le Rex, 18, avenue Thiers, 24200 Sarlat, tél : 05 53 31 04 39. *Cinéma d'art et d'essai.*

■ Galerie Za, Pierre Shasmoukine, Gorodka, 24200 Sarlat, tél : 05 53 31 02 00. *Exposition d'artistes russes et d'autres pays de l'Est.*

■ Primo Véré, Le Bourg, 24360 Champniers-et-Reilhac, tél : 05 53 56 05 30. *Développement des activités artistiques et culturelles du haut Périgord.*

■ Le Lux Louis Delluc, place Général-de-Gaule, 24480 Le Buisson-de-Cadouin, tél : 05 53 22 00 41. *Cinéma d'art et d'essai.*

■ Le Club, 24 ter, avenue du Stade, 24490 La Roche-Calais, tél : 05 53 91 48 18. *Cinéma d'art et d'essai.*

■ Le chant des toiles, L'Arcadie, 24580 Plazac, tél : 05 53 50 74 40. *Maison d'édition de produits spirituels et de développe-*

ment personnel.
■ Le Max Einder, rue des Mobiles-de-Coulmiers, 24600 Ribérac, tél : 05 53 90 68 50. *Cinéma d'art et d'essai.*

■ Harmonia, Véronique Massoni, Les Selves, 24290 Montignac, tél : 05 53 50 54 94. *Productions d'instruments à sons harmonieux comme éolyle, harpe tubulaire, gong, didjiridu, tempoura, bol...*

■ Au grès du feu, 24620 Tamnies, tél : 05



53 28 85 39. *Cours et stages de poterie pour enfants et adultes. Présentation du raku, cérémonie du thé au Japon avec des pots en céramiques, méthode de poterie africaine...*

Gironde

■ Le Samovar, 18, rue Sauvageau, 33000 Bordeaux. *Salon de thé, bibliothèque, lieu de convivialité.*

■ Le Tch'ai bar, 51, rue du Mirail, 33000 Bordeaux. *Salon de thé, ambiance zen, cadre en bois.*

■ Artistes indépendants d'Aquitaine, 27 bis, rue de la Benatte, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 24 48 03. *Association artistique (peintres, sculpteurs, graveurs...) regroupant 60 personnes et organisant une exposition annuelle au moment de la Toussaint. Rencontres et échanges entre artistes, animations culturelles...*

■ Atelier Saint-Eloi, 13, rue Teulère, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 81 54 01. *Ateliers de dessin avec modèle vivant. Séances libres et séances assistées. Initiation à la photographie : réglages de l'appareil, développement de négatifs NB et tirages au labo (cours individuels).*

■ Trans Garonne communication, 11, rue Vergniaud, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 51 72 45. *Enseignement et animation en arts plastiques, promotion et valorisation des artistes vivant dans la région, formation professionnelle aux métiers de l'animation spécialisés en arts plastiques développement culturel.*

■ Ciné Xanadu, 15, cité Mouneyra, appartement 15, 33000 Bordeaux, tél : 06 76 80 11 67. *Créée en février 2001, l'association Ciné Xanadu est née de la volonté de défendre et promouvoir : tant le débat d'idées critiques et le cinéma indépendant, art et essai, que la politique de programmation des salles de proximité.*

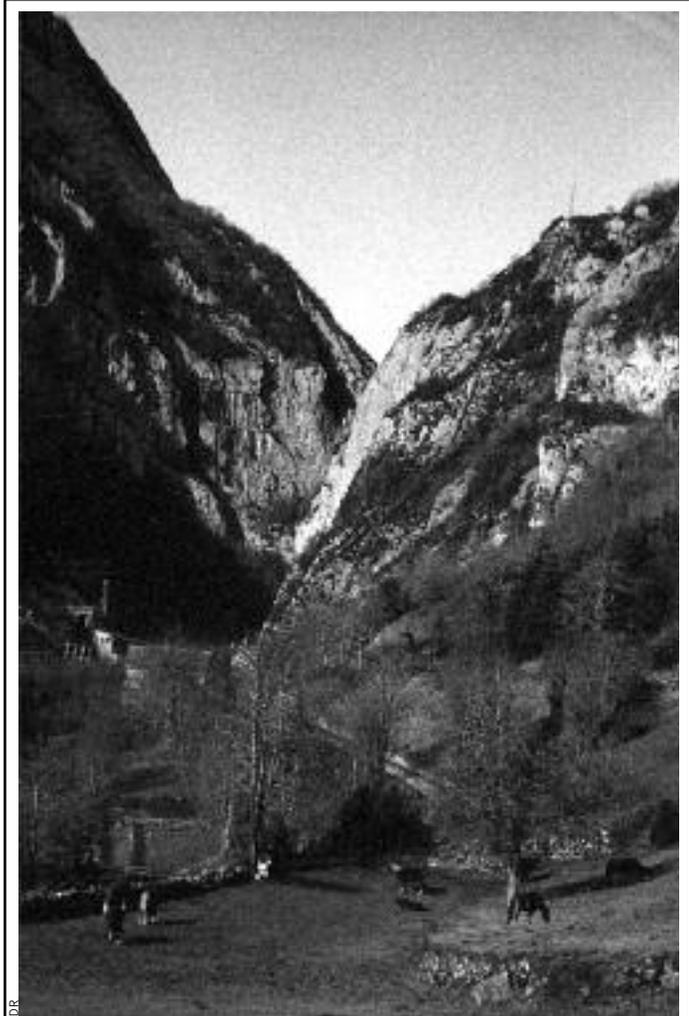
■ Scenarii 5, Rue Tourat, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 80 35. *Atelier d'expression : écrire un scénario. Jouer un rôle. Réaliser, tourner et monter un court-métrage. Stages de prise de vue et montage virtuel.*

■ Ciné Jean-Vigo, 6, rue Franklin, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 35 17. *Salle art et essai.*

■ Le Grand Manitou, 19, rue Tiffonet, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 31 14 11. *Bar avec soirées contes, débats...*

■ Cirkmu, 37, rue Fusterie, 33000 Bordeaux, tél : 05 57 59 10 50. *Théâtre engagé.*

■ Corps et arts, 30, rue Bouquière, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 81 59 17. *Stages de photographie, différents procédés de déve-*



Vath d'Aspa

En novembre 1998, de jeunes Aspois décident de retrouver leur identité. Ils montent l'association Vath d'Aspa, en invitant les habitants des treize villages de la vallée, des plus jeunes aux plus anciens, à promouvoir leur culture, favoriser son expression, encourager les créations. L'auberge de l'Estanguet devient le point central des activités. Plus de 100 adhérents ont rejoint l'équipe fondatrice. L'atelier «théâtre», mené par Chantal Bascouert, met en scène des créations aspoises («Hilhôta a maridar» de Monique Lopez, «l'immortèla» d'André Eygun), prépare de nouvelles pièces en invitant les enfants à participer, et s'attache à préserver ce vocabulaire savoureux, ces tournures de phrases locales. Quelques élèves appliqués suivent des cours de béarnais avec Valerie Aguerreche. L'atelier chant, mené par Joëlle Garcet-Lacoste, s'est renforcé des belles voix de Lees, Accous et Escot, pour préparer un CD à partir de textes collectés, de mélodies traditionnelles autrefois chantées et menacées d'oubli. Des voix pures d'enfants, des timbres vibrants de femmes compléteront le répertoire des chants graves des bergers.

Les Menestrers Gascons et Vath d'Aspa ont mis en place des cours de flûte à trois trous avec Jean Baudoin, de violon avec M. Lucion, d'accordéon diatonique avec Benoit Larradet, et de danses avec Marie-Claude Hourdebaigt, Lionel Dubertrand et Chistian Josuèr.

■ Vath d'Aspa, l'Estanguet 64490 Accous.

loppement photo (sténopé, baryté, noir & blanc, grand format...).

■ Bordonor et kidnapping, 129, cours Edouard-Vaillant, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 43 53 08. *Lieu culturel proposant une halte-garderie culturelle du soir : le P'tit couche-tard.*

■ Egone, 128, cours Victor-Hugo, 33000 Bordeaux, www.egone.net. *Maison d'édition.*

■ Théâtre en miettes, 40, rue Joséphine, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 43 06 31. *Ecole de théâtre.*

■ Atelier de la manutention, 13, rue de la Manutention, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 93 84 27. *Ecole de théâtre.*

■ Migrations culturelles, 16, rue Ferrere, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 51 00 78. *Coordination de nombreuses activités culturelles.*

■ Expression, 21, impasse Sully, rue Paulin, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 01 12 41. *Association de danse contemporaine, travail corporel, peinture, terre, voix. Ateliers pour les petits (dès 20 mois).*

■ Le Carreau, 17 bis, rue Camille-Godard, 33000 Bordeaux, tél : 05 57 87 61 93. *Atelier de danse contemporaine pour enfants (à partir de 4 ans) et adultes.*

■ Association O Sol de Portugal, 16 bis, rue du Serpolet, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 01 04 19. *O Sol de Portugal a pour objectif de divulguer et promouvoir le patrimoine culturel portugais.*

■ Compagnie Apsaras Théâtre, 155, rue Naujac, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 48 58 05. *Recherche et créations théâtrales.*

■ Duodélie, 49, rue Brizard, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 99 25 85. *Lecture à haute voix et promotion de tout autre art vivant.*

■ Fenêtre sur rue, 11, rue Thiac, 33000 Bordeaux, tél : 05 57 95 86 35. *Recherche, création, animation et diffusion artistique entre ses membres et dans le public.*

■ K2pn, 31, Lafaurie de Monbadon, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 81 85 30. *Architecture, paysage, scénographie, création.*

■ Le Pet de Satan, 16, rue Saint-James, 33000 Bordeaux, tél : 06 16 54 20 10. *Création de spectacles vivants avec des professionnels.*

■ Savoir-Faire d'Aquitaine, 1, terrasse Front-du-Médoc, petite Tour-2000, 33000 Bordeaux, tél : 05 57 57 03 77. *Elaboration et mise en œuvre de projets d'édition, d'exposition, de communication, d'événements mettant en valeur les pratiques artisanales, artistiques, littéraires, scientifiques... caractéristiques de l'identité aquitaine.*

■ Théâtre du chapeau, 16, rue Saint-James, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 92 06.

■ Tombés du ciel, 25, rue Calvé, 33000 Bordeaux, tél : 06 14 40 05 41. *Création et diffusion de spectacles de théâtre dans un but de sensibiliser à la culture scientifique.*

■ Madrasat El Fann, 14, cours Evrard-de-Fayolle, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 24 09 73. *Cours de danse orientale, égyptienne, pour enfants et adultes.*

■ Macunaima, 31, avenue du Docteur-Schinazi, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 39 97 05. *Espace culturel brésilien.*

■ 4 Cats, 123, rue Lagrange, 33000 Bordeaux, tél : 05 57 87 09 55. *Cours de théâtre, méthode Stanislavsky, pour débutants ou plus avancés.*

■ Glob'théâtre, 69, rue Joséphine, 33000 Bordeaux.

■ Ratbone records, Luc Ardilouze, BP 11, 33023 Bordeaux cedex. *Label indépendant hardcore, punk...*

■ Vicious Circle records, Philippe Couderc, BP 15, 33031 Bordeaux cedex, tél : 05 57 59 14 13. *Label musical indépendant de dub, punk rock, pop, noise, jazzcore avec Improvisators Dub, Shannon Wright...*

■ ART en JE, 17, rue Lavoisier, 33130 Bègles, tél : 05 56 49 43 97.

■ Association Bidule et Chose, Résidence Mussonville, Bâtiment C, rez-de-chaussée, 33130 Bègles, tél : 05 56 49 43 76.

■ Association Armor c/o Monique Le Bronec, 12, rue Commandant-Charcot, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 57 74 03 86. *Dances bretonnes, cours de langue.*



■ Clown Théâtre, BP 30, 33023 Bordeaux cedex, tél : 05 56 98 49 03. *Stage de clown et de théâtre.*

■ ASCO, Actions spectacles culture d'Ornon, c/o Jacques Patier, 6, rue des Lupins, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 04 44 74. *Collectif d'associations culturelles.*

■ Art' Créa, c/o M. Dumain, 5, chemin Gaston, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 75 95 42. *Atelier artistique, cirque, danse, musique, arts plastiques.*

■ Compagnie Présence Mme Pariès, 24, avenue Jean-Rostand, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 87 56 64. *Création chorégraphique, technique de relaxation et sophrologie.*

■ GaiSaVoi ! Claudie Allemandou, 25, rue Anatole-France 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 74 79 76. *Atelier d'initiation et de perfectionnement aux techniques d'expression de l'acteur et atelier de recherche et de travail de créativité.*

■ Ganapati, 19, avenue de République, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 87 12 62. *Ganapati est une association culturelle dont le but est de promouvoir la connaissance de la civilisation de l'Inde sous ses aspects les plus divers. Elle organise des spectacles, concerts, récitals de chant avec des artistes indiens connus.*

■ Théâtre Pour Tous, Jean-Paul Bruzard, 5, rue Maréchal-Lyautey, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 87 87 12. *Atelier de théâtre.*

■ Zouck Feeling, Patrick Dunoyer, 12, rue Commandant-Charcot, 33140 Villenave-d'Ornon, tél : 05 56 74 83 76. *Orchestre Zouck, Salsa et Reggae.*

■ L'Estran, 209, rue Georges-Clemenceau, domaine Caupian 33160 Saint-Médard-en-Jalles, tél : 05 56 95 82 25. *Favoriser l'émergence et la réalisation de projets d'adolescents et de jeunes adultes dans un environnement favorable aux échanges et rencontres.*

■ Périphéries productions, 11, rue de l'Avenir, 33200 Bordeaux, tél : 05 56 32 96 05. *Production et réalisation et distribution de films documentaires de proximité.*

■ Ateliers de théâtre, 26, rue Jules-Bethéder, 33200 Bordeaux, tél : 05 56 08 22 23. *Pour jeunes de 8 à 14 ans.*

■ Les Colonnes, rue Docteur-Castera, 33290 Blanquefort, tél : 05 56 95 49 00. *Cinéma d'art et d'essai.*

■ Ateliers de l'art cru, 36, rue Chantecrit, 33300 Bordeaux, tél : 05 56 69 06 63. *Atelier d'arts plastiques, argile, peinture, dessin, expressions corporelles...*

■ Palsimpseste, 147, avenue de l'Hippodrome, 33320 Eysines, tél : 05 56 16 01 61. *Développement culturel par le biais d'ateliers de sensibilisation à la musique d'ensemble avec création d'un ensemble de pratique amateur appelé Abracadaband.*

■ Musiques de nuit diffusion, 7, résidence les Hauts-de-l'Hippodrome, 33320 Eysines, tél : 05 56 28 57 14.

■ AMGT, 15, allée du Bastard, 33360 Latresne, tél : 05 56 21 71 43. *AMGT est une des associations représentant la communauté turque de Bordeaux et ses environs. Elle œuvre dans les domaines socio-culturel, éducation, échanges interculturels et religieux.*

■ La Maison des Lutins, 11, route de la Forêt 33370 Salleboeuf, tél : 06 07 71 68 58. *Animations musicales.*

■ Théâtre du Mascaret, maison des associations, 33390 Plassac, tél : 05 57 42 27 65.

■ Arema rock et chanson, 181, rue François-Boucher, 33400 Talence, tél : 05 57 35 32 32.

■ Atelier d'Emile, 15, place Emile-Zola, 33400 Talence, tél : 05 56 90 00 02. *Ateliers d'arts pour enfants et adultes.*

■ Sonore Franck Stofer, BP 94, 33402 Talence cedex, tél : 06 22 60 85 20. *Label qui propose d'autres musiques et soutient celles a priori «difficiles».*

■ Le Lux, 6, place de la Libération, 33410 Cadillac, tél : 05 56 62 13 13. *Cinéma d'art et d'essai.*

■ Déclit Circus, Le Grand Bideau, 33430 Le Nizan, tél : 05 56 38 93 57. *Promouvoir les arts du cirque.*

■ Ciné Evasion, place de la République, 33440 Ambarès, tél : 05 56 77 59 98. *Cinéma d'art et d'essai.*

■ Ateliers de la Fontaine, Le Truc, 1, chemin Martin, 33450 Saint-Loubès, tél : 05 56 68 68 68. *Aquarelle sur papier mouillé, peinture sur bois, porcelaine, art floral, peinture à la cire, calligraphie, mosaïque, danse intuitive...*

■ Du Rire Aux Larmes, 21, route de Paris, 33500 Les Billaux, tél : 06 86 04 74 60.

■ Association Cinéma Jean-Eustache, 1, rue des Poilus, 33600 Pessac, tél : 05 56 46 00 96.

■ Pied de Nez, hôtel de ville, 33670 Créon, tél : 05 57 24 20 89. *Cie de mime Jean-Bernard Laclotte.*

■ Le Max Linder, rue Docteur-Fauché, 33670 Créon, tél : 05 56 23 06 96. *Cinéma d'art et d'essai.*

■ Groupe Expression, 21, Allée La Jeunesse, 33700 Mérignac, tél : 05 56 97 32 15. *Groupe de cinquante plasticiens girondins, peintres et sculpteurs. Diversités de styles dans la qualité en art contemporain. Réunion mensuelle à Mérignac (Arlac), ouverte à tous.*

■ Les Labyrinthes, 12, rue de la Vieille-Eglise, 33700 Mérignac, tél : 06 72 93 44 06. *Promouvoir les expressions artistiques exprimées par la création théâtrale et toute intervention dans le domaine du théâtre.*

■ La Gigogne, 79 bis, avenue de la Libération, 33700 Mérignac, tél : 05 56 12 02 57. *Conception et réalisation d'outils d'information et de communication de proximité. Récolte de paroles et restitution*

sous forme artistique mêlant son, images et performance plastique.

■ Lucane records, David Louis, 15 bis, la Reuille, 33710 Bayon-sur-Gironde, tél : 05 57 64 98 10. *Label musical indépendant, orienté styles émotion rock pop musiques.*

■ Permis de jouer, 12, avenue des Côte-de-Bourg, 33710 Tauriac, tél : 05 57 68 26 96. *Création et organisation d'événements culturels.*

■ Créative en sud Gironde, 18, rue de la Fontaine, 33720 Landieas, tél : 05 56 62 47 63. *Promouvoir ou créer toutes activités liées à la vie et à la culture en pays de sud Gironde ; développer les actions de rencontre, d'amitié et d'entraide avec d'autres pays.*

■ Le P'tit rouge, 8, rue Mauriac, 33800 Bordeaux. *Bistrot engagé dans les luttes sociales.*

■ Pignon Sur Grue, 7, rue Gensan, 33800 Bordeaux. *Promouvoir et diffuser l'activité artistique actuelle ; à travers l'action culturelle, mettre en place un développement local et social de quartier.*

■ Théâtre de l'Œuf, 1, rue des Bénédictines, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 91 78 84. *Promouvoir le théâtre dans une transversalité de formes comme la musique, la danse ou encore la peinture, et ce, à travers des interventions pédagogiques, des créations et des diffusions de spectacles vivants.*

■ L'Irantelle, Mairie, Le bourg, 33820 Saint-Palais, tél : 05 57 32 97 45. *L'association a pour objectif le développement de l'identité poitevine-saintongeaise de Gironde et une meilleure connaissance des autres langues d'oïl.*

■ Métamorphoz, Sylvain Coulon, 29, avenue d'Embeyres, 33870 Vayres, tél : 06 16 18 73 96. *Label indépendant de cassettes de musique et compilation.*

■ Atelier d'art, 3, chemin Valteau, 33920 Saint-Yzan-de-Soudiac, tél : 05 57 58 01 67. *Gravure sur bois, dessin, peinture.*

Landes

■ Sabor discs, Hervé Molia, 6 rue Gaston-Phoebus, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 06 15 53. *Label musical indépendant tourné entre autres vers les musiques d'Amérique latine. Réalise l'émission Black Supermarket, sur MDM (101.1 fm), musique métissée latino, jazz, funk, reggae...*

■ Thierry Rousselet, c/o MF Lastecoueres, maison Jouandillons, 40090 Campagne. *Auteur de poésie moderne et chansons à textes.*

■ IDAL, résidence Rives-de-l'Adour, 2, rue de la Tannerie, 40100 Dax, tél : 05 58 74 93 74. *Gestion de musiciens, création d'événements musicos, expos, théâtre...*

■ La Source, résidence Rubens, Bas Sablar, 40100 Dax, tél : 05 58 56 38 00.

■ Harmonie des Petites Landes, esplanade des Remparts 40120 Roquefort, tél : 05 58 75 36 23. *Enseignement musical, formation des musiciens, organisation et exécution de programmes et prestations musicales.*

■ Lou Picachou, 40140 Azur, tél : 05 58 48 13 03. *Scène improvisée le 3e vendredi de chaque mois, sauf en été, pour les musiciens isolés.*

■ La Locomotive, 6, rue Edith-Piaf, 40220 Tarnos, tél : 05 59 50 25 92. *Locaux de répétition.*

■ MTT, Monte ton tremplin, Café Boissec, 40250 Larbey, tél : 06 85 07 76 12. *Organisation de spectacles musicaux.*

■ Latitude production, 1175, Le Clos Molia, 40380 Gamarde, tél : 05 58 74 24 74. *Organisation de spectacles, de*

concerts...

- Daniel Rodriguez, maison Clairbois, 40390 Saint-Martin-de-Seignaux. *Projet de café-concert au sud des Landes.*
- Music Action, Le New Commerce, place Gambetta, 40400 Tartas.
- LMA, Landes musiques amplifiées, BP 8, 40465 Pontonx, tél : 05 58 55 51 15. *Organisation de concerts, suivi d'artistes, infos.*
- Studio Ouao, Fabien Boëuf, 1801, chemin de Nogué, 40700 Horssarrieu, tél : 05 58 79 37 36.

Lot-et-Garonne

- ACPA, Associacion per la Cultura Populara en Agenès, Centre municipal, 10, rue Ledru-Rollin, 47000 Agen, tél : 05 53 48 25 27. *Centre de ressources des musiques et danses traditionnelles en Lot-et-Garonne.*
- Ateliers des cinq sens, maison des Enfants, 41, rue Palissy, 47000 Agen, tél : 05 53 47 09 62. *Eveil musical pour les enfants de 3 à 8 ans.*
- Zarbatuk, Le Florida, 95, boulevard Carnot, 47000 Agen, tél : 06 21 03 03 49. *Animations, carnivals, festivals. Musique de samba et de batucada.*
- Yaka/Djembé, 88, rue Lafayette, 47000



DR

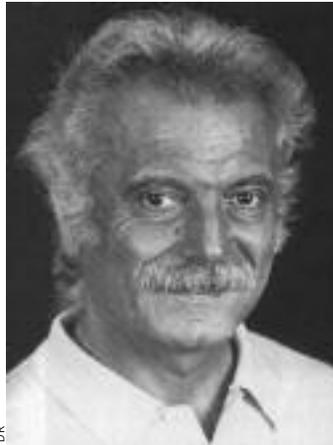
- Agen, tél : 06 03 49 67 07. *Concerts, spectacles. Musique et danse africaines. Initiation à la percussion africaine (djembé).*
- Art Ciné, 16, rue Nationale, 47110 Sainte-Livrade-sur-Loz, tél : 05 53 01 40 05. *Promouvoir le cinéma en milieu rural et semi-rural.*
- Le Parvis de Duras, maison du Pays, boulevard Jean-Brisseau, 47120 Duras, tél : 05 53 83 49 16. *Atelier théâtre pour adultes.*
- La Grange Blues/Notes, Au Bourg, 47120 Loubès-Bernac, tél : 05 53 94 38 42. *Organisation de spectacles vivants en milieu rural, expositions, ateliers pour enfants : initiation aux sons, danse africaine.*
- Château de Monteton, 47120 Monteton, tél : 05 53 20 24 40. *Stages de musiques rock'n blues et chanson française, formation à la guitare, etc.*
- Mandala, Tambour, 47140 Trentels, tél : 06 63 21 45 07. *Concerts. Ateliers en milieu scolaire. Compositions personnelles, musique afro-celto-irlandaise et bretonne.*
- Diapason, Mauland, Ladjignac, 47140 Trentels, tél : 05 53 41 60 11. *Bals et concerts. Ateliers (pour enfants et adultes) : accordéon diatonique. Musique traditionnelle irlandaise, cajun, occitan.*
- Art-Ka-Dia, 16, lotissement de la Gare, 47140 Penne-d'Agenais, tél : 05 53 41 48 10. *Ateliers, stages : dessin, aquarelle, acrylique, huile, pastel, calligraphie, peinture sur bois, modèle vivant.*
- Association Entr'acte, Le Bourg, 47150 Lacapelle-Biron, tél : 05 53 71 14 05. *Ateliers théâtre pour adultes et enfants.*
- Temps clar, Compagnie Janouille, La Bruguette, 47150 Monflanquin, tél : 05 53

41 46 72. *Animations musicales de rue, ateliers en milieu scolaire. Musique et chant médiévaux et anciens.*

- Pèire Boissière, Vesiat, 47150 Gavaudun, tél : 05 53 36 52 53. *Concerts, conférences, stages, ateliers en milieu scolaire. Chant traditionnel d'aujourd'hui, chant des troubadours, contes...*
- Dans Trad, Courtebotte 47180 Meilhans-sur-Garonne, tél : 05 53 64 37 31. *Sauvegarde, transmission et valorisation du patrimoine dansé.*
- Calou-La-Gouaille, Gardes, 47200 Virazeil, tél : 05 53 20 12 43. *Chanteur de rue et tourneur de manivelle. Chanson française, chanson réaliste, orgue de barbarie.*
- Les Troubadours de Guyenne, rue Saint-Jammes, 47210 Villeréal, tél : 05 53 36 01 22. *Groupe folklorique : spectacles de danses et chants traditionnels de l'Agenais et du Périgord du 19e siècle.*
- ACPB, Association pour la culture populaire en Bruilhois, Barbonvielle, 47220 Astaffort, tél : 05 53 67 18 93. *Ateliers de musiques et danses traditionnelles du Périgord et de l'Agenais.*
- Musique et Culture, 1, rue du Plapier, 47220 Astaffort, tél : 05 53 68 89 08. *Ateliers théâtre tout public.*
- Tipi Percussion Libre, 12 bis, route d'Agen, 47220 Astaffort, tél : 05 53 67 04 62. *Initiation à la pratique d'instruments à percussions : djembé, dunums, bérimbaus, bombos...*
- Art Production, 15, rue du Temple, 47230 Lavardac, tél : 05 53 97 21 59. *Ateliers théâtre pour enfants et adolescents, cirque.*
- Thomas Bienabe, Jean-Blanc, 47250 Labastide-Castel-Amouroux, tél : 05 53 93 59 73. *Concerts de luth oriental et médiéval. Mandoline dans tous ses états.*
- Atelier de chant choral, 18, rue Docteur-Louis-Brocq, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 40 15 31. *Concerts de chant choral a cappella. Chant choral, gospel negro-spiritual.*
- Ténarèze, La Molère, 47310 Moncaut, tél : 05 53 97 15 07. *Concerts, stages, ateliers : découverte de la musique traditionnelle occitane (vielle à roue, violon traditionnel, clarinette, chant...).*
- Alain Cadaillan, La Molère, 47310 Moncaut, tél : 05 53 97 15 07. *Fabrication d'instruments de musique et d'objets sonores.*
- Tendances, Randié, 47360 Montpezat-d'Agenais, tél : 05 53 68 81 10. *Spectacles. Ateliers djembé et petites percussions pour enfants et adolescents. Danses et percussions africaines.*
- Les Margoulins Amplifiés, 10, chemin du Bosq, 47310 Estillac, tél : 05 53 96 75 96. *Organisation de concerts et de spectacles vivants en milieu rural. Musiques alternatives.*



DR

- Grupo Azul Vocal, Tautery, 47340 Hauteffage-la-Tour, tél : 05 53 49 31 55. *Concerts de musique vocale. Musique d'Amérique Latine.*
 - Association Marmite, La Bartasse, 47360 Saint-Sardos, tél : 05 53 95 04 63. *Organisation de concerts, animations musicales, contes musicaux, festival.*
 - The Diggers, La Bartasse, 47360 Saint-Sardos, tél : 05 53 95 04 63. *Concerts, animations de fêtes et festivals. Musiques du monde, musique traditionnelle.*
 - ADICEA, Association d'interventions en créations et expressions artistiques, école Gandaille, 47470 Dondas, tél : 05 53 95 44 46. *Stages, ateliers : dessin, BD, peinture, peinture sur soie, sculpture. Expos, centre culturel d'Agen.*
 - Association culturelle, Mairie, Le Bourg 47500 Cuzorn, tél : 05 53 40 94 87. *Atelier théâtre pour adultes.*
 - CLACS, Centre laïque d'action culturelle et sociale, centre Michel-Delrieu, BP 22, rue du Foulon, 47500 Monsempron-Libos, tél : 05 53 71 02 87. *Ateliers : peinture, dessin, modelage, sculpture, gravure à l'eau forte, peinture sur soie.*
 - Auprès de son arbre, 1, allée Charles-Gounod, 47510 Foulayronnes, tél : 05 53 66 35 77. *Association à la mémoire de Georges Brassens.*
- 
- DR
- Les Arts Verts, 11, avenue du Caoulet, 47510 Foulayronnes.
 - Ty Breizh 47, 3, rue Maurice-Utrillo, 47510 Foulayronnes, tél : 05 53 95 82 89. *Association des Bretons de Lot-et-Garonne : cours de danses bretonnes, atelier de langue bretonne, chant, repas gastronomiques, veillées bretonnes...*
 - Palette Passageoise, centre culturel, 47520 Le Passage, tél : 05 53 96 30 24. *Ateliers de dessin, peinture à l'huile, aquarelle, sanguine, pastel, encre de Chine, dessin, BD. Salon de peinture en mai et décembre.*
 - L'Orange Bleue, 7 bis, avenue des Pyrénées, 47520 Le Passage, tél : 05 53 48 23 14. *Cours, ateliers en milieu scolaire, stages : peinture, dessin, volume, infographie, histoire de l'art.*
 - Théâtre'al Boé, Mairie annexe, 47550 Boé, tél : 05 53 96 21 60. *Atelier théâtre pour enfants et adultes. Animation de la commune.*
 - Espace d'Albret, BP 51, quai de la Baise, 47600 Nérac, tél : 05 53 97 40 50. *Ateliers théâtre pour enfants, adolescents, adultes.*
 - Madier, Tazuin Haut, 47600 Montagnac-sur-Auvignon, tél : 05 53 97 15 30. *Concerts, stages. Chant traditionnel et chant des troubadours.*
 - Trois Huit Circus, La Brisse, 47800 Miramont-de-Guyenne, tél : 05 53 20 65 06. *Stages théâtre, ateliers (pour enfants, adolescents, adultes), baby-cirque (4/6 ans), initiation et perfectionnement aux arts du cirque.*

Pyrénées-Atlantiques

- Enilem Galerie d'Art, 15, rue Lespy 64000 Pau, tél : 05 59 98 07 13. *Galerie d'Art ayant pour but d'aider et de promouvoir de jeunes talents dans le domaine artistique (peinture, sculpture et autres créations).*
- Web'Art, 7, rue du Parlement, 64000 Pau, tél : 06 73 00 94 03. *Cette association a pour but de faire connaître les artistes du département à travers la création, la gestion et la promotion de sites internet, ainsi que l'organisation de manifestations à caractère amateur dans divers domaines artistiques : musique, arts graphiques et plastiques.*
- Gueule de bois rockcitanie, Marie-Claire ou Henry, 46, boulevard Alsace-Lorraine, 64000 Pau, tél : 05 59 72 97 47. *Activités à dominante musicale, fanzine trimestriel avec agenda de concerts, site associatif, organisation de concerts...*
- Mygük, BP 557, 64010 Pau cedex. *Groupe de musique qui s'autoproduit.*
- Cinéma L'Atalante, 7, rue Denis-Etcheverry, 64100 Bayonne, tél : 05 59 55 76 63. *Salle Art-et-Essai qui compte plus de 1000 adhérents.*
- Errobiko Festibala, Ezkandrai, 6, avenue Docteur-Gaudeul, 64100 Bayonne, tél : 05 59 52 95 64.
- Euskal Artistak, 10, rue du Téné, 64100 Bayonne, tél : 05 59 14 56 21. *Promouvoir la culture et les articles du Pays Basque au travers d'un site Internet ; participation à l'organisation de diverses manifestations culturelles et musicales.*
- Atelier Brakoténia, Michelle Gyte, quartier Gibraltar, 64120 Saint-Palais, tél : 05 59 65 83 77. *Poterie céramique proposant des stages et des formations*
- Raconteurs de pays, centre culturel d'Uhaizta, 64130 Menditte, tél : 05 59 28 44 46. *Association de conteurs de la région basque, organisation de manifestations sur le thème.*
- Mendizolan, 1, rue Arnaud-de-Maytie, BP 28, 64130 Mauléon, tél : 05 59 19 12 03. *Edition du mensuel pour enfants PIKA en «euskara», dans deux versions linguistiques : l'une entièrement en souletin, l'autre en navarro-labourdin.*
- Gueule de bois Rockcitanie, 7, allée des Marrières, 64140 Billère, tél : 05 59 72 97 47. *Publie le mensuel «L'Agent d'Amour» pour annoncer concerts et festivals et anime un site internet.*
- Les Ephémères de Banca, Le Fronton, 64220 Arneguy, tél : 05 59 37 19 35. *Présentation d'œuvres artistiques.*
- On stage, château de Maslacq, 64300 Maslacq, tél : 06 08 68 84 18. *Groupe musical hardcore et groove hip-hop.*
- Ilurock, rue Rocgrand, 64400 Oloron-Sainte-Marie, tél : 05 59 36 16 56. *Découverte et promotion de nouvelles formations. Organisation de concerts de musiques diverses et amplifiées.*
- Camino, 81, rue Labarraque, 64400 Oloron-Sainte-Marie, tél : 05 59 39 79 18. *Installation de sculptures contemporaines (Carlos Cruz Diez, Eric Dietmanet...) sur le chemin de Saint-Jacques. A édité deux catalogues sur ces sculpteurs sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle.*
- Aci Gasconha, 19, rue des Quatre-Cantons, 64600 Anglet, tél : 05 59 03 57 06. *Renouveau de la culture gasconne sur Bayonne, Anglet, Biarritz, le Val d'Adour et le Seignanx.*
- Barkatu Ama, 1, allée du Valantin, 64600 Anglet, tél : 06 08 34 32 19. *Promouvoir la culture du Sud-Ouest.*
- Label Skunk diskak, Kristof, BP 548, 64705 Hendaia cedex, tél : 05 59 20 88 38. *Compilation, production notamment de musique jamaïcaine par des groupes basques.*

La revue Ortzadar — Arc-en-ciel en basque — sert de lien entre de multiples associations environnementales du Pays Basque français, non sans faire le lien avec d'autres questions écologistes.

La revue a vu le jour en 1986, à un moment de fort reflux militant. Elle a été lancée par un groupe de militants venant du maoïsme, du PSU et de la CFDT. Tous se posaient des questions à cette époque : qu'est-ce qui pourrait renforcer nos luttes militantes, comment aborder les questions de plus en plus sensibles de l'environnement en y intégrant les questions sociales... La revue est alors pensée comme caisse de résonance aux luttes éparées, à la lutte antinucléaire. La revue est née pratiquement en même temps que les Verts, ce qui provoque un large débat au sein de la revue : faut-il être une force d'appoint d'une structure politique comme le souhaitent certains ou au contraire rester un lieu d'information, de débats. Le choix se fait d'agir aux côtés des associations de terrain et de refuser d'avoir des élus. Il s'agit de relayer des luttes, des réflexions (1). L'un des animateurs, adhérent aux Verts a alors quitté la revue (2). Pour chaque lutte qui apparaît, la revue va inciter les acteurs à s'organiser en association spécifique au problème suivi. Progressivement, cette notion de collectif d'associations, permettant un travail relativement horizontal, thème par thème, a été adoptée largement et aujourd'hui 43 associations dont la revue sont regroupées en collectif.



Ortzadar a fait le choix d'agir aux côtés des associations de terrain.

La question basque

En pleine région basque, la revue est, totalement ou presque, éditée en français. C'est une faiblesse dont sont conscients les animateurs de la revue. Si au début, il y avait une certaine méfiance de la part des groupes municipaux basques, la pratique quotidienne, désintéressée, l'absence d'ambitions électorales, ont laissé rapidement place à une perception de la revue «en défense du patrimoine basque».

Environnement et social

L'inconvénient des associations locales, c'est le risque de la réaction Nimby (not in my backyard, pas dans mon jardin) qui attire un peu tout le monde sur le domaine de la contestation, mais où il n'y a plus personne pour les propositions. C'est aussi la porte ouverte aux dérapages et, en une occasion, il a été nécessaire de combattre les idées véhiculées par le FN. La revue, en plaçant les questions environnementales en lien avec les questions sociales permet d'éviter cet inconvénient : d'une part, cela pousse à agir localement tout en élargissant les questions à une vision plus large, d'autre part, cela incite, par l'écriture, à mettre les débats à plat et à éviter les dérives qui le plus souvent ne sont qu'orales.

Il n'en reste pas moins qu'à chaque association qui se lance, les animateurs de la revue, fortement aguerris au travail militant, rencontrent des personnes qui n'ont pas l'habitude du milieu associatif et qui n'ont pas forcément une culture sociale très élaborée. Faire émerger des responsables capables de globaliser les enjeux est un perpétuel recommencement. Il y a donc un problème de transmission et l'un des constats est que les animateurs de la revue vieillissent sans qu'il y ait de renouvellement.

Il y a actuellement une quinzaine de personnes qui sont actives dans la réalisation de la revue. Toutes bénévoles. Deux sont issus du PSU et cinq sont des ex-mao. Ils sont présents depuis le début. Deux viennent de la mouvance contestataire de la CFDT. Six personnes sont issues directement des luttes des associations. La transmission des savoirs reste un problème car cela demande beaucoup de temps. La revue n'a pas de locaux : elle se réunit chez l'un d'entre eux, le collectif d'associations dans une MJC. Cela implique que les documentations restent personnelles, et donc difficilement consultables. Cela complique encore le problème de la



Ortzadar

Manifestation contre le TGV.

transmission, dupliquer des documents étant extrêmement coûteux.

La revue compte actuellement plus de 500 abonnés, fait quelques envois gratuits notamment à des centres sociaux, fait quelques dépôts en kiosque. Ce sont les abonnés qui permettent d'équilibrer les comptes de la revue. Ceux-ci sont pour moitié des membres des associations, environ un sur cinq est un sympathisant basque. La revue est diffusée jusque dans le sud du département des Landes, où elle entretient de bons rapports avec les Amis de la Terre et la Sepanso. La revue a aussi des affinités avec la Confédération paysanne. Celle-ci minoritaire dans le département est majoritaire dans la partie basque.

Chaque numéro comprend des rubriques régulières : une page de brèves sociales, une autre de brèves sur les femmes, une autre est rédigée par le groupe ATTAC local, une page culture présente un film dans chaque numéro, le reste est consacré aux dossiers du collectif.

Ces dossiers sont très bien documentés. Ils viennent d'une méthode de travail sur le terrain extrêmement pertinente. Menaçant les institutions de recours devant la CADA, commission administrative garantissant le libre accès aux documents administratifs, le collectif épluche les rapports qui circulent localement ou nationalement dans les DRIRE, les mairies, l'ANDRA, l'IFREMER... (3). Ainsi, c'est dans cette dernière institution qu'ils trouvent un rapport sur la pollution au mercure des huîtres de Saint-Jean-de-Luz. La mairie, ignorant l'étude, conteste les chiffres... que confirme finalement la préfecture. Autre exemple, le projet de TGV entre Bordeaux et la frontière espagnole (puis vers Madrid) a nécessité des investigations à la SNCF. L'argument avancé par la chambre de commerce et d'industrie est que les lignes actuelles sont saturées. Or les chiffres trouvés à la SNCF indiquent que ces lignes ne sont utilisées qu'à 25 % de leur capacité. De même, les investisseurs mettent en avant le



gain de temps... alors que l'étude de la SNCF montre que l'essentiel de celui-ci est obtenu par la suppression des arrêts entre Bordeaux et la frontière (chaque arrêt supprimé fait gagner 6 minutes).

De fait ces investigations demandent un savoir et du temps. Or, dans les collectifs, il y a beaucoup de personnes qui viennent, sensibilisées aux questions environnementales après s'être enraciné en fondant une famille et avoir eu des enfants. Or, des parents, ayant une activité salariée, n'ont pas une grande disponibilité pour ce travail d'enquête. Ce sont donc les plus anciens, certains à la retraite, qui font le plus gros du travail.

Le CADE

Les associations ont fonctionné quelques années sans véritable coordination entre eux. La revue s'efforçait de répercuter les actions des uns et des autres. Certaines se rencontrant sur des questions proches, des questions liées. En 1990, quatre des premières associations ressentent le besoin de formaliser un collectif : Pays Basque Ecologie, Ortzadar (la revue), Info et défense de l'environnement de l'Adour et du littoral, et Bayonne environnement rive droite (contre un incinérateur). Le collectif reste sans statuts pendant plusieurs années. Des associations spécifiques voient le jour : eau, déchets, POS, espaces et espèces, transports... Le collectif grossit peu à peu. Les réunions de coordination deviennent plus régulières, deux par mois, mais il n'y a souvent que 5 ou 6 associations présentes. Le collectif prend le nom de CADE, collectif des associations de défen-

se de l'environnement. Il accumule les victoires : contre un projet de port de plaisance (Chiberta), des projets de golfs (Lahonce, Villefranque, Tarnos, Ondres-Labene), contre le TGV, contre l'épandage des boues de station d'épuration, contre des décharges (Mouguerre), contre des voies routières... Le collectif met aussi au jour des scandales, des passations de marché illégales, etc. En 1995, les associations demandent qu'une structure formelle soit mise en place, notamment pour entrer dans les commissions institutionnelles, pour pouvoir agir en justice... Si une telle structure permet une action plus globale, elle a aussi ses revers : la coordination mange de l'énergie, coûte financièrement. En créant un niveau se structure au-dessus des

associations, il y a aussi de fait une différence de niveau d'information entre ceux qui représentent les associations et ceux qui n'adhèrent qu'à une des organisations adhérentes. Des statuts de fédération ont été déposés.

De fait, le rôle du journal est donc, entre autres, de faire circuler l'information pour éviter que ne s'amplifie l'écart d'information, il est complété par des conférences thématiques où tout le monde peut venir débattre d'une question d'actualité. Il est un liant local d'une part entre les groupes, mais aussi entre les groupes et des questions politiques plus larges.

Michel Bernard ■

■ Ortzadar, BP 4, Mouguerre, 64990 Saint-Pierre-d'Irube, tél : 05 59 31 85 82.

■ CADE, maison de la vie citoyenne, Polo Beyris, 64100 Bayonne.

Les autres membres du CADE :

■ Front de libération de l'eau, Maison de la nature et de l'environnement, 3, rue Tausia, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 75 49 32. Défense des ressources en eau, en milieux fluvial et marin.

■ Attac Pays Basque, C. Lagache, 17, rue Albert-Thomas, 64100 Bayonne, tél : 05 59 50 08 85.

■ Association de défense du chemin de Hargous, Darricau Philippe, 40, chemin de Hargous, 64100 Bayonne, tél : 05 59 55 38 71.

■ La voix de Saint-Frédéric, villa Catherine, quartier Saint-Frédéric, 64100 Bayonne. Questions d'urbanisme au niveau local.

■ Organbidexka col libre, 11, rue Bourgneuf, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 62 03. Ornithologie.

■ Elordoï Zain, BP 46, 64120 Saint-Palais, tél : 05 59 65 75 71. Défense de l'environnement, opposition à un lac artificiel, questions liées à l'eau.

■ Nature Berri, Pagoaga, 8, rue Mermoz, 64200 Biarritz, tél : 05 59 23 85 79. Gestion piscicole et cynégétique.

■ ARBRE, Mme Berckmans, 26, avenue Kennedy, 64200 Biarritz, tél : 05 59 43 92 90. Cadre de vie.

■ Association naturalistes en Pays Basque, BP 186, 64204 Biarritz cedex, tél : 06 71 41 50 26. Inventaires faunistiques et floristiques avec sorties découvertes et petit journal.

■ Ahetze Cadre de vie, route Orgambidea 171, 64210 Ahetze, tél : 05 59 41 99 76. Lutte contre une décharge, projet de TGV sur la commune.

■ Arbonne contre voie nouvelle TGV, route Alhorga, 64210 Arbonne, tél : 05 59 41 95 91.

■ Andere Serorenia, Urarekin Bizi, 64210 Arbonne. Défense du patrimoine.

■ ADUNA, Association de défense des victimes des nuisances de l'A63, BP 46, 64210 Bidart, tél : 05 59 23 37 14.

■ Association Arbona zain Elkarte, Mme. Nadau, Arditeguia, route Alhorga, 64210 Arbona. Urbanisme.

■ Comité de défense d'Illbaritz-Mouriscot, Aitachi, 64210 Bidart, tél : 05 59 23 24 59. Défense du littoral.

■ Association de défense du lotissement d'Arditégia, Angelovici Gérard, villa Eneada, 64210 Arbonne, tél : 05 59 41 91 41.

■ Association Mendixkoa, Bortairia, 64220 Irouléguay. Opposition à une carrière.

■ Hazketa 2010, Eihartzeko Borda, quartier Pena, 64240 Hasparren, tél : 05 59 29 54 41. Environnement et cadre de vie.

■ Pays Basque Ecologie, Pince Colette, Karrikaburia, 64240 Ayherre, tél : 05 59 23 34 92. Réflexion d'ensemble sur l'environnement, les modes de vie, les relations écologie-économie, participation au collectif Alliance avec la Confédération paysanne...

■ IDEAL, Information et défense de l'environnement Adour et littoral, Bocardo, chemin de Matignon, 64340 Boucau, tél : 05 59 64 23 03. Défense de l'environnement et cadre de vie.

■ Association de défense de l'environnement Bayonne rive droite, moulin de Bachefores, 64100 Bayonne, tél : 05 59 56 11 82. Défense de l'environnement, cadre de vie, déchets.

■ Saiak, Natorp Urdoze, 64430 Saint-Etienne-de-Baigorry, tél : 05 59 37 49 03. Protection des rapaces.

■ LEIA, BP 3, 64430 Baigorri, tél : 05 59 47 63 13. Opposition au projet d'un nouvel axe routier transpyréen en Pays Basque.

■ Association Drosera, BP 243, 64500 Saint-Jean-de-Luz, tél : 05 59 26 46 75. Pédagogie à thèmes naturalistes (géologie, paysages, milieux humides, flore littorale...).

■ Association de protection du site de Bordagain, résidence «Les Marines», 64500 Ciboure, tél : 06 09 06 19 15. Préservation des espaces verts.

■ Association Ataila, A. Lemaire, Aïce Azpian, avenue C.-Farrère-Erromardi, 64500 Saint-Jean-de-Luz, tél : 05 59 26 89 87. Défense de l'environnement et du cadre de vie. Travail juridique.

■ Itsas Geroa, Avenir de la mer, Alvarez Robert, 40, rue Bibal, 64500 Saint-Jean-de-Luz, tél : 05 59 26 29 06. Association de pêcheurs pour une activité durable et une pêche écologiquement responsable.

■ Riverains d'Etchecolou en alerte, Fernandez ZA, Etchecolou, 64520 Bardos, tél : 05 59 56 25 78. Défense de l'environnement et du cadre de vie.

■ Urdains 2000, maison Lachiste, avenue de Matignon, 64600 Anglet, tél : 05 59 42 27 94. Défense de l'environnement et du cadre de vie.

■ Association de défense de la falaise de Miramar, 30, boulevard de la Mer, 64600 Anglet, tél : 05 59 03 74 54.

■ Association Cinq-Cantons, La Barre, BP 483, 64604 Anglet, tél : 05 59 63 45 28. Défense de la qualité de vie, nature...

■ Eltzarrure, Betbeder L, Inhartiria, 64640 Donamartiri. Défense 'un site menacé par une carrière.

■ Txingudi Ecologie, 20, rue Subernoia, 64700 Hendaye. Défense de l'environnement local.

■ Nivelle-Bidassoa, Laurent Marie, maison Dorbe baiita, RN10, 64700 Béhobie, tél : 05 59 20 53 16. Défense de l'environnement, opposition au TGV.

■ Association de protection de l'environnement du village de Bidarray, Villeneuve André, maison Elissagaraya, 64780 Bidarray. Obtenir le classement de sites de la commune.

■ Association de défense du site des Trois Bornes et de la D22, BP 4, 64990 Saint-Pierre-d'Irube.

■ ADIRH, Association de défense des intérêts des riverains du secteur Harrette-Castelnau, 1, allée des Sources, lot Harrette, 64990 Saint-Pierre-d'Irube, tél : 05 59 44 20 77. Environnement et urbanisation sur la commune.

■ ADRA, Association de défense des riverains de l'autoroute Saint-Pierre-d'Irube, mairie, 64990 Saint-Pierre-d'Irube, tél : 05 59 44 17 52. Lutte contre les nuisances de l'autoroute.

■ Association de défense des intérêts de Lahonce, Hordago, chemin de l'Aiguette, 64990 Lahonce, tél : 05 59 31 54 38. Environnement et cadre de vie dans la vallée de l'Adour.

■ Association de défense des usagers du syndicat mixte de la Nive, Trinquet Ibar, 64990 Mouguerre, tél : 05 59 31 50 63. Défense de l'eau potable, vérification des tarifs de l'eau.

■ Mouguerre cadre de vie, Beloscar, Barthes Neuves, Mouguerre Port, 64990 Mouguerre, tél : 05 59 31 62 70. Cadre de vie, lutte contre le TGV.

■ Villefranque Cadre de vie, Damestoy, chemin Zamoratégua, 64990 Villefranque, tél : 05 59 44 94 31.

(1) Les Verts sont nés en 1984. Silence né en 1982 a connu les mêmes débats et a tranché dans le même sens qu'Ortzadar.

(2) Il a lancé ensuite avec les Verts, la revue Iguzki Lor — Le tournesol — qui défend le point de vue du parti.

(3) DRIRE : Direction régionale de l'industrie, la recherche et l'environnement. Relais régional de trois ministères. Leurs services gèrent notamment les inspecteurs de sûreté dans le domaine chimique et nucléaire. L'ANDRA est l'Agence nationale pour gestion des déchets radioactifs, l'IFREMER est l'Institut français de recherche sur la mer.

La Clé des Ondes

La Clé des Ondes est une radio associative de Bordeaux qui a pour slogan «se mouiller pour qu'il fasse beau». Elle propose d'«éviter de tomber dans les pièges médiatiques qui dénaturent les idées au profit d'un pseudo-consensus de façade, changer de climat pour arrêter d'élire mécaniquement des gens pour qui le «grand soir» restera toujours la veille de leur élection, pour arrêter de confondre les écologistes brillants avec les verts luisants, pour chanter sur d'autres accords que ceux de Maastricht. La radio veut plus de justice sociale et non de la charité, elle propose de faire un choix entre la bourse ou la vie. La radio, qui existe depuis juillet 1981, a toujours refusé la publicité. Elle fonctionne avec un seul salarié et un réseau de près d'une centaine de bénévoles. Elle se définit comme libre de tout parti, de gauche, pluraliste et ouvre ses micros aux socialistes, aux communistes, aux verts, aux trotskystes, aux anarchistes, etc. Un collectif en assure la gestion.

■ La Clé des Ondes, 90,1 Mhz, 71, cours Edouard-Vaillant, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 39 87 57.



Combat-Nature

Ce trimestriel est né en janvier 1971. C'est une revue extrêmement complète sur les activités des associations travaillant dans le domaine de la nature et de l'environnement... mais avec, malheureusement, des délais de publication extraordinairement longs, ce qui fait que l'on se sert de cette publication plus comme revue d'archives que comme revue d'actualité. Elle tire actuellement à 8000 exemplaires.

■ Combat-Nature, BP3046, 24003 Périgueux cédex, tél : 05 53 08 29 01.

Et également Dordogne

■ Rencontre, 7, rue Pierre-Magne, 24000 Périgueux, tél : 05 53 46 39 83. *Revue mensuelle de l'association RAAP, Rencontre autogestion alternatives en Périgord, proche du mouvement des alternatifs. Beaucoup de repompage pour les dossiers sur des thèmes nationaux et des brèves de la politique locale.*

■ Dordogne nature 56, rue Victor-Hugo, 24000 Périgueux, 05 53 53 50 50 *Bimestriel de l'association de protection de la nature et de l'environnement du même nom.*

■ Nexus, MOAN, Les Cheyroux, 24580 Plazac, tél : 05 53 50 69 16. *Bimestriel. Revue qui s'intéresse aux manipulations de l'information, aux phénomènes paranormaux. Pensent que les extra-terrestres sont parmi nous. Informations surtout traitées de l'américain.*

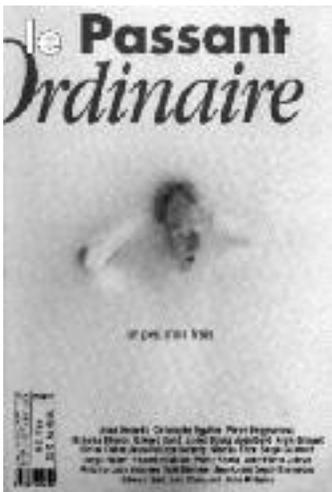
Gironde

■ L'Aquitaine petit à petit, BP 30, 33034 Bordeaux cedex, tél : 05 56 92 29 76. *Après avoir lancé une revue pour enfants en Normandie au moment de notre spécial Normandie, les éditions Petit à Petit récidivent en Aquitaine. Petit format bien agréable avec des informations locales pour les enfants et des BD plus générales.*



■ Nat'info, 55 rue du jardin public, 33000 Bordeaux. *Revue de la Fédération nationale des naturistes.*

■ Le Passant ordinaire, 52, rue Calixte-Camelle, 33130 Bègles, tél : 05 57 35 19 24. *Bimestriel de qualité de débat politique de gauche, tendance anti-marchandisation libérale.*



Fédération aquitaine des radios-libres

La FARL, Fédération aquitaine des radios-libres, regroupe 46 radios associatives de la région Aquitaine et de Charente. Ces radios se sont mises d'accord sur une charte qui précise qu'elles sont plurielles et pluralistes, soucieuses de la vie culturelle et sociale, humanistes, attentives à l'environnement, respectueuses de la déontologie des journalistes, et solidaires.

■ FARL, Fédération aquitaine des radios-libres, 18, avenue Jean-Jaurès 64400 Oloron-Sainte-Marie.

Outre la Clé des Ondes (présentation ci-dessus), la FARL regroupe :

Dordogne :

■ Radio-Périgueux (102,3 Mhz), BP 27, 24006 Trélissac cedex, tél : 05 53 04 64 28.

■ Radio-Vallée Bergerac (96,3 Mhz), 15, cours Victor-Hugo, 24100 Bergerac, tél : 05 53 58 12 60.

■ Radio-Vallée Vézère (104,4 Mhz), 4, rue Rastignac, 24120 Terrasson, tél : 05 53 50 02 50.

■ Cristal FM (106,7 Mhz), place Yvon-Delbos, BP72, 24120 Terrasson, tél : 05 53 50 39 70.

■ Radio-Isabelle (91,3 et 102,9 Mhz), BP 10, 24350 Tocane-Saint-Apre, tél : 05 53 03 42 44.

■ Radio-Plaizance (95,9 Mhz), La Marjolaine, 24580 Plazac, tél : 05 53 04 64 28.

■ Radio-Liberté, 13, place Nationale, BP 67, 24600 Bergerac, tél : 05 53 90 90 68.

■ Radio-Vallée de l'Isle (101,4 Mhz), 13, rue Foix-de-Candalle, 24700 Montpon-Menestrol, tél : 05 53 80 29 52.

Gironde :

■ Radio-Sauvagine (94,9 Mhz), 3, rue Ferbos, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 92 98 99.

■ Radio-Iguanodon-Gironde (90,7 Mhz), BP 66, 33292 Blanquefort, tél : 05 56 35 31 31.

■ Hauts de radio (91,3 Mhz), 15, rue Louis-Beydis, 33310 Lormont, tél : 05 56 74 76 85.

■ Aquil-FM (98,0 Mhz), 9, route du Stade, 33340 Saint-Germain-d'Esteuil, tél : 05 56 09 05 40.

■ Cap FM (89,1 Mhz), rue de la Gare, 33380 Marchepierre, tél : 05 57 71 87 20.

■ Radio-Campus (98,1 Mhz), Université

de Bordeaux III, 33405 Talence, tél : 05 57 12 44 37.

■ Radio Entre-deux-mers, (98,4 Mhz), Les Gays, 33540 Sauveterre-de-Guyenne, tél : 05 56 71 84 00.

■ Radio des Graves (92,6 Mhz), 33 bis, avenue Président-Carnot, 33640 Castres-en-Gironde, tél : 05 56 67 29 79.

Landes :

■ Radio Mont-de-Marsan (101,1 Mhz), 11, rue Peyrouat, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 46 46 46.

■ La voix de la Gasgogne, BP 83, 40993 Saint-Paul-lès-Dax, tél : 05 58 91 90 22.

Lot-et-Garonne :

■ La voix de l'Armagnac (100,7 Mhz), place de la Mairie, 47130 Gabarret, tél : 05 58 44 34 26.

■ Radio-Espoir (104,0 Mhz), La Castagnade, 47130 Port-Sainte-Marie, tél : 05 53 67 49 50.

■ Aquitaine Radio-Diffusion (103,6 Mhz), Roque, 47180 Meilhan-sur-Garonne, tél : 05 53 83 62 29.

■ Radio 4 (91,9 ou 98,3 ou 107,3 Mhz), place de la Halle, BP4, 47210 Villeréal, tél : 05 53 36 60 50.

■ Radio-Bulle (93,6 Mhz), La Borde Haute, 47270 Saint-Jean-de-Thurac, tél : 05 53 87 30 01.

■ Radio Castel FM (92 Mhz), Centre Jean-Monnet, BP 22, 47700 Casteljamoux, tél : 05 53 93 99 40.

Pyrénées-Atlantiques :

■ Gure Irrata (106,6 Mhz), 18, rue Poissonneries, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 30 01.

■ Nouvelles vagues, 103 bis, rue Marcel-Sembat, 33130 Bègles, tél : 05 56 85 89 33. *Bimestriel avec regard critique sur la société avec un angle local, et des contacts intéressants, sur Bordeaux notamment.*

■ Vini vitis bio, BP 6004, 33506 Libourne cedex, tél : 05 57 51 08 67. *Bulletin des producteurs et amateurs de vins bio.*

■ Revue des dossiers d'Aquitaine, 5, impasse Bardos, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 91 84 98. *Revue trimestrielle mêlant la*

«liberté» d'expression à la liberté poétique dans un curieux mélange fort agréable.

■ Grain de sable, 24 rue Ponthelier, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 24 04 27. *Journal de contre-info municipal sur la vie de la cité, lancé à l'initiative de DiversCités.*

■ Résistances réalités, BP 166, 33020 Bordeaux cedex. *Revue des résistances d'aujourd'hui : les suites du procès Papon, les négationnistes à l'université, le combat contre l'oubli.*

Landes

- Le Cafzic, Yan Kerforn, 4, cale de la Marine, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 06 72 78 38 48. *Fanzine musical (chansons, ska, rock, métal...).*
- Comme en poésie, 2149, avenue Tour-du-Lac, 40150 Hossegor. *Revue de poésie «de terrain» parce que le terreau y est bon.*
- PQ, papier cultures, Le petit Greffier, chemin du Houdin, 40465 Lалуque, tél : 05 58 57 24 51. *Bimestriel gratuit d'information diffusé à environ 1000 exemplaires dans les Landes. 8 pages de format A5 avec de très nombreuses informations sur la culture alternative locale.*
- Zu Shan, Denis Reynaud, 38, avenue Napoléon-1er, 40990 Saint-Paul-lès-Dax, tél : 06 99 38 17 35. *Fanzine trimestriel (5000 ex.) de musiques tous styles, textes, recueils, vidéos...*

Lot-et-Garonne

- Stop-Golfecch, Maison des associations, 108, boulevard de la Liberté, 47000 Agen, tél : 05 53 95 02 92. *Revue trimestrielle de la coordination du même nom. Alors que de nombreux comités de site ont une activité plutôt limitée, les lecteurs de ce bulletin ont toujours quelque chose à faire : actions spectaculaires, lettres, procès à suivre...*
- Réçu, Marcoux, 47470 Beauvillè. *Revue née clandestinement en 1941 et qui après plus de soixante ans de parution continue à résister contre toutes les dictatures et toutes les formes de bourrages de crâne.*
- Le Hérisson d'Albret, c/o Alternatives libertaires, BP 65, 47600 Nérac, tél : 06 73 30 31 62. *Trimestriel depuis 1995, tirage à 400 exemplaires. Information sociale, environnementale et politique locale. Recherche de l'expression plurielle des animateurs et des lecteurs.*

Pyrénées-Atlantiques

- Nouvelles Ours, BP508, 64010 Pau Université cedex, tél : 05 59 62 49 43. *Revue trimestrielle faisant la promotion de la sauvegarde des ours et de leur réintroduction dans les Pyrénées.*
- Jakilea, CDDHPB, MJC Polo-Beyris, 64100 Bayonne. «Le témoin» en basque. *Revue pour la défense des droits de la personne en Pays Basque née en 1986. Le quotidien des centaines de Basques emprisonnés, souvent sans preuves, dans les geôles françaises.*
- Ekaïtza, 25, Cordeliers karrika, 64100 Baiona, tél : 05 59 59 07 80. *Revue des indépendantistes basques, en français pour l'essentiel. Des positions proches d'Attac.*
- Organbidexka col libre, 11, rue Bourgneuf, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 62 03. *Feuille d'information des défenseurs du col d'Organbidexka loué par les protecteurs des oiseaux migrateurs pour y empêcher la chasse.*
- Nouveaux cahiers de l'Adour, 24, avenue de l'Adour, 64100 Bayonne. *Revue de poésie.*
- Planet Surf, Surfrider Foundation, 120, avenue de Verdun, 64200 Biarritz, tél : 05 59 23 54 99. *Revue trimestrielle d'une fondation internationale des surfeurs qui milite pour le droit à surfer sur autre chose que des dégouts, ce qui est le cas le plus fréquent maintenant en bord de mer. Très branché.*
- Iguzki Lore, «Uhalidia», 64220 Uhart-Cize, tél : 05 59 37 03 62. *Revue bimestrielle des Verts en Pays Basque. Relais des Verts nationaux et des campagnes de terrain locales.*



Utovie

Alors que les éditions de livres écolos sont très fluctuantes dans les grands groupes de presse, la petite maison d'édition Utovie, née en 1971 et animée par Jean-Marc Carité et Marie Fougère, propose un vaste catalogue de livres à petits prix.



DR
Jean-Marc Carité

Alors que généralement la création d'une maison d'édition nécessite un capital de départ important, Utovie a opté pour une méthode progressive : les livres sont édités en un petit nombre d'exemplaires (à partir de 200) et souvent reliés seulement au fur et à mesure des ventes.

Le projet est né en région parisienne. Ecrivain, Jean-Marc Carité commence par s'autoéditer. Il apprend à tout faire : la maquette, l'imprimerie, le réseau de diffusion, la comptabilité... Très vite, il reçoit des propositions de manuscrits et il décide d'imprimer d'autres auteurs. Dès 1973, c'est le retour à la terre et le départ pour le Sud-Ouest. En 1986, avec sa compagne, ils achètent dans le sud des Landes une importante bâtisse dans laquelle ils sont toujours aujourd'hui.

L'activité militante et pionnière d'Utovie s'articule ainsi autour des collections d'ouvrages et de l'organisation d'événements.

L'*Encyclopédie d'Utovie* est l'équivalent des *Que sais-je ?* dans le domaine de l'écolo-

gie pratique et quotidienne. Elle diffuse des savoirs concrets et thématiques : agriculture et jardins bio, alimentation et santé naturelle, habitat écologique, production familiale de conserves, de boissons, etc. Les 70 titres parus représentent 300 000 exemplaires vendus ! Toujours écrits par des spécialistes et praticiens du sujet, ils représentent environ 3000 pages d'une documentation écologique de base.

Les *Bonnes choses* s'ouvrent à la cuisine et gastronomie bio. Cette série a la particularité de présenter des recettes groupées autour d'un même élément : la cuisine de la courgette, la cuisine au fromage de chèvre, la cuisine à la bière, par exemple. Souvent imitée par d'autres éditeurs, cette collection a profondément renouvelé le style des livres culinaires.

Enologie bio est l'un des sujets fétiches de Jean-Marc Carité. Dès 1984, alors que la bio est encore peu développée, il lance un guide biennal *Les bonnes adresses du vin bio* qui participe à la reconnaissance de la bonne qualité de ces vins. Ce guide — aujourd'hui imité — est devenu la référence dans le domaine et est prolongé depuis le printemps 2002 par une revue trimestrielle *Vin bio magazine*.

De tout temps, Utovie a aussi une collection *Jeunesse*, une collection d'ouvrages de sensibilisation aux grands problèmes de notre société (la nature, le sentiment indien, la pédophilie, le racisme, l'exclusion, l'intolérance...) avec également une *Méthode de lecture phonétique (Nounourse et ses amis)* qui permet d'apprendre à lire intelligemment à la maison.

Henri Guillemin est un historien non-conformiste, volontiers iconoclaste, dont le public a découvert ou redécouvert récemment son *Napoléon, légende et vérité*, heureux contre-point des présentations glorieuses effectuées par les grands médias. Ses héritiers ont confié à Utovie la réédition de son œuvre (environ 60 livres). C'est aussi une alternative proposée face au bourrage de crâne du système dominant.

Une récente collection intéressera tous ceux qui rêvent de travailler autrement : *Libres et solidaires* présente des initiatives d'entreprises alternatives. Le premier titre *Ambiance Bois* a été un beau succès. Sont annoncés pour 2003 *Christophe Beau, vigneron et Ardelaine*. Et ensuite *Utovie*.

Utovie mise essentiellement sur la vente par correspondance et les salons écolos de plus en plus nombreux. Un catalogue est tiré deux fois par an. Certains titres atteignent des dizaines de milliers d'exemplaires.

Au début des années 90, Utovie essaie de se diversifier en lançant la revue *Sud-Ouest Alternatives* qui ne durera qu'un court laps de temps, par manque de moyens de diffusion.

En 1995, Utovie lance un salon écolo à Pau, *Asphodèle* qui va rapidement devenir un des gros salons écolos avec plus de 200 exposants. Le salon se tient toujours mi-décembre. Il a la particularité d'offrir une entrée à tarif réduit à ceux qui viennent en GPL (1) ou qui ont un carnet de chèque dans une banque éthique. Il essaie d'aborder tous les domaines de l'alternative, en lien avec les sujets abordés par la maison d'édition.

Utovie, après plus de trente ans de pratiques, est la démonstration concrète qu'une alternative à l'édition parisienne et centralisée est viable. Son exemple a d'ailleurs été suivi par de nombreuses structures. Les projets restent nombreux, mais la principale préoccupation aujourd'hui reste de travailler moins et mieux. Small is beautiful, ça se vit au quotidien.

■ Utovie, Jean-Marc Carité, Marie Fougère, Perrissaut, 40320 Bats, tél : 05 58 79 17 93.

(1) GPL, Gaz de pétrole liquéfié, un carburant peu coûteux et moins polluant.



L'Ortie

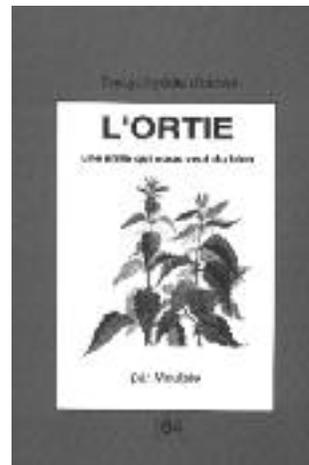
Moutsie

Ed. Utovie

2002 - 56 p. - 6 €.

L'ortie a plutôt mauvaise réputation dans notre imaginaire. Cela est lié sans doute à ses propriétés urticantes. Pourtant cette plante est une bénédiction pour les jardiniers s'ils savent l'apprivoiser. Moutsie qui anime l'association *L'Ortie* fait ici une présentation des multiples vertus de cette plante. L'ortie est d'abord au centre d'un écosystème complexe qui favorise le développement d'insectes prédateurs des pucerons et autres parasites du jardin. Riche en azote, son purin est un engrais recherché pour les jardiniers. Mais les orties sont aussi comestibles et la soupe d'ortie, recette la plus connue, n'est pas la seule : l'auteure nous donne ici toute une liste de plats à préparer. L'ortie est capable de fixer de grandes quantités de fer, elle favorise l'assimilation de celui-ci mais également par conséquence, l'assimilation de la vitamine C. Enfin, l'ortie a des propriétés thérapeutiques. Elle a des vertus diurétiques,

astringentes, dépuratives, digestives, antiseptiques, etc. qui font qu'on la retrouve souvent dans les préparations à base de plante en homéopathie, phytothérapie et autres médecines naturelles. Un petit livre passionnant qui vient rejoindre la collection de l'Encyclopédie d'Utopie où 70 autres titres sont également disponibles.



LIBRAIRIES

Réseau Librairies Atlantiques

Il n'existe plus que 400 librairies indépendantes en France. En Aquitaine, la plupart sont regroupées au sein de l'association *Librairie Atlantiques*. On y retrouve les librairies suivantes :

- La Brèche, place du Marché-Couvert, 24100 Bergerac, tél : 05 53 57 90 97. *Edite les Cahiers d'Elysée Reclus.*
- Des livres et nous 34, rue du Président-Wilson, 24000 Périgueux, tél : 05 53 53 43 02.
- La Mandragore, 21, rue Limogeanne, 24000 Périgueux, tél : 05 53 53 35 40.
- Librairie Marbot, 21, cours Montaigne, 24000 Périgueux, tél : 05 53 06 45 20.
- Pour signature, 3 bis, place nationale, 24600 Ribérac, tél : 05 53 90 00 10.
- Bédélire, 249, Rue Sainte-Catherine, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 31 46 39 33. *BD.*
- Librairie Comptines, 69 bis, rue des trois Conils, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 44 55 56. *Spécialisée enfants.*
- La Machine à lire, 8, place du Parlement, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 48 03 87. *Dépot de Silence régulier.*
- L'Espace livres, 100, cours Général-de-Gaulle, 33170 Gradignan, tél : 05 56 75 26 87.
- Formalivre, 65, rue Waldeck-Rousseau, 33500 Libourne, tél : 05 57 51 17 48.
- Librairie Georges, 489, cours de la Libération, 33400 Talence, tél : 05 56 80 58 45.
- Librairie Jauffré-Rudel, 10, cours Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 33390 Blaye, tél : 05 57 42 03 12.

- Le Campus, 10, rue du Mirailh, 40100 Dax, tél : 05 58 74 66 08.
- Caractères, 8, rue Thérèse-Clavé, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 06 44 12.
- Librairie Lacoste, 65, rue Augustin-Lesbazeilles, 40000 Mont-de-Marsan, tél : 05 58 75 01 75.
- Librairie Mora-Dezest, 40170 Lit-et-Mixe, tél : 05 58 42 71 98.
- La Veillée, rue de la Poste, 40600 Biscarosse, tél : 05 58 78 01 59.
- Au fil des mots, 26, boulevard Palissy, 47100 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 70 35 75.
- Libellule, 33, rue de la Libération, 47200 Marmande, tél : 05 53 64 25 07.
- Librairie Cosseron, 84, Grand'rue, 47700 Casteljaloux, tél : 05 53 93 02 89.
- Librairie Quesseveur, 2, place des Laitiers, 47000 Agen, tél : 05 53 66 32 80.
- Librairie Celhay, 12, rue de la Salie, 64100 Bayonne, tél : 05 59 81 34 64.
- Librairie Nathou, 42, cours Maréchal-Joffre, 64000 Pau, tél : 05 59 27 13 70.
- Librairie Louis-XIV, 13, place Louis-XIV, 64500 Saint-Jean-de-Luz, tél : 05 59 26 02 20.
- Librairie Marrimpouey, 2, place de la Libération, 64000 Pau, tél : 05 59 27 13 70.
- Librairie des Pyrénées, 14, rue Saint-Louis, 64000 Pau, tél : 05 59 27 78 75.
- Librairie Victor-Hugo, 89, avenue Victor-Hugo, 64200 Biarritz, tél : 05 59 24 31 35.

Et également :

- Librairie Olympique, 23, rue Rode, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 01 03 90.
- La Rose des vents, 40, rue Sainte-Colombe, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 79 73 27. *Librairie de voyages*
- Médiathèque associative Sauvagine, 3, rue Ferbos, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 92 98 99.
- Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 81 01 91.
- La Mauvaise réputation, 19, rue des Argentiers, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 79 73 54.
- Le Temps des secrets, 18, rue Tran, 64000 Pau. *Spiritualité, ésotérisme.*

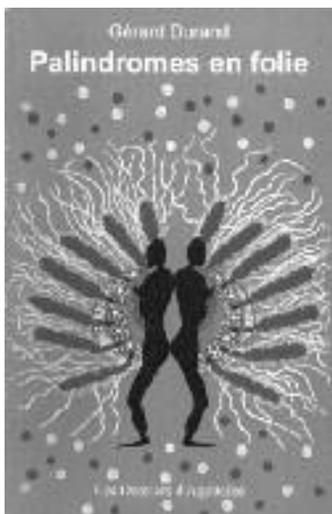
Palindromes en folie

Gérard Durand

Ed. Les Dossiers d'Aquitaine

2002 - 92 p. - 15 €.

Un palindrome est un mot, une expression ou une phrase que l'on peut lire dans un sens ou dans l'autre. L'auteur présente ici un recueil de palindromes de son cru, des reprises d'autres amateurs de ce jeu littéraire et présente même en fin d'ouvrage des palindromes écrits dans d'autres langues. On ne peut éviter de vous citer un palindrome pacifiste : « Non à ce canon ». Un sur le clonage : « O génome, mon égo ! ». Toutes les langues ne sont pas égales devant le palindrome, l'espéranto se plie assez facilement à ce jeu : « Mord'ni la pomon al la nomo palindrom » qui signifie « mordons la pomme au nom du palindrome ». Plusieurs dessinateurs de Charlie-Hebdo se sont prêtés au jeu, chacun illustrant son propre palindrome.



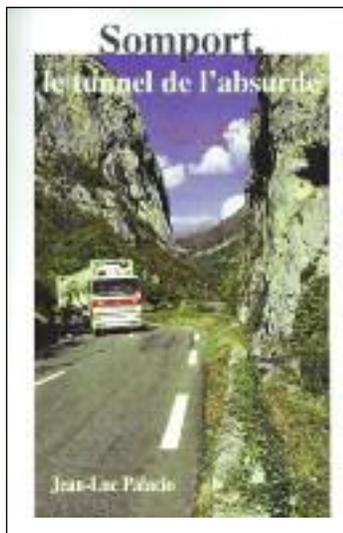
Aguigui-Mouna, gueule ou crève

Anne Gallois

Ed. Les Dossiers d'Aquitaine

2001 - 160 p. - 15 €.

Aguigui-Mouna n'est pas de l'Aquitaine, il est de nulle part, même si on le voyait surtout à Paris et parfois à Annecy d'où il est originaire. Excentrique, anarchiste, rebelle et franc-tireur, il va écumer les lieux publics maintenant en vie, jour après jour, les espoirs soulevés un trop bref instant en mai 1968. Jusqu'à sa mort en 2000, il sera de tous les combats, vivant de la vente de son propre journal, saltimbanque que l'on pouvait croiser dans les festivals, il savait interpeller les gens de la rue pour leur faire prendre conscience de l'horreur de leur vie de tous les jours. Ce livre, préfacé par Cavanna et illustré par Cabu, retrace un portrait de ce gavoche du 20e siècle.



Somport, le tunnel de l'absurde

Jean-Luc Palacio,

64490 Sarrance.

2000 - 160 p. - 18 €.

Militant associatif, l'auteur retrace ici toutes les étapes de la lutte pour la protection de la vallée d'Aspe face aux absurdes arguments des élus locaux et nationaux en faveur du passage d'une autoroute européenne. Il montre comment des propositions alternatives ont été faites, en particulier avec le soutien à la réouverture de la ligne de chemin de fer. Une lutte toujours d'actualité.

Prison@.net

Gabi Mouesca

Ed. Gatuzain, 25, rue

d'Espagne, 64100 Bayonne.

L'auteur prisonnier politique basque va accéder, pendant les dix derniers mois de sa détention, à internet. Il anime alors un site sur lequel il parle de sa condition carcérale, à raison d'une lettre par semaine. De peur de la médiatisation de cette action, l'institution pénitentiaire va laisser faire. Ce livre reprend l'intégralité des textes publiés sur internet dans l'espoir d'en agrandir l'audience.

Ecobuages

Beñat Errekalde

rue de la Mairie,

64430 Baigarrri.

2002 - 8 €.

Brochure réalisée après le dramatique accident d'écobuage qui a provoqué le décès de plusieurs touristes. L'écobuage qui consiste à brûler les résidus agricoles dans les champs est pratiqué en montagne depuis toujours. Cela permet de faire pénétrer rapidement les éléments minéraux dans le sol. Si un compostage est préférable, ce dernier n'est guère possible

dans les terrains en pente. Le gyrobroyage peut être une solution alternative mais coûteuse en énergie. Cette brochure veut lancer le débat sur cette pratique.

Contes de la forêts des Landes d'Aquitaine.

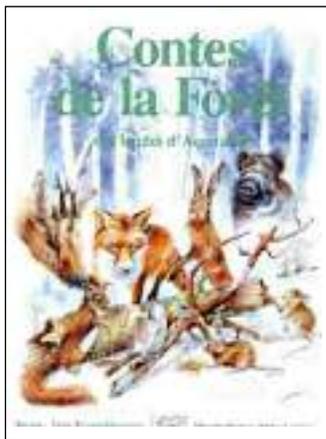
Jean Peyresblanques,

Anne Larose

Ed. J&D. (Biarritz)

1996 - 80 p. - 23 €.

Histoires animalières et locales, illustrées. Pour les adultes et les enfants.



AQUITAINE
LIVRES

Guérir la terre

Septième Factory (chemin
Guilhems 64290 Lasseube)

2000 - 52 mn - 23 €.

Ce documentaire sur l'épargne solidaire présente les Cigales, clubs d'investissement pour la gestion alternative locale et l'économie solidaire, les boutiques de gestion, la société financière alternative la Nef et Finansol, une association qui regroupe les organisations qui développent des modes de financement solidaires.

Le gemmage en forêt de Gascogne

Claude Courau

Ed. Princi Negre

1995 - 48 p - 10 €.

Fascicule en français et en occitan sur les anciennes méthodes d'exploitation de la forêt landaise pour faire des gemmes de résine à partir des résineux.

Pub nef
page 4 de
couv n° 284

ROSELYNE BACHELOT INTERPELLÉE
SUR LA PROPRETÉ DU RUIT MUSQUÉ



RETOUR DU VOILE EN TURQUIE



DÉFICIT DE L'UNÉMIC DÙ
À L'EXPLOSION DU CHÔMAGE



LES CAUSES DE L'ÉCARTÉMENT DES PAUVRES



P.F. ROBERT HUG C'EST LA FORTÉ



Index 2002

L'index des articles et brèves parus en 2002 est disponible contre 2 euros en timbres. Les index des années précédentes sont également disponibles à ce prix (depuis 1994).

Points de diffusion

Nous disposons actuellement d'une centaine de points de vente dans toute la France : biocoops, magasins artisans du monde, librairies, locaux militants... Si vous fréquentez des lieux susceptibles de diffuser la revue, merci de nous en indiquer les coordonnées.

Suivi des hors-séries régionaux

En Limousin, la maison des droits de l'homme de Limoges qui nous avait beaucoup aidés pour établir la liste des adresses du numéro dispose d'une mise à jour de ces adresses.

Pour les autres numéros régionaux, si vous désirez participer à un suivi des adresses, vous pouvez contacter Alexandre Estéban à la revue.

FRANCHE-COMTÉ

A vous la parole !

Le numéro d'été sera un spécial «Alternatives en Franche-Comté». Si vous disposez d'adresses intéressantes dans cette région, des idées de reportages, n'hésitez pas à nous les communiquer.

LYON

Documentation

Silence cherche une personne bénévole qui pourrait venir régulièrement nous aider, environ quatre heures par semaine pour ranger la documentation.

Merci la poste !

Pour le salon Marjolaine, nous envoyons à notre correspondante de Paris deux paquets le 28 octobre. Nous choisissons la formule coûteuse des «colissimos suivis». Le 6 novembre, les colis reviennent à Lyon avec la mention «n'habite pas à l'adresse indiquée» ! Nous nous plaignons et nous renvoyons les paquets. Notre correspondante a alors un avis de passage. Lorsqu'elle se rend à son bureau de poste, on lui dit que les paquets n'y sont pas. Elle est renvoyée sur un dépôt. Elle s'y rend : pas de paquets. Des recherches se font depuis la poste de Lyon et on trouve finalement les paquets... au bureau de poste de notre correspondante. Comme le salon est déjà fini, nous récupérons les paquets un mois après, le 25 novembre. La Poste se contente de nous rembourser les frais d'expédition !

Diffusion de la revue

En plus des fêtes, foires et salons que nous annonçons, il y a de nombreuses autres manifestations que nous ne pouvons pas présenter par manque de délai (il faut deux mois d'avance pour passer une annonce

dans *Silence*). N'hésitez toutefois pas à nous signaler les soirées, manifestations, rencontres, café-citoyen, etc. Par la biais des lecteurs et lectrices, il peut nous être possible d'organiser rapidement un stand ou une présentation de la revue (avec un délai d'une semaine quand même).

Offrir Silence !

Pour les fêtes de fin d'années, dans la liste des cadeaux possibles : un abonnement à Silence. Si vous offrez cinq abonnements découverte pour six mois (15 x 5 = 75 €), vous bénéficiez de votre réabonnement gratuit pour un an (40 €).

En chantier

En principe, les prochains dossiers seront consacrés aux réseaux d'hébergement solidaire (février), la place des enfants dans les éco-villages (mars), déchets et collecte sélective d'achat (avril). Après c'est encore flou... mais nous devrions avoir un nouveau numéro sur le thème de la décroissance, un hors-série régional (juillet), le numéro 300 (août). Pour ce dernier, nous attendons vos contributions (contes, dessins, BD, poèmes, photos, etc.).

N°300 : à vous la parole !

Le numéro 300 devrait sortir pendant l'été 2003. Après avoir réfléchi à ce que pourrait être ce numéro, nous avons adopté l'idée de faire un numéro hors actualité.

Pour cela, nous lançons un appel à contributions pour que, sous forme écrite, de contes, de nouvelles, d'interviews, de poésies, de photos, de BD, de dessins, de collages, de trucages d'images, vous nous proposiez sur un format maximum de deux pages un «reportage» sur un thème en liaison avec les alternatives que nous souhaitons (écologie, non-violence...).

Nous avons déjà essayé de faire cela pour le numéro 250 et le résultat avait été mitigé : nous n'avions collecté que de quoi faire huit pages. Afin d'être plus dynamiques, nous avons donc décidé de lancer un appel plus large en contactant directement d'autres revues, des dessinateurs, des photographes, des graphistes. Si vous en connaissez, vous pouvez leur transmettre cet appel.

À l'arrivée, nous aimerions avoir un numéro d'une quarantaine de pages, regroupant une cinquantaine de contributions. Celles-ci seront sélectionnées par le comité de lecture. Elles ne sont pas rémunérées, mais les personnes qui seront publiées bénéficieront d'un abonnement d'un an à partir de ce numéro 300.

Nous aimerions réaliser ce numéro 300 pour début août 2003. Nous le réaliserions avant nos congés de juillet. Ceci veut dire que votre participation doit nous parvenir avant le 30 avril 2003.

Vitrages à isolation renforcée



DR

Les premiers vitrages à isolation renforcée ont vu le jour au début des années 90 et sont commercialisés en France depuis 1994. Il s'agit de doubles vitrages ayant des vitres faites de couches de verre ayant subi un traitement de surface pour limiter le passage de chaleur de l'intérieur vers l'extérieur ; quant à la couche d'air entre les deux vitres, elle est remplacée par un gaz qui augmente l'isolation. Résultat : un vitrage à isolation renforcée permet de réduire les déperditions de 40 % par rapport à un double vitrage, de 70 % par rapport à un simple vitrage.

En diminuant la sensation de froid sur les surfaces vitrées, il contribue à renforcer le confort. Aujourd'hui, dans le bâtiment neuf, environ 20 % des fenêtres sont directement équipées de ce type de vitres. Les économies d'énergie au niveau d'une habitation sont comprises entre 10 et 20 % de la consommation de chauffage. (La lettre de l'ADEME, août 2002)

Classement européen

Fin 2001, la France se classait première devant la Suède et la Finlande pour l'utilisation du bois-énergie. Elle est également en tête pour les biocarburants (devant l'Allemagne et l'Espagne). Elle est 2e pour la micro-hydraulique (après l'Italie). Elle est 3e pour le biogaz (le Royaume-Uni fait cinq fois mieux). Elle est 4e pour le solaire thermique (l'Allemagne fait dix fois mieux). Elle est par contre 12e (sur 15) pour l'énergie éolienne, loin derrière l'Allemagne (90 fois mieux), l'Espagne et le Danemark. (Baromètre européen des énergies renouvelables).

ECOSSE

Vers l'autonomie

Actuellement, essentiellement avec l'hydraulique, l'Ecosse ne dispose que d'une faible autonomie énergétique à base de renouvelables. Le gouvernement écossais mise maintenant à fond sur les éoliennes. 75 % des installations prévues actuellement au Royaume-Uni sont en Ecosse. Le ministre de l'environnement et du développement rural espère que les renouvelables couvriront 18 % des besoins en électricité en 2010 et 40 % en 2020. Le gouvernement incite pour cela les différents partenaires possibles : entreprises, communes, associations, consommateurs, à se lancer dans la production d'électricité propre. Le potentiel du vent dans le pays est tel qu'il est possible d'aller jusqu'à l'autonomie énergétique. (Renouvelable Energy World, septembre 2002)

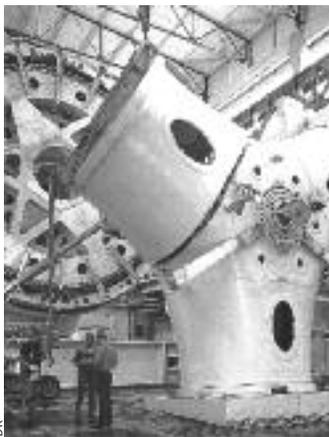
Syndicat des énergies renouvelables : discrédit !

Pour faire pression sur le gouvernement en faveur des énergies renouvelables, des professionnels ont créé ce syndicat, le SER, il y a quelques années. Mais pour éviter toute approche politique, ils n'ont pas interdit à qui que ce soit d'adhérer. C'est d'abord EDF qui a adhéré il y a quelques années, au nom de ces centrales hydrauliques. Puis ce fut Jeumont qui produit des rotors pour les éoliennes. Et puis comme Jeumont est une filiale d'AREVA, voici que fin octobre, AREVA a adhéré à son tour. Les Verts ont publié un communiqué ironisant sur la situation : le syndicat ne s'étant pas opposé à l'entrée d'AREVA, c'est sans doute qu'il considère que l'uranium est renouvelable et dans ce cas, la France prend la tête de l'Europe avec 95 % d'électricité d'origine renouvelable... L'objectif du SER pouvant être considéré comme atteint, les Verts lui suggèrent de se dissoudre.

Eolien

■ **Brésil : première centrale.** Un premier parc important d'éoliennes a été installé par le distributeur d'électricité Elebras dans l'Etat de Rio Grande do Sul (près de Porto Alegre) d'une capacité de 207 MW. Les éoliennes ont été fournies par une firme allemande. La compagnie, satisfaite des résultats, vient de demander l'autorisation d'augmenter la puissance de 72 MW. (Renouvelable Energy World, septembre 2002)

■ **Allemagne : éolienne géante en fonctionnement.** Installée près de Magdebourg, la plus grande éolienne du monde, construite par Enercon, fonctionne depuis l'été 2002. D'une puissance de 4,5 MW, elle a des pales de 113 mètres de long. Montée sur un pylône de 124 mètres, elle culmine donc à 237 m ! Elle ne fait que 12 m de diamètre au sol ; soit la taille d'une petite maison. La taille de ses éléments commence à poser de sérieux problèmes pour atteindre le lieu du chantier. Cela n'empêche pas la concurrence d'annoncer des programmes de recherche encore plus ambitieux : NEG Micon travaille actuellement sur une éolienne de 5 à 6 MW. (Renouvelable Energy World, septembre 2002)



■ **France : cadencement doucement**

! Au cours de l'année 2002, la puissance installée en éoliennes en France est passé de 100 à 150 MW (+50 %) et l'année 2003 devrait enfin voir une progression significative. Ce sont surtout les producteurs d'énergie et les industriels qui se lancent dans des constructions. Ainsi Total annonce installation prochaine de cinq éoliennes à la raffinerie de Mardyck (Nord), EDF annonce trois projets sur le site hydraulique de Guerlédan (Côtes-d'Armor) et sur les sites des centrales thermiques de Dirinon (Finistère) et Cordemais (Loire-Atlantique). La société Théolia annonce elle aussi 41 MW installé en 2003 en Loire-Atlantique. Eole-Res annonce 10,5 MW à Opouls-Périllos (Pyrénées-Orientales). Enertrag 15,6 MW à Fontanelles et Merdelou (Aveyron). La première éolienne en Ile-de-France, de petite taille (60 kW) devrait voir le jour sur un site d'enfouissement des déchets à Gultrancourt (Yvelines). On notera que tous ces projets respectent la limite imposée actuellement en France de ne pas dépasser 12 MW au même endroit et que la plupart des sites retenus sont des sites industriels. Tous ces projets devraient permettre d'atteindre 250 MW installés fin 2003. (Environnement magazine, novembre 2002)



Solaire

■ **Californie : immeuble solaire.** Un immense immeuble conçu pour les douanes à Sacramento dispose d'un toit solaire de 5000 m² qui devrait assurer environ la moitié des besoins en électricité de l'immeuble. (Renouvelable Energy World, septembre 2002)



DR

■ **Espagne : champ photovoltaïque.** Une centrale photovoltaïque a été installée sur six hectares dans les monts de Cierzo, en Navarre. Elle comprend 10 080 modules photoélectriques. Cette station qui représente une puissance de 1,8 MW est expérimentale : elle se subdivise en 120 parties utilisant 5 technologies différentes de captage photoélectrique et 120 méthodes industrielles différentes. Fonctionnant depuis le 3 juillet 2002, elle doit permettre à BP qui est le fournisseur du matériel d'améliorer les performances des photopiles. (Renouvelable Energy World,



septembre 2002)

■ **Montres solaires.** Casio commercialise deux modèles de montres qui se rechargent par une photopile intégrée dans le boîtier.

■ **Vallauris : centre héliomarine solaire.** L'installation en 1995 de 246 m² de capteurs solaires sur les toits de l'établissement héliomarine de Vallauris (Alpes-Maritimes) qui comprend 275 lits, a permis d'économiser 55 % de la consommation d'eau chaude (20 000 litres par jour). (La lettre de l'ADEME, août 2002)

ARGENTINE

Bienvenue aux déchets !

En pleine crise financière, le gouvernement argentin pense avoir trouvé une source de revenus en proposant d'accueillir des déchets nucléaires au sud du pays, en Terre de Feu. L'Australie serait intéressée.

USA

Procès pour racisme

Trente-deux travailleurs noirs salariés du centre de retraitement des déchets nucléaires de Westinghouse Savannah River, en Caroline du sud, font un procès à leur compagnie après avoir constaté la discrimination systématique dans la répartition des ouvriers sur le site : les travailleurs noirs sont affectés aux postes les plus exposés aux radiations. (WISSE, août 2002)

61 % des Français voudraient se passer du nucléaire

Un sondage de l'Union française d'électricité indique que 61 % des Français sont pour un scénario de sortie du nucléaire. Mais ils pensent également que ce n'est malheureusement guère possible : 86 % pensent qu'on n'en sortira pas rapidement. 62 % sont prêts à payer plus cher (entre 3 et 10 %) si cela permet d'accélérer la sortie. Si 83 % pensent que les règles de sécurité sont plutôt bien respectées, 62 % estiment qu'il est dangereux de vivre à côté d'un réacteur. 51 % font confiance aux associations de consommateurs pour s'informer contre 36 % à EDF, 27 % aux écologistes, 25 % aux autorités de sûreté, 12 % au gouvernement, 10 % aux élus locaux, 7 % aux syndicats, 3 % aux partis politiques. 60 % pensent que la sortie est possible en remplaçant le nucléaire par les énergies renouvelables, 63% le pensent dans un délai de 10 à 20 ans. (Le Monde, 13 novembre 2002)

LITUANIE

Sortir du nucléaire ?

70 % de l'électricité de la Lituanie provient des deux réacteurs nucléaires d'Ignalina. Ces deux réacteurs sont de même type que ceux de Tchernobyl. La commission européenne a lié l'adhésion de la Lituanie à l'Europe à l'arrêt de ces deux réacteurs, en principe en 2005 et 2009. Il existe toutefois un différend sur la question financière, la Lituanie demandant une aide de trois milliards d'euros. L'avenir de la Lituanie sera-t-il sans nucléaire ? Rien n'est pour le moment fixé. Elle peut encore choisir de construire une nouvelle centrale avec la technologie européenne ou se lancer dans d'autres modes de production comme le gaz qui peut être fourni à bon compte par la Russie.



DR Réacteur d'Ignalina.

GRANDE-BRETAGNE

Privatisation ratée

Privatisée en 1996 par le gouvernement Thatcher, la compagnie British energy qui gère les centrales nucléaires britanniques est en crise financière totale. Le groupe qui exploite huit centrales fournissant 20 % de l'électricité du pays a dû demander le 6 septembre au gouvernement la suspension de la cotation de ses actions. Elle accuse pour 2000 des pertes de 740 millions d'euros. La compagnie accuse les prix trop peu élevés d'achat de l'électricité par le gouvernement... Un prix d'achat qui n'empêche pourtant pas de voir se multiplier les projets de centrales éoliennes ou à gaz dans le pays. La preuve par le libéralisme que le nucléaire n'est pas rentable. (Réseau Sortir du nucléaire, octobre 2002)

Risque sismique

Noyée dans des rapports officiels surabondants, l'information n'a été repérée que par le Réseau Sortir du nucléaire, début novembre. L'Autorité de sûreté nucléaire, sur son site internet, dans un rapport daté des 3 et 28 octobre 2002, rappelle au gouvernement que presque tous les réacteurs nucléaires français sont sur des

HAUTE-NORMANDIE

Nouveau réacteur nucléaire ?

Le Réseau «Sortir du nucléaire», a révélé le 26 novembre que le site de Penly (Seine-Maritime) a déjà été choisi par EDF pour accueillir le nouveau réacteur nucléaire EPR, tête de pont d'un second programme de centrales nucléaires. Cette information figure sur un rapport confidentiel d'EDF, signé de son président, François Roussely. Contrairement aux déclarations officielles, la décision aurait déjà été prise en 2000, par Christian Perret, ministre socialiste, alors au Ministère de l'industrie, en accord avec le sénateur-maire de Dieppe, Henri Weber. EDF avait prévu l'emplacement d'un troisième réacteur dès les années 80. La population aujourd'hui largement opposée au nucléaire est encore et toujours placée devant le fait accompli. Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22.

La centrale de Penly.



faillies sismiques et qu'ils ne résisteraient pas à un tremblement de terre important. Si les bâtiments ne s'effondreraient pas, différentes parties des réacteurs bougeraient entraînant entre autre la perte de contrôle des barres de contrôle qui doivent descendre dans le réacteur pour un arrêt d'urgence. 34 des réacteurs, répartis sur onze sites sur les 58 en fonctionnement sont concernés : Blayais (Gironde), Chinon (Indre-et-Loire), Dampierre (Loiret), Saint-Laurent (Loir-et-Cher), Tricastin (Drôme), Fessenheim (Haut-Rhin), Bugey (Ain), Cattenom (Moselle), Flamanville (Manche), Golfech (Tarn-et-Garonne), Saint-Alban (Isère). EDF a promis qu'elle allait essayer de remédier à cela. Le Réseau demande que l'on arrête les réacteurs tant que la question n'est pas résolue. Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22.

MOX

Débouchés incertains

Le MOX est un combustible mêlant uranium enrichi et plutonium. Il a été mis au point pour essayer de diminuer les stocks de plutonium dont on ne sait plus quoi faire. Il est plus dangereux à manipuler que le combustible habituel et pose des problèmes pour son stockage ultérieur : les déchets étant beaucoup plus radioactifs. Malgré cela, le gouvernement essaie de l'imposer dans le maximum de

réacteurs. Depuis plus de cinq ans, les autorités de sûreté nucléaire demandent la fermeture de l'usine de production de Mox située sur le site de Cadarache (Bouches-du-Rhône) pour non conformité aux normes antisismiques. Le Mox produit sur place alimente les réacteurs allemands. Le nouveau gouvernement a décidé fin septembre de lancer une enquête publique pour transférer cet atelier de production à Marcoule où se trouve déjà l'usine Mélox qui fournit le MOX aux réacteurs français. Pour compenser Cadarache, l'enquête publique aurait donc dû prévoir une augmentation de la capacité de fabrication de Marcoule de 115 à 195 tonnes par an. Or les documents ne demandent que 145 tonnes par an. Ceci indique que contrairement aux fanfaronnades des pronucléaires, le MOX ne trouve plus de débouchés : les Allemands prévoient la fin de leur programme nucléaire, la Belgique envisage de cesser l'usage du MOX, les Japonais, échaudés par des livraisons défectueuses de la part des Britanniques, ne semblent plus vouloir développer ce carburant. (Forum Plutonium)

Usine Melox à Marcoule.



Conte pour frémir

Et si au lieu de choisir les lieux symboliques de la puissance du commerce et de l'armée, les terroristes choisissaient les lieux symboliques de la puissance énergétique...

Ceux qui évoquaient cette possibilité n'avaient jamais été pris au sérieux, mais une organisation terroriste n'a pas eu besoin de gros moyens pour attaquer quatre centrales atomiques : seulement quatre avions de ligne et une vingtaine de candidats au suicide qui s'en emparent. Sur le troisième site attaqué, les avions de chasse, en tentant d'abattre in extremis le gros porteur ont envoyé deux missiles sur l'enceinte de confinement d'une autre centrale. Lorsque dans la centrale touchée, la montée en température du cœur a engendré la décomposition de l'eau et une explosion d'hydrogène, le sinistre s'est propagé. Ce sont donc cinq réacteurs qui ont relâché dans l'atmosphère environ 100 tonnes de radioéléments, soit 20 fois plus que lors de l'accident de Tchernobyl. Ensemble, elle contenaient plus de 500 tonnes.

Les vents, d'abord d'ouest puis de sud, ont entraîné les panaches en basse altitude et les dépôts ont été concentrés. Les zones interdites couvrent plus de neuf départements et les zones autorisées avec ports de vêtements de protection touchent vingt-cinq départements. Sur les dix millions de personnes habitant les zones interdites, plus de huit millions ont, d'elles-mêmes, quitté leur domicile. Les autres ne sont pas autorisées à quitter les camps de regroupement où le gouvernement répète que tous les moyens sont mis en œuvre pour veiller sur leur santé. La presse n'est pas autorisée à pénétrer dans ces zones, mais les fuites diplomatiques indiquent que les satellites enregistrent les fumées des brasiers permettant d'incinérer les cadavres. Le Conseil de sécurité de l'ONU se serait réuni en secret pour demander l'arrêt de ces pratiques, les cendres radioactives se posant à des centaines de kilomètres. Notre ambassadeur n'aurait rien répondu.

Malgré tous les appels à la solidarité, le chaos a gagné jusqu'aux campagnes les plus reculées. Refoulés des villes, les réfugiés ont

de nouveau dévalisé les pompistes pour aller en campagne chercher gîte et couvert. Les campagnards ont d'abord vendu à prix d'or le peu d'aliments disponibles avant de refuser tout contact avec ces nouveaux vagabonds qu'on soupçonne de transporter la radioactivité et des maladies. C'est là que l'on a pris conscience du nombre d'armes en circulation. Les rixes armées ont fait officiellement plus de cent cinquante mille morts, on parle du triple. Plus aucun service public ne fonctionne, les quelques radios encore en service diffusent en permanence des avis de recherche pour les membres des familles éclatées, mais rares sont les récepteurs aptes à fonctionner sans le secours du réseau électrique.

Devant le besoin de troupes pour assurer l'ordre intérieur, personne n'a parlé de rechercher les terroristes qui restent libres de recommencer et les centrales atomiques ont été mises à l'arrêt dans toute l'Europe, puis dans le monde entier. La production hydro-électrique est réservée aux hôpitaux, aux armées, aux polices. L'industrie est à l'arrêt et les produits alimentaires ne sortent plus. Les stocks ont été consommés en quatre jours, le «flux tendu» étant généralisé. Toute la flotte américaine parachute des vivres en continu, mais seulement pour dix millions de personnes alors qu'en plus des errants, la population restée sédentaire manque aussi d'un peu tout. Le gouvernement a appelé des contingents sous commandement de l'ONU pour assurer l'ordre, mais en l'absence de mandat pour mettre hors d'état de nuire les pillards, la situation ne change pas. Pire : la présence des troupes augmente la demande alimentaire.

Les autres pays européens dépendaient tous, peu ou prou, de cette énergie au prix éphémèrement et artificiellement bas. Par ricochet, les prix du pétrole ont franchi la barre des 100 \$ le baril et personne n'envisage leur décre à moyen terme. Certains gou-



Euratox 2002 : exercice de simulation.

vernements organisent des programmes d'économie d'énergie et des entreprises ont vu leur activité multipliée par dix dans ce secteur. Les autres pays se contentent de gérer la pénurie et on sent bien qu'ils risquent de basculer dans le chaos d'un jour à l'autre. La fièvre du stockage a conquis toute l'Europe en dix jours, la Russie en vingt, les Amériques au bout d'un mois. L'Afrique reste aux mains des mêmes maffias, mais plus personne n'est là pour s'en émouvoir et la tyrannie ne connaît désormais plus de limites. En Asie, plusieurs pays ont déclaré posséder l'arme atomique et être prêts à l'utiliser si leurs revendications n'aboutissaient pas. Pour les uns, un morceau de territoire montagneux est vital, pour les autres, c'est l'accès à des nappes d'eaux souterraines pendant que certains exigent des livraisons de céréales à bas prix de la part de pays encore moins bien pourvus qu'eux. On enregistre quotidiennement plus de dix actes de piraterie maritime, on sait que certains Etats comptent sur ces prises pour améliorer leur ravitaillement.

L'ancien système, centralisé, globalisé, était très fragile et son implosion nous a ramené aux temps barbares. Saurons-nous renouer avec la civilisation dans un autre modèle de développement, sans installations à risque, sans gaspillages, avec plus d'autonomie pour chaque territoire ou l'humanité vaudrait-elle de nouveau rester au moyen-âge pendant quelques siècles ? C'est justement ce retour au moyen-âge que les nucléocrates nous promettaient si l'on refusait leur programme de centrales atomiques !

Pan ■

Faut-il aller à Porto A

Michel Lulek, d'Ambiance bois, avec l'association La Ligne d'horizon, s'est rendu en janvier 2002 au Forum social de Porto Alegre. Impressions.

La médiatisation du monde l'exige : aujourd'hui pour faire entendre une voix, il faut organiser des grands-messes, si possible internationales, avec des têtes d'affiche et des slogans mobilisateurs ; il faut donner des images aux caméras et du rêve aux journalistes ; il faut afficher franco des ambitions démesurées (*Un autre monde est possible*, en portugais, langue dominante au forum : *Um outro mundo é possível*). Le Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre joue sans vergogne cette carte-là. C'est ce qui le rend si précieux, si attachant, et ne rechignons pas à le dire : si nécessaire. C'est aussi ce qui le rend parfois un peu frustrant, ou agaçant, ou fourre-tout... Car à Porto Alegre durant les six jours du forum on rencontre un peu de tout : des Indiens avec leurs plumes, des syndicalistes ou des partis politiques très marxistes léninistes, des espérantistes et des femmes noires du Brésil, les témoins du PT brésilien — le parti des travailleurs —, les jeunes communistes, les militants de Greenpeace et d'ATTAC, les Amis de la terre, quelques Africains, quelques — encore moins nombreux —

Asiatiques, beaucoup beaucoup de Brésiliens (ce qui est normal), beaucoup d'Européens dont quelques candidats (ou ex-candidats) aux élections françaises. Porto Alegre dessine pendant quelques jours — et donc pendant quelques précieuses (?) minutes de nos journaux télévisés — la peinture métissée, haute

Le maire de Porto Alegre (les deux mains sur la banderole) entouré de Mario Soares, ancien président du Portugal et de Lula, actuel président du Brésil.



Michel Lulek

La critique du développement n'était présente que dans les discours des représentants des peuples indigènes ou des militants investis dans quelque lutte.

en couleurs, joyeuse et révolutionnaire d'un monde jeune et plein de promesses qui tranche sans nuances sur la grisaille institutionnelle et dominante des tristes sires, cyniques et puissants, qui régendent le monde depuis la présidence de leurs conseils d'administration.

Um outro mundo é possível ! On l'a lu sur tous les murs de Porto Alegre ; on l'avait en badge autour du cou ; on l'a scandé, on l'a chanté sur la mélodie enjouée et envoûtante de Beto Hermann (auteur du tube du forum).

Um outro mundo é possível ? La diversité et l'hétérogénéité des quelque 50 000 participants (dont les 15 000 délégués dûment

accrédités) inviteraient à passer du singulier au pluriel. *Un autre monde est possible ?* Plutôt d'autres mondes sont possibles. Dire cela n'est pas diminuer la force du message de Porto Alegre. Simplement prendre au sérieux le discours récurrent au FSM sur nos «différences» qui sont notre «richesse» et en tirer d'une certaine manière la morale : faut-il vraiment opposer à la «mondialisation libérale» — le grand satan —

une «autre mondialisation» comme le répèteront nombre d'orateurs ? Ne faut-il pas aussi (ou plutôt ?) imaginer une pluralité de possibles qui n'ont pas forcément besoin de visa mondialisateur pour être pertinents et prometteurs ? De ce point de vue le discours des «peuples indigènes» apportait une bouffée d'air assez rafraîchissante qui nous ramenait à l'existence du particulier, du spécifique, du local.

Les indiens du Brésil ou de l'Equateur, à l'inverse des grandes voix occidentales, déplaçaient, sans tambour ni trompette, la grande revendication universelle sur le terrain concret, circonscrit et pourtant existentiel, de la revendication identitaire de leurs peuples — aussi minoritaires et marginaux fussent-ils. En remplaçant le clivage «mondialisation libérale»/«autre mondialisation» par celui, vécu, entre leur culture et la «société des blancs», les représentants des peuples indigènes frappaient fort. Ils ne se contentaient pas, en effet, de reprendre le leitmotiv



Michel Lulek

somme toute occidental-occidental sur la bonne ou mauvaise mondialisation. Ils réfutaient cette dichotomie à leurs yeux toujours perverse, dans laquelle ils ne retrouvent pas leurs billes puisque celles-ci sont hors du grand jeu occidental-centrique...

Leur remise en cause de la «société des blancs» n'était pas seulement celle des méchants manipulateurs de Wall Street : elle englobait beaucoup plus collectivement tous ceux et toutes celles qui, même antimondialistes, même de gauche, même militants d'ATTAC, même amis du *Monde diplomatique*, participent d'une culture de la concurrence (même si on la refuse débridée), de la croissance (même si on la projette soutenable) ou du développement (même si on le souhaite durable) (1).

(1) Cet intérêt pour le discours des peuples indigènes n'est pas à prendre pour adhésion simpliste à la culture «idéale» d'un ailleurs ou d'un autrefois paré de toutes les vertus. L'intérêt de ce discours est davantage dans la distance qu'elle nous permet d'établir avec notre propre culture et nos propres réflexes. Confrontation avec la radicale altérité d'une vision des choses qui ne nous est pas coutumière et qui nous invite à la relativisation si ce n'est à la remise en question. Comme l'écrit l'anthropologue Philippe Descola : «Ce dont je suis redevable à mes compagnons amérindiens c'est de m'avoir permis, en bouleversant mes évidences par l'assurance tranquille avec laquelle ils adhéraient aux leurs, de m'interroger en retour sur ce que j'avais tenu jusque-là, plus ou moins consciemment, pour des vérités incontestables ; m'incitant ainsi à renouer avec cette vertu fugace de l'étonnement» (Leçon inaugurale au Collège de France de la chaire d'anthropologie de la nature, 29 mars 2001).

legre ?



Le débat sur le développement

Alors que le développement revient à la mode comme antidote à la mondialisation (comme si pour lutter contre cette dernière il fallait revenir à un «bon» développement dont les excès seraient modérés par l'ajout d'un additif assouplissant — durable, soutenable, humain, etc. — la critique du développement n'était présente au FSM — et encore pas toujours de façon explicitement assumée — que dans les discours des représentants des peuples indigènes ou des militants investis dans quelque lutte concrète (2). Ainsi cet indien confronté à l'installation d'exploitations minières : «Ils disent que c'est du développement durable. Mais pour nous ce qui sera durable ce sont les mines qu'ils nous imposent !».

Michel Besson d'Andines (société française de commerce équitable qui importe de l'artisanat d'Amérique du Sud) rapporte dans la même veine les propos d'un artisan potier de la région de Bélem avec lequel il travaille : «Nous n'avons pas besoin de donneurs de leçons qui viennent de l'extérieur, ces soi-disant techniciens de la ville, qui sous prétexte d'être plus riches et d'avoir fait des études théoriques, nous prennent pour des incapables ou des sous-hommes, simplement parce que nous avons dans nos veines du sang

indien, que nous sommes des travailleurs manuels et surtout que nous sommes pauvres ! C'est incroyable, quand il arrive que certains viennent ici, ils ne nous écoutent même pas. Ils font des discours et veulent nous organiser comme ils l'entendent, nous imposer leur «développement», comme ils disent, ou alors il faut adhérer à leurs idées religieuses ou politiques... mais ils font plus de mal que de bien et ceux qui les ont écoutés ne sont plus capables de s'organiser eux-mêmes. Alors on n'en veut plus» (3).

Mais de manière générale, et tout particulièrement chez les Européens, si l'on est d'accord pour refuser le développement tel qu'il fut jusqu'à maintenant mis en œuvre et reconnaître ses échecs, on est loin de vouloir le remettre en cause en tant que tel. On refuse de le jeter avec l'eau qu'on s'accorde à juger nauséabonde des réalisations effectives de la politique qui s'est incarnée sous ce nom. Comme si, hors du «développement», il n'y aurait plus rien à faire ou à espérer. Au «Il ne faut pas désespérer Billancourt», répond en écho un «Il ne faut pas désespérer Porto Alegre»...

Au FSM, on est en effet loin de la «décroissance soutenable et conviviale» que connaissent bien les lecteurs de *Silence* et le chemin semble long pour que ces thèses puissent être sinon admises, du moins comprises. Dans un des ateliers du FSM consacré à la «consommation responsable», une militante québécoise de l'association *Equiterre* défendait bien l'idée de la «simplicité volontaire» et du refus du tout consommation... Mais dans l'atelier on attendait manifestement des recettes plus faciles : «Ce serait bien si dans les supermarchés on affichait clairement les produits du commerce équitable ou les produits sans OGM»...

Quelques impressions sur le forum

La culture du forum demeure une culture du discours et du *macro* dans laquelle la culture des alternatives qui est faite bien davantage de pratique et de *micro*, était tout à fait marginale pour ne pas dire absente. L'aspect dénonciateur et revendicatif du FSM (*Non à la mondialisation libérale ; Un autre monde est possible*) dominait au détriment de la mise en valeur d'alternatives qui, lorsqu'elles étaient abordées demeuraient bien souvent dans la généralité macro-économique de discours très globaux (trop). On en était frustré, désolé de ne pas vraiment trouver un interlocuteur dont la pratique pouvait ramener sur le terrain des ruptures concrètes.

Cette critique, Michel Besson d'Andines, l'avait déjà faite à l'issue du premier forum de



Le forum dans la rue.

2001. S'il était à nouveau à Porto Alegre c'est qu'il devait rencontrer (hors forum) des coopératives et des artisans de la région avec lesquels il travaille. Pour eux, confiait-il, le FSM est finalement assez loin de leurs préoccupations et ils le regardent avec une certaine distance, comme le rendez-vous de politiques, de syndicalistes, d'intellectuels et d'universitaires. Ils voient dans cette ruée sur Porto Alegre pendant une semaine une sorte de raout international de la contestation dont

Il n'y a pas de connexions réelles, patentes, visibles entre les paroles et les discussions du forum et les actions qui se posent en alternatives sur le terrain.

paradoxalement ils se sentent exclus. Ils savent bien que pendant la période tous les hôtels de la capitale affichent complet — selon une hiérarchie interne qui maintient au sein même des délégations d'inébranlables distinctions — que les stands des producteurs locaux au forum se vendent très cher (en tout cas au dessus de leurs moyens) et que dans quelques jours ils auront dans leur quotidien à affronter

les mêmes problèmes, les mêmes difficultés, les mêmes inerties.

Tout ceci n'est pas pour dénigrer le forum. Le journaliste du *Monde* qui le couvrait a raison : Porto Alegre est «loin de l'image d'une jet-set de la contestation, volant de sommet en sommet». Cependant il est clair qu'il n'y a pas de connexions réelles, patentes, visibles entre les paroles et les discussions du FSM et les actions qui se posent en alternatives sur le terrain. Cette déconnexion, ce «maillon manquant» n'est pas propre au forum. Il répète sur cette scène sur-exposée le même hiatus que nous pouvons trouver en France dans le discours globalisant qui dénonce les méfaits de la mondialisation. Des ponts doivent être jetés entre les deux, mais cela nécessite qu'apparaissent clairement aux yeux de tous que les solutions — s'il y en a — ne sont pas macro, universelles et mondiales. Au ras du terrain, par contre, elles sont souvent pertinentes même

(2) L'association La Ligne d'horizon, qu'avec Serge Latouche, Silvia Perez Vitoria et Christian Sabatier je représentais à Porto Alegre, animait deux ateliers sur la critique et les alternatives au développement parmi les 700 ateliers proposés au cours du forum.

(3) Rapport de voyage au Brésil d'Andines (mars 2000).

De Florence à Paris

Le premier forum social européen qui s'est tenu à Florence début novembre a été un total succès : une forte participation aux ateliers en semaine, une manifestation calme et gigantesque contre la guerre en conclusion.



Michel Lulek

Le forum à l'université.

si leur effet reste localisé et ne semblent concerner que les groupes qui les mettent en place.

Autre critique que nous pouvons adresser à la grand-messe de Porto Alegre : le FSM qui se veut vaste chantier de réflexion pour déboucher sur des propositions n'est sans doute pas le lieu réel où un tel travail peut être mené. Les 28 conférences, à raison de sept par matinée (4), étaient censé aboutir sur une série de propositions sur chacun des sujets qu'elles traitaient. En fait il s'agissait d'interventions magistrales où la participation de l'assistance (des centaines de personnes) se limitait à l'envoi de questions ou de commentaires écrits qui étaient retransmis aux orateurs. De fait l'exercice restait assez académique et convenu. On aurait pu attendre mieux dans une ville et un Etat qui ont érigé la démocratie participative comme une priorité. La pratique locale aurait pu inspirer davantage les organisateurs du forum.

Au final on gardera du FSM le souvenir d'une grande fête studieuse, un mélange de fête de l'Huma, d'université d'été et de manifestation politique, très latino-américaine, un peu folklorique et très contestataire, accueillante à tous ceux qui étaient d'accord pour applaudir à la grande injonction unanime qu'*um outro mundo é possível*. Est-ce à dire qu'il ne faut pas aller à Porto Alegre ? Sûrement pas. Dans le grand jeu médiatique mondial le FSM est une carte maîtresse. Il tranche de fait dans le discours de «la pensée unique». Il remonte le moral de troupes militantes parfois abattues. Il génère des dynamiques citoyennes à des échelles variées (5). Le FSM n'est qu'un outil, et évidemment pas une fin en soi. Une étape qu'il faut assumer positivement et qu'il s'agira de dépasser. Derrière lui, au-delà de lui, c'est sur nos propres terrains et au cœur de nos actions que nous pourrions encore mieux prouver la validité d'autres possibles. Au pluriel.

Michel Lulek ■

(4) Sur des thèmes comme : l'économie solidaire, la dette, le commerce international, etc.

(5) Alors que le forum social européen de Florence se terminait, nous organisons en Limousin notre premier forum social régional.

Plusieurs hélicoptères survolaient Florence l'après-midi de ce samedi 9 novembre 2002 et j'ai pensé que, vue du ciel, la ville avait alors deux fleuves. La douce courbe de l'Arno et le méandre d'un fleuve humain qui, depuis la Fortezza, enserrait la vieille ville comme une crue soudaine.

Et cette crue de la contestation prenait source non seulement en Italie, non seulement en Europe, mais dans tous les continents et c'était beau.

L'euphorie passée, il faut analyser tout le déroulement des quatre journées du forum. Qu'avons-nous prouvé ? Que va-t-il rester de ce moment exceptionnel ?

Nous, c'est-à-dire l'ensemble des mouvements, associations, partis, syndicats qui ont effacé leurs clivages pour refuser ensemble la mondialisation libérale et les guerres qui s'en suivent.

Après les mensonges préalablement orchestrés par certains médias pour discréditer par avance le Forum social européen en nous présentant comme un ramassis de casseurs prêts à dévaster la ville, la plus grande partie de la presse et des télé a dû se résoudre à reconnaître la capacité du mouvement à réunir un nombre énorme de participants dans un esprit parfaitement pacifiste.

Ce pacifisme était, justement, en total accord avec l'évolution du forum au fil des heures, car, rassemblés pour dire «Une autre Europe est possible», et sans nullement en abandonner l'idée, nous avons, Bush oblige, mis en avant le besoin urgent de refuser la guerre.

Construire sur les différences et à travers les différences

Au début, le jeudi 7 novembre, les confrenciers ont donc plutôt abordé les concepts politiques, mais en insistant sur la nécessité vitale de les faire bouger. «Construire sur les



Madeleine Nurchey

différences et à travers les différences», «Celui qui sacrifie la liberté au nom de la sécurité n'a plus le droit d'user du mot liberté», «Sans rêve, il n'y a pas de politique», ce sont quelques phrases notées en hâte parmi tellement d'autres. Dans la Fortezza et le Palazzo congresso, un ensemble remarquable de salles a permis de multiples réunions. Seul petit regret : l'excès de succès a empêché d'avoir des débats dans la plupart des lieux (rien que pour la Fortezza, complexe d'une vingtaine d'espaces de réunion, on a enregistré le vendredi 35 000 entrées et, dans certaines salles, il y avait plusieurs milliers de participants, d'où impossibilité de faire circuler des micros).

Le bilan final faisait état de 400 réunions au total, tournant autour des grands thèmes comme globalisation et libéralisme, démocratie directe participative, mouvements et luttes syndicales, non-violence, désobéissan-

ce et conflits sociaux, conflit Palestine-Israël, immigration, économie post-capitaliste etc., abordés sous différents angles selon les personnalités des intervenants et les problèmes particuliers de leurs pays. Car ces intervenants venaient de tous les horizons politiques et géographiques. Il est impossible de faire une vraie synthèse de tant d'échanges et je ne peux me permettre qu'un résumé sommaire et sans doute trop subjectif de ce qui s'est dit.

L'Europe est aujourd'hui le vassal des Etats-Unis. Non seulement il nous faut rejeter cette situation et défendre les droits que nous avons acquis mais œuvrer pour que des droits semblables soient reconnus à tous les peuples. La politique doit devenir un bien commun et nous sommes maintenant tellement nombreux à défendre les mêmes idées que changer le monde devient réellement possible. Les peuples sont en mesure d'ébran-



ler les puissances financières. Aux USA, les deux tiers de l'économie reposent sur la consommation de la population. Changer les habitudes des consommateurs peut donc saper l'économie.

Les capitalistes, d'ailleurs, montrent des signes de peur face à la contestation. Ils n'osent plus parler de mondialisation libérale, ils appellent maintenant leur système le «new-global» (ce qui ne trompe personne !).

Le commerce équitable prend peu à peu de l'ampleur. Mais il faut éviter d'en restreindre la portée aux seuls échanges Nord-Sud. Le café d'Artisans du Monde, c'est très bien, il est indispensable de soutenir les petits producteurs de café. Mais il ne faut pas oublier les

petits producteurs européens menacés de disparition. Le commerce équitable et solidaire, c'est aussi l'achat direct chez les paysans locaux et, en privilégiant les circuits courts, on supprime des intermédiaires prédateurs, on freine l'extension de la grande distribution, on évite des transports et toute la pollution qui va avec.

L'Union européenne se militarise et ce n'est pas l'Europe que nous souhaitons, une Europe civile, citoyenne, pas une superpuissance. L'élargissement de l'OTAN a pris prétexte du terrorisme pour soi-disant protéger les populations. C'est faux. L'OTAN n'est pas gage de paix mais de guerre et n'a jamais défendu que des intérêts économiques. Il faut le faire savoir, organiser une croisade contre l'OTAN, qui en est à oser parler de «guerre préventive» !

Dans la guerre contre l'Irak, le recours aux armes nucléaires devient de plus en plus probable et à «un niveau très bas», façon de dire en jargon militaire que le moindre incident pourra servir de prétexte à leur emploi.

La paix dans le monde demeure encore aujourd'hui un rêve non concrétisé pour beaucoup de populations et des enfants naissent dans des pays en guerre en ayant bien peu de chances de vivre un jour en paix.

Plus le délégation à personne, ni à nos gouvernements ni à l'ONU

Pour l'Europe, les conséquences d'une guerre contre l'Irak seraient bien plus graves qu'aux USA, protégés par leur situation géographique. Ça ne veut pas dire que nous sommes anti-américains et une grande partie du peuple américain n'approuve pas cette guerre. Des mouvements se créent chez eux aussi pour refuser la politique du gouvernement Bush. Nous n'avons pas d'idéologie préconçue, nous nous rassemblons parce que nous avons en commun le sentiment de faire une démarche juste et bonne. Ce mouvement est une incontestable réalité. Nous prenons

en main notre avenir, nous ne voulons plus le déléguer à personne, ni à nos gouvernements respectifs ni à l'ONU.

Quelques propositions concrètes :

- Elaborer une Convention européenne inscrite dans les Constitutions de tous les Etats.
- Définir une alternative

politique qui soit acceptable par toutes les diverses tendances politiques représentées à Florence et fonctionner sur le mode du réseau autour du consensus ainsi établi.



- Organiser un contre-sommet au moment du G8 d'Evian (la ville même sera sans doute inaccessible aux contestataires mais cela pourra se faire à proximité, à Annemasse, Genève ou Lyon et plutôt à la veille du G8 que pendant).

Il est possible de prévoir au même moment des manifestations dans des endroits éloignés d'Evian comme par exemple Saint-Petersbourg (où la contestation se met en place) afin de démontrer la synergie du mouvement.

On pourrait à cette occasion revendiquer la création d'une «gouvernance mondiale», exiger l'annulation de la dette des pays pauvres et organiser un solide partenariat Nord-Sud. Il faut obtenir un «droit à migrer universel» et interdire partout les camps de rétention.

Divers rassemblements vont avoir lieu dans les mois à venir, à Turin le 30 novembre, à Porto Alegre en janvier mais aussi à Londres le 15 février, et puis en Allemagne, en Pologne et à Prague, et à Cancun.

Dans l'immédiat, et chacun dans notre coin, nous pouvons d'ores et déjà organiser des marches pour la paix. Il faudrait qu'il y en ait partout dans les villes et les villages de tous les pays d'Europe.

Madeleine Nutchey ■

■ **Nombres.** Concernant le forum, les organisateurs ont annoncé près de 50 000 participants, 380 traducteurs bénévoles. Il y avait au moins 2800 Français, 1400 Anglais, 1500 Tchèques, 900 Grecs, etc. Concernant la manifestation, les organisateurs ont annoncé un million de participants, des anarchistes à François Hollande. La police indiquant plus de 400 000.

■ **Barbares.** Le gouvernement Berlusconi avait joué la carte de la peur, prenant pour bouc émissaire «le retour des barbares». Le maire de Florence a répondu au lendemain du rassemblement par la publication d'un poème du grec Cavafy : «Il fait nuit et les barbares n'arrivent pas (...) Il n'y a plus de barbares, comment allons-nous faire maintenant sans les barbares».

■ **A Saint-Denis en 2003.** Le prochain forum social se tiendra à Saint-Denis, dans la banlieue de Paris, du 29 octobre au 2 novembre 2003. Un collectif d'organisations est en train de se mettre en place autour d'Attac. La CGT a déjà donné son accord. La CFDT refuse d'y participer car elle n'accepte pas la critique radicale du libéralisme...



Petite phrase

«Les sociétés n'ont changé qu'en raison des changements qu'exigeait une économie tributaire des progrès de la marchandise et du travail qui amenait sa facture».

Raoul Vaneigem «Nous qui désirons sans fin».

Enveloppes illustrées

Pour votre courrier, utilisez des enveloppes en papier recyclé illustrées. Douze modèles sont disponibles sur les thèmes des essais nucléaires, du désarmement, du nucléaire (la dernière sur Bure), de la non-violence, des déchets, etc. On peut les commander contre 11 euros les 95, 43 euros les 500, 77 euros les 1000 port compris à : MDPL, 142, rue des Alliés, 42100 Saint-Etienne.

Vivre ensemble

■ **Destination campagne.** Cette association propose la mise en relation de personnes ayant déjà fait le retour à la campagne et de personnes souhaitant le faire pour des échanges d'informations et la mise en place d'entraide. Contrairement à ce que nous avons indiqué dans notre numéro d'octobre, elle n'offre pas de services. *Destination campagne, 6, rue Danièle-Casanova, 94120 Fontenay-sous-Bois.*

■ **Loire-Atlantique : Le Vieil Eclis.** Le Vieil Eclis est une oasis pour se ressourcer entre mer et campagne. Cette ancienne ferme sur un hectare de terre est entourée de haies bocagères et se situe à 500 mètres de l'océan. C'est un lieu d'expérimentation, berceau d'une oasis en référence au concept d'Oasis en tous lieux développé par Pierre Rabhi. La ferme se trouve à proximité du parc régional de Brière, dans une zone protégée par le



BELGIQUE Samedis de la bioconstruction

Nature & Progrès organise à Jambes, des journées de formation : électricité, écoconstruction et environnement (18 janvier), climat intérieur et perspective d'avenir (15 février), peintures et matériaux de construction (15 mars), bioclimatisme et panneaux solaires (12 avril), visites de différentes habitations (17 mai). *Nature & Progrès, 520, rue de Dave, B-5100 Jambes, tél : 081 30 36 90.*

conservatoire du littoral. Le Vieil Eclis vous propose soit des vacances différentes en découvrant un autre mode de vie, soit une implication plus importante en partageant simplement le lieu de vie et les activités quotidiennes : semer, récolter, cueillir les fruits et légumes, arroser, chercher les œufs, voir naître les chevreaux, etc. En prenant le temps de vivre dans ce lieu de verdure, vous pourrez vous

retrouver peu à peu et reprendre contact avec les autres. Le lieu est animé par Jacky, animateur polyvalent qui gère le jardin, la cuisson du pain et les travaux d'aménagement et par Marie-Dominique qui est thérapeute formée en psychanalyse et psychogénéalogie. *Jacky et Marie-Dominique Burgaud, Vieil Eclis, 44410 Assérac, tél : 02 40 01 77 29.*



Annonces

Vivre ensemble

■ Cherchons des associés, jeunes, manuels, dynamiques, pour s'investir dans la création d'un projet écologique et pastoral. Elevage de chèvres, jardinage et autres activités seront bienvenues dans le cadre «vivre et travailler ensemble». Vie collective, plutôt branchée fun-techno convivial. Projet d'installation dans le Diois (Drôme), les Baronnies (Drôme) ou le Buëch (Hautes-Alpes). Préparation du projet pour le moment dans la vallée de la Cèze (Gard). *Thierry Dorian, tél : 04 66 82 21 47, de 18 h à 21 h.*

■ **Lot.** Cherche dans ce département un terrain d'un hectare ou plus, pour création d'une «oasis en tout lieu». Idéalement en partie constructible, vue dégagée, ruisseau ou mare (ou possibilité), bois... *Maryannick Loiseau-Poutot, 348, chemin de Rigoule, 46400 Saint-Laurent-les-Tours, tél : 05 65 10 82 56.*

■ **Enseignement à la maison.** Grâce à l'arrivée de Giovanni, 27 mois, j'ai de nouveau le désir de me regrouper en «ateliers» avec d'autres familles ayant des enfants de 2 à 6 ans. Nous le pratiquons déjà, mais nous nous heurtons au problème de la distance entre les familles. On a vécu à deux familles sur notre terrain à deux reprises, c'est l'idéal et plus spontané, plus libre. C'est plus difficile pour les rapports entre adultes. La meilleure solution semble d'être proches voisins. Il y a du terrain agricole à vendre par ici et des maisons libres au village. S'il y a assez de monde, on peut aussi penser à commencer une école comme je le souhaitais déjà pour mes filles ou de se voir pour des activités l'après-midi et de continuer des apprentissages plutôt scolaires chez soi le matin. Je contacte d'autres mères dans le voisinage car il y en a qui ne sont pas pressées de scolariser. Ma grande fille, qui habite à côté, va avoir un bébé en février, cela fera deux petits qui joueront ensemble bientôt. Ceux qui veulent en discuter peuvent appeler *Brigitte Tichané Gormond* au 05 53 40 72 24 (Lot-et-Garonne).

■ **Corrèze.** Il y a dix ans que nous avons entrepris de faire revivre une petite vallée corrézienne abandonnée sous la forme d'une «coopérative de projets» alternatifs et libertaires. Nous sommes encore peu nombreux et plusieurs possibilités ne sont pas ou peu mises en valeur (chèvres, châtaigneraie, minoterie...). Il reste donc de la place pour des motivés en recherche d'une aventure collective. Les volontaires, même pour un coup de main modeste, sont aussi les bienvenus. *Ferme du Moulin de Larchat, 19320 La Roche-Canillac, tél : 05 55 29 19 97.*

Contacts

■ **Québec.** Nous cherchons à entrer en contact avec les autres abonnés québécois. *Christian Barglais et Lynda Saint-Jean, 2446 Rang 3, Sainte-Julienne, J0K 2T0 PQ, Canada, tél : 450 834 60 55.*

Rencontres

■ **Réf 291.01.** Je suis un homme de 47 ans, j'ai deux enfants, je vis à la campagne dans la Loire. J'aime les choses simples, la nature, le jardinage, les balades à pied, la lecture, les repas entre amis... Je participe à la vie associative, à l'engagement dans la société. Je souhaite trouver la compagnie avec qui partager affection et complicité, les plaisirs simples. Que le bonheur à deux rayonne sur les enfants. Et puis que l'on construise des projets dans le sens de l'écologie dans une maison qui s'y prête. J'espère vivement que la femme de ma vie répondra à cette annonce. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Samsara.** Sarah cherche «sam» pour rompre la ronde du Sarah-Soufi (suffit) et tenter un sam/suffit (sexualité, compagnie, partage). Téléphoner : 04 75 02 92 21.

■ **Jean.** Je suis en première tranche de retraite. Mouvance «Silence». Je suis chercheur de sens, je suis chercheur de vérité. J'aime approfondir, expérimenter : spiritualité, santé, jardin, culture, vie politique, éco-

nomie. Réfléchir sur les quatre fléaux que l'homme s'ingénie à perpétuer : misère, servitude, guerre, révolution. Alors ? Changer, transformer, qui ? quoi ? Moi, peut-être ? Par dessus tout, j'aime la vie. Je suis amant de la vie que je goutte et savoure en tous temps et en tous lieux : randos, marches — engagées parfois —, pèlerinages, etc. Je souhaite correspondre et rencontrer ami(es), surtout une amie pour cette démarche. Et beaucoup plus si affinités. Esprits Tao et Tantra bienvenus. 1m70, 60 kg, barbu aux yeux bleus. Lyon. *Tél : 04 78 53 32 50.*

Recherche

■ **Espagne.** Joies et galères de l'émigration... Nous cherchons des témoignages et conseils de personnes ayant choisi récemment de s'installer en Espagne. *C. Durand, Quélo, 44410 Herbignac.*

■ **Dame, 50 ans,** cherche habitation avec jardin à loyer modéré (je possède quelques animaux) ou un rez-de-jardin chez l'habitant. Mes ressources sont modestes. Je n'ai pas l'intention de rester au RMI, beaucoup d'idées trottent dans ma tête. Une fois installée, je pourrais devenir famille d'accueil pour un public en difficulté. La relation avec l'animal peut apporter beaucoup, soulager le mal-être. Etant attirée par le naturel, je souhaiterais créer en partenariat une librairie axée sur la diététique, la santé au naturel, l'écologie, les animaux, avec un salon de thé où organiser débats et conférences. *Françoise Vettraino, 19, boulevard de la Liberté, 94170 Le Perreux.*

■ **Toulouse.** nous sommes deux jeunes — un menuisier en formation et une architecte d'intérieur — et nous cherchons dans l'est toulousain un logement avec petit jardin ou espace pour travailler. Nous sommes léger d'argent, mais nous échangerions volontiers des travaux sérieux de rénovation contre un loyer modéré. *Sapin, 4, place Daniel-Espa, 31590 Verfeil, tél : 06 78 81 62 82 ou Géraldine Viand, 4 bis, rue Chaponnay, 69003 Lyon, tél : 04 78 95 62 66.*

■ **Agriculteurs bio dans la Sarthe,** cherchent à étendre leurs activités vers la boulangerie, par transformation de la production de blé en pain. Cherchent un petit moulin à farine semi-professionnel, une bluttesse, ainsi qu'un pasto pour jus de pommes, *tél : 02 43 71 33 82.*

■ **Lot-et-Garonne.** Devant m'absenter pour deux à trois ans, je cherche à louer ma maison à une personne ou une famille qui voudrait la maintenir et l'entretenir, ainsi que le petit potager et le jardin (2 fois 400 m²). Je suis ouvert à toutes propositions. *Waldo Catano, rue de la Citadelle, 47370 Tournon-d'Agenais, tél : 05 53 49 23 93, waldo.catano@wanadoo.fr.*

Emplois

■ **Charente-Maritime.** Exploitation en maraîchage biologique sur 3/4 hectare, recherche responsable des cultures, avec encadrement d'une équipe, expérience bio souhaitée. Poste à pourvoir en février 2003. Recherche également pour les activités de transformation (pain...) un salarié à temps partiel. Envoyer CV et motivations à *Bio-Chemins, Pouget, Grand Village, 17270 Clérac, fax : 05 46 04 71 10.*

Vacances

■ **Maroc.** A 17 km de Marrakech, face aux cimes enneigées du Haut-Atlas, sur 3 hectares d'oliviers, de citronniers, de grenadiers et de cultures, «la petite ferme» offre calme, silence et authenticité. Vous logez dans les dépendances (habitat traditionnel de terre) ou dans les chambres du patio. Table d'hôtes avec les produits de la ferme. Idéal pour découvrir la médina ou le douar des pentes de l'Atlas. *Myriam et Mustapha Nassef, BP 385, 40000 Marrakech-Médina, tél / fax : 00 212 44 48 54 60.*

A louer

■ **Ecovillage.** A louer au cœur de l'écovillage, dans le château de Bouscà, à Bazens

Louis Lecoin au théâtre



Louis Lecoin, militant pacifiste, engagé, pendant la guerre d'Algérie, une grève de la faim pour demander le

statut d'objecteur de conscience. Il l'obtiendra. Six comédiens ont créé une pièce pour rappeler qui est ce grand militant. On peut les joindre : *Les pieds sur scène*, 67, rue des Poissonniers, 75018 Paris, tél : 01 42 51 60 26.

ILE-DE-FRANCE Forum de l'Oiseau Lyre

Pour la quatrième année, se tiendra à Ablon-sur-Seine, près de Paris, le samedi 25 janvier, au centre culturel Alain-Poher, un forum sur l'éducation. Le thème de l'année est «Et si une éducation autre menait vers une autre société ?». Le matin, Bruno Rebelle, directeur de Greenpeace et Alain Marengo, directeur de recherche au CNRS débattront sur la question de la place de l'environnement. Arouna Lipschitz, écrivaine, interviendra sur «conscience et éducation». L'après-midi, des tables rondes porteront sur l'éducation alternative (avec une présentation des différentes approches pédagogiques), l'économie solidaire (avec le réseau Repas), conscience et société (avec une personne de Résistance à l'agression publicitaire), environnement et planète (avec le réseau Ecole et nature). *Oiseau Lyre*, 5, rue Pierre-Brosselette, 94480 Ablon-sur-Seine, tél : 01 45 97 50 19 (de préférence le matin).

(Lot-et-Garonne), deux très beaux appartements rénovés. Joli cadre au milieu d'arbres centenaires. Un appartement T3 refait à neuf, 487,84 euros + charges. Un appartement T5 bail conventionné, 396,42 euros + charges. *Michel Carré, Agence Jayan, 101, boulevard de la Liberté, 47000 Agen, tél : 05 53 66 14 55.*

A vendre

■ **Réf 291.02. Côte-d'Or.** Près de Dijon, vend maison de 90 m² + 12 m² de véranda captatrice, maison bioclimatique en dur, très bien isolée, cheminée centrale niveau haut, deux chambres en rez-de-jardin avec terrasses sud et est. Garage une place à part. Sur flanc de colline sur 400 m² arboré dont un jardin en espaliers (6 murs de pierres sèches), derrière la maison. Maison mitoyenne sur un côté qui la protège des vents dominants. Chaudière murale gaz. Consommation en chauffage de 40 % inférieure à celle d'une maison traditionnelle. Construction en 1985. Habitable de suite. Paysage de vallée et pourtant 5 mn en voiture du centre-ville et d'une gare. Estimée 152 000 euros. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



RENNES Plumes rebelles

Le groupe Amnesty international de Rennes organise pour la troisième fois un salon du livre intitulé *Plumes rebelles* consacré à la littérature d'idées. Il se tiendra le samedi 8 février en nocturne et le dimanche 9 février en journée à la Halle des Lices, en centre-ville. Il rassemblera des éditeurs et des auteurs autour des thèmes suivants : extrémisme et droits humains, démocratie réelle, démocratie rêvée, les femmes et la guerre, la BD comme instrument de contestation, poésie et subversion. *Amnesty international*, 32, quai Saint-Cyr, 35000 Rennes, tél : 02 99 62 20 45.



Agriculture biologique

■ **Compost :** peut mieux

faire ! La France produit un peu plus de 300 000 tonnes de compost de qualité par an. Elle n'utilise que 2 % de son potentiel. L'Allemagne en produit huit fois plus. Environ 500 000 tonnes de déchets ménagers sont également compostés, mais celui-ci est de très médiocre qualité du fait de la présence de polluants provoquée par un mauvais tri en amont par le consommateur. Il serait possible de faire beaucoup

mieux, comme l'incite à le faire l'Europe, mais en France, le tri sélectif butte sur la politique du tout incinérateur. (*Quatre saisons du Jardinage*, novembre 2002)

■ **Bretagne : compost aux algues vertes.** Les algues vertes envahissent les plages bretonnes du fait de l'excédent de fertilisation rejeté par l'élevage porcin. Le CAT des Quatre-Vaux, à Corseul, en Côte-d'Armor, a mis au point un procédé de compostage de ces algues, avec un mélange de déchets forestiers, qui donne un produit de grande qualité. *Quatre-Vaux-Jardin*, BP4, 22130 Corseul, tél : 02 96 82 70 71.

■ **Drôme : Traction animale moderne.** La Ferme de la Fontaine propose des formations dans le domaine de la traction animale en lien avec le CIVAM de la Drôme. Elle propose du 27 au 28 janvier une formation sur les bases théoriques et techniques pour une culture écologique accompagnant les processus naturels, l'agroforesterie et le rôle des arbres et arbustes, le choix d'outils en culture motorisée et en traction animale pour stimuler la vie du sol par des méthodes de travail sans labour, les aspects économiques de la culture attelée. Les 17 et 18 mars et les 1er et 2 septembre, deux formations sont organisées sur la connaissance et la conduite du cheval de trait. Du 19 au 21 mars et du 3 au 5 septembre, formation sur la conduite des cultures et travail du sol sans labour avec le matériel agricole moderne en traction animale. Prise en charge financière pour les personnes en CFPPA. *Ferme de la Fontaine, André Sieffert, 26560 Eourres*, tél : 04 92 65 25 98.



Fêtes, foires, salons

■ **Cavaillon : festival Sciences Frontières.** 18e éd. 21 au 25 janvier. Festival de vulgarisation scientifique autour des questions transdisciplinaires, des impacts sur la société, du rôle des citoyens dans la science, etc. *Sciences Frontières*, 8 bis, rue du Chemin-de-Fer, 94110 Arcueil, tél : 01 45 46 93 70.

■ **Vannes : Bien-être et mieux vivre.** 2e éd. 24 au 26 janvier au parc d'exposition Chorus, 60 exposants. Habitat sain, médecine douce, énergies renouvelables, environnement, bio. *Loire Evénements*, 40, rue Beaurepaire, 49400 Saumur, tél : 02 41 38 60 00.

■ **Bouches-du-Rhône : Millepertuis.** 6e éd. 8 et 9 février à la salle des fêtes de Puyricard, près d'Aix-en-Provence. Salon de la vie saine et du développement personnel sur le thème «les sons, les couleurs et les parfums se répondent». *Graine de vie*, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.



Déchets

■ **Convention de Bâle.** Cette convention, qui date de 1994, interdit d'exporter ses déchets dans un autre pays quand il est possible de les conserver sur place, et de les envoyer dans un pays qui ne pourrait pas les traiter correctement. Depuis son adoption, elle a été signée par 113 pays. Les Etats-Unis ne l'ont pas signée ce qui leur permet de continuer à exporter leurs déchets sans aucun souci, tout d'abord vers le Canada et le Mexique, mais aussi vers d'autres pays plus lointains (Guinée, Nigeria, Inde, Corée du Sud, Philippines, etc.) (*Isère-Nature*, novembre 2002)

■ **New-York : plus de collecte sélective !** Estimant que la collecte sélective des déchets coûte 40 millions de dollars par an à la ville, le nouveau maire, Michael Bloomberg, a décidé d'y mettre fin. De là à penser

que les services de la mairie ne sont pas non plus rentables...

■ **Toujours en décharge.** En juillet 2002, date à laquelle toutes les décharges devaient être fermées selon la loi de 1992, 43 % des déchets partent encore en décharge contre 55 % il y a dix ans. Selon l'ADEME, il y aurait 12000 décharges actuellement en France dont seulement quelques milliers fonctionnent légalement grâce à des dérogations.

■ **Tout-incinérateur.** La France est décidément le pays des extrêmes. Après le tout-nucléaire des années 80, la France est aujourd'hui confrontée au tout-incinérateur : pour l'Europe entière, 60 % de ces usines sont en France !

■ **Alsace : documents disparus.** La CFDT des Mines de potasse d'Alsace a rendu publics des documents qui prouvaient que de graves effractions ont été commises concernant le stockage de déchets à Stocamine, décharge souterraine victime d'un long incendie (voir n° de décembre). La CFDT annonce notamment que des documents présentent des traces de modification des produits entreposés.



Marée noire

■ **Espagne : nouvel accident.**

La Galice est la région la plus avancée à l'ouest de l'Espagne. Elle constitue un cap pour les bateaux, comme ensuite la Bretagne en France. Ceci l'expose de fait à de multiples marées noires (1976, 1978, 1992). Le 15 novembre le pétrolier *Prestige* a annoncé une fuite au large des côtes. Trois jours plus tard, environ 200 km de côtes étaient souillées. Ces côtes déchiquetées abritent les plus importantes ressources d'élevage ostréicole d'Espagne. Environ 700 bateaux de marins ne peuvent plus sortir du port. Une nouvelle fois, il s'agit d'une affaire de pavillon de complaisance : commandant grec, pavillon Bahamas, pétrole letton... Le pétrolier contenait 70 000 tonnes de fioul destinées à la colonie britannique de Gibraltar.

■ **Erika : indemnités oubliées.** Trois ans après l'accident, les procédures judiciaires sont toujours en cours et pour le moment seule une faible partie des frais engagés par les collectivités ont été remboursés.

■ **Double coque.** Le *Prestige* datait de 1976 et n'avait pas de double coque. Celle-ci ne sera obligatoire qu'en 2015. Le temps d'amortir au mieux les épaves en circulation.

Transports

■ **Chine : explosion du nombre de voitures.** En 2002, les ventes de voitures en Chine ont augmenté de 40 % par rapport à l'année précédente. Nissan et Peugeot sont les deux premières marques présentes dans un pays qui bat déjà tous les records de pollution atmosphérique.



■ **Rencontres sur les villes sans voitures.** Après Lyon et Timisoara, les troisièmes rencontres pour des villes sans voitures se tiendront à Prague en mars 2003. Un appel est lancé aux groupes militants pour participer à la mise en place du programme. *Carbusters*, Kràtkà 26, 100 00, Praha 10, République Tchèque, tél : 420 2 7481 0849, www.carbusters.org.

■ **Rennes a son métro.** La commune de Rennes a prétexté la protection de son centre historique pour choisir le métro plutôt que le tramway. Résultat : 527,17 millions d'euros, soit sensiblement le double que ce que Nantes a dépensé pour son tramway. Le tramway nantais étant deux fois plus long, le métro de Rennes revient donc quatre fois plus cher que le tramway... mais il ne gêne pas les voitures, ce qui est sans doute la vraie

Effet de serre

■ **Alaska : village déplacé.** Le village inuit de Shishmaref, 500 habitants, a été construit depuis des siècles au bord de la banquise, sur des terres gelées (permafrost). Depuis 1971, la température de la région a grimpé de 2,2°C. Cela a provoqué la fonte du sous-sol et plusieurs maisons se sont déjà enfoncées dans l'eau, d'autres ont dû être déplacées. Début septembre, un référendum a été organisé pour décider du déplacement du village. A 80 % la population a voté pour le déplacement. Le gouvernement des Etats-Unis va donc devoir dépenser un million de dollars pour reconstruire le village 8 km plus à l'est. George Bush va peut-être comprendre que l'effet de serre n'est pas une vision de l'esprit. (*Courrier international*, 10 octobre 2002)

■ **Sahel : Pollution et sécheresse.**

Observant depuis plusieurs années le nuage de pollution qui couvre une bonne partie de l'Asie, provoquant des modifications dans les flux de pluie, des météorologues ont émis l'hypothèse que cela a pu être de même dans les années 60 et 70 au-dessus de l'Europe. A cette époque, il n'y avait pas de satellites pour le voir. On se souvient toutefois du phénomène des pluies acides qui ont détruit les forêts européennes jusque dans les années 1990. Ces météorologues estiment, avec les connaissances d'aujourd'hui que le nuage de crasse qui devait stagner au-dessus de l'Europe devait se déplacer en fonction des courants aériens et descendre jusque sur le Maghreb où il constituait une barrière pour les pluies venant de l'Atlantique. Ceci pourrait alors expliquer les grandes sécheresses du Sahel de l'époque. Si ces faits venaient à être confirmés, cela signifierait que l'industrie du nord a provoqué la mort de centaines de milliers de personnes à des milliers de kilomètres. L'industrie du nord sera-t-elle traduite devant les tribunaux pour crime contre l'humanité ? (*Courrier international*, 17 octobre 2002)

■ **Allemagne : c'est possible !** L'Europe s'était engagée à réduire de 8 % ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 d'ici 2010. Si pour certains pays, cet objectif ne sera pas atteint, le gouvernement socialiste-vert allemand entend montrer que c'est possible et même que l'on peut faire mieux. L'Allemagne espère pour le moment arriver à 21 % de réduction seule, mais annonce qu'en concertation avec les autres pays, elle pourrait même arriver à 40 % ! (*Politix*, 24 octobre 2002)



raison de ce choix.

■ **Paris : couloirs de bus.** La nouvelle municipalité mène la chasse aux voitures. 30 km de bus ont été ouverts en un an. Selon un sondage de la RATP, ces mesures ont le soutien de 60 % des Parisiens. Sur les tronçons équipés, la circulation automobile a baissé de 15 %. La vitesse moyenne des bus est passée en un an de 12 à 13 km/h. 40 kilomètres vont être maintenant matérialisés, mettant quatre lignes entièrement en site propre... et avec une vitesse moyenne qui doit atteindre 15 km/h.

■ **Sarthe : retour de l'A28.** Cette autoroute entre Tours et Alençon a été bloquée en 1998 quand a été découvert dans une forêt qu'elle devait traverser un scarabée pique-prune protégé par une directive européenne. Mais l'Etat et les DDE ne renoncèrent jamais et depuis de mul-

tiples études ont été faites pour essayer de prouver que l'on pouvait quand même faire passer l'autoroute sans détruire l'écosystème du scarabée. Bien sûr, ces études ont été financées par les partisans de l'autoroute. Une nouvelle enquête publique se prépare.

■ **Lyon : délire automobile.** Le maire (de gauche) a annoncé qu'il allait faire mieux que l'ancien maire (de droite). L'ancien n'a en effet construit que 1000 places de parkings souterrains, le nouveau en annonce 5000 ! Mais puisque les écologistes veulent lutter contre la voiture (il y a deux adjoints Verts), il annonce en même temps qu'il supprimera aussi 10 000 places en surface. Soyons logique : plutôt que de dépenser des millions pour enterrer les voitures, pourquoi ne pas se contenter de simplement supprimer 5000 places en surface ?

Vélos

■ **Déplacements.** Un Néerlandais fait en moyenne 1000 km par an à vélo, un Danois 950 km, un Allemand 300 km, un Français ou Espagnol ou un Britannique ne fait lui que 100 km par an ! (*Mouvement de défense de la bicyclette*)

■ **Pistes cyclables.** On en compte 20 000 km aux Pays-Bas, 15 000 en Allemagne, 10 000 au Royaume-Uni, 7000 au Danemark, 5000 en France. (*Mouvement de défense de la bicyclette*)

■ **Grenoble : domicile-école.** En 1999, l'agglomération grenobloise fait un comptage sur les trajets domicile-école : 50 % se font en voiture, 50 % à pied. Une campagne d'information et de formation est faite sur la conduite à vélo en ville. A la rentrée 2002, les résultats sont les suivants : 55 % à pied, 25 % en voiture, 20 % à vélo.

EUROPE

Sols en disparition

Actuellement 52 millions d'hectares (16 %) de l'Union européenne ont des sols déjà particulièrement appauvris : contamination chimique, érosion, urbanisation, salinisation, baisse de la matière

organique, etc. En Espagne, ce taux atteint 31 %. Dans les futurs pays membres, c'est encore pire : 35 % en Pologne, 40 % en Lituanie... Industrialisation et agriculture intensive sont les deux principales causes de ce phénomène difficilement réversible : les chercheurs estiment qu'il faut 500 ans pour reconstituer 2,5 cm de sols fertiles. Bientôt de grands déserts en Europe, c'est malheureusement probable et presque déjà une réalité dans le centre de l'Espagne. (*Politis, 6 juin 2002*)

A Z F

Directive européenne

La commission européenne a procédé à une révision de la directive Seveso II concernant les sites industriels dangereux. Tenant compte des conséquences de l'accident de Toulouse, elle a notamment révisé à la baisse les seuils où s'applique cette directive et étendu les interdictions de construire à proximité des sites concernés non seulement aux habitations mais également à tous les édifices accueillant du personnel. (*Environnement magazine, novembre 2002*)

Cartes postales

Alexis Nouailhat, dont nous publions de temps en temps des dessins, a réalisé plus de 350 modèles de cartes postales sur la nature (avec souvent une pointe d'humour). On peut obtenir la liste de ces réalisations et les tarifs en lui écrivant : *Alexis Nouailhat, Les Chanalettes, 05500 Saint-Bonnet-en-Champsaur, tél : 04 92 49 09 65.*



Alexis Nouailhat

A I N

Sauver les arbres

Trop souvent, on coupe les arbres en prétextant qu'ils sont en mauvaise santé. Mais un arbre en mauvaise santé, cela se soigne ! Il existe même des méthodes douces à base d'huiles essentielles. Il est possible d'apprendre comment avec un professionnel. Un stage se tiendra dans l'Ain du 27 au 30 mai 2003. *Eric et Claudine Petiot, Jardin au pied du Mont, route du Col, 01170 Crozet, tél : 04 50 42 43 48.*

I S È R E

Festival du film nature et environnement

Le festival qui s'est tenu à Grenoble du 12 au 17 novembre a remis le Grand prix du festival, mention Nature aux films *Le retour des grands prédateurs* de Michael Schlamberger et *L'incroyable aventure du gorille Mabéké* de Jean-Yves Collet. Le premier montre comment le loup, l'ours, le lynx, la loutre, l'aigle royal, chassés au 19e siècle, reviennent aujourd'hui. Le deuxième présente la vie d'une famille de gorilles dans les plaines de l'Ouest du Gabon.

Le Grand prix du festival, mention Environnement revient au film *Léon, paysan de Savoie* d'Anne et Eric Lapiéd, l'histoire de la transmission des savoir-faire dans le milieu agricole de génération en génération.

Le Prix Education à la Nature et à l'Environnement a été décerné à *Veaux, vaches, cochons* de Laurent Charbonnier, documentaire qui nous propose d'assister à la naissance d'un poulain, d'un veau, d'un agneau et de cochons dans une ferme.

Le Prix du jeune public est revenu à *Gouttelette et les aventures de l'eau*, un dessin animé d'Enrique Uviedo. Le Prix du meilleur film francophone est pour *La cigogne noire, du chêne au baobab* de Philippe Caro et Gérard Jadoul. Le Prix coup de cœur du jury a été partagé entre *Bookashkis* de Mikhail Aldashin (film d'animation sur de petits insectes vivant dans une cuisine qui revendiquent leur condition...) et *Des becs et des serres* de Krystian Matysek sur les oiseaux. Enfin un Prix artistique récompense *Arbres* de Sophie Brumeau et Marc-Antoine Roudil. *Arbres* est un parcours dans une autre échelle de l'espace et du temps où l'on rencontre des arbres qui communiquent, des arbres qui marchent, des arbres timides ou des arbres fous... *FRAPNA-Isère, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.*

FONTAINEBLEAU

Grignotage inexorable ?

En 1900, le massif forestier de Fontainebleau s'étendait sur 35 000 hectares. Un siècle plus tard, il a perdu 3500 hectares. Alors qu'il vient, en avril 2002, d'être reconnu comme «forêt de protection», ce classement ne couvre que 28500 hectares. Il manque environ 3500 hectares, principalement en bordure de forêt, près des zones en extension urbaine ou le long des voies de communication. Tout se passe comme si ces 3500 hectares de forêts étaient sacrifiés à l'extension des activités humaines pour le siècle prochain. Les associations de défense de la forêt demandent un classement à une échelle supérieure avec la création d'un parc national qui engloberait les 32 000 hectares actuels. *Comité pour l'avenir forestier de Fontainebleau,*

Forêt de Fontainebleau.



DR

6, castel des Basses-Loges, 77120 Avon, fax : 01 64 69 52 92.

MOSELLE

Visons en liberté

Le 10 novembre, un éleveur de visons à Tressange a découvert que ses 3000 enclos avaient été ouverts pendant la nuit. Des dizaines de gendarmes, de pompiers et d'habitants ont été mobilisés pour retrouver les dix mille visons qui se sont échappés. 500 d'entre eux n'ont pas été retrouvés.

DRÔME

Sorties Nature

La FRAPNA propose le 12 janvier une sortie «sur les traces des loups du Vercors» et le même dimanche une randonnée à raquettes, toujours dans le Vercors. *FRAPNA, 9, rue du Lycée, 26000 Valence, tél : 04 75 81 12 44.*

TURQUIE Barrage contesté

Le gouvernement turc utilise la construction de barrages hydroélectriques dans l'est du pays pour déplacer les populations kurdes et affaiblir leurs revendications politiques. Un nouveau projet vient d'être lancé à Yusufeli, dans le nord-est du pays. Ce sont les entreprises françaises SPIE-Batignolles et Alstom qui doivent le construire. Le financement est couvert par la Coface. Ce barrage provoquerait le déplacement de 15 à 30 000 personnes. Les grands barrages n'ont plus aujourd'hui tellement de justification puisqu'il est possible de faire de l'électricité en mobilisant moins de surface (le solaire ne couvre pas plus de place et peut se placer sur les toits sans gêner les populations). De nombreuses associations (Amis de la Terre, Greenpeace, Institut kurde de Paris, Attac, France-Libertés...) lancent une campagne pour demander que la population de la région soit libre de choisir son propre mode de développement. *France-Libertés, 22, rue de Milan, 75009 Paris, tél : 01 53 25 10 40.*

Petites phrases

« Militaires de tous les pays, détruisez-vous les uns les autres »

Jacques Prévert

Drapeaux blancs contre la guerre !

En vue des préparations d'une guerre massive de la part du gouvernement des Etats-Unis contre l'Irak, il est urgent de signaler mondialement notre protestation contre cette guerre.

Les groupes proches de Pierre Rabhi demandent de signaler notre refus de cette guerre avec des tissus blancs fixés aux fenêtres de nos habitations.

Cette action facile à réaliser n'a pas de centre, ne se base sur aucune idéologie et n'adhère à aucun parti politique. Elle trouvera sans doute la plus haute attention dans toutes les rues et dans tous les médias et montrera ainsi le désaccord profond de la plus grande partie de l'humanité avec cette guerre.

Pour ceux qui en ont une, vous pouvez aussi coller une feuille de papier blanc à l'intérieur de la vitre arrière de votre voiture.

ont mis en place, à partir du 18 novembre, une vigile permanente devant la Maison Blanche à Washington. Une trentaine de femmes seront présentes en permanence 24 h sur 24 pendant au moins quatre mois.

■ **USA : attaque préventive.** Dans la nuit du 13 au 14 octobre, un centre de recrutement de l'armée de San-José, en Californie, a été incendié. Un bombage revendique « attaque préventive ». (www.ainfos.ca)



■ **USA : manifestations géantes.** Les USA connaissent actuellement les plus importantes manifestations pacifistes depuis celles des années 70 contre la guerre du Viet-Nam.

■ **Bruxelles : 10 000 manifestants.** Environ 10.000 personnes ont manifesté dimanche 17 novembre à Bruxelles contre une éventuelle guerre visant l'Irak. Ils répondaient à l'appel de coordination contre une guerre en Irak, qui regroupe quelque 130 organisations et associations. 5000 personnes avaient déjà manifesté le 10 novembre.

■ **Italie : manifestation monstre.** Plus de 500 000 personnes ont manifesté contre la menace de guerre en Irak, le samedi 9 novembre à Florence, à la clôture du Forum social européen. Environ 10 000



manifestants venaient de l'étranger.

■ **Compagnies pétrolières.** Les compagnies pétrolières nord-américaines Esso, Mobil, Chevron et Texaco soutiennent à fond le président Bush. Elles espèrent ainsi couper l'herbe sous les pieds des compagnies TotalFinaElf (France) et Loukoil (Russie) qui négocient actuellement des contrats d'exploitation avec le gouvernement de Saddam Hussein. Ceci explique aussi sans doute les positions respectives de

TAÏWAN Objection de conscience

Taïwan est le premier pays asiatique accordant le droit à l'objection de conscience. La loi du 15 janvier 2000 ne reconnaît toutefois que l'objection pour motif religieux. Un service civil de 33 mois remplace alors un service militaire de 22 mois. Pour la première année, il y a eu 31 objecteurs : 28 témoins de Jéhovah et 3 moines bouddhistes. (*Le Rire, été 2002*)

Bush va-t-en-guerre

■ **Washington : femmes contre la guerre.** Des mouvements de femmes



ISRAËL Vanunu en prison jusqu'au bout ?



Dans le plus grand secret, dans les années 50, Israël, avec le soutien de la France, se lance dans la recherche nucléaire militaire. Des laboratoires secrets sont construits à Dimona, dans le désert de Negev (sud du pays). Les produits fissiles sont achetés à la Norvège en 1959. La France cesse son aide en 1964. Israël se tourne alors vers l'Afrique du Sud qui devient son principal fournisseur en uranium. Le 22 septembre 1979, un essai nucléaire a lieu dans l'océan Indien, présenté comme un essai sud-africain... en fait conjoint avec Israël. Israël, qui a toujours refusé de signer le traité de non-prolifération, ne toujours posséder la bombe atomique. Mordechai Vanunu est technicien dans le centre de recherche. En 1986, il vient à Londres et fournit au *Sunday Times* des photos du site. Il est enlevé par le Mossad, service secret israélien et est condamné en Israël, le 6 octobre 1986, à 18 ans de prison pour trahison. Il sera mis pendant douze ans dans une cellule de 6m2. Depuis 1998, il vit dans des conditions de prisonniers normales. Sa peine doit se terminer en 2004. En Israël, comme en France, on peut espérer une remise de peine après les deux tiers de la condamnation effectués. Il n'en est toujours pas question ! Parallèlement, les photos du site de Dimona ont été publiées sur internet. La famille d'un employé du centre a obtenu une forte indemnité en 1980 pour la mort de cet employé par cancer après 19 ans de service... Israël continue à nier l'existence de ce centre de production d'armes nucléaires. Les services secrets américains estiment qu'Israël détient plusieurs centaines de têtes nucléaires et ont récemment demandé au gouvernement de ne pas les utiliser en cas de bombardement d'Israël par des missiles irakiens. (*Soleil Vert, décembre 2002*)



Le réacteur de Dimona.

Chirac et Poutine.

Vaccins contre l'hépatite B L'Etat sous influence

Philippe Douste-Blazy

Un rapport officiel d'expertise coordonné par le docteur Marc Girard, a été remis au gouvernement le 14 novembre 2002. Ce rapport ne se contente pas de dénoncer la faiblesse de la pharmacovigilance en ce qui concerne les victimes du vaccin contre l'hépatite B. Il montre que le gouvernement, sous influence des laboratoires, a carrément menti pour justifier les campagnes de vaccins. Ainsi, ce que dénoncent de nombreuses associations d'usagers de la santé est maintenant officiel. Ainsi, le rapport dénonce la campagne lancée à l'automne 1994, alors que Philippe Douste-Blazy était ministre de la santé, par ce ministère. En utilisant le terme de vaccination « systématique » le ministère a fait comprendre à la plupart « obligatoire » alors que c'était faux. Les chiffres annoncés de 100 000 contaminations par an sont totalement faux : il y en a eu plus un millier. Lorsque le ministère parle d'une « épidémie plus grave que le Sida », il ment encore.



Le vaccin contre l'hépatite B est le produit pharmaceutique qui a présenté le plus d'effets indésirables depuis le début de la pharmacovigilance en 1974, avec aujourd'hui plus d'un millier de cas de maladies reconnus. Sachant que l'hépatite B se transmet par les voies sexuelles et par le sang, et que l'endémie en France reste faible, le rapport conclut que la campagne de vaccination « a conduit à

CÔTES D'IVOIRE La Françafrique en action

Le président Laurent Gbagbo a été installé à la tête de la Côte-d'Ivoire par le gouvernement de la gauche plurielle. Sa volonté de vouloir empêcher le pays d'être totalement pillé par les multinationales semble à l'origine des problèmes actuels. Tout d'abord, la rébellion a préparé ses armes sur le territoire Burkinabé dont le gouvernement est directement sous contrôle de la France. Bouyghes essaie de mettre la main sur l'eau, l'électricité et les grands travaux dans le pays. Mais des multinationales américaines sont aussi sur les rangs et elles auraient facilité la venue de renforts de l'Angola. Pour aider le président en difficulté, le PS français n'a rien trouvé de mieux que de convoquer dans un grand hôtel d'Abidjan, les représentants de l'internationale socialiste. Pour compléter le grenouillage local, si le gouvernement d'Abidjan a reçu le soutien de Jean-Richard Sulzer dans *France-Soir*, un universitaire proche de Le Pen, c'est sans doute parce que ce dernier entretient de bonnes relations avec la présidence ivoirienne comme en témoigne la présence sur place de son conseiller juridique Marcel Ceccaldi. (*Billets d'Afrique, novembre 2002*)



Laurent Gbagbo

Noir Silence Procès gagné

En 2000, trois chefs d'Etat africains, Idriss Déby, Omar Bongo et Denis Sassou Nguesso avaient intenté un procès à François-Xavier Vershave,

auteur du livre *Noir silence* pour «offense à chef d'Etat». En 2001, le premier jugement les a déboutés estimant que la loi définissant ce délit n'est pas conforme au droit européen. Les chefs d'Etats ont fait appel. Le 3 juillet 2002, la cour d'appel de Paris a rendu son jugement. Elle l'a effectué sur le fond, ne tranchant pas sur

la légalité ou non du délit «offense à chef d'Etat». Sur le fond, elle a relaxé les accusés estimant que les documents et les témoignages fournis par l'auteur du livre montrent à l'évidence qu'il a fait un travail d'enquête sérieux et que sa démarche, bien que militante, n'est pas critiquable. L'auteur a notamment pu remettre au tribunal quinze mille lettres de soutien. Ce jugement confirme donc qu'il est légal de dire que Denis Sassou Nguesso est un «dictateur», auteur de «crimes contre l'humanité», qu'Idriss Déby a entretenu «soigneusement sa réputation de tueur, par des carnages réguliers», qu'il est attiré par «le pillage de l'Etat, la mise à sac des populations adverses et leur terrorisation», qu'il est «goulu de transactions illégales», qu'Omar Bongo est un «parrain régional», son régime étant une «démocratie prédatrice» perpétuée par la fraude électorale. Ce sont les termes que les chefs d'Etat contestaient.

MALI

Pillage canadien

La société canadienne Iamgold (je suis l'or !) contrôle une exploita-

tion d'or au Mali à Sadiola. La firme annonce qu'elle lui a déjà rapporté 340 millions d'euros. Les Maliens eux n'ont récolté que 15 millions de tonnes de roches polluées au cyanure, à la chaux vive et à l'acide chlorhydrique. Les villages voisins souffrent de problèmes respiratoires provenant des abondantes poussières riches en métaux lourds. L'électricité de la mine provient du barrage de Manantali, construit en amont du fleuve Sénégal... avec de l'argent de l'aide publique au développement. (*Billets d'Afrique, novembre 2002*)



DR

Santé

atite B nce

exposer des sujets sains à un danger inutile».

Le rapport dénonce également les liens entre Philippe Douste-Blazy et Bernard Mezuré, président du syndicat national de l'industrie pharmaceutique et dirigeant de SmithKline-Beecham, l'un des deux laboratoires fabriquant le vaccin.

Enfin, le rapport s'étonne du manque de perspicacité des journalistes. Ceux-ci ont un rôle de diffusion de l'information et donc sont des agents de santé publique. En relayant l'information du ministère sans esprit critique, ils sont complices de cette désinformation. Le rapport, toujours dans le domaine de la presse, s'étonne que les journalistes reprennent les résultats des études publiées sans s'inquiéter de qui financent ces études. En effet, depuis 1996, date des premiers malades reconnus, les études montrant l'innocuité du vaccin sont toutes issues du financement des laboratoires.

A quand le procès de Philippe Douste-Blazy que réclament plusieurs associations ?



■ Grenoble :

Procès en appel de Valence.

Les militants qui ont été condamnés en première instance au mois de janvier 2002 pour avoir neutralisé une parcelle d'essai de maïs transgénique dans le département de la Drôme ont fait appel des peines qui leur ont été infligées. Le procès en appel se déroulera le 31 janvier 2003 à Grenoble.

■ Lyon : la mort dans l'assiette. Le musée d'histoire naturelle de Lyon organise une conférence sur ce thème le mardi 7 janvier avec l'Union féminine civique et sociale et Marc Chambolle de l'INRA.

Téléphones mobiles

■ Erratum. Le téléphone de l'association *Protection des riverains des stations-relais de téléphonie mobile* indiqué dans le numéro d'octobre est erroné. Le bon est le 03 80 30 59 36.

■ Rapport sénatorial affligeant. Le Sénat a publié mi-novembre un rapport sur les risques des téléphones portables et des antennes-relais. Mais ce rapport est bien peu scientifique puisqu'on peut y lire : « si peu d'études ont porté sur les effets potentiels des stations de base, c'est évidemment en raison du très faible niveau d'exposition correspondant ». Autant dire que si un phénomène est nouveau, il n'est pas dangereux !



DR

AIX-EN-PROVENCE Psychogénéalogie

La psychogénéalogie affirme que nous reproduisons, génération après généra-

tion, les mêmes comportements. Pour découvrir ce qu'il en est, l'association *Graines de vie* organise un colloque sur ce sujet, samedi 25 et dimanche 26 janvier, à l'Holiday Inn, 7, route de Galice, à Aix-en-Provence. Médecins, psychologues, thérapeute y présenteront leurs savoirs. *Graines de vie*, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.

GRENOBLE Bien-naître et grandir

L'association Bien-naître et grandir propose le vendredi 10 janvier une conférence sur «l'arrivée d'un enfant dans le couple», le vendredi 31 janvier «la sophro-analyse» qui permet de dépasser les projections des parents pour accompagner les enfants dans une nouvelle naissance, toujours le 31 janvier, «santé, prévention, vaccination, choisir et faire des choix». Rendez-vous à 20h30 à la Maison de la nature et de l'environnement de l'Isère. *Bien-naître et grandir*, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 13 07 76.

RWANDA

Viols programmés

Pour la première fois, le tribunal pénal international pour le Rwanda, qui siège en Tanzanie, doit juger une femme pour « crimes contre l'humanité ». En 1994, au moment du génocide, Pauline Nyiramasuhuko, alors ministre de la promotion féminine, lance des appels au viol sur les radios, est présente sur le terrain pour donner son feu vert. Plus de 250 000 femmes furent victimes de viol et 30 000 ont survécu. Presque toutes sont aujourd'hui séropositives. Il semble que des malades du Sida aient été emmenés volontairement dans les villages pour violer les femmes et ainsi transmettre une mort lente aux prochaines générations. (*Courrier international*, 14 novembre 2002)



DR Pauline Nyiramasuhuko

Habitat au féminin

Les constructions sont généralement réalisées par des hommes. Afin de favoriser l'arrivée des femmes dans ce domaine, l'association « Habiter au quotidien » et l'IDEMU, institut de l'écologie en milieu urbain, ont mis en place depuis 2000 un projet pilote de

formation pour les femmes pour leur permettre d'appréhender les travaux de second-œuvre, le développement des espaces naturels, l'animation et la médiation pédagogique dans un quartier. IDEMU, 8, rue Arnold-Géraux, 93450 Ile-Saint-Denis, tél : 01 48 13 04 19.

Ré-actives

Ré-actives est une lettre trimestrielle mise en place fin 2002 par le Réseau d'activités d'économies solidaires qui, depuis 1999, fédère des associations interculturelles de femmes qui ont réussi à sortir des quartiers difficiles par une création d'entreprise sous forme de coopératives ou d'associations. *Ré-actives*, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 02 35 61 00 15 (Plein Sud).

Réfugié-e-s pour orientation sexuelle

L'homosexualité est interdite dans de nombreux pays et souvent victime d'une forte répression. Des personnes choisissent alors de s'expatrier. Mais le statut de « réfugié-e-s pour orientation sexuelle » se heurte en France à des structures au minimum patriarcales et sexistes, au pire homophobes. Une brochure sur la question vient d'être publiée que l'on peut recevoir contre un don de son choix en la demandant à : Diffusions, Nathalie C., 49, rue de la Division-Leclerc, 94110 Arcueil.

Multinationales et parité

Michelin, Danone, les Caisses d'épargne, le Crédit agricole, Carrefour,

ALLEMAGNE Femmes et énergies

Ulricke Roehr, sociologue allemande, a réuni les études concernant les différences entre hommes et femmes dans le domaine de l'énergie. Comme tout domaine lié à la technologie, l'énergie est d'abord un domaine masculin. Les femmes sont peu présentes dans les formations professionnelles liées à ce domaine. Elles sont notamment peu présentes dans le domaine du chauffage des constructions et tous les métiers qui y sont liés (électricien, plombier...). Dans le domaine de l'électricité, en Allemagne, on ne compte que 6 % de femmes ingénieurs, 4 % de directrices, 1 % de PDG. L'ouverture des marchés de l'électricité au niveau européen et la concurrence que cela a créé depuis quelques années a encore augmenté la masculinisation du secteur. Sur la question du nucléaire, il existe quatre commissions gouvernementales qui, en Allemagne, travaillent sur la question : on y compte seulement 4 femmes pour plus de 200 hommes ! Dans le domaine des énergies renouvelables, les femmes sont également peu présentes. Il existe toutefois une coopérative « Windfang » créée en 1992 qui travaille dans le domaine des énergies renouvelables qui ne regroupe que des femmes. Si elles interviennent peu dans le domaine du choix d'équipements, elles interviennent par contre plus dans le domaine de leurs usages. La pauvreté des femmes vivant seules (veuves ou divorcées) les rend peu sensibles aux produits les plus écologiques qui nécessitent souvent une capacité d'investissement. Du fait de leur double ou triple journée de travail, les femmes ont tendance à utiliser plus d'appareils électroménagers. Si hommes et femmes perçoivent l'énergie comme un domaine potentiellement dangereux, les femmes ont été au départ plus largement majoritairement antinucléaire. L'écart s'est réduit avec la professionnalisation du mouvement antinucléaire : la majorité des salariés y étant des hommes. Les hommes ont plus tendance à raisonner développement de nouvelles sources d'énergie, les femmes sont plus intéressées par les économies d'énergie. Dans le domaine des transports publics, les enquêtes montrent qu'une des raisons de leur mauvais fonctionnement vient que ces transports sont pensés par des hommes... qui se déplacent en voiture, alors que ce sont les femmes et les enfants qui les utilisent le plus.

Lagardère, BNP Paribas, Auchan, Accor, Aventis, Air France, Intermarché, Bouygues, PPR, TotalFinal-Elf, Suez et la Société générale ne comptent aucune femme dans leur direction générale. Aventis, la Société générale, Intermarché, Auchan, Axa, BNP Paribas, Lagardère, Leclerc, Carrefour, Danone, LVMH et Michelin n'ont aucune femme dans leur conseil d'administration et leur conseil de surveillance. (*Alternatives économiques*, novembre 2002)

ces dernières, un quart ne bénéficiait que de l'indemnisation des travailleurs agricoles saisonniers, une indemnité que le gouvernement vient de supprimer en juin dernier. ■ **France.** Entre Janvier 2001 et juillet 2002, le nombre de chômeurs indemnisés a augmenté de 200 000. Mais avec une forte inégalité entre les sexes : il a augmenté de 160 000 pour les hommes contre seulement 40 000 pour les femmes... ce qui fait que pour la première fois depuis 1993, le nombre de chômeurs (1 170 600) dépasse celui des chômeuses (1 103 300). Cela traduit le ralentissement de l'emploi industriel, essentiellement masculin, alors que celui des services, largement féminisé, résiste mieux. (*Alternatives économiques*, octobre 2002)

Amnistie et femmes battues

La loi d'amnistie promulguée à l'issue de l'élection présidentielle prévoit la relaxe pour les peines liées aux violences conjugales. Elle a par contre exclu les sanctions pénales pour cruauté envers les animaux. Pour nos élus, les femmes comptent donc moins que les animaux.

Inégalités dans le chômage

■ **Espagne.** Les femmes en Espagne représentent plus de 58 % des chômeurs, mais seulement 48 % des personnes touchant une indemnité. Sur

Théâtre Etude anthropothéâtrologique

La formation *Désabusée* propose un spectacle intitulé *Petite étude anthropothéâtrologique de la femme* que l'on peut découvrir à partir de 15 ans. La pièce revendique l'égalité et la non-discrimination. Nazir Noor Jahan, *Désabusée*, 81630 La Sauzière-Saint-Jean.

Militaires et prostitution

En Corée du Sud, selon un rapport de l'Organisation internationale des migrations, depuis le milieu des années 80, plus de 5000 femmes ont été réduites à l'esclavage sexuel. Parmi elles des Philippines, des Russes et des Européennes de l'Est. Elles se prostituent dans les bars fréquentés par les troupes américaines stationnées dans le pays. Interpellés, les membres du Congrès américains ont demandé une enquête sur le trafic sexuel en Corée. Pas cher. (*Les Pénélopes*, novembre 2002)

Du côté des Verts

■ Suède : soutien critique.

Ayant fait 4,6 % et ayant 17 députés, les Verts suédois ont négocié leur soutien aux socio-démocrates. Plutôt que d'entrer au gouvernement, ils ont proposé de soutenir un gouvernement minoritaire sous conditions : développement des transports en commun, institution d'une taxe embouteillages, augmentation des pollutaxes, arrêt de la pêche à la morue en mer Baltique, introduction dans le droit du travail du droit à une année sabbatique, augmentation des prestations sociales, développement de la protection des animaux.

■ **Brésil : plus d'élus.** Les Verts ont soutenu la candidature de Lula au deuxième tour des présidentielles. Ils ont présenté des candidats aux législatives fédérales et d'Etat (le Brésil est constitué de 27 Etats) et obtenu 5 députés fédéraux et 11 députés d'Etat (contre 1 et 5 auparavant).

■ Parti unique de la gauche.

Dominique Voynet a lancé l'idée, sur Europe 1, le 30 octobre, l'idée que les Verts pourraient se fondre avec le PS et le PC dans un grand parti unique. Après cinq ans de cohabitation, il semble que certains aux Verts ne voient plus quelle différence ils peuvent avoir avec la gauche conventionnelle. Il faut dire que maintenant les Verts sont, selon le programme de Noël Mamère aux dernières élections présidentielles, pour une «croissance durable», ce qui les rapproche évidemment de la dérive libérale du PS.

■ Exclusion de Noël Mamère ?

Le conseil statutaire des Verts a demandé, le 3 novembre, à ses élus de respecter le non-cumul des mandats inscrits dans le programme des Verts. Ainsi, Noël Mamère ne devrait pas pouvoir être à la fois maire de Bègles et député. Depuis son arrivée aux Verts, c'est la septième fois qu'une demande est adressée à Mamère, lequel répond toujours que le mouvement a besoin d'élus et qu'il ne veut pas laisser sa place. Il a même déclaré que cette fois-ci si les Verts veulent respecter leurs engagements, il faudra l'exclure.



Petites phrases

«L'écologie est une composante essentielle de tout projet politique (...) L'écologie est le grand défi du siècle qui commence»

Jacques Chirac, lors de la naissance de l'UMP, mi-novembre, qui accueille en son sein *Ecologie bleue*, un des multiples groupuscules venus de *Génération écologie*.

BRÉSIL

Succès en trompe-l'œil

La victoire de Luiz Inácio da Silva, dit Lula, à la présidence de la République est présentée comme une victoire de la gauche au Brésil. Les élections législatives qui ont eu lieu en même temps montre qu'il n'en est rien : son parti, le Parti des travailleurs dispose de seulement 91 députés fédéraux sur 531. L'ensemble des partis de gauche ne totalise que 220 députés. Le PT a même perdu deux des Etats qu'il avait gagné en 1998 : l'Etat de Sao Paulo et celui du Rio Grande do Sul où le maire de Porto Alegre a été battu. Lula ne pourra gouverner qu'avec un accord avec le centre-droit.



OR
Lula

Israël-Palestine

■ **Olives interdites.** Le 23 octobre 2002, le gouvernement israélien a transmis aux autorités militaires l'ordre d'empêcher les Palestiniens de récolter les olives. Cette récolte des olives est présentée comme «hostile à l'encontre d'Israël». Ceci devrait permettre d'affamer un peu plus les Palestiniens.

■ **Eau inaccessible.** 240 villages palestiniens n'ont pas l'eau courante (350 000 personnes). Certaines régions comme Naplouse disposent de moins de 10 litres d'eau par personne et par jour. En moyenne, dans les territoires occupés, les Palestiniens ne disposent que de 40 litres par jour et par personne... contre 800 litres pour les colons israéliens. Un moyen d'améliorer la situation serait de pouvoir recycler l'eau. Mais Israël ne l'entend pas ainsi. Depuis 1988, les militaires israéliens empêchent la

construction d'une station d'épuration pourtant financées par le gouvernement allemand et un autre projet à Naplouse financé par une aide américaine. Sur 200 projets de puits présentés par l'autorité palestinienne ces dernières années, seuls trois ont été autorisés par Israël.

RUSSIE

Questions embarrassantes

La revue d'investigation russe *Versia* a publié une liste de questions adressées au gouvernement après la prise d'otages de Moscou. Voici quelques-unes de ces questions : «le FSB affirme que la menace de faire sauter le théâtre était réelle, pourquoi alors n'a-t-on pas fait évacuer les immeubles voisins ?», «le porte-parole du FSB a affirmé que l'assaut était justifié parce que le commando tchétchène avait exécuté deux otages, pourquoi ne les a-t-on jamais retrouvés ?» «Pourquoi les médecins n'ont-ils été autorisés à intervenir que deux heures après le début de l'assaut, alors que des personnes sont mortes dans ce délai ?» «Pourquoi tous les Tchétchènes ont-ils été achevés d'une balle ?».

René Riesel ne veut pas d'une grâce

Ancien dirigeant de la Confédération paysanne, celui-ci n'est plus du tout d'accord avec le syndicat agricole. Il entend ne pas demander de grâce à Chirac, disant assumer ses actes. Il critique aussi la démarche médiatique menée autour de José Bové, estimant qu'elle contribue à faire passer au second plan la raison de ces procès : la lutte contre les OGM, et dans le cas du CIRAD de Montpellier, laboratoire public, l'engagement de l'Etat aux côtés des multinationales dans la propagation de ces technologies.

José Bové Quatorze mois de prison ?

Après le rejet de son recours en cassation le 19 novembre, José Bové doit théoriquement effectuer 14 mois de prison. Il s'agit du cumul d'une part de six mois de prison pour la destruction de riz transgénique dans un laboratoi-

re du CIRAD à Montpellier, en 1999, pendant la caravane intercontinentale organisée par des mouvements paysans indiens, d'autre part de la révocation d'un sursis pour huit mois de prison concernant un fauchage d'OGM en plein champ, à Neyrac, en 1998. C'est maintenant au ministère de la Justice d'indiquer quand doit commencer cette incarcération. Si celle-ci se concrétise, cela sera la plus longue incarcération d'un leader syndical depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Plusieurs centaines de maires, plusieurs dizaines de milliers de personnes et même la FNSEA, ont écrit ou pris la parole pour demander la grâce de José Bové, estimant qu'il n'est pas normal de punir ainsi un leader syndical.

Larzac Nouveau rassemblement ?

Trente ans après le rassemblement contre l'extension du camp militaire, est-il possible de réunir autant de monde contre la peste libérale ? Les paysans du Larzac lancent un appel pour savoir si les organisations syndicales, politiques, associatives, seraient intéressées pour un nouveau rassemblement, début août 2003, entre les manifestations contre le sommet du G8 (début juin à Evian), et le sommet de l'OMC à Cancun (Mexique en septembre 2003), trois ans après le rassemblement de Millau. *Gardarem lo Larzac, Montredon, 12230 La Cavalerie.*

Droite-extrême

Au conseil régional de l'Ile-de-France, le 7 novembre, sur proposition du Front national, l'UDF et l'UMP ont voté un amendement supprimant une subvention à la Cimade, prétextant son engagement pour la suppression de la double-peine et son soutien aux étrangers en position irrégulière... ce qui est précisément l'objet de l'association.

Au conseil régional de Rhône-Alpes, fin novembre, sur proposition du Front national, l'UMP et l'ORA (groupe de Charles Million) ont voté un amendement supprimant une subvention au Festival de Jazz de Vienne pour «affiche irrespectueuse pour les croyants». L'UDF, qui dirige la région avec le soutien passif du PS, n'a pas suivi, mais en vain.



Sous les tribunes... la vie

«On ne peut pas converser quand on est 500 personnes, donc pas faire de colloque. Ou, si l'on essaye, ça devient de la conversation en voie d'extrême développement à la mode d'Occident. L'inverse du travailler joli. (...) Il me paraît logique, pour défaire le développement, de défaire d'abord les manières de procéder de notre société centralisée.» Madeleine Nutchey, «Refaire le monde, mais où ?», Silence, mai 2002.

«**A**lternative ? Vous avez dit alternative ? Cent cinquante centimètres au-dessus du plancher de la salle, l'homme n'est pas seul à la tribune mais lui seul parle. Il fait face à cent cinquante personnes (une personne par centimètre, ou un centimètre par personne ?). Il se produit comme un acteur sur la scène. En bas, nous sommes donc un public. Il parle. Cela fait déjà longtemps qu'il parle. Il donne des informations ; mais, pour la plupart d'entre nous, c'est un simple rappel. Il ose des analyses ; mais je vois là plusieurs personnes qui pourraient lui donner la réplique, et combien d'autres encore que je ne connais pas. A ses côtés, les autres ne disent rien.

Il parle encore. Il dit souvent «je», bien que le sujet ne se prête pas à la personnalisation.

Le débit se tarit. C'est sûrement le moment du débat. Euh, non, pas du débat... des questions, car toute personne qui ose à son tour s'exprimer est bientôt agressée par les suivistes de l'homme sur la tribune : «La question ! La question !». On ne peut donc pas échanger, argumenter et encore moins contester ne serait-ce qu'un point du long exposé. La meute beugle sur qui veut encore croire à la possibilité d'un débat ; les insultes et les menaces accablent le dissident.

Ah ! J'allais oublier : il ne s'agit pas d'une réunion électorale, mais du colloque d'un courant contestataire qui se définit probablement comme alternatif.

A quoi tout cela rime-t-il ? En quoi cet exercice masturbatoire sert-il la cause que cette réunion est censée défendre ?

Autre colloque, autre salle, autre population, mais toujours dans la mouvance contestataire. Nous voici très loin de la salle communale. Le lieu est confortable, l'ambiance est feutrée, mais la disposition est la même.

Après les longues introductions qui n'apportent pas toujours une information inconnue ou un nouvel éclairage, il reste généralement moins de 15 % du temps pour l'expression des 98 % de participants qui patientent dans la salle. Pour parler, il faut là aussi lever la main et attendre le bon vouloir du leader, car il semble entendu que nous sommes incapables de nous réguler. Enfin, «parler» c'est beaucoup dire. C'est comme dans les fameuses émissions de radio dites «interactives» (genre «les auditeurs ont la parole» sur France Inter) où «l'auditeur» exceptionnellement convié à ne plus être qu'une oreille

serait très crédule s'il s'imaginait à égalité avec les bonimenteurs : «Posez votre question. Soyez concis». Un homme aux cheveux blanchis qui protestait et soulignait posément l'étrangeté de ce «colloque», où beaucoup de gens sont venus de loin pour se trouver dans l'impossibilité de s'exprimer et de débattre avec les autres,

s'est fait rabrouer comme un mauvais élève d'école primaire par l'universitaire «président de séance».

Mais à quoi peuvent bien servir ces «colloques» où on ne peut pas débattre, encore moins échanger ? Pourquoi inviter des gens à venir s'asseoir comme des légumes à l'étal ? Pourquoi, quand on ne les interroge pas, quand on ne les écoute pas, quand on ne s'intéresse pas à eux ? Ne sommes-nous vraiment qu'un public ? Pourquoi un public ?



«The Speech» de Gil Costa.

Que dites-vous ? Ah, vous supposez que c'est exprès si les salles de réunion sont anti-conviviales et si la courtoisie n'y est pas de mise ? Ce serait pour reproduire les conditions physiques et entretenir le climat psychologique propices au maintien à distance des zozos qui oseraient s'imaginer à égalité avec les maîtres des lieux ? Ce serait pour maintenir les relations de domination jusque dans l'exercice de la contestation, première étape subtile de la conservation du système ? Je ne suis pas loin de le penser aussi.

Mise en condition

Rencontre, colloque, conférence-débat, etc., plus que l'appellation, c'est la forme d'une réunion qui donne le ton. Quelle que soit la teneur du discours, c'est elle qui parle le plus clairement de ce que les organisateurs ont dans la tête — les organisateurs et les gens qui montent à la tribune. Bien sûr, on peut se laisser piéger par une disposition que l'on n'a pas choisie. Mais, quand les mêmes personnes se comportent de la même façon en plusieurs lieux, on sait de quoi il retourne.

S'asseoir dans une salle dominée par une tribune n'est pas indifférent. Cela met immé-

diatement en condition de sujétion et de démobilité.

Qui n'a pas l'entraînement pour parler en public, qui n'est simplement pas en forme, est immédiatement découragé.

Qui vient avec une réflexion alternative, dans un esprit de proposition et d'échange, gardera tout pour lui, décontenancé, démobilisé par les conditions contradictoires avec



son message ; conditions qu'il ne sera pas loin de ressentir comme hostiles.

Qui vient armé de bonne volonté pour échanger, rencontrer, discuter pour mieux comprendre, se nourrir d'énergie positive et en donner, sympathiser... sympathiser ! Celui-ci risque de partir plus faible qu'il est venu et de cultiver une bonne grosse déception qui laissera des traces.

Pourquoi cela ? On se retrouve tout à coup dans la situation de l'apprentissage scolaire : les profs sur l'estrade, les élèves en contrebas, presque sans liberté de mouvement. Nous nous tournons le dos pour que nous ne puissions pas voir nos visages et lire nos expressions corporelles. De la sorte, l'amorce de la communication est rendue impossible. Tout est calculé pour que nous ne puissions pas échanger entre nous et que nous concentrons toute notre attention sur le maître représentant la science et l'ordre vertical. N'avons-nous pas grandi ? Comme l'autre fois, n'avait-on pas annoncé un « colloque » ?

Le parterre plus bas, les places qui contraignent à l'immobilité, celle-ci qui engourdit l'esprit quand elle ne fait pas glisser vers la somnolence, l'impossibilité d'échanger avec les autres, surtout avec ceux

qui, aux quatre coins de la salle sont proches en idées, en sympathie, riches en informations complémentaires, etc. tout est fait pour que la personne ne se sente pas à l'aise, soit moins concernée, perde sa détermination, et refoule ce qu'elle avait besoin d'exprimer. Tout est fait, aussi, pour que la conscience du collectif s'évanouisse, et, avec elle, le sentiment d'empathie qui, à chacun et à tous, donne confiance et motivation.

L'affaiblissement du collectif, c'est-à-dire de la communauté, et l'affaiblissement de la personne vont de pair, car l'une ne peut exister sans l'autre ; elles se construisent mutuellement.

Par communauté, je suis évidemment très loin d'entendre « repliement et fermeture », comme trop de propagandistes des systèmes verticaux le répandent pour nous détourner de nos aspirations naturelles et endormir la vigilance. J'entends niveau d'organisation au milieu d'autres niveaux (d'autres communautés), j'entends société conviviale, j'entends interrelations et stimulation de toutes les dynamiques d'ouverture de la sensibilité et de la conscience, j'entends échanges et réciprocité entre tous les niveaux (homéotélie).

Nous étions personnes en entrant dans la salle. La division de l'espace, la ségrégation qu'elle impose, la focalisation sur la tribune, nous ont fait entités isolées au moment même où nous nous sommes assis. C'est le triomphe de l'individualisme, pierre angulaire de la domination. Nous étions ensemble un potentiel. Collectivement, nous étions des créateurs et des créateurs sans limites. Nous pouvions tout... Enfin, c'est ainsi que nous nous rêvions en venant, et nous voici tout à coup êtres isolés, affaiblis de tous ces autres à côté de nous et qui pourtant nous manquent, vides tout à coup, vains et impuissants. A moins d'un miracle, aucune dynamique collective ne peut s'épanouir là, et chacun s'en trouve décontenancé. Nous voici « individus libres » ; libres de nous faire guider par ces hiérarchies incongrues qui nous donnent le vertige en se reconstituant justement dans ce lieu où nous avons misé nos espoirs d'échanges égalitaires. Nous sommes devenus « la salle ».

Depuis la salle, toute contestation de la tribune est une gageure. Avez-vous déjà vu une salle reprendre la parole et la maîtriser ? C'est très rare et la dernière fois s'est produite il y a longtemps, trop longtemps. La salle est plus souvent réduite à applaudir pour signifier son opinion, pour tenter d'agir un peu, pour récupérer un semblant d'espace communautaire contre l'affirmation de l'individualisme, pour simuler la convivialité perdue.

Dissocier, c'est diminuer

Quelqu'un a dit un jour : « Quand on a dans la tête un marteau, on voit tous les problèmes sous la forme de clous ».

Excellente image de la fausse conscience qui se substitue à la conscience pour mettre la personne et le collectif au service de buts qui leurs sont étrangers, tout autant qu'à l'environnement social et écologique (1). La fausse conscience est le produit d'un conditionnement par une culture, par des structures qui déconnectent ces relations au corps, aux autres et à l'ensemble vivant qui nourrissent le développement de la conscience. A celle-ci se substitue donc une logique étrangère à la vie, une logique par rapport à laquelle on a d'autant moins de recul critique qu'on la croit sienne. C'est un phénomène schizophrénique typique des situations où l'on tombe sous l'influence d'une dynamique de domination, donc d'une dynamique antagoniste des dynamiques d'association et de complémentarité qui font la vie.

Domage que la formule du marteau et des clous ait été prononcée du haut d'une tribune, car qui a dans la tête une tribune ne voit les autres que comme des élèves, des passifs ou des inférieurs. Qu'il soit marteau ou tribune, l'outil n'est pas neutre (qu'est-ce qui l'est ?). Il correspond à une forme d'organisation, à une forme de rapports entre les hommes, et entre eux et le monde. Cependant, l'outil est beaucoup plus influent quand il est tribune que quand il est marteau : en améliorant l'efficacité d'un geste naturel à nos lointains ancêtres et, d'ailleurs, à plusieurs espèces, l'invention du marteau a

sans doute eu des conséquences, mais l'invention de la tribune face à des rangées de places assises... Et puis, pourquoi choisir comme mauvais exemple un symbole de l'activité « manuelle » quand il en est tant d'autres beaucoup plus convainquants qui, eux, ont été intentionnellement créés pour réduire les personnes, la société, le monde ? N'est-ce pas parce que la formule a été lancée

La focalisation sur la tribune nous a fait entités isolées au moment même où nous nous sommes assis.

depuis la tribune ? La forme de civilisation à laquelle correspond l'outil tribune n'est ni sympathique ni accordée à l'économie des sociétés et de la nature.

Les êtres vivants sont ce que les formes définies par les interrelations — les structures —, qu'ils créent ensemble et dans lesquelles ils évoluent, les font. L'homéostasie du plus grand ensemble oriente le sens de la vie de chacune des parties pour le bien-être de celles-ci comme pour la bonne santé de

(1) « La fausse conscience », Joseph Gabel, Edit. de Minuit 1962, collection Arguments.

l'ensemble. De cela, les dominations n'ont cure. Par contre, elles ont parfaitement compris que l'économie de la nature — son ordre — où chaque entité joue un rôle important en s'inscrivant dans une relation de réciprocité avec les autres et avec l'ensemble ne laisse aucune place à la relation unilatérale, donc dérégulée et destructrice, qui leur est propre.

Pour que s'impose une domination et que soit assurée sa reproduction contre l'ordre du vivant, elle doit défaire le maximum de ces interrelations et des formes qu'elles construisent. Elle doit, en particulier, détruire les dynamiques d'échange de compétences, de réciprocité, de coopération, d'entraide... induites par les structures interrelationnelles — ou interdire qu'elles ne prennent formes —, afin de réduire la diversité et l'autonomie de chaque niveau d'organisation. Il lui faut donc sans cesse s'insérer subrepticement dans les interrelations jusqu'à ce que les personnes et les différents niveaux de la communauté sociale s'y accoutument ou s'y résignent et prennent le relais du grand œuvre de destruction en abandonnant leur rôle actif (leur pouvoir) dans l'ordre de l'ensemble.

Sur le terrain, cela se concrétise par l'infiltration de toutes les structures spontanément développées, qu'elles s'inscrivent dans une simple action sociale ou dans un projet politique. L'objectif constant est de les saboter de l'intérieur en désamorçant la renaissance de la confiance mutuelle, de la démocratie directe et des dynamiques holistes auxquelles elles donnent vie. Objectif : reconstituer insensiblement le moule corrompé des hiérarchies élitistes.

Détourner, déréguler, déstructurer, détruire

La domination est réalisée par la focalisation des attentions et des énergies. Là où se multipliaient les attirances, là où les complémentarités et les initiatives se tissaient ensemble, là où les relations conviviales généraient des synergies fécondes, là où foisonnaient les actions et les créations spontanément coordonnées par l'intelligence collective, la domination détourne les intelligences aliénées et concentre les énergies sur son seul projet. Ainsi sont désamorçées toutes les autres dynamiques au profit de l'établissement de rapports de force.

La concentration et l'augmentation de la vitesse qui accompagnent généralement le développement de la domination créent des surcharges et des différences de potentiel insupportables pour l'économie de la nature, donc pour les sociétés et les personnes. Après avoir longtemps parlé de « progrès », c'est ce

que les dominants appellent le « développement ». Ce développement-là se traduit par la spoliation et l'exclusion de la plupart des modes de vie et des vies, créant une spirale de stérilisations et d'uniformisations qui affecte déjà gravement l'ensemble des systèmes : la biosphère.

Il va sans dire que l'action destructrice de la domination s'exerce tant sur les interrelations qui peuvent être mesurées et quantifiées que sur celles qui ont les caractéristiques de l'esprit. Les échanges matériels comme les échanges immatériels sont réduits en quantité, en diversité, en valeur et ce qui subsiste est orienté par et pour la domination.

Chacun peut le constater, par exemple en comparant :

- la vie des communautés villageoises encore préservées des spéculateurs, de l'automobile et de la monopolisation du commerce par « la grande distribution » à celle des villages-maisons-détretraite et des quartiers de nos villes déstructurées,
- une économie sans thésauroisation à la même après imposition de l'ordre capitaliste (les exemples contemporains sont innombrables dans les régions néo-colonisées par les institutions du développement),

- la multiplicité des actes et des créations de la solidarité conviviale et de l'artisanat à la normalisation des services et des produits du mercantilisme et de l'industrie,

- une période d'émancipation (1789, les Communes, l'Espagne libertaire, les années 60...) à l'extinction de tous les feux sous le nouveau triomphe de l'ordre vertical,

- l'entrelac des espaces, des sentes, des chemins et des voies communes que tous les êtres empruntent à leur manière en donnant vie à l'écosystème, à l'autoroute bordée d'entrepôts, de supermarchés et de panneaux publicitaires,

- la production d'une forêt primaire et son rôle dans le climat à la production d'une plantation industrielle et sa responsabilité dans l'effondrement de la diversité biologique, de la biomasse et des dynamiques climatiques,

- le développement des intelligences en interaction stimulatrice et régulatrice à l'Etat où la décision tombe de lieux triplement déconnectés des réalités : par la prétention d'une idée globalitaire, par les corruptions de la domination et de l'argent, et par l'incompétence due à l'éloignement de toutes les réalités du vivant,
- etc.

Toujours sont détruits les réseaux, les tissus, les systèmes, les sociétés... formés autant par les échanges d'information et de sympathie que par les transferts de matière et d'énergie. Toujours un seul projet dominant suffit à détruire la complexité et à stériliser toute nouvelle expression.

Nous sommes-nous éloignés de la tribune et de la salle ? Pas du tout puisque la tribune participe du même système...

Déjà la capitalisation

Quels sont ces gens qui utilisent les tribunes comme d'autres le marteau ? Des universitaires, des journalistes, des syndicalistes, des technocrates, des patrons, des politiciens... presque tous gens à l'aise dans des structures verticales où, pour avoir droit à une place, il faut draguer les crédules, lutter contre les autres, prendre, capitaliser. Ce sont surtout des gens façonnés par les rapports de domination/soumission. Ce sont des dominants qui ne peuvent guère imaginer se comporter autrement et ont pour principal réflexe de reproduire partout les structures physiques, culturelles et psychologiques de la domination, jusque dans la contestation du système : tribuns et auditeurs, actifs et passifs, acteurs et public, élite et pays profond, aristocratie et plèbe.

Etre à la tribune, plus haut que tous, la voix amplifiée par la technique, au centre de l'attention, auréolé d'importance, procure des émotions dangereuses, même pour les sujets calmes et étrangers aux jeux de pouvoir. Les autres, ceux qui ne sont pas par hasard dans cette position, utilisent le public pour flatter leurs fantasmes de supériorité et s'exalter en caressant leur ego turgescents. Voilà une fonction du public : il doit donner du plaisir aux tribuns.

Cette cérémonie baptisée « colloque » va permettre aux personnages de la tribune d'affirmer encore leur position en marquant le territoire. Le territoire c'est encore le public, et le public des médias attirés par le cérémonial. Tout est concentré par la tribune, et capitalisé. Mais oui, le processus est capitaliste — même si le capitalisme est quelquefois dénoncé à la tribune, donc par des gens qui sont en train de le mettre en œuvre. La passivité des « participants », les regards et l'attention tournés vers la tribune confortent, portent et gonflent les tribuns, deviennent leur capital, leur pouvoir. Même la simple présence est capitalisée. Mais le plus important est dans la dépossession de la plupart. Quelque chose est confisqué aux personnes et au collectif, et est détruit au moment même où ils deviennent le public. Quoi ? Ce sont les capacités d'échanger, de parler, de témoigner, de réfléchir et de créer ensemble. C'est tout ce qui peut se passer entre les personnes et les groupes : le potentiel infini des synergies. C'est, en somme, la forme créée par le foisonnement des interrelations qui fait que l'on vit « en bonne intelligence » — excellente expression de la connaissance populaire. Justement, j'oserais dire que cette forme qui transcende la personne est une intelligence, une intelligence collective à laquelle chacun contribue et qui, en retour, stimule chacun. C'est cette forme sensible et fragile, absolument allergique à la domination, qui est

anéantie — ou dont l'épanouissement est empêché — par la seule existence de la tribune.

L'appareil constitué par la tribune et les rangées de fauteuils en contrebas dissocie et individualise, et «la salle» en est comme paralysée, stérilisée, tandis que «la tribune» traduit cette passivité forcée en capacité d'action. Destruction, conditionnement, transfert d'énergie, transfert de pouvoir, la tribune et les fauteuils en rangs d'oignons forment bien un outil de domination.

Cette spoliation du pouvoir de penser et d'agir de la personne et de la collectivité, le premier des biens communs, est fondatrice du capitalisme et de la domination. Sans elle, les aspirants dominants ne trouveraient personne sur qui s'appuyer et aucune autre dépossession ne serait réalisable. Ensuite, vient le moment où «la tribune» propose à «la salle» de lui accorder différentes délégations pour qu'elle puisse à volonté reproduire cette situation qui lui procure tant de satisfactions. Puis elle demande une participation aux frais — la première fois que «la salle» est autorisée à participer... De cette participation-là à la fiscalité pour subventionner les dépenses somptuaires de l'élite, il n'y a qu'un pas.

Tribune de toutes les tribunes, du parti à l'appareil d'Etat, le système politique qui se réclame de la démocratie représentative parlementaire est entièrement structuré par l'idéologie de la domination des dérégulés — les plus asociaux et les plus agressifs — sur tous les autres (2). Quelles que soient les nuances entre «gauche» et «droite», ce système ne sélectionne, donc, que les hommes et les formes d'organisation qui servent la reproduction de la capitalisation du pouvoir et des biens. Doit-on préciser que c'est parce qu'elle lui est fondamentalement contraire, qu'il élimine dans l'œuf toute mise en pratique des philosophies politiques inspirées par l'organisation (l'économie au sens premier) des sociétés et de la nature, donc authentiquement démocratiques, conviviales, libertaires, fédéralistes, en un mot : holistes ; de celles qui entendent préserver la liberté d'expression de chacun et de tous, le sens du collectif et celui du bien commun ?

Cette dichotomie correspond exactement à l'analyse de Max Horkheimer et Theodor Adorno dont la pertinence a frappé Donald Worster : «Depuis le dix-huitième siècle, la pensée occidentale s'est trouvée confrontée à un choix contradictoire entre deux façons de raisonner, deux positions, deux écoles différentes. La première préconise de libérer l'esprit humain du carcan mental dans lequel il s'est lui-même emprisonné, dans l'espoir de parvenir aux valeurs intrinsèques de l'ordre,

aux fins dernières, au but ultime de la vie. C'est le côté critique des Lumières : la raison consacrée à la libération, à la transcendance. Sur le rivage opposé de cette dialectique, on trouve la deuxième école, qui propose une domination de la nature. Cette dernière position, devenue la branche la plus active de l'héritage des Lumières, présuppose une désacralisation du monde, une réduction quantitative et mécaniste de l'univers en une masse informe d'objets hétéroclites. La raison devient un simple instrument au service des moyens et non des fins. Cette façon de voir conduit à l'aliénation spirituelle de l'homme, à sa coupure d'avec la nature, puis à l'industrialisation et à la mercantilisation du monde vivant. Toute l'histoire de la science ainsi que



toutes les autres dimensions de la vie intellectuelle depuis le dix-huitième siècle sont empreintes de cette dialectique» (La dialectique de la raison).

On peut souligner que toute l'histoire de la vie politique est, bien entendu, marquée par cette dialectique. Là est la source de l'équivoque majeure sur laquelle jouent les démagogues en faisant mine de représenter le courant de la libération accordé au sens de la vie, pour mieux l'étouffer. Pour y voir clair, souvenons-nous que le système de la démocratie représentative s'est constitué et affirmé en éradiquant toutes les formes de la démocratie directe (telles les assemblées communales) et de gestion collective (les communaux) que même la royauté et les princes n'avaient pas gommées. Souvenons-nous de l'histoire de tous les mouvements d'émancipation (de 89 à l'Espagne libertaire et à la Libération) éliminés, sabotés, récupérés par les faux-frères de l'intérieur du système : sociaux-démocrates et communistes autoritaires. Rappelons-nous l'histoire du mouvement alternatif. Réalisons, enfin, que depuis la tribune qui domine la salle jusqu'au sommet de l'Etat et des multinationales nous sommes face à un seul et même système, celui de l'aliénation spirituelle des hommes et de l'instrumentalisation capitaliste du vivant.

Avec les élections présidentielles de mai 2002, nous avons expérimenté une liberté d'action encore permise par l'électoratisme : le congédiement d'une famille politicienne ayant bafoué tous les engagements qu'elle avait fait mine d'adopter pour capter les suffrages. Tollé dans la caste de la représentation professionnelle. C'était donc une première et dernière fois car les congédiés se sont aussitôt employés à verrouiller ce misérable reliquat de la liberté de choix qui débouchait sur une autre impasse. L'expérience est de nature à convaincre les derniers croyants : parce qu'il n'est qu'une tribune parmi tant d'autres, le système de la démocratie représentative est

structurellement voué à être détourné par les mentalités et les intérêts les plus asociaux et les plus a-écologiques. D'ailleurs, n'a-t-il pas été accouché par la trahison de la révolution ? Pour que l'intelligence collective puisse un jour s'exprimer autrement que par le rejet, il faudrait que les alternatifs commencent par démanteler leurs propres tribunes pour retrouver le sens du mouvement.

Quand il est descendu de sa tribune, l'homme de la fameuse formule m'a croisé. Il ne m'a pas salué, ni moi ni plusieurs autres. Pourtant, il nous connaissait. Intrigué, je me suis retourné. C'est alors que je l'ai vu. Dans la tignasse, juste entre les deux oreilles, dépassait le manche d'un marteau.

Pardon, c'est vrai, je m'égarais, vous n'aviez pas parlé d'alternative.

Alain-Claude Galtié ■

Biblio complémentaire

■ Donald Worster, *Nature's Economy*, 1977. En français : *Les pionniers de l'écologie*, Ed. Sang de la Terre 1992.

■ Max Horkheimer et Theodor W. Adorno, *Dialektik der aufklärung. Philosophische fragmente* 1944. En français : *La dialectique de la raison*, Ed. Gallimard 1974.

(2) Au lieu de «asociaux» et «agressifs», on dit généralement «des plus forts», mais c'est un jugement caractéristique de la culture de la domination qui valorise la prédation à l'intérieur de l'espèce et ignore la diversité des qualités complémentaires, diversité indispensable à la vie en société intégrée à l'écosystème. Cette culture, pénétrée par la conception libérale qui prétend n'accorder de liberté qu'aux expressions de la cupidité et de la mégalomanie, est la cause première des comportements asociaux et a-écologiques, tant de l'incivisme individuel que des destructions massives du «développement». Lire «Est-ce ainsi que les hommes vivent ?», *Silence* 233/234, juillet 1998. «La liberté démasquée», *Courant Alternatif*, n°111, été 2001. *Silence* n°272-273/274, juillet/août et septembre 2001.

Une revue est-elle une tribune ?

Une revue, même militante, peut aussi être une tribune. Cependant, une revue qui, comme *Silence*, ouvre ses pages à qui veut s'exprimer, à qui veut participer, même à qui veut protester, est un lieu d'échanges. Avant d'être une tribune, *Silence* est un média. Il sert d'intermédiaire. Tant qu'il reste un média, il n'y a pas de création de domination. Tel n'est pas le cas des journaux commerciaux (et de certains journaux militants aussi !). Les dominants ne voient dans une revue qu'un mégaphone de plus, un moyen de diffusion unilatérale pour marquer un large territoire. Tout est dans la distance par rapport aux personnes et à la communauté.



Ecologie : quand les femmes comptent

coordonné par
J. France Falquet
Ed. L'Harmattan / Femmes & Changements
2002 - 214 p. - 19 €.

Autour de la question du développement durable se multiplient les domaines où une vision écologique du monde pose des problèmes. Or, de plus en plus, dans les conférences internationales, des études montrent que ces questions écologiques ne sont pas abordées de la même façon selon que l'on est un homme ou une femme.

Ce livre fait donc un très riche tour du monde des études où le genre est pris en compte dans les questions écologiques. C'est fort instructif. Par contre, on peut être critique sur la présentation historique des concepts de genre des «femmes dans le développement» au «femmes pour le développement» qui semble oublier les «femmes contre le développement» (il y en avait quelques centaines lors du récent colloque à l'Unesco «Défaire le développement»). De même, le débat sur le sens de la durabilité montre bien que l'on a tout un panel entre ceux qui pensent que les solutions techniques permettront de respecter cette durabilité sans remettre en cause le pillage des ressources actuelles et ceux qui pensent que nous mangeons actuellement de manière irréversible notre capital. Pourquoi les positions de ces dernières (Vandana Shiva par exemple, mais aussi bien d'autres autour de la revue *The Ecologist* par exemple) sont-elles à peine étudiées ? C'était pourtant ce qui faisait jusqu'à maintenant la richesse des publications de Femmes & Changements. Comment laisser passer en conclusion sur le débat sur la durabilité, cette conclusion reprise du ministère de l'environnement (du temps de Dominique Voynet) : «la question n'est en effet plus croissance ou stagnation, mais quel contenu donner à la croissance» [p.21]. Nous ne sommes plus là dans le domaine de l'écologie. De même, des études citées montrent l'intérêt pour les cultures vivrières des femmes et leur approche souvent biologique de ces cultures, pourquoi alors [p.74], revendiquer l'accès aux pesticides et aux engrais pour les femmes ? Comme il est dit [p.126, cette fois] : «ces pesticides servent majoritairement à produire des aliments d'exportation destinés aux pays du Nord, souvent sous forme de monocultures au détriment de la production vivrière généralement effectuée par les femmes». MB.

La voiture, véhicule de la violence

Alternatives non-violentes
2002 - 76 p. - 10 €.

La voiture a fait depuis 50 ans autant de victimes dans le monde que les deux guerres mondiales réunies. En France, c'est chaque année 8000 morts, 36 000 blessés graves (au moins une semaine d'hospitalisation), 8500 handicapés à vie. 75 % des victimes sont des hommes, 25 % ont entre 15 et 24 ans (ils représentent 13 % de la population). Les jeunes et les hommes sont ceux qui prennent des «risques». Les animaux trinquent aussi : un comptage dans le Haut-Rhin donne 8000 morts par an pour ce seul département. Les alternatives ? D'abord ne pas avoir recours à la voiture quand ce n'est pas nécessaire, pour commencer en ville. Préférer les transports en commun, le vélo, la marche à pied. Mais le sujet est tabou comme l'expliquent plusieurs auteurs. Ainsi, les victimes de l'Intifada en Israël sont comptabilisées tous les jours dans les médias du monde entier... alors que la route dans ce pays tue deux fois plus. Quant à la guerre, celle dont on parle, le plus souvent, elle a pour enjeu... le pétrole nécessaire à nos voitures. Beaucoup de bonnes critiques de la voiture dans ce numéro de notre confrère. MB.

Contaminations radioactives, France et Europe

CRII-Rad et André Paris
Ed. Yves Michel
2002 - 200 p. - 28 €.

Cet ouvrage est une compilation, sous forme d'atlas, de toutes les données disponibles sur les contaminations provoquées en Europe et en France par le nuage de Tchernobyl en 1986. Plus de 3000 mesures ont été reportées sur les cartes. Les études de la CRII-Rad viennent contredire le discours rassurant des instances officielles. Alors que ces dernières parlent moyenne, la CRII-Rad démontre que cela ne veut rien dire : du fait des pluies et des écoulements, la radioactivité fait des taches, lesquelles atteignent encore aujourd'hui des taux particulièrement élevés, en particulier en Corse et dans les Alpes. Un travail en tout point remarquable. MB.

Piliers pour une culture de la non-violence

Alain J. Richard
Ed. L'Harmattan
2001 - 78 p.

En 2001, les Nations-Unies ont ouvert une «décennie pour une culture non-violente». L'auteur qui a travaillé toute sa vie à la promotion de la non-violence essaie dans ce bref essai de déterminer les éléments à prendre en compte pour arriver à une telle culture : la vérité dans les relations entre êtres humains, la reconnaissance de la dignité pour tous, la nécessité de respecter le patrimoine naturel, le pouvoir de l'amour, la recherche du bien présent en chaque protagoniste, l'emploi de moyens compatibles avec la fin, accepter des risques pour ne pas répondre à la violence, accepter que personne ne détient toute la vérité, ce qui est juste est acceptable par le plus grand nombre, la cohésion sociale ne peut venir que de l'amour et de la vérité. Beaucoup de références à Gandhi. Facile à lire et stimulant. MB.



font reculer le béton. Si vous partagez cet engouement vous apprécierez les «ruines de Rome». L'auteur aurait pu être Arcimboldo, ce peintre qui composait des portraits d'une accumulation de fruits et de légumes de toutes sortes. Cette fois, en ce millénaire, Pierre Senges nous invite à suivre les escapades nocturnes clandestines d'un employé du cadastre. Un presque retraité qui se découvre «herboriste prosélyte» ou «jardinier de la mauvaise herbe». Au fil des chapitres «ruban d'eau», «pied-de-lit», «mil», «patience», «souci des champs». Le «jardinier adventice» nous fait pratiquer une écologie urbaine au ras des pâquerettes, qui nous initie à l'Apocalypse pour mieux nous renvoyer au jardin d'Eden. Spontanément subversif, naturellement suggestif, naïvement rebelle, feuille à feuille, «Ruines de Rome» réveille le Terrien qui sommeille en nous. Yvon Watté.

Autres jeux avec le feu

Linda Lê
Ed. Christian Bourgois
2002 - 192 p. - 15 €.

Quatorze nouvelles sur ce qui nous trouble, nous obsède, nous révolte, à travers des tranches de vie, ici et au Viet-Nam. Souvent étrange, parfois drôle. Une vision de la vie qui semble bien désabusée. FV.

ROMANS

Dancing nuage

Georges-Paul Cuny
Ed. Quart-Monde
2002 - 190 p. - 11€.

Réédition de ce roman paru en 1992. Le père d'un enfant vivant en roulotte est arrêté par la police, la mère a peur que l'enfant lui soit enlevé et fuit. Les rencontres permettent d'aborder toutes les attitudes que l'on observe vis-à-vis de la grande pauvreté. De très bonnes réflexions sur l'honnêteté, la beauté, les émotions, les idées reçues, la réussite sociale, le bonheur, etc. FV.



Marie-Luce Bruyère

Georges Saad
Ed. ACL (69202 Lyon)
2002 - 140 p. - 10 €.

Etudiant en droit, l'auteur libanais raconte le choc des cultures alors qu'il fréquente le milieu libertaire lyonnais. Chrétien en pays arabe, il passe ici pour arabe en pays chrétien. Etudiant dans une faculté réputée d'extrême-droite, il découvre que la loi n'est pas toujours utilisée pour protéger le faible. Une histoire d'amour sert de fil conducteur. FV.

BANDES DESSINÉES

Le cri du peuple(2)

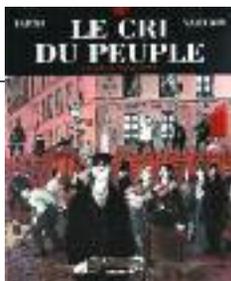
Tardi et Vautrin
2002 - 98 p. - 18 €.

Le premier tome en BD du roman de Vautrin par Tardi a obtenu au début de l'année le prix du public et l'Alph'art du dessin à Angoulême. Le deuxième volet est toujours aussi palpitant et le dessin en noir et blanc

Ruines de Rome

Pierre Senges
Ed. Verticales
2002 - 250 p. - 15 €.

J'ai toujours eu de la sympathie pour les plantes qui soulèvent le bitume ou



aussi chargé d'émotion. Troisième et dernier tome à l'automne 2003. MB.

ENFANTS La nuit de qui ?

André-Marcel d'Ans, Fabian Negrin
Ed. Desclée de Brouwer
2002 - 24 p.

Véritable légende des indiens Cashinahua retranscrite ici pour les enfants, avec de beaux collages de Fabian Negrin. Après avoir cherché la nuit de qui ils pourraient prendre pour se reposer, les humains ont choisi le Tatou, ce qui explique que ce dernier ne dort plus la nuit, mais le jour car les humains ne lui ont jamais rendu sa nuit. FV.



humains ont choisi le Tatou, ce qui explique que ce dernier ne dort plus la nuit, mais le jour car les humains ne lui ont jamais rendu sa nuit. FV.

VIDÉOS

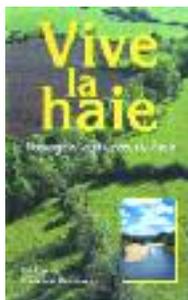
Gorleben : cassez-vous !

Roswitha et Gerhard Ziegler
Réseau sortie du nucléaire
(69004 Lyon)
1998 - 60 mn - 18 €.

Gorleben est le centre d'enfouissement des déchets nucléaires en Allemagne. Il a fait l'objet d'une très forte opposition locale puis nationale et la venue de chaque «castor», wagon de déchets, donne lieu à des manifestations gigantesques. Les gens se regroupent par réseau d'affinité (anarchiste, non-violents, verts, anti-nucléaire, locaux, rockers, motards, etc.). Tous essaient de retarder au maximum le passage du convoi. La plupart choisissent des modes d'action non-violent. Ce film montre les méthodes utilisées : personnes cimentées sur les voies, routes barrées par des troncs, personnes pendues au-dessus de la route. Cela oblige l'Etat allemand à déplacer des quantités impressionnantes de policiers (jusqu'à 30 000) et cela coûte donc extrêmement cher... ce qui fait que les convois sont très rares. Un film dont devrait s'inspirer les Français pour militer contre le nucléaire, mais aussi sur d'autres thèmes. MB.

Vive la haie

Christian Bouchardy
Catiche Production
(63830 Nohanent)
2001 - 38 mn



Les haies ont été les victimes du remembrement au nom de l'intensification agricole. Aujourd'hui, les grands champs us montrent leur fragilité : érosion rapide, culture qui ne résistent pas au vent, etc. Et on commence donc à replanter. Ce film montre tous les intérêts des différentes haies et de celles des bords de cours d'eau en particulier. Un discours pas particulièrement écolo toutefois : on y argumente les avantages pour la chasse et on y montre une plantation sur des films plastique qui pollueront durablement les sols. Très belles images. MB.

Une histoire de loup

Laurent Cistac et Jérôme Bouvier
Beta Production
(18000 Bourges)
2000 - 52 mn

Le loup fait l'objet de nombreux fantasmes dans l'imaginaire des humains. Cette cassette démystifie pour une grande part la bête en montrant les mœurs tout au long d'une année. Le film, essentiellement animalier, n'esquive toutefois pas la polémique sur le retour du loup en montrant comment au nord de l'Espagne les bergers vivent avec les loups : troupeaux gardés par des chiens en journée, parqués la nuit dans des enclos en pierre suffisamment haut pour éviter l'entrée éventuel d'un loup... et de rappeler la tradition de certaines tribus pour qui les loups en sélectionnant les plus faibles favorisent l'amélioration du troupeau. FV.



LE LIVRE DU MOIS

Maisons écologiques d'aujourd'hui

Jean-Pierre Oliva, Antoine Bosse-Platière, Claude Aubert
Ed. Terre Vivante (38710 Mens)
2002 - 144 p. - 32 €



Vous voulez construire votre maison, la rénover, l'agrandir et en profiter pour la rendre plus agréable, plus saine, plus écologique, plus économe en énergie. Vous ne savez pas comment fixer vos choix. Avant de vous plonger dans les livres techniques, plongez-vous dans ce livre et laissez-vous aller au rêve. Ce livre présente 32 réalisations récentes, presque toute en maisons individuelles, dans différentes régions, avec différents matériaux. Les constructeurs sont à chaque fois interviewés pour expliquer leurs démarches et les nombreuses photos de qualité permettent de se faire une bonne idée du résultat. De ces expériences, vous pourrez alors trouver des idées à reprendre pour passer à votre propre réalisation. Seul reproche : c'est un peu cher ! MB.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

- **Quand l'utopie ne désarme pas**, Pierre Mouterde, éd. Ecosociété (Montréal), 2002, 200 p. Sous-titré «les pratiques alternatives de la gauche latino-américaine», ce livre étudie les pratiques mises en place autour d'exemples comme Porto Alegre, le Chiapas, le mouvement des sans-terre du Brésil ou encore les mouvements indigènes pour redéfinir des pratiques sociales en dehors de la classique marchandisation de la société. Parce qu'ils sont dans la pratique quotidienne, ils peuvent développer une nouvelle utopie, un mode d'action que l'on peut reprendre ailleurs.
- **La jardin de Babylone**, Bernard Charbonneau, éd. Encyclopédie des nuisances, 2002, 262 p. 18 €. Réédition d'un livre initialement paru en 1969. Ce livre prémonitoire analysait comment après avoir ravagé la nature, la réponse logique des dirigeants serait sa «protection» : en créant des réserves et des parcs naturels, on laisserait la voie libre pour finir de dévaster tout ce qui ne serait pas protégé. Ce livre était alors le prolongement d'une étude d'une cinquantaine de pages publiée initialement en 1934 ! Un livre qui apparaissait très radical à l'origine, mais qui malheureusement n'a fait qu'annoncer ce qui s'est ensuite passé !
- **Au plus grand secret**, Jean-Claude Lamatabois, éd. Le Temps des Cerises, 1998, 164 p. Sous forme romancée (mais à quel niveau ?), l'histoire d'un militaire présent à Mururoa («le grand secret» en polynésien) au moment du premier essai nucléaire aérien. Grièvement contaminé, il fait l'objet d'un suivi médical. Sans doute beaucoup de vrai dans ce témoignage. Tout à fait d'actualité alors que les anciens personnels du Centre d'expérimentation du Pacifique, demandant aujourd'hui, par centaines, l'ouverture de leur dossier médical.
- **Partager les savoirs, construire le lien**, sous la direction de Claire-Héber-Suffrin, éd. Chronique Sociale (Lyon), 2001, 352 p. 21,34 €. Réflexions et récits d'expériences au sein des réseaux d'échange réciproque de savoirs. Ces réseaux ont été lancés dans les années 70 par la coordinatrice. Tous égaux et différents, j'apprends en échangeant. Sur ce principe de nombreuses expériences se font dans ces réseaux, souvent présents dans les centres sociaux, voire parfois dans un camp de réfugiés (au Burundi). De là plein de réflexions sur le don, le lien social, la réciprocité, l'entraide, etc. Mais à la différence des Sels, systèmes d'échanges locaux, il n'y a guère d'échanges touchant au domaine économique et donc pas remise en cause de la marchandisation de la société. C'est donc moins radical, mais cela fonctionne également très bien. Reste la question de l'assistanat : la plupart des groupes sont encadrés par des services sociaux, ce qui n'est pas le cas de la plupart des Sels. Comment se fait-il que la comparaison entre ces deux types de réseaux d'échange ne soit jamais abordée ?
- **Après le 11 septembre, les nouveaux enjeux de la sécurité**, Le journal de la Paix, 4e trimestre 2001, Pax Christi, éd. L'Harmattan, 116 p. 9,16 €. Des réactions après les attentats du 11 septembre, mais aussi un texte prémonitoire sur la crise en Côte d'Ivoire, un sondage sur la vision des militants de Pax Christi et des spécialistes de la défense sur les politiques de défense et la paix.
- **Ecolo au pouvoir**, Christian de Bast, éd. Luc Pire (Bruxelles), 2002, 128 p. 14,75 €. Depuis juillet 1999, Ecolo (les Verts wallons du sud de la Belgique) participent au pouvoir dans une situation encore plus complexe que cela ne l'a été en France puisqu'il s'agit d'une coalition avec les socialistes et les libéraux. Un livre montre les déchirements que cela a provoqués au départ, puis la lente adaptation : comment on passe de «vouloir changer de société» à «vouloir changer la société». Du «fondamentalisme» au «réalisme».
- **Centres de rétention administrative, rapport 2001**, Causes Communes, ed. Cimade, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris. 2002, 146 p. 10 €. Rappel des lois et de l'action de la Cimade, statistiques sur près de 10 000 personnes passées dans les centres de rétention et rencontrées par la Cimade.



GREENPEACE

J'espère que vous consacrerez à ce texte autant de place que le témoignage paru dans le courrier de novembre 2002 et qui m'a profondément indigné.

Mon mari et moi (66 et 63 ans) sommes membres de Greenpeace depuis plusieurs années. Nous payons notre cotisation une fois par an, par CCP, et non par virement automatique. Nous recevons régulièrement une riche documentation s'appuyant souvent sur les connaissances scientifiques les plus récentes. Je puis vous assurer que les actions militantes des adhérents de Greenpeace n'ont rien à voir avec le racolage décrit.

Voici quelques exemples récents que nous avons vécus personnellement.

Le 3 juillet 2002, nous avons participé en gare d'Armentières (Nord), avec de nombreux militants de Greenpeace et quelques représentants d'autres mouvements écologiques à une action d'information de la population sur le passage d'un train de déchets nucléaires qui devait avoir lieu la nuit suivante. D'autres militants de Greenpeace participaient à une action similaire en gare de Lille.

En septembre, un stand était tenu dans la petite ville de Steenwerck lors d'une «journée du terroir» : des centaines de personnes purent se procurer des informations sur les dangers que des grands groupes industriels mondiaux et les pouvoirs publics font peser sur l'avenir de nos enfants et petits-enfants.

Le 20 octobre, à l'appel du Réseau Sortir du nucléaire, nous nous sommes rendus à Strasbourg pour participer au grand rassemblement européen. Greenpeace y était largement représenté.

Nous avons convaincu un de nos voisins qui brûlait régulièrement du plastique et autres produits polluants dans son insert d'arrêter complètement cette pratique : il a même fait installer une chaudière de chauffage central au bois, il a acheté des lampes d'éclairage basse consommation pour la plupart des pièces de sa maison et projette de construire une éolienne pour son éclairage.

Actuellement, nous appelons nos amis, voisins, etc. à signer une pétition que nous ferons parvenir à «notre» député afin qu'il s'oppose au projet de construction de nouveaux réacteurs nucléaires européens (le triste projet EPR).

Chaque fois, il s'agit donc d'informer, de faire prendre conscience aux personnes que nous rencontrons qu'une autre politique de l'environnement est possible.

Le jeudi 17 octobre, nous sommes allés à une réunion d'information-débat organisée par les responsables Greenpeace du groupe local de Lille. La salle était comble et, à part nous, l'auditoire était fort jeune. Nous avons pu y voir un film sur les actions internationales, nationales et locales du mouvement. Nous avons pu admirer le courage de ces bénévoles qui s'enchaînent sur les grues pour empêcher le débarquement de bois exotiques en provenance des forêts anciennes, qui escaladent des ponts et des navires afin de dérouler des banderoles, qui informent des dangers de l'exploitation à outrance de notre terre, etc.

Bruno Rebelle, responsable national et salarié, qui militait encore à 23 heures, avant de repartir vers d'autres tâches, nous a fait part des difficultés rencontrées, mais aussi des avancées obtenues par Greenpeace, qui sont loin d'être négligeables pour l'avenir.

Les militants locaux, tous bénévoles, nous ont présenté les nombreuses actions entreprises en direction des municipalités, des établissements scolaires, des clients de supermarchés, de la population, pour promouvoir l'utilisation de bois de culture, le papier recyclé, pour refuser les viandes provenant d'animaux nourris avec des OGM, etc.

Croyez-le bien, ces actions n'ont rien à voir avec le travail de salariés dont la tâche consiste à «pêcher des gens qui sortent des MacDo».

Alors je me pose la question : dans quel but un mensuel qui me paraît sérieux publie-t-il un témoignage aussi démobilisateur ?

Françoise Birembaut ■
Nord.

Silence : *Merci de votre témoignage. Nous ne pouvons que confirmer puisque nous partageons le même local que le groupe local de Lyon de Greenpeace. Il n'empêche que le témoignage d'Emmanuel Kasprzyk est bien réel. En total indépendance des groupes locaux, il y a des groupes de jeunes salariés qui font de la retape pour Greenpeace dans les rues piétonnes des grandes villes. Ils sont gérés au niveau national par un «fundriser», un collecteur de fonds. Par ailleurs, il est peu probable que vous soyez «adhérent» de Greenpeace : vous êtes plus probablement «donateur». Si vous étiez adhérent, comme dans toute structure, vous seriez amené à participer par le biais d'assemblées générales aux décisions de la structure (que cela soit une association ou une entreprise) et ceci au moins une fois par an. La même distinction existe d'ailleurs à Silence entre les adhérents (une quinzaine actuellement) et les abonnés (plus de 3500).*

Publicité douteuse

Dans Silence n°288, il y a une demi-page pour une présentation des rencontres «Sciences et conscience» à Aix-les-Bains. J'ai mis du temps à comprendre la raison de cette publicité et j'ai fini par voir que Pierre Rabhi faisait partie des conférenciers. Une brève n'aurait-elle pas suffi ? Et le spectacle, qu'a-t-il à y voir ? De plus la présentation est horrible. Je croyais que Silence réduisait le caractère d'impression car il manquait de place. Va comprendre !

Mireille Oria ■
Paris.

Silence : *il s'agissait au départ d'un échange de publicité contre un stand, négocié avec un premier dossier de presse où; outre Pierre Rabhi, nous connaissions aussi Jean-Baptiste Libouban (L'Arche), Paul Lannoye (député vert belge), Jean-Marie Pelt, etc. Lorsque la publicité nous a été fournie (avec sa mauvaise qualité), nous avons déjà été un peu surpris. Nous l'avons été encore plus quand nous avons reçu le programme définitif avec des sponsors plus que douteux. Bref, on s'est fait avoir !*

Varron : éradiquer bio !

L'info publiée dans le numéro 288 p.20 relève de la désinformation. Le varron (...) est un parasite qui a toujours existé et n'a jamais empêché les cuirs d'être exploités. Il ne les dévalorise que de 1 % selon les chiffres fournis par le Centre technique du cuir. Par ordre décroissant des défauts, il ne représente que le septième.

Une politique d'éradication a bien été mise en place, mais elle n'a pas été refusée «par nombre d'agriculteurs biologiques», bien au contraire. Nature et Progrès, l'ITAB, les biodynamistes... ont accepté le principe d'éradication. La plupart ne l'ont toujours pas dénoncé et s'ils l'ont fait n'appellent pas à la résistance.

La coordination est issue d'une poignée d'agriculteurs bios et non bios qui ont refusé un zoocide.

Les procès se succèdent bien, mais les agriculteurs bios n'ont rien obtenu de tout, car ils n'ont rien demandé. Il leur a été accordé de traiter leurs animaux avec des produits bio ! Ce qui revient à éradiquer bio ! Et donc, vive les Hutus et les Tutsis qui ont exécuté proprement à la différence d'Hitler qui n'utilisait pas des gaz bio !

(...) En faisant un audit sur la vache folle, les bios de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur ont indiqué que 85 % du cheptel bio a été traité à l'Ivermectine ou aux organophosphorés contre le varron. Le reste doit correspondre à ceux qui ont traité avec un autre produit ou les animaux exemptés (mâles destinés à l'exportation pour engraissement).

(...) Nous avons démontré que l'éradication du varron a déclenché la vache folle. Les bios en écosystèmes) sont donc parfaitement complices des morts qui vont arriver. Ne rien dire ne résoudra pas le problème.

Jean Coulardeau ■
Coordination contre l'éradication du varron, La Ribe, 43430 Les Vastres.

Parc naturel en Guyane

En page 31 du numéro 288, la fin de l'article «Brésil, forêt protégée» a retenu mon attention. Il y est dit «qu'il serait possible d'agrandir cette forêt protégée en créant le fameux parc national de Guyane...» qui le prolonge au nord.

Ce souhait rejoint celui des initiateurs du projet désirant situer ce parc au sud de la Guyane.

Thierry Sallantin, dont Silence a publié des articles en son temps, ethnologue spécialisé dans la Guyane, a montré comment cette localisation au sud porterait préjudice aux populations indigènes qui y résident, mais également



ouvrirait une voie royale à l'exploitation de la forêt primaire du nord de la Guyane, irremplaçable, en ouvrant une route depuis le nord. Il rappelait que, comble d'audace, les contribuables métropolitains auraient été obligés de mettre la main au portefeuille pour donner des subventions aux exploitants de cette forêt.

Avez-vous oublié ce que disait Thierry Sallantin qui a chèrement payé ses affirmations ?

Michel Briançon ■
Hérault

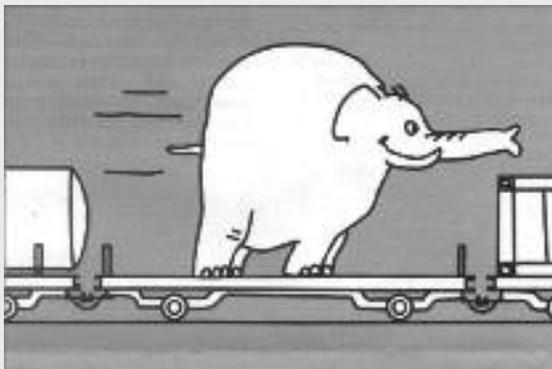
Silence : votre réaction est tout à fait juste. Thierry Sallantin voulait que le parc soit le plus au nord possible et que le sud reste avec son statut actuel qui interdit aux métropolitains de pénétrer dans la forêt. Il craint en effet qu'un parc naturel ne soit le début d'un tourisme tout aussi dévastateur que les prospecteurs de minerais actuels. En plaçant le parc en tampon avec la zone littorale déjà en grande partie détruite par le «développement», il espérait protéger au mieux les Indiens de Guyane.

Merci pour la diversité

Nous avons toujours le même plaisir à recevoir Silence, même si les textes sont parfois un peu verbeux. Par exemple, pour le n°287, nous aurions aimé plus de précisions sur la simplicité volontaire. Il n'empêche, Silence est une revue unique, notamment du fait du pluralisme qui s'y déploie, ce qui nous permet d'élargir notre champ de réflexion et d'évoluer dans nos façons de vivre. Merci pour tout le travail que vous effectuez.

Yves et Laurent Caton ■
Espagne.

L'erreur du ferroutage



(...) A chaque accident dans un tunnel routier, on reparle du ferroutage. Ce système qui consiste à mettre les camions sur le train, n'est qu'un avatar coûteux et sans avenir. En effet, il consomme deux fois plus d'énergie et prend deux fois plus de

place que le transport ferroviaire par conteneur. La mise en œuvre de celui-ci et la suppression des transports spéculatifs rendent inutiles l'agrandissement du tunnel de Modane et même la construction du Lyon-Turin. Si, en plus, on remet en service, les voies ferrées délaissées au profit de la route, il n'y aura plus de problème de traversée des Alpes, même chose pour les Pyrénées. Des millions de personnes retrouveront une vie simplement normale. Les milliards d'euros économisés sur l'entretien des infrastructures et sur les dépenses de santé pourront servir, par exemple, à restructurer notre cadre de vie qui en a bien besoin. Nous disposons d'une technologie fabuleuse qui rend possible le retour à des économies locales florissantes et créatrices d'emplois. Pour l'instant, nous jetons l'argent sur les routes. Depuis 1975, le trajet domicile-lieu de travail a presque triplé avec les pollutions, les accidents et les dépenses que cela engendre. Le transport marchandise par les routes n'est donc pas seul en cause (...)

Michel Evrard ■
Haute-Savoie.

Fausse route

Je voulais vous transmettre les remerciements de ceux qui ne mourront pas trop idiots. Quant aux autres, ils marchent avec le système, les yeux fermés. Pourtant la majorité, prise personne à personne, est consciente qu'on fait fausse route ! Changer son mode de vie, ça dérange, alors on fait comme si de rien n'était. Mais que deviendront nos enfants ?

Yves Cuénod ■
Saône-et-Loire.

Bon de commande

Les numéros disponibles et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

numéros disponibles (franco de port)

- 218 Alternatives en Alsace 3,8 €
- 239-240 Enquête sur les écologistes . 5,8 €
- 242 Eau, pollution de nos WC ... 3,8 €
- 245 Vélos du futur 3,8 €
- 248 Crimes publicitaires 3,8 €
- 250 Sortir de la voiture 3,8 €
- 251 Ecoféminisme 3,8 €
- 252-253 Les gros rafflent la mise (1) . 5,8 €
- 254 Ecopsychologie 3,8 €
- 255 Empreinte écologique 3,8 €
- 256 Commerce équitable 3,8 €
- 257 Ecole et écologie 3,8 €
- 258 Parcs naturels ou peuples indigènes . 3,8 €
- 261 Sortir du sport marchandise . 3,8 €
- 262 Quelle démocratie ? 3,8 €
- 264 Technologies et solitude 3,8 €
- 267 Où sont les jeunes 3,8 €
- 269 Mouvement vers Bure 3,8 €
- 270 Afrique : nouvelles colonies . 3,8 €
- 271 Inégalités dans les SELs 3,8 €
- 272-273 Alternatives dans le Rhône . 6 €
- 274 Habitat convivial aux Etats-Unis
Bure. Agri bio et eau pure. Liberté démasquée (2) . . 4 €
- 275 Vers une bio sociale ?
Eolien. Vache folle. Révolution jeune 4 €
- 276 Microfinances en question
Alain Lipietz. Images de souffrance. Riace. 11 septembre 4 €
- 277 Land Art et écologie
Noël Mamère. Guerre. Maurienne. Déchets 4 €
- 278-279 Alternatives en Normandie
Défaire le développement. Liberté 0 %. Tittytainment 6 €
- 281 Eau et santé
Décroissance et abondance. Biopiraterie 4 €
- 282 Ecovillages : du rêve à la réalité
Nucléaire : droit de réserve ? 4 €
- 283 Routes et déroutes du voyage
Refaire le monde. Nourriture manufacturée. Eolien . 4 €
- 284 Jeûner pour sortir du nucléaire ?
De la pauvreté à la misère. Ecovillages : réactions . 4 €
- 285-286 Alternatives en Isère
Elections. Femmes et paix. Espagne noire et verte . 6 €
- 288 Energie et société
Don. Médecines chamaniques. Bio en grande surface. 4 €
- 289 Un monde éco est-il possible ?
Associations et économie plurielle. 4 €
- 290 Ne pas oublier le train
Corruption. Cosmétiques. Microhydraulique. 4 €

Silence diffuse une cinquantaine d'ouvrages par correspondance. Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE

- Découverte 1ère année 6 n° 15 €
- Particulier 12 n° 40 €
- Institution 12 n° 80 €
- Soutien 12 n° 50 € et +
- Petit futé 24 n° 65 €
- Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 100 €
- Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 150 €
- Petit budget 12 n° 25 €

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

- Découverte 1ère année 6 n° 22 €
- Particulier 12 n° 45 €
- Institution 12 n°a 90 €
- Soutien 12 n° 50 € et +
- Petit futé 24 n° 70 €
- Petit budget 12 n° 40 €

Moi aussi je m'abonne !



je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

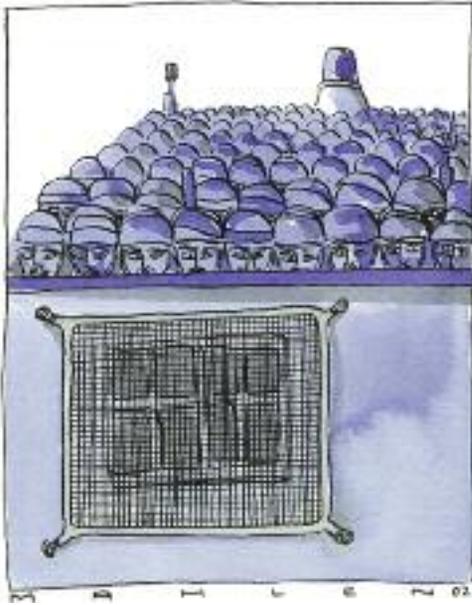
Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

L E NOËL DE MAHLEN

LA MAISON BLEUE



L'ÉLARGISSEMENT DE L'EUROPE

